PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

NOV 28 1938

REVUE DE PARIS

15 NOVEMBRE 1938

★ ★ ★	*Ce qu'il faut faire*	241
JACQUES ROUJON	*Le Système de Versailles et Louis XIV.* — I	256
COMTE DE FELS	*Les Gagnants de Munich*	286
VALÉRIE MASUYER	*Souvenirs.*	294
HENRY DE MONFREID	*La Légende de Koria Morian.* - Fin.	323
MAURICE MARTIN DU GARD	*Francis Jammes.*	361
EMMANUEL D'ASTIER	*M. Spaak et la Belgique*	370
G. JEAN-AUBRY	*Villiers de l'Isle-Adam*	383
ODON DE HORVATH	*Jeunesse sans Dieu.* — Fin . . .	398
IGNOTUS	*Anatole de Monzie.*	428
HENRIETTE CHANDET	*Jeunesse d'Annam.*	434
HENRY BIDOU	*Le mouvement littéraire*	448
ALBERT FLAMENT	*Tableaux de Paris et d'ailleurs.*	458

P. D'ESPEZEL : *Vieux Paris*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 10 FRANCS

45e ANNÉE *NUMÉRO 22*

LA REVUE DE PARIS

commencera le 1er Décembre la publication de

BLANCHE

ROMAN DE

RAYMONDE VINCENT

•

Elle publiera dans la même livraison

LE CANTIQUE DES CANTIQUES

PAR

JEAN GIRAUDOUX

•

Pour paraître prochainement :

LES CAHIERS INÉDITS D'UN VOLONTAIRE DE 1793

•

JEAN-JACQUES ROUSSEAU

PAR

JEAN COCTEAU

CANTIQUE DES CANTIQUES

BELLE TERRASSE DE CAFÉ DE LUXE,
AU BOIS OU SUR LA SEINE.
HEUREUSE APRÈS-MIDI. IL EST QUATRE HEURES.

SCÈNE PREMIÈRE

Le Président, Victor.

LE PRÉSIDENT. — Quelle table me conseillez-vous, garçon?

VICTOR. — Celle qui vous plaira.

LE PRÉSIDENT. — Le thé est bon, chez vous?

VICTOR. — J'ignore. Je bois de la bière.

LE PRÉSIDENT. — Dès que vous apercevrez une jeune femme, dirigez-la vers moi. La plus charmante des jeunes femmes.

VICTOR. — Les charmantes jeunes femmes ici se dirigent parfaitement toutes seules...

Il s'éloigne.

LE PRÉSIDENT. — Garçon! Approchez! Vous savez, vous n'avez pas le droit de parler ainsi aux clients!

VICTOR. — Je leur parle comme ils me parlent.

LE PRÉSIDENT. — Je viens ici parce que j'ai besoin aujourd'hui d'une heure supraterrestre, d'un balcon de sérénité, d'une terrasse d'euphorie. Voilà comme vous me la préparez, ma terrasse!

VICTOR. — Je l'ai dentelée à la sciure. Mon service s'arrête là.

LE PRÉSIDENT. — Mais enfin, mon ami, est-ce que vous êtes tous bornés, vous, les garçons?... Non, non, vous ne me ferez pas taire. Je suis bien connu pour être l'orateur le plus obstiné d'Europe !... Est-ce que vous persistez à méconnaître ce qu'ils sont envers vous, vos clients? Est-ce que votre corporation se rendra enfin compte que le café le plus digne — le vôtre, si vous voulez — n'est finalement qu'une maison de rendez-vous — laissez-moi parler ! — de rendez-vous entre le garçon et le client? Qu'est-ce qu'ils viennent chercher au café, les clients? Ce n'est pas votre café, qui est toujours immonde — je vous prie de vous taire ! — c'est vous !... La tête de leur garçon — Dieu sait pourtant que vous n'êtes pas beaux...

VICTOR. — Monsieur !

LE PRÉSIDENT. — Je parle.

LA CAISSIÈRE, *qui entre temps a gravi un haut comptoir avec les précautions d'un cocher d'omnibus.* — Monsieur parle. Laissez-le parler. Il parle en général. D'ailleurs, en particulier, vous n'êtes pas non plus Apollon... La tête de leur garçon...

LE PRÉSIDENT. — Merci, madame ! La tête de leur garçon est plus puissante à les tirer de leur maison que les farces du cinéma. Banquiers, romanciers, colonels, tous se disent : « J'en ai assez de dîner avec des écuyères, des épéistes, avec le secrétaire du Comité des Forges : allons à mon café. Là-bas, du moins, je serai seul, seul avec Isidore, ou René, ou Gustave... Comment vous appelez-vous?

VICTOR. — Je m'appelle Victor... cher monsieur.

LA CAISSIÈRE. — Il s'appelle Charles. Mais le gérant aussi s'appelle Charles. Chaque fois qu'on commandait à Victor — quand il s'appelait Charles — Charles le gérant aussi se retournait. Cela enlevait sa dignité au service... Alors, nous l'avons appelé Victor.

LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas mal, Victor. Cela veut dire victorieux... Et tous ils viennent, Victor...

LA CAISSIÈRE. — Le vrai Victor a été écrasé, voilà six mois... Juste après l'incendie de sa villa de Maisons-Laffitte... Pardon, monsieur... Et tous ils viennent, Victor...

LE PRÉSIDENT. — Merci... Et ils viennent, Victor ! Et ils ont

enfin une minute de bonheur, de paix, d'entr'acte entre les devoirs de la carrière, du foyer et de la nation. Dieu sait pourtant si vous les servez mal ! Vous essuyez vos fronts avec la serviette à essuyer les verres. Pas un café sans bain de pieds. Pas une infusion où ne flottent les feuilles de l'infusion adverse. Vous distribuez l'échiquier aux bridgeurs, aux beloteurs le jeu de dames. Et cependant, ils vous aiment. Et toute la réserve de bonne humeur dérobée sournoisement à la famille, toute la bonté intérieure qu'ils ont pu sauver de nos crises et de nos cataclysmes, ils la gardent pour cette confrontation avec vous, aussi muette, mais aussi fervente que celle de Tristan et Yseult, n'est-il pas vrai, madame ? dans laquelle ils ne prononcent que votre petit nom et celui du filtre que vous leur faites boire.

La caissière. — Ce n'est pas tout à fait exact, monsieur. Le verre s'essuie à la cuisine. Si le garçon le ressuie, c'est à ses risques et périls et avec son linge personnel. Mais pour Tristan et Yseult, la métaphore s'impose, c'est la vérité même.

Victor. — Cher monsieur, alors il y a un malentendu. Car nous, les clients, je parle de l'habitué, nous ne les aimons pas, nous les adorons. Pourquoi croyez-vous que nous, les garçons, arrivons à rester là toute notre vie à distribuer sans soif des liquides, et sans faim des sandwiches ? Nous sommes aussi doués que les autres, cher monsieur. Nous avons notre salon de peinture. Nous avons des bacheliers. Moi, j'avais beaucoup de disposition comme sauveteur. Je ne sais pas nager, mais, dans le sauvetage, c'est le sang-froid qui compte, pas la nage. Non, au lieu de peindre, au lieu de sauver, nous demeurons là, dans la cohue, l'engueulade et le suint, parce que nous savons que chacune à leur heure, nous verrons soudain à leur place, sorties des murs, les têtes souriantes de nos habitués. Elles ne sont pas toujours belles non plus, monsieur le Président. Grâce à elles, nous savons ce qu'est la calvitie, la jaunisse et le lupus sur un visage aimé. Mais elles sont là... Elles redonnent leur goût à toutes ces consommations éventées pour nous. C'est elles qui sont notre grenadine de l'aube, notre armagnac de midi, notre verveine du soir... Nous n'échangeons avec elles que des monosyllabes, des regards, des sourires, mais nous les aimons, monsieur le Président, et un café sans

habitués, la caissière vous le dira, c'est une église sans chapelles.

La caissière. — Sans ses saints, veut dire Victor. Sa métaphore est moins précise que celle de monsieur le Président.

Victor. — Moi, je veux dire sans ses saints? Évidemment! Je veux dire sans ses saints. Mais des saints qui ne nous ont jamais dit leurs prénoms, monsieur le Président, et souvent, dans les jours tristes, nous avons envie de les savoir!

La caissière. — J'en sais un, j'en sais deux.

Victor. — Ainsi j'en suis réduit à vous appeler monsieur le Président, au hasard, à la vue. Vous êtes Président, il n'y a pas à s'y tromper. Mais je ne sais pas si c'est d'une société, d'un conseil ou de la République! Si ça ne va pas, n'y voyez que ma déférence.

Le président. — Cela va, Victor. C'est justement mon titre... Alors, pourquoi ne vouliez-vous pas me parler tout à l'heure?

Victor. — Parce que vous n'étiez pas un habitué, cher monsieur le Président. Maintenant, vous l'êtes. Reposez vos trois questions. Vous allez voir si nous ne le préparons pas, le balcon d'euphorie!

Le président. — Quelle table me conseillez-vous, Victor?

Victor. — Pas celle où vous êtes, monsieur le Président! C'est la table des brouilles. Allez au deux.

La caissière. — Surtout si vous attendez une femme. Au deux, elles sont douces. C'est la lumière, m'a expliqué le contrôleur des finances. Au deux, la lumière leur attaque la pommette en biaisant. Alors, elles sont douces.

Le président. — La table sous le tilleul?

Victor. — Le neuf? Je ne vous conseillerai pas le neuf, monsieur le Président. C'est la table maudite.

La caissière. — Quand on trouve un suicidé dans les environs, il est toujours venu prendre au neuf son dernier rhum.

Victor. — Il le paye, généralement.

La caissière. — Voyons, monsieur le Président! Je vois très bien ce que vous voulez. Nous l'avons quelquefois votre état d'esprit, toute caissière que nous sommes. Vous voulez une table où tout soit facile, simple?

Victor. — Et extraordinaire?

Le président. — Exactement.

La caissière. — Où la nature soit pour vous, de ses feuilles à ses racines, où le vulgaire ne compte point, de ses cheveux à ses orteils?

Victor. — Où la vie soit un jeu et une bénédiction, ce qu'elle devrait être, monsieur le Président, et ce qu'elle n'est pas?

La caissière. — Où vous vous sentiez jeune, beau?

Le président. — Si possible.

Victor. — Allez au deux, monsieur le Président!

La caissière. — Allez au deux!

Victor. — Je ne vois ici que le deux, mais je vous le garantis.

La caissière. — Je m'installe souvent au deux, aux heures creuses, rien que pour attendre. Et, pourtant, moi, je n'attends rien.

Le Président s'assied au deux.

Le président. — Allons au deux!... Le thé est bon chez vous, Victor?

Victor. — Moins bon qu'en Chine, meilleur qu'en face.

Le président. — Si vous voyez la plus charmante des jeunes femmes, Victor, dirigez-la sans retard par ici!

Victor. — Elle ne s'égarera pas, monsieur le Président. Je la porterai plutôt.

Le président. — Portez-la doucement... Elle est toute ma joie.

SCÈNE II

Le Président, Jérôme.

Jérôme. — Vous attendez Florence, monsieur?

Le président. — Oui, j'attends mademoiselle Florence.

Jérôme. — Je me présente. Je suis Jérôme.

Le président. — Enchanté. Quoique je ne saisisse pas très bien le rapport entre ces deux prénoms.

Jérôme. — Vous allez le saisir. Il est intime. On ne peut plus intime. Un trait d'union seul les sépare. Je suis son fiancé

Le président. — Florence se marie!

Jérôme. — Les bans sont publiés.

Le président. — Je vous félicite... Vous épousez la femme la plus charmante qui existe.

JÉRÔME. — Merci ! Florence m'avait assuré, en effet, que vous aviez bonne opinion d'elle.

LE PRÉSIDENT. — Ah ! C'est Florence qui vous envoie ?

JÉRÔME. — Elle m'a dit qu'elle vous avait donné rendez-vous. Elle me délègue en avance. Elle veut sans doute que vous me connaissiez.

LE PRÉSIDENT. — Elle a toutes les attentions.

JÉRÔME. — Pour vous, toutes. Vous ne croyez pas si bien dire. Elle vous adore, Florence. Elle ne parle que de vous. Elle ne se souvient que de vous. Elle ne juge que d'après vous. Adorer est un mot stupide : elle vous aime, Florence.

LE PRÉSIDENT. — J'apprécie le bonheur d'être aimé de Florence.

JÉRÔME. — Combien vous étiez bon pour elle, combien vous l'aidiez à être heureuse, comme vous l'encouragiez à vivre, c'est sa seule conversation. Elle n'avait peur de rien grâce à vous, Florence ! Même encore maintenant, elle ne compte que sur vous !

LE PRÉSIDENT. — A homme bon, femme sensible.

JÉRÔME. — Elle est fière de vous, Florence. Elle dit que vous êtes le premier orateur du monde. Elle ne va voir un film, même de dessins animés, que si vous êtes aux actualités. Quand vous paraissez, je sens sa main sur mon bras qui se crispe. J'ai dû couper à la radio votre discours d'avant-hier sur les changes, j'ai cru qu'elle allait pleurer. Bref, il n'y a que vous pour Florence !

LE PRÉSIDENT. — Vous m'en voyez heureux.

JÉRÔME. — C'est comme pour les robes. Je sens très bien que pour sortir, elle choisit les vêtements que vous auriez choisis. C'est vous qui faites pour elle le temps et la couleur. Le soir, quand je suis déjà couché, je la vois qui enlève sa robe, qui la pend, qui l'admire. On sent très bien que c'est à vous qu'elle pense. Elle s'habille pour vous, Florence !

LE PRÉSIDENT. — Je suis privilégié.

JÉRÔME. — C'est pour cela qu'elle est en retard. Elle veut être parfaite. Vous allez la voir. Elle a la bleue stricte, avec le renard. Vous les aimez particulièrement, les bleues strictes, je crois ?

LE PRÉSIDENT. — Tout particulièrement.

JÉRÔME. — Je ne parle pas du restaurant. Je me demandais pourquoi, au restaurant, Florence a ses habitudes précises, immuables. C'est parce qu'elle mange votre nourriture, qu'elle boit vos vins. Moi, je me trompe toujours. Avec mes menus, j'arrive à la rendre irritable, distraite... Avec les vôtres, elle est tout de suite docile, tendre.

LE PRÉSIDENT. — Alors elle vient? Elle a choisi le jour de sa fête pour m'annoncer son mariage? Comme vous dites, elle a toutes les attentions pour moi, Florence!

JÉRÔME. — Sa fête? C'est la fête de Florence aujourd'hui?

LE PRÉSIDENT. — Vous ne me semblez pas être très au courant de la vie de Florence?

JÉRÔME. — Je l'avoue. La conversation n'est pas encore tombée sur le sujet... Florence... Son anniversaire?

LE PRÉSIDENT. — Florence est née le 8 janvier. A minuit. On a dû la frotter toute la nuit pour qu'elle vive. Elle était toute noire.

JÉRÔME. — On l'a bien frottée. Il n'en reste vraiment rien.

LE PRÉSIDENT. — On lui souhaite sa fête le 10 octobre. Ce n'est pas la sainte Florence, c'est le jour de saint Bruno. Mais c'est une tradition de famille. Sa mère l'exigeait de son vivant.

JÉRÔME. — Ah! sa mère est morte? Comme c'est dommage! A Paris?

LE PRÉSIDENT. — Non. A Mayenne. Où vit son père.

JÉRÔME. — Ah! son père vit? Comme c'est bien! A Mayenne? Comme c'est curieux!

LE PRÉSIDENT. — Il vit. Pour votre gouverne, elle va le voir chaque mois, le 15. Elle prend le train de 10 h. 33 à Montparnasse. La voiture est la troisième en partant du guichet. Au-dessus de sa place habituelle, il y a la photographie du dolmen de Gisors. Son frère, tous les deux mois, l'accompagne.

JÉRÔME. — Un frère aussi? Tant mieux. Elle n'est pas seule dans la vie. Ah! c'est sa fête? Qu'est-ce qu'elle aime boire pour sa fête, Florence?

LE PRÉSIDENT. — Je n'en ai plus le moindre souvenir.

JÉRÔME. — Qu'aime-t-elle qu'on lui offre pour sa fête, en général?

LE PRÉSIDENT. — De cela aussi, j'ai perdu toute idée.

JÉRÔME. — Une azalée?

LE PRÉSIDENT. — Aime-t-elle les azalées, les hortensias, les orchidées? Le zinnia l'attendrit-il? Le réséda la déchaîne-t-il? Cela tout d'un coup est sorti de ma mémoire. J'ai des défaillances de ce genre... Voyez, j'avais oublié mon conseil de cinq heures, un conseil important. J'ai juste le temps d'arriver.

JÉRÔME. — Florence sera navrée d'être en retard.

LE PRÉSIDENT. — Dites-lui mes regrets. Faites-lui mes vœux. Une voiture, Victor!

JÉRÔME. — Pas de voiture, monsieur le Président. Ma prochaine voiture sera sûrement celle qui amènera Florence, madame Florence. Pardon, je veux dire mademoiselle. Le mieux, me semble d'attendre.

LA CAISSIÈRE. — Restez, monsieur le Président. Fiez-vous au deux.

JÉRÔME. — D'ailleurs, je crois que la voilà!...

LA CAISSIÈRE. — Sans aucun doute. Si, comme le dit monsieur le Président, mademoiselle Florence est la plus charmante des jeunes femmes, la voilà!

JÉRÔME. — Le Président est ici, Florence!

LA CAISSIÈRE. — Monsieur le Président est au deux, mademoiselle Florence.

VICTOR, *à la caissière*. — Je crois que je n'ai plus à la porter dans mes bras.

LA CAISSIÈRE. — C'est une chance. Vous laissez tout tomber.

SCÈNE III

Florence, le Président, Jérôme.

LE PRÉSIDENT. — Bonjour, Florence.

FLORENCE. — Bonjour, monsieur le Président.

JÉRÔME. — Tu peux y aller franchement, Florence. J'ai dit au Président tout ce qu'il est pour toi. Je lui ai raconté, pour son discours sur les changes... A tout à l'heure! Je vous laisse...

LE PRÉSIDENT. — Pourquoi nous laisser?

JÉRÔME. — Florence va vous parler de moi. J'aime mieux être absent. Et aussi, je n'ai pas votre genre de parole. Elle, elle parle comme vous. Vous m'avez dit trois mots, mais cela m'a suffi pour voir qu'elle parle comme vous. Les mêmes liaisons. Le même accent. Elle a votre glotte, Florence, votre palais. Sur ses dents, sa charmante langue...

FLORENCE. — Très bien. Laisse-nous.

JÉRÔME. — Combien de temps vous faut-il?

LE PRÉSIDENT. — Cinq minutes, je pense.

JÉRÔME. — Vous plaisantez! Vous ne connaissez pas Florence! Elle est bavarde, dès qu'il s'agit de vous. Combien veux-tu, Florence?

FLORENCE. — Dix minutes.

JÉRÔME. — Entendu. La demi-heure, et je suis là.

SCÈNE IV

Florence, le Président.

LE PRÉSIDENT. — Bonjour, Florence...

FLORENCE. — Bonjour, Claude...

LE PRÉSIDENT. — Adieu, Florence!...

FLORENCE. — Pourquoi vous appelez-vous Claude? Ce n'est pas un nom pour séparation, Claude!

LE PRÉSIDENT. — Excusez-moi. On m'a appelé Claude parce qu'on savait qu'un jour je vous trouverais. On n'a pas pensé que je vous perdrais. On ne m'a pas appelé Alfred.

FLORENCE. — Tant pis. Cela nous aiderait.

LE PRÉSIDENT. — Vous êtes mieux pourvue : Florence est à deux fins. Cela s'entend très bien : Adieu, Florence. Cela vous ravage. Cela vous tue. Mais cela s'entend.

FLORENCE. — Pourquoi adieu? On se rencontre, à Paris?

LE PRÉSIDENT. — On se rencontre au Sahel, à la gare régulatrice de Mont-de-Marsan. A Paris, c'est plus rare.

FLORENCE. — Nous nous rencontrions.

LE PRÉSIDENT. — Nous nous rencontrions parce qu'une amie soudoyait, pour faire croiser nos routes, les couturiers, les directeurs de théâtre, le parlement, le beau temps, la

pluie. Une amie qui était l'amitié. Elle nous poussait constamment l'un vers l'autre, chaque seconde, chaque minute, la nuit, le jour. Aussi nous nous rencontrions environ une fois par quinzaine, pour une heure.

FLORENCE. — Vous êtes si occupé. Je n'osais vous distraire. Je ne voyais personne autre.

LE PRÉSIDENT. — J'en suis bien sûr.

FLORENCE. — Ce n'est pas moi qui vous apprendrai qui vous êtes, qu'on ne vous loge pas dans l'espace. Vous n'êtes jamais là tout entier, quand vous êtes présent ; ce qui me restait de vous, dans votre absence, était beaucoup.

LE PRÉSIDENT. — Beaucoup trop. Cela vous suffisait.

FLORENCE. — C'était une absence douce, pleine, présente. Je vous consacrais mes cent travaux, même ceux qui n'avaient rien à faire avec vous. Je tricotais les chandails de mon frère pour vous. Je tapissais pour vous mes armoires d'étoffe. Je les connais, maintenant, les étoffes d'absence, le crin, l'organdi, la lustrine. Je donnais à l'orgue de barbarie pour vous. Cela tenait de l'attente, de la typhoïde, de la béatitude. C'était votre absence.

LE PRÉSIDENT. — Avec lui, ce n'est plus la même?

FLORENCE. — Non. Avec lui, c'est terrible.

LE PRÉSIDENT. — C'est que vous n'étiez pas jalouse, Florence. C'est que vous l'êtes.

FLORENCE. — Jalouse de Jérôme? Quelle opinion avez-vous de moi pour me croire jalouse de Jérôme? Qu'est-il, Jérôme? Vous l'avez vu... Que peut-il rester de Jérôme quand il n'est pas là? L'absence ne le défigure même pas, elle le disperse. Il est dissous, Jérôme, quand il n'est pas là. Je me demande ce que j'ai de lui, en ce moment où il est à vingt mètres, à part son nom!

LE PRÉSIDENT. — J'espère qu'il ne vous quitte pas souvent?

FLORENCE. — Il m'a quittée une après-midi depuis vingt jours.

LE PRÉSIDENT. — C'est très mal. Où allait-il?

FLORENCE. — A son conseil de révision.

LE PRÉSIDENT. — Ils l'ont pris? Il vous quittera pour les guerres?

FLORENCE. — Ils l'ont pris! Il est aveugle pour tout ce que

je vois, il est sourd pour tout ce que j'entends, mais ils l'ont pris. Il est ce qu'il y a de plus naïf, de plus exposé, de plus condamné. Mais eux n'ont rien vu.

LE PRÉSIDENT. — La guerre verra sûrement.

FLORENCE. — Il se brûle à tout. Il se cogne à tout. Toutes les portières le pincent. Tous les parapluies l'éborgnent. Depuis un mois, je connais toutes les variétés de frictions, de sutures, d'embrocations. En pleine nuit, des panaris lui poussent. Je passe mon temps à l'oindre, à le calfater. Avec les pointes, les clous d'autos, j'ai à sucer son sang dix fois par jour. Si une vipère avait mission de le piquer sans arrêt, je n'aurais pas plus à faire. C'est le dieu des petits malheurs.

LE PRÉSIDENT. — C'est un dieu modeste. Remerciez-le.

FLORENCE. — Vous, jamais un rhume, jamais un souffle. Vous aviez en vous, sur vous, quelque chose d'immortel, d'invulnérable...

LE PRÉSIDENT. — Une heure par quinzaine. Peut-être que le reste du temps, je n'étais que plaie.

FLORENCE. — Vous n'avez jamais eu de double escarbille dans l'œil. Vous n'avez jamais eu de dent froide. Même quand vous découpiez, quand vous claquiez les portières, quand vous ouvriez des caisses, l'aspic des appartements ne vous piquait pas, le vautour du logis ne vous becquetait pas, la panthère des escaliers rentrait ses griffes. Votre cœur battait doucement, lentement, sans fin...

LE PRÉSIDENT. — C'est vrai. Vous avez entendu battre mon cœur...

FLORENCE. — Le sien galope, trotte, s'arrête. S'arrête des secondes, des siècles. Le sien résonne sinistrement dans tout le corps, du crâne aux pieds... On ne sait plus où poser la tête. .

LE PRÉSIDENT. — Les cœurs localisés ont de grands avantages.

FLORENCE. — Comment est-il, Jérôme, joli ?

LE PRÉSIDENT. — Vous ne l'avez pas vu ?

FLORENCE. — Je l'ai vu une fois une seconde, je l'ai aperçu une fois. Il m'en reste une image. Depuis, non.

LE PRÉSIDENT. — Il est bien.

FLORENCE. — J'en doute. Il est peut-être joli. Il n'est pas bien. Vous, vous êtes bien ! Vous, l'on vous voit chaque fois.

Impossible de ne pas vous voir chaque fois. Vous avez un beau visage sévère avec un sourire. Vous avez un front impitoyable avec la tendresse. Vous avez une bouche indomptable toujours prévenante. Vous avez tout ce que j'admire, le cou royal, la sérénité, les jambes droites. Lui, s'il n'est pas cagneux, c'est tout juste. Cela je le vois.

Le président. — Comment vous a-t-il séduite, il chante?

Florence. — Il chante faux comme jamais on n'a chanté faux. Vous n'avez jamais chanté devant moi. Je n'espérais pas d'ailleurs qu'un maître du monde chantât jamais devant moi. Mais je sais ce que cela serait, si vous chantiez. Je le sais parce que je vous ai entendu chanter parfois *Don Juan* ou *Othello* à l'Opéra, en fermant les yeux, pendant vos lointains voyages. Lui, siffle. Il sifflait du moins. Depuis midi trois quarts, il a une gerçure à la lèvre.

Le président. — Où l'avez-vous trouvé?

Florence. — Nous nous sommes heurtés de face sur le boulevard. Il courait de toutes ses forces. Il m'a fait mal...

Le président. — Il venait de loin. On l'avait lancé voilà vingt ans...

Florence. — Vingt et un... Il m'a fait mal... Je ne peux encore arriver à savoir si cet épuisement en moi, c'est l'amour ou la courbature. Avec vous...

Le président. — Avec moi?

Florence. — Rien... C'est le refrain... Sautons-le... Comment est-il, Jérôme? Intelligent?

Le président. — L'œil est vif. La parole aisée.

Florence. — Le front vide...

Le président. — Qu'est-ce qu'il fait, de ce front?

Florence. — Rien. Un notaire lui donne un mois médiocre. Il s'en tire.

Le président. — Dans la vie, qu'est-ce qu'il fait?

Florence. — Rien. Il est là : c'est son métier. Il ne bouge pas de l'appartement. Il utilise les meubles au suprême degré. On comprend avec lui comment et pourquoi les hommes ont créé les patères, les tiroirs, les tirettes. Un bouton de manchette lui est une énigme qu'il met la journée à résoudre. Il entretient, avec une espagnolette, une roue de lit, des intrigues qui le font veiller jusqu'à minuit. Les jouets aussi l'amusent. Si je

mets un canard en caoutchouc dans la baignoire, il n'en sort plus. Il n'a jamais aucun projet. Il étudie constamment le temps, minutieusement, à la fenêtre, au baromètre, au thermomètre, mais jamais il ne sort, ne s'envole, ne se volatilise. Il est comme un aviateur du temps où les avions n'existaient pas.

La caissière, *comme le regard de Florence a rencontré le sien.* — Une espèce d'archange...

Florence. — Avec vous, je n'avais conscience que des grands métiers, des grandes entreprises. Je savais, je suivais les luttes du monde, ses soifs, ses trésors. Avec vous, c'était le pétrole, l'or, le fer. Avec lui, c'est le celluloïd, le vernis chromé, le fixe, l'aluminium. Il a un établi de poche. Il sait toutes les soudures pour chaînes de montre, tous les alliages pour cadenas. C'est le dieu des petits métaux.

Le président. — Les journées doivent passer vite.

Florence. — Oui. Comme des années. Ma semaine se compose de sept années. Ce n'est point parce que je n'ai pas eu le temps que je ne vous ai pas prévenu. C'est parce que notre passé, après le premier jour avec lui, était déjà trop loin.

Le président. — Il est jaloux, de ce passé?

Florence. — Il ignore le passé. Jamais il ne m'a posé une question. Il doit ignorer le sien aussi. Jamais il n'en parle. Il a l'air de croire que je suis née le jour où il m'a rencontrée. Il m'a fait oublier que j'ai été petite, que j'ai eu d'autres lits, d'autres maisons. Je suis née avec ma taille, mes boucles, mes bas. Cette paire-là, pas une autre. Il a mis de l'inéluctable jusque sur ma brosse à dents.

Le président. — Jaloux du présent?

Florence. — Il n'a pas d'imagination. Il a la candeur des monstres. Il est sans suspicion. Il ignore le bien, le mal. Il ignore que la fiancée la plus fidèle peut écrire à un tiers des lettres d'amour, que la femme liée par des cordes à son amant peut faire des signes au locataire d'en face, qu'une épouse loyale peut tromper dans le lit même son époux endormi. Il ignore la conquête, la défaite, il ignore tout.

Le président. — Il ne m'ignore pas?

Florence. — Il ignore que l'amitié peut être l'amour, l'entente la liaison, l'affinité la connivence. Il ne sait rien, il

ne devine rien de vous, de moi... En ce moment, naïvement, il croit que nous sommes là pour parler de lui.

Le président. — Quelle présomption !

Florence. — Si peu jaloux qu'il m'a enlevé l'attention de moi-même. Avec vous, j'étais toute à vous et je ne me sentais que faute. Vous étiez tout pour moi, et je passais près de chaque homme en frémissant. Vous seul existiez, et si une main dans le métro m'effleurait, j'étais sans force. Je peux traverser sans voiles la place de la Concorde, maintenant... Je ne croiserai même pas les bras... J'ouvre nue aux livreurs.

Le président. — Il a bien des désirs, des colères ?

Florence. — Non. Tantôt une bonne humeur, un sourire uniforme, de l'empressement. Je le sens près de moi comme ces comparses qu'on met dans la cellule d'un suspect pour le pousser aux aveux. Il est là, comme eux, indifférent, aimable. Il mange ma nourriture. Il se lave à mon eau. Il couche dans mon lit. Il ne se donne même pas la peine de parler. Il attend que j'avoue.

Le président. — Que vous avouiez quoi ?

Florence. — Ma félicité avant de le connaître. Ma complicité avec tant de choses belles, tant d'êtres bons, avec ce que l'on estime, avec ce que l'on caresse. J'en suis à ne plus passer les mains sur mes fourrures, à ne plus regarder une statue, un oiseau. J'avouerais ! Je ne le regarde plus lui-même quand il dort, quand il respire doucement, comme vous respiriez, quand il n'est plus lui-même. Je le réveillerais. J'avouerais. Tout mon bonheur ancien, mon insondable bonheur, s'engouffrerait dans notre chambre... Je serais perdue.

Le président. — Et c'est toujours ainsi ?

Florence. — Non. Parfois, c'est le contraire. L'humeur est à peine moins gaie. Le sourire baisse à peine. Mais il n'y a pas à s'y tromper... Cette fois, ils l'ont mis dans ma chambre pour que je n'avoue pas.

Le président. — Que vous n'avouiez pas quoi ?

Florence. — Cela je ne sais pas. Je compte sur vous pour me l'apprendre. Si j'en juge d'après mon malaise, cela doit être entre le recel, le tatouage, la fausse monnaie. En tout cas, je suis d'une bande qui vous exécute proprement si vous la donnez... Je vous étonne, Claude, je vous peine ?

LE PRÉSIDENT. — Je me renseigne sur l'amour, Florence. C'est toujours cher.

FLORENCE. — Voilà ce que je voulais vous faire dire. Car c'est l'amour, n'est-ce pas? Ça n'est que ça, mais ça l'est bien?

LE PRÉSIDENT. — Aucun doute.

FLORENCE. — Lui, je ne l'aime pas. C'est évident. Mais c'est l'amour?

LE PRÉSIDENT. — Ce n'est pas votre amour. Votre amour est tout différent. Il vous ressemble. Il est un accord, un consentement, une aise. Celui-là est le contraire. Mais c'est l'amour. Vous aimez Jérôme avec l'amour d'une autre.

FLORENCE. — Singulière personne dont j'ai pris l'amour! Je demande à ne pas la connaître. Comme je suis loin d'elle!

LE PRÉSIDENT. — Vous vous rapprocherez avec le temps.

FLORENCE. — Avec le temps? Non, il n'y a plus de temps, Claude! C'est là le pire. Avec vous, le temps passait. Il y avait les semaines, les mois; le désir des robes, des manteaux, car il y avait les saisons; des voyages, car il y avait l'espace. La terre tournait. Je sentais très bien la terre tourner. Nous avions trouvé le moyen pour le sentir, à la pension. Et aussi pour voir à l'œil nu qu'elle est ronde. Avec lui, elle ne s'en avise pas, je vous assure. Avec lui, la minute ne passe pas, je vis un temps arrêté. Arrêté au point suprême, comme on dit dans les guides, mais ce n'est pas moins épouvantable. Une petite liaison comme celle-là, piteuse, modeste, ne mérite pas cette fin d'univers. C'est tout ce qu'il sait faire, cet être médiocre, avec son établi portatif, donner l'éternité, arrêter le monde... Alors, Claude, parfois... Personne ne nous écoute?

LA CAISSIÈRE. — Non, non, personne!

LE PRÉSIDENT. — Alors?

Deux diseuses de bonne aventure, en costume romanichel, sont entrées brusquement. Chacune prend, d'un geste subit, une main de Florence et une main du Président.

SCÈNE V

Florence, le Président, les Gitanes.

La première gitane, *au Président.* — Toi, tu as un trésor dans ta poche, un gros trésor.

La seconde gitane, *à Florence.* — Toi, tu en as un dans ton sac. Il brûle mes yeux.

Le président. — Victor !

La caissière. — Victor ! Chassez les Carmen !

La seconde gitane, *à Florence.* — Toi, trois hommes dans ta vie. *(Comme si elle lisait quelque chose d'horrible.)*... Oh ! là là ! Oh ! là là !

La caissière. — Victor !

La première gitane, *au Président.* — Dix francs. Je te dis si elle t'aime.

La seconde gitane, *à Florence.* — Je vois un mariage. Je vois deux corps...

La première gitane. — Cinq francs. Je te dis quand tu meurs !

Victor, *surgissant.* Allez, disparaissez !

La première gitane. — Loiaichti Victor et carra Président betcha.

La seconde gitane. — Baiana Florence betcha caissière.

La caissière. — Yes, ma belle. C'est comme ça...

Les gitanes s'en vont, chassées par Victor.

La caissière. — Je vous félicite, Victor. Comme terrasse d'euphorie, c'est réussi.

Victor. — Voilà. Monsieur le Président, tout est en règle.

Le président, *à Victor, désignant une femme qui s'est mise à écrire une lettre à la table maudite.* — Vous croyez ? Cela ne vous fait rien de laisser cette femme à la table des suicidés ?

Victor. — Elle est si laide !... Je la déplace ?

Le président. — Oui. Vous m'obligeriez.

SCÈNE VI

Florence, le Président.

LE PRÉSIDENT. — Alors, parfois?

FLORENCE. — Comment?

LA CAISSIÈRE, *avec émotion.* — Alors, parfois...

FLORENCE. — Alors, rien. Alors, c'est fini.

LE PRÉSIDENT. — Qui est fini?

FLORENCE. — Mon petit lamento. Je l'ai bien chanté, n'est-ce pas? Il n'était pas mal, mais un peu long déjà. Il est fini.

LE PRÉSIDENT. — Alors..., parfois?...

FLORENCE. — Non, c'est fini! Ce que j'ai dit est dit. Mais n'en abusez pas.

LE PRÉSIDENT. — Comme vous voudrez.

FLORENCE. — Vous connaissez les femmes. J'ai été prise soudain de ce désir de me plaindre, de me plaindre à fond, jusqu'aux entrailles. Comme un besoin de m'étirer, de crier, de chanter. C'est cela, de chanter. J'avais un motif dans la tête, un motif pathétique. Je l'ai pris sous toutes ses formes, je l'ai traité en fugue. C'est ma fugue avec vous. Mais ça n'a pas d'importance, ni de raison. La femme la plus gaie, un beau jour, clame son désespoir; la femme la plus heureuse, sa détresse. C'est une fonction de son corps, pas de son âme. Je n'y étais absolument pour rien.

LE PRÉSIDENT. — Comme vous voudrez. Tout à fait d'accord. Vous avez chanté... Je ne me rappellerai que la mélodie.

FLORENCE. — Oui. Parlons, maintenant. Voici ce qui m'amène, Claude. Je me marie.

LE PRÉSIDENT. — Tous mes vœux, Florence.

FLORENCE. — J'épouse Jérôme, ce jeune homme. Nous nous entendons. Nous nous plaisons. Nous allons être heureux.

LE PRÉSIDENT. — C'est très possible.

FLORENCE. — Comment il m'a plu? Parce qu'il est entré bien de face dans ma vie, dans mon corps, sur ce boulevard, comme un bolide. Il y est resté. Il y est encastré. Je n'ai aucune raison de l'en retirer... Il y a des colonels de cavalerie

qui vivent ainsi avec un éclat d'obus dans le cœur. S'ils évitent de se baisser pour tirer le vin à la cave, ils deviennent centenaires. Je vous promets de ne pas faire trop de gestes... Sans compter que Jérôme est charmant.

Le président. — Il l'est.

Florence. — Ce qu'il fait dans la vie? Il ne sera certes pas en peine. Il est adroit, ingénieux, industrieux. Il résoudra l'existence comme on résoud un casse-tête chinois, par les mains. Dans la mécanique et l'électricité, il a son avenir. Vous ne le connaissez pas assez. Mais moi, toute ignorante, je sens qu'il est en ce bas monde des lueurs, des courts-circuits, des fusions qui ne comptent plus que sur lui. Il n'est rien, mais il est de ceux qui auraient inventé le feu.

Le président. — Il n'est jamais trop tard...

Florence. — Comment il m'a séduite? Ce n'est pas parce qu'il est jeune. Tout le monde peut être jeune, tous les jeunes gens. Mais il a le talent de donner son âge à toute une série de figures qui, auparavant, étaient vos aînés, le chagrin, l'appétit, le plaisir. La mort avec peau fraîche, c'est très agréable...

Le président. — On séduirait à moins... Alors?

Florence. — Alors, je veux entrer dans ce mariage digne de lui... C'est un être pur. Il est pur de soucis, de souvenirs. Il est pur d'âge. Il n'a qu'une valise. Il n'a qu'un mot pour dire qu'il pleut, pour dire qu'il aime. Le nom de Parsifal est un peu gros pour lui. Mais c'est un être sans précipité, sans dépôt. Je ne dois pas lui apporter en dot les objets du passé. Je ne parle pas des pensées, des sentiments. Ceux-là on est bien obligé de les prendre... Quoique lui n'en ait point pris... Ni des marques, cicatrices, maladies mortelles... Quoi qu'il n'en ait pas une... Mais des objets...

Le président. — Je vous écoute...

Florence. — Je lui dois d'écarter de nous tout ce qui serait équivoque, ce que je ne pourrais expliquer qu'en mentant.

Le président. — Car vous ne lui mentirez jamais?

Florence. — La vie lui ment pour moi, en tout ce qui me concerne. Il ne faut surtout pas que je m'en mêle.

Le président. — Bref, vous êtes jalouse pour son compte parce qu'il ne l'est pas ou en attendant qu'il le soit?

Florence. — Si vous voulez... Aussi tous les objets de

mon passé, je les écarte. Je les rends à ceux dont ils me viennent... Les voilà...

LE PRÉSIDENT. — Voilà quoi?

FLORENCE. — Vos bijoux... Pardon... Mes bijoux.

LE PRÉSIDENT. — Les bijoux que je vous ai donnés?

FLORENCE. — Je n'en ai reçu que de vous.

LE PRÉSIDENT. — Parfait! votre gitane avait vu juste... Vous voilà comme je vous ai vue pour la première fois, Florence, avec deux mains nues.

FLORENCE. — Oui. Tout est nu. Le cou. Les poignets. La gorge.

LE PRÉSIDENT. — Que dois-je en faire?

FLORENCE. — Il y a pas mal de mains nues en ce bas monde.

LE PRÉSIDENT. — J'étais disposé à croire que les bijoux devenaient pour les femmes la chair de leur chair, des cartilages, des excroissances... Cela ne vous fait rien?

FLORENCE. — De m'arracher la chair de ma chair? Non. Plus rien.

LE PRÉSIDENT. — Parfait!... Je vais sûrement les perdre.

FLORENCE. — Ils sont assurés.

LE PRÉSIDENT. — C'est une rançon que vous voulez payer au destin? Il n'est pas dit qu'il acceptera. Si vous retrouvez les bagues dans vos poissons, vous saurez ce que cela veut dire.

FLORENCE. — Chez Jérôme, le homard est de conserve.

LE PRÉSIDENT. — Il suffisait que vous vous en débarrassiez. Vous pouviez les jeter à l'eau.

FLORENCE. — Où irait le monde si les femmes oubliaient leurs devoirs envers les bijoux!

LE PRÉSIDENT. — Les donner à d'autres...

FLORENCE. — Alors, c'était vous que je trompais.

LE PRÉSIDENT. — C'est pénible de retrouver en une fois tant d'anniversaires, tant de lumières.

FLORENCE. — Je les retrouvais chaque soir. Dos à Jérôme, je les contemplais dans un coin de tiroir. Cela ne m'est plus permis.

LE PRÉSIDENT. — En un seul sac. En un sac. Il y a un bruit d'os là-dedans.

FLORENCE. — Ne les remuez pas. Je l'ai entendu.

LE PRÉSIDENT. — Cela ne vous a pas arrêtée, de vous dire :

il va rentrer chez lui avec tous mes bijoux dans sa poche droite?

Florence. — Si j'étais morte, je les emportais sans scrupule. Mais je ne suis pas morte. Jérôme vit.

Le président. — C'est dur. Et c'est lourd. Mon organisme va comporter désormais un élément insoluble. Aucune eau n'élimine le diamant... Ça n'est pas agréable... Savez-vous ce que vous allez faire, Florence, maintenant que vous me les avez donnés? Les reprendre.

Florence. — Vous ne me comprenez pas.

Le président. — Je vous comprends très bien. Vous prononcez vos vœux. Vous entrez dans le domaine où il n'est plus de volonté, de liberté. On donne aussi les bijoux à la porte. Les pierres précieuses ont une façon à soi de prendre la lumière, sous ce ciel, qui, évidemment, est une trahison pour celui qu'on aime... Mais je ne vous approuve pas.

Florence. — Je me veux forte vis-à-vis de Jérôme.

Le président. — Mauvais moyen. Vous rendez vos armes. La broche est tout ce qui reste à votre sexe du bouclier, la bague du casse-tête. Les femmes n'ont aucun espoir de gagner qui veulent lutter nues avec les hommes.

Florence. — J'ai déjà perdu.

Le président. — Vous n'avez plus de conscience. Votre corps, n'en parlons pas. Ne fût-ce que pour exister en face de Jérôme, il vous faut un noyau : un secret, un trésor.

Florence. — J'en ai un : je vous aime.

Le président. — Vous voyez où celui-là vous mène. C'est celui-là dont il faut vous débarrasser. Rendez-moi, si vous le voulez, tout ce que j'ai fait en vous sensible, rendez-moi mon langage, comme dit Jérôme, rendez-moi la musique. Rendez-moi moi-même. Je ne sais pas trop ce que je ferai de moi, mais cela me regarde. J'ai tiré parti de plus bêtes... Mes séraphins et moi, nous ne pouvons plus que vous rendre faible, esclave, sans force envers Jérôme. Ne nous voyez plus. Mais vous avez ces quelques moyens de lui échapper, de sauver votre indifférence, de ne pas souffrir, qui sont vos bijoux. Ne me les rendez pas.

Florence. — Ils n'aiment pas Jérôme. Ils le trompent.

Le président. — Sans aucun doute. Ce sont les seuls.

C'est la seule part de vous qui le brave, qui le trahit. Regardez-les. Ils n'entendent pas capituler, même dans ce sac... Ils y sont aussi beaux que sur vous. O Florence! je ne comprends pas que vous fassiez du sentiment avec ces pierres. Elles sont les parties indifférentes, les parties dédaigneuses de vous, vos parts insensibles. Vous n'en avez pas trop. Ne les laissez pas échapper!... Prenez cette agrafe. C'est un diamant. C'est l'insensibilité même.

FLORENCE. — Si Jérôme a une concurrence personnelle, c'est le diamant.

LE PRÉSIDENT. — Très bien... Je vais les enfermer dans mon coffre-fort. Peut-être y aura-t-il des jours où vous voudrez les porter en pensée. Vous pourrez les porter avec provision complète.

FLORENCE. — J'en porterai toujours une en pensée.

LE PRÉSIDENT. — La perle?

FLORENCE. — Oui, la première.

LE PRÉSIDENT. — La voilà...

FLORENCE. — Vous me l'avez donnée à Aix. Il y avait un grand tilleul, cet automne-là.

LE PRÉSIDENT. — Nous n'étions pas amis encore. Il y avait un grand châtaignier aussi.

FLORENCE. — Dix jours vous êtes venu respectueusement vous asseoir à ma table, sur la terrasse. Le onzième, dès votre arrivée, vous m'avez pris la main. Vous l'avez renversée, la paume en l'air. Vous en avez fait une coquille, je croyais que vous alliez y mettre un sou. Non... Et la perle est née.

LE PRÉSIDENT. — Le maître d'hôtel était furieux.

FLORENCE. — Il avait raison. C'était François. Il veillait sur moi. Il m'admirait. Et tout d'un coup, il aperçut cette perle sur ma main gauche. Il était sûr qu'elle n'y était pas cinq minutes plus tôt. Il avait apporté la bouteille en m'appelant mademoiselle. Il la servit en m'appelant madame.

LE PRÉSIDENT. — J'étais si ému que j'avais été obligé de me mettre face à vous pour calculer votre droite et votre gauche.

FLORENCE. — Nous n'avons plus dit un mot. C'était le cadeau parfait. Le cadeau entre inconnus, entre inconnus muets.

LE PRÉSIDENT. — Et vous êtes partie presque aussitôt, remettant pudiquement votre gant gauche pour traverser la

salle. Il n'y avait que François et moi pour voir la petite bosse sous le chamois. Le cœur serré, je vous regardais disparaître, presque enceinte de moi, enceinte d'une perle...

Florence. — Je vais la garder, celle-là... Tant pis pour François. Tant pis pour Jérôme. Vous permettez...

Le président. — Charmante femme, à laquelle on offre deux fois la même perle.

Florence. — Pourquoi m'avez-vous couverte ainsi de bijoux, Claude?

Le président. — Par fatuité. Chacun se monnaie comme il peut.

Florence. — C'était l'époque de vos congrès. J'attendais avec angoisse votre retour pour savoir ce qu'il advenait du pays, du monde. Vous m'apportiez une émeraude.

Le président. — Une émeraude qui tout le jour m'avait servi, qui m'avait servi contre moi-même, contre mes passions, mes fureurs, comme elle vous servira contre Jérôme. Je l'avais dans ma poche, aux réunions. La voilà ! Que d'assauts elle m'a aidé à vaincre ! On me reprochait alors d'être trop large, trop généreux. « Qu'a-t-il à être bon? », disaient les adversaires. « Qu'a-t-il à être faible? », disaient les Français. « Qu'a-t-il à être juste? », disaient les neutres. J'avais que j'avais sur moi votre émeraude. Les autres avaient une boule de haine, de passion nationale, d'intérêt. Moi, je ne voulais même plus avoir d'idée, j'avais un talisman. J'avais sa vérité, sa pureté, son intransigeance. Dans ma poche, je la touchais. C'était un chapelet à un seul grain. Je bravais amis et ennemis, de tout mon poids de carats... « C'est un roc », disait de moi l'assemblée... Voilà le roc...

Florence. — Ma pensée n'aurait pas suffi?

Le président. — On ne se défend pas avec l'amour. On ne se défend pas avec soi-même. L'homme d'État qui se met dans ses luttes est aussi vain que le romancier qui prétend souffrir, douter ou aimer à son compte. C'est un niais et un orgueilleux. On ne connaît bien la vraie douleur, on ne défend bien son vrai pays qu'en mercenaire, qu'en remplaçant en soi le cœur par un cœur insensible, par un gage. Je n'étais pas le seul. Mon voisin, l'Allemand, roulait dans sa main une sorte d'œuf en buis. Avec cela, il a reprisé l'Allemagne. Et heureux ceux

à qui le gage inhumain, comme celui-là, au soir du combat, redonnait soudain une mémoire humaine. Après la séance, où courait l'Allemand avec son œuf, je l'ignore. Moi, je courais vers mon bonheur, je courais vers vous... Je la mets à la main droite, n'est-ce pas?

FLORENCE. — Ce soir-là vous l'avez mise à la main droite.

LE PRÉSIDENT. — Voilà le rubis que j'avais le jour de ma plus grande défaite. Vous n'allez pas me le refuser! Il a une revanche à prendre. Je me rappelle l'avoir regardé dans ma chambre avant le conseil, avoir ouvert de temps en temps l'écrin, comme un porte-cigarette, en plein débat. Je ne fume pas, je ne prise pas, j'ai bien le droit d'ouvrir des écrins en séance. Que le soleil de Versailles, de Genève était généreux à travers cette taille hollandaise! Le bracelet va avec la bague, Florence. L'agrafe aussi.

Une jeune et jolie femme est entrée, sans qu'on l'ait vue. Elle a surgi. Elle reste debout à sa place, ondulant.

FLORENCE. — Qu'est-ce qu'elle veut, celle-là?

LE PRÉSIDENT. — Il surgit toujours une jolie femme quand on remue des bijoux en plein air. Je crois qu'elle est leur spectre. Elle est sans danger.

FLORENCE. — Elle est jolie.

LE PRÉSIDENT. — On le serait à moins. C'est à l'annulaire que vous mettez le saphir?

FLORENCE. — Non, Claude, n'insistez pas. Je ne veux pas du saphir. C'est lui que je préfère!

LE PRÉSIDENT. — Son spectre vous regarde. N'allez pas lui faire un affront public. A quel doigt?

FLORENCE. — Au doigt du milieu... Elle sourit... Elle comprend... Elle se moque de moi...

LE PRÉSIDENT. — La turquoise?

FLORENCE. — Je ne veux pas de la turquoise.

LE PRÉSIDENT. — Au petit doigt, n'est-ce pas?...

LA DAME SPECTRE DES BIJOUX. — Les petits doigts, comme on sait, sont ceux qui portent le mieux les lourdes charges.

FLORENCE. — C'est mal ce que vous faites, Claude. Vous ne m'estimez pas. Vous ne voulez pas que je m'estime. Bel exploit, pour celui qui a su faire accepter nos bons de la défense aux

Suédois, Stresa à l'Allemagne, d'imposer des pierres précieuses à une femme! Vous tenez à vous prouver que je suis lâche, à me le prouver. Ce sera votre consolation. Peut-être même que vous n'avez pas besoin d'être consolé. Orner une femme, même avec ce qu'elle rejette, c'est un réflexe masculin.

LE PRÉSIDENT. — J'ai raison.

FLORENCE. — Très bien. Je les reprends. Je les reprends tous. Je n'ai pas à les avaler, non plus, pour qu'ils fassent davantage partie de moi-même? Ils me protègeront contre Jérôme. Je vais pouvoir au moins lui refuser ce qui de moi n'est pas moi... Ils me protègeront aussi contre vous. Surtout contre vous. Ils me diront comment vous me préférez mon jour de noces. Toute innocente, avec le mensonge. Je me mettrai en blanc, pour les pousser au vif.

LE PRÉSIDENT. — Bien. Redonnez-les.

FLORENCE. — Non! Non! Je les garde! Vous n'en avez pas d'autres sur vous, peut-être?

LE PRÉSIDENT. — Hélas! si, Florence. Ma gitane ne se trompait pas non plus. C'est la saint Bruno aujourd'hui.

FLORENCE. — Ma fête? Je m'en doutais. Depuis ce matin, la fête souffle autour de moi.

LE PRÉSIDENT. — Je ne savais pas que vous épousiez Jérôme. Je ne vous ai jamais donné votre collier... Je l'apportais.

FLORENCE. — Qu'il est beau!

Elle met le collier. La dame spectre des bijoux s'est approchée.

LE PRÉSIDENT. — Vous désirez, madame?

LA DAME. — Moi? Rien. Il fait beau. Je respire...

VICTOR. — Le jeune homme est signalé, monsieur le Président.

LA CAISSIÈRE. — Il vient à travers les gazons. Tigre et Bismarck, nos terribles chiens-loups, gambadent autour de lui. Qu'il a l'air doux : il tue une abeille! Qu'il est léger : il écrase les fleurs!

FLORENCE. — Enlevons notre armure.

Elle a assemblé dans le petit sac tous les bijoux.

LA DAME, *au Président.* — Ce rien de brise aussi est délicieux.

LE PRÉSIDENT. — Délicieux. On peut dire délicieuse. Les deux accords s'emploient.

La dame s'éloigne.

FLORENCE. — Alors, vous ne luttez pas, non?

LE PRÉSIDENT. — Non, Florence. Je ne suis pas de force.

FLORENCE. — Vous voyez ce que je souffre, ce que j'ai souffert...

LE PRÉSIDENT. — Et ce que vous allez souffrir.

FLORENCE. — Vous m'avez aimée! Vous m'aimez!

LE PRÉSIDENT. — Je pensais aujourd'hui vous dire à quel point. Mauvaise occasion!...

FLORENCE. — Et vous n'essayez pas?

LE PRÉSIDENT. — Vous voulez vraiment que j'essaye?

FLORENCE. — Je vous en supplie!

LE PRÉSIDENT. — Que Jérôme arrive tout à l'heure et ne vous trouve pas?

FLORENCE. — Nous irons loin. Il est sans décision. Il lui faut deux jours pour prendre un train. Partons sans but, sans bagages. Nous vivrons comme nous pourrons : j'ai mes bijoux.

LE PRÉSIDENT. — Non... Je n'ai pas de chance. Je suis le seul en Europe qui sache reconnaître les vainqueurs.

LA CAISSIÈRE. — Il enjambe les ruisseaux. Ses lèvres sont comme un fil de pourpre. Il respire les roses. Oh! Il s'est piqué!

FLORENCE. — Il est peut-être beau, mais je ne le vois point. Il est peut-être bon, mais sa bonté m'échappe. Il est peut-être généreux, de lui je ne reçois pas. Emportez-moi, Claude!

VICTOR. — Un mot, et les chiens se calment. Un geste, et les oiseaux viennent!

FLORENCE. — J'aime le pain et ses poches n'ont jamais contenu que des miettes. Pourquoi ne me croyez-vous pas, Claude? Pourquoi?

LE PRÉSIDENT. — Parce que ce n'est plus vous qui parlez. C'est la plainte qui recommence.

FLORENCE. — Mon lamento, voulez-vous dire?

LE PRÉSIDENT. — Oui. Votre chant. Je l'écoute. Il est beau. Il a sa raison en soi. Vous seriez folle de croire que vous êtes venue ici aujourd'hui pour autre chose que pour chanter.

FLORENCE. — Vous ne me croyez pas!

LE PRÉSIDENT. — Comment savoir si en ce moment vous vous plaignez ou criez d'aise?

FLORENCE. — Vous n'êtes donc pas jaloux? Vous êtes donc comme lui?

LA CAISSIÈRE. — Il effleure l'arrosoir tournant et toutes les eaux jaillissent.

FLORENCE. — L'établissement a de la chance. Pour moi, là où il passe, l'herbe est morte. Il me touche et tout en moi devient sec. Mes bijoux? Vous allez voir ce qu'il va faire de mes bijoux. Non pas qu'il les verra jamais! J'aurais pu les garder sur moi. Il ne verrait pas, sur Saint-Sébastien, ses flèches. Il les heurterait au passage, sans penser à dire pardon, pendant qu'elles vibrent. Pour mes bijoux, il va avoir une parole, il aura une idée qui me les rendra tout à coup ternes, faux, inutiles.

LE PRÉSIDENT. — Calmez-vous. Il vient.

LA CAISSIÈRE. — Il vient.

FLORENCE. — Oui, madame, je vous entends. Ses lèvres sont comme un fil de pourpre. Sa bouche est charmante. Il vient. Les collines autour de lui gambadent comme des chiens-loups!... Il va me demander si je suis prête. C'est son seul mot. Chaque fois, j'en sursaute. Il faudra que je lui demande un jour à quoi... Si je suis prête à la nuit sans sommeil, avec minutes soudées à l'établi portatif, à ma brosse à dents éternelle, grâce à vous, à la honte! Prenez-moi dans vos bras, Claude! Qu'il me trouve dans vos bras!

LE PRÉSIDENT. — Vous le voulez?

VICTOR. — Le voilà.

FLORENCE. — Laissez-moi, Claude.

LA CAISSIÈRE. — Le voilà. Il siffle.

FLORENCE. — Parfait. Sa gerçure va mieux!

SCÈNE VII

Florence, le Président, Jérôme.

JÉRÔME. — Tu es prête, Florence?

FLORENCE. — Je suis prête.

JÉRÔME. — Florence vous a dit tout ce qu'elle avait à vous dire, monsieur le Président?

LE PRÉSIDENT. — Sans exception.

JÉRÔME. — Ne vous gênez pas. Continuez devant moi, j'en serai enchanté. J'entendrai enfin Florence dans sa vraie langue. Quand vous ne parleriez que du beau temps et de la pluie.

LE PRÉSIDENT. — Ce sujet aussi a été épuisé.

FLORENCE. — Le Président est un peu pressé, Jérôme.

JÉRÔME. — Je lui demande pourtant une minute. Il ne me la refusera pas. Puisque c'est lui qui m'a appris la nouvelle...

FLORENCE. — Quelle nouvelle?

JÉRÔME. — Florence, c'est aujourd'hui ta fête. J'ai filé jusqu'à Saint-Cloud. J'ai trouvé cette bague.

FLORENCE. — Une bague?

JÉRÔME. — C'est un zirkon. Il n'est pas gros. Même il est minuscule. Mais comme il est faux, ça n'a pas d'importance. Au contraire.

LA FEMME SPECTRE DES BIJOUX. — Au contraire.

Elle s'éloigne ostensiblement.

JÉRÔME. — Te donner un gros zirkon reconstitué, c'était une espèce de plaisanterie, n'est-ce pas, monsieur le Président?

LE PRÉSIDENT. — L'intention est tout.

JÉRÔME. — Intention est le mot. C'est une intention vraie avec zirkon faux.

LA FEMME SPECTRE DES BIJOUX. — Elle y gagne.

Elle s'en va définitivement.

JÉRÔME. — Solide, en tout cas. Et léger. Le bijoutier assure qu'on peut le porter jour et nuit, se laver les mains avec lui, même au savon anglais, dont la potasse est forte. L'ennui est qu'il est sonore. Contre les rampes d'escalier, les verres, les assiettes, m'a dit le bijoutier, il résonne. Heureusement qu'il est petit, chérie. Avec un gros zirkon, on ne s'entendrait plus.

FLORENCE. — Merci, Jérôme.

JÉRÔME. — Remercie le Président. L'idée est venue de lui. Tu es prête, Florence?

FLORENCE. — A quoi, Jérôme?

JÉRÔME. — Je te demande si tu es prête.

FLORENCE. — Je suis prête.

JÉRÔME. — Alors, dis adieu.

FLORENCE. — Adieu, monsieur le Président.

LE PRÉSIDENT. — Adieu, Florence.

Elle revient sur ses pas.

FLORENCE. — Oh ! pardon, j'emportais votre sac.

Elle redonne le sac au Président.

JÉRÔME. — L'étourdie ! C'est tout elle.

SCÈNE VIII

Le Président, le personnel.

VICTOR. — A votre place, j'essayerais, monsieur le Président.

LE PRÉSIDENT. — Vous essayeriez quoi, Victor ?

VICTOR. — De reprendre mademoiselle Florence à Jérôme. Ce n'est pas impossible.

LE PRÉSIDENT. — Ah ! Vous avez entendu ?

VICTOR. — Tout le monde a entendu. J'ai oublié de vous dire que la table deux est sonore. Elle correspond même pour l'acoustique avec la table onze à l'opposé. Vous auriez pu mettre au onze mademoiselle Florence, elle n'aurait pas perdu un mot.

LE PRÉSIDENT. — C'était très bien comme cela.

VICTOR. — Ici, tout le monde est pour vous. Y compris le gérant. Il est vrai que, lui, c'est à cause de votre titre.

LE GÉRANT, *qui s'est rapproché.* — Oh ! pardon ! je sais ce que je dois à monsieur le Président. Si je n'étais pas pour lui, je me confinerais dans le silence : c'est la vérité des gérants. Je suis pour lui. Si j'étais une femme, j'abandonnerais illico Jérôme. Je me jetterais dans les bras de monsieur le Président. Je m'y cramponnerais malgré lui. On ne m'en arracherait plus.

LE PRÉSIDENT. — Malheureusement, vous ne l'êtes pas, gérant.

LA CAISSIÈRE. — Vous êtes bien comme tous les gérants. Vous croyez à la possession, alors qu'en amour, il n'y a que la présence.

LE PRÉSIDENT. — Et la force, gérant. Jérôme est le plus fort.

LE GÉRANT. — L'intelligence, la puissance, la bonté, ce sont pourtant des armes, cela !

LE PRÉSIDENT. — Hélas ! non, gérant ! C'est le train des équipages. Il n'y a même qu'une arme plus faible : le génie.

LA CAISSIÈRE. — Il se prend les pieds dans les racines et il ne tombe pas. Il a le soleil en plein visage et il ne sourcille pas.

LE GÉRANT. — Il l'embrasse ?

VICTOR. — Non...

LE GÉRANT. — Alors, elle l'embrasse.

LA CAISSIÈRE. — Pourquoi dites-vous cela ? Elle lui a pris la tête dans ses deux mains, elle a mis sa bouche près de sa bouche, ça peut très bien ne pas être pour l'embrasser.

LE PRÉSIDENT. — Cela peut très bien être pour souffler une escarbille.

LA CAISSIÈRE. — La campagne en est pleine... *(Au chasseur, qui arrive avec un chauffeur.)* Que veux-tu, toi ?

LE CHASSEUR. — C'est le chauffeur du Président du Conseil qui vous demande, monsieur le Président.

LE PRÉSIDENT. — Ah ! c'est toi, Laurent ? Qui cherches-tu ?

LE CHAUFFEUR. — Vous, monsieur le Président. Monsieur le Président m'a recommandé de vous trouver, où que vous soyez, et de vous ramener. Aussi vite que la voiture roule. Il a dit en riant qu'il s'agissait de sauver la République.

LE PRÉSIDENT. — Il tombe à pic. J'y vole.

Il gagne la voiture, escorté par le personnel, gérant en tête, à travers les parterres.

RIDEAU.

JEAN GIRAUDOUX

LE COLLÈGE DE FRANCE

Le président de la République inaugure, le jour même où paraît cet article, les nouveaux bâtiments que le Collège de France vient d'édifier pour ses laboratoires scientifiques. L'attention du public se trouve attirée, de ce fait, sur cette grande et prestigieuse institution, toujours jeune malgré les siècles, et qui prouve sa vitalité en se renouvelant sans cesse pour s'adapter aux conditions actuelles de la science et de la recherche. L'occasion est bonne pour donner ici quelques indications sur l'esprit et les méthodes qui président à son activité. Le Collège est célèbre : chacun, en France et à l'étranger, connaît son nom ; nombreux sont, à Paris, ceux qui suivent ses cours ; en province, ceux qui maintenant les écoutent par radio. Et cependant, les conditions dans lesquelles fonctionne ce grand Établissement sont, en somme, peu connues. Beaucoup de gens croient se trouver en présence d'une université, alors qu'il s'agit de toute autre chose. L'originalité de l'institution est complète : c'est ce que nous voudrions montrer dans les pages qui suivent.

I

Lorsque François Ier institua, en 1530, les *lecteurs royaux*, ce grand roi — car cette seule création eût suffi à faire de lui un grand souverain — donnait une expression décisive à l'esprit de la Renaissance, qui se répandait à ce moment à travers

l'Europe. Il agissait, ne nous y trompons pas, en révolutionnaire. L'Université de Paris avait alors le monopole de l'enseignement dans toute l'étendue de son ressort : attachée à ses privilèges, elle était systématiquement hostile aux innovations ; le latin était la seule langue qu'on y enseignât, l'esprit de la scolastique y dominait ; on discutait plus qu'on n'observait, et ce n'étaient pas des conditions favorables aux exigences nouvelles de la recherche, dans ce siècle des découvertes. Ce dont la Science avait besoin, c'était d'un esprit de liberté affranchi des routines périmées et des traditions oppressives, strictement laïque, soucieux uniquement de connaissance, sans aucune arrière-pensée. Les six lecteurs royaux du début — deux pour le grec, trois pour l'hébreu, un pour les mathématiques — bénéficiaient de cet avantage inappréciable : la liberté ; dégagés des entraves que l'Université imposait à ses membres, ils ne relevaient que du roi lui-même, et celui-ci, sur le conseil de Guillaume Budé, leur laissait le choix de leurs méthodes de travail. Sciences et lettres se côtoyaient dans ce groupement nouveau de disciplines aussi différentes que le grec et les mathématiques, et l'on montrait par là que l'intention bien nette était de briser les cadres en favorisant l'interpénétration des spécialités. Le succès fut immédiat, les auditeurs affluèrent : le roi avait fondé une institution qui devait vivre, se développer et conserver sa raison d'être à travers les siècles.

Soulignons tout de suite que le Collège est toujours resté fidèle à cette inspiration initiale. Le XVIIe et le XVIIIe siècles ont vu se compléter son organisation et s'accroître le nombre de ses chaires, en même temps qu'apparaissait le nom qu'il devait garder, *Collegium regium Galliarum*, et qu'une demeure propre lui était affectée. Dans le domaine des recherches, il ne se reconnaissait aucune limite : *Docet omnia*, disait la devise ambitieuse qui ornait son blason. La Révolution l'épargna, seule, parmi les institutions de l'ancien régime, ce qui est symptomatique, et il se retrouva, sous l'Empire et depuis lors, exactement tel qu'il était auparavant, c'est-à-dire suffisamment souple dans sa constitution pour s'adapter à n'importe quelles circonstances ou nécessités. Sa personnalité résidait justement dans cette absence

voulue de règles rigides et dans cette affirmation intransigeante d'une liberté d'esprit et de méthodes que rien, jamais, ne devait limiter. C'est ainsi que l'immense extension du domaine des recherches, au XIXe, puis au XXe siècle, devait trouver le Collège de France prêt à y faire face. Parti des six modestes lecteurs royaux, il comprend aujourd'hui quarante-six professeurs, appartenant aux disciplines les plus diverses, aucun enseignement, quel qu'il soit, ne pouvant être exclu des initiatives qui lui appartiennent.

II

L'article premier du règlement du Collège de France (décret du 24 mai 1911) définit parfaitement son programme : « Le Collège de France a pour objet de contribuer aux progrès de la science : 1° par des travaux et des recherches ; 2° par des enseignements relatifs à ces travaux et à ces recherches, sans préoccupation de préparer à des grades ou à des diplômes ; 3° par des missions et des publications. »

Il s'agit donc de recherche désintéressée, et surtout de recherche neuve. Sans qu'on s'interdise d'aborder ce qui fait ailleurs l'objet d'un enseignement officiel, on s'attache spécialement, suivant le mot de Renan, à la science « en voie de se faire ». Le règlement met, en effet, au premier plan les travaux et les recherches ; l'enseignement n'intervient qu'à propos de ces travaux et de ces recherches, sans préoccupation (le règlement le dit expressément) de préparer à des grades ou à des diplômes. S'il est question d'enseigner les connaissances acquises, l'Université, qui du reste s'adonne, elle aussi, à la recherche, est là pour le faire. Mais le but du Collège est autre, et cette distinction s'exprime dans le fait qu'il ne fait pas partie de l'Université de Paris, mais relève directement du ministre de l'Éducation nationale, comme jadis il ne relevait que du roi lui-même.

De cette belle tradition de la libre recherche, c'est l'Assemblée des professeurs qui est la gardienne. Sous réserve de l'approbation ministérielle, toutes les décisions relatives aux intérêts généraux de l'Établissement lui appartiennent, l'exécution des décisions et la direction du service intérieur

étant confiées à un administrateur, choisi parmi les professeurs, présenté par ses collègues et nommé, sur la présentation du ministre, par décret du président de la République. On voit que le Gouvernement demeure maître, en fin de compte, l'approbation ministérielle étant toujours requise ; mais en fait, et en vertu d'une tradition que l'autorité politique accepte elle-même, c'est l'Assemblée qui a la responsabilité de maintenir le Collège dans la ligne qui est la sienne : l'administrateur tient son autorité beaucoup plus de la confiance de ses collègues que de sa nomination parue dans le *Journal officiel*.

C'est une belle chose que l'Assemblée du Collège de France. Elle se compose d'hommes venus de tous les points de l'horizon scientifique et littéraire. Les uns sont couverts de diplômes et les autres n'en ont aucun ; les uns sont des travailleurs de laboratoire, les autres des voyageurs qui enquêtent, d'autres encore des hommes d'action ; plusieurs s'adressent, dans leur cours, à un nombreux public ; quelques-uns, dans l'intimité d'une petite salle, ne sont entourés que d'une poignée de disciples ; tel d'entre eux est chimiste, tel autre philologue, tel autre philosophe ou bien géographe. Mais, quand ils sont réunis dans la salle de l'Assemblée, sous un grand tableau représentant François Ier instituant les lecteurs royaux, on peut bien dire qu'ils forment un corps homogène, par la préoccupation dominante qui est la leur : maintenir le Collège dans l'esprit qui a été voulu pour lui par son grand fondateur, c'est-à-dire y préserver intégralement la pratique de la libre recherche. Cette maison, dont ils ont la responsabilité, ils ne se pardonneraient pas de la laisser péricliter ou se corrompre.

C'est dans le choix des chaires et dans la présentation (en fait dans l'élection) de leurs titulaires que la garde de l'Assemblée doit être particulièrement attentive. Les crédits dont le Collège est doté pour le budget de l'État, au chapitre *Personnel*, correspondent à la somme des traitements d'un nombre déterminé de professeurs. Chaque fois qu'un de ces traitements devient disponible, par retraite, démission ou décès du titulaire, l'Assemblée est appelée à décider à quel enseignement il convient d'affecter le crédit qui se trouve ainsi sans emploi. Dès que sa proposition est acceptée par le

ministre, elle procède à la désignation de deux candidats, l'un en première ligne, l'autre en seconde. Après consultation de l'une des cinq Académies, qui propose elle-même deux candidats (presque toujours les mêmes), c'est le ministre qui désigne le professeur, entre les noms proposés, et soumet, dans ce sens, au président de la République un décret de nomination. Le Gouvernement n'est pas obligé de choisir le candidat présenté en première ligne ; mais, dans la pratique, c'est celui qu'il retient toujours. On peut donc considérer, en somme, que les professeurs du Collège sont élus par leurs collègues.

Il peut être intéressant de discuter ici la valeur d'un pareil système de sélection. A l'expérience, disons-le, il s'avère excellent, mais encore faut-il regarder de plus près comment il se pratique. Pour bien en comprendre le sens, il ne faut pas oublier que le Collège de France ne prétend pas constituer un enseignement cohérent et complet des connaissances humaines. Sa devise, *Docet omnia*, signifie qu'il ne s'interdit aucun sujet ; mais, dès l'instant qu'il s'agit surtout de favoriser la science en voie de se faire, il est bien évident que le titre de la chaire à créer doit dépendre, dans une circonstance donnée, de la possibilité de trouver le titulaire adéquat. Si vous parcourez le programme des cours, vous pourrez être tenté d'objecter qu'il y manque tels enseignements assurément essentiels : il se pourra, par exemple, que vous cherchiez en vain un cours d'histoire générale ou d'économie politique... Si l'on a bien saisi le but effectivement poursuivi, l'objection ne porte pas. L'Assemblée ne se dit pas : « Nous devrions créer une chaire de chimie ou de grammaire. » Elle se soucie plutôt de trouver, parmi les travailleurs de l'esprit, celui qui, pourvu d'une chaire, sera le mieux à même d'apporter une contribution efficace à la science, et cela quelle que soit sa spécialité. En le nommant, on lui fournira les moyens de travailler librement et sans préoccupation ; on ne lui donnera pas d'instructions sur ce qu'il devra faire ou sur la manière dont il le fera ; on lui dira simplement : « Restez vous-même et continuez de travailler ! » C'est ainsi qu'une chaire de sanscrit pourra être remplacée par une chaire d'ethnographie, ou une chaire d'économie politique par une chaire de biologie.

Cette liberté magnifique est quelquefois limitée par des arguments dont on hésite à ne pas tenir compte. Tel enseignement, par exemple, n'existe qu'au Collège de France : doit-on vraiment y renoncer, même si l'on n'a pas exactement sous la main la personnalité qu'il faudrait? Tel laboratoire, parfaitement aménagé, est disponible : va-t-on vraiment, en changeant la chaire, le laisser inutilisé? Débat de conscience émouvant pour l'électeur, car, si l'argument est pressant, doit-il cependant faire oublier que le Collège est un groupe d'individualités et non pas une constitution d'outillage? En créant les magnifiques laboratoires qu'inaugure M. Lebrun, le Collège a montré qu'il comprend les nécessités matérielles de la Science et qu'il n'entend pas rester en retard à cet égard ; mais je ne crois pas me tromper en disant que, dans la pensée de ses membres, la chaire est faite pour l'homme plutôt que l'homme pour la chaire. Cela est si vrai qu'il arrive quelquefois que le candidat que l'on va choisir soit officieusement prié de libeller lui-même le titre de la chaire qui sera créée pour lui.

Les élections se font un peu comme celles des Académies, mais avec quelques variantes. Les candidats font des visites, dans lesquelles ils expliquent comment ils concevraient, une fois élus, leur activité. Puis, réunie en séance, l'Assemblée écoute les titres de chacun d'eux, présentés par ceux des membres du Collège qui acceptent de se faire leurs parrains. On vote ensuite, l'élection n'étant acquise que lorsqu'il y a majorité absolue des votants. N'y a-t-il pas de coteries, demandera-t-on? De coteries, non. Peut-être remarque-t-on des groupements, d'ailleurs variables, par affinités de tendances, quelque chose comme une droite et une gauche, ou bien encore, à l'occasion, des préférences dictées, jusqu'à un certain point, par l'amitié. Cependant, les choix n'en sont pour ainsi dire jamais viciés, parce que, les électeurs étant extraordinairement différents les uns des autres, il n'arrive pas à se former de coalitions vraiment dangereuses. L'Assemblée est très jalouse de son indépendance : si elle voyait se former une camarilla susceptible d'imposer ses choix, elle serait, semble-t-il, implacable dans sa détermination de la briser. Il y a, et c'est désirable, quelques membres

particulièrement influents, mais personne ne peut se flatter de conduire l'Assemblée, pas plus qu'aucun ministre, si puissant soit-il, ne serait en mesure d'imposer l'élection d'un candidat lui tenant à cœur.

L'Assemblée reste donc libre, complètement libre. Quelles sont donc les raisons qui la déterminent dans la sélection qu'elle doit faire? Quand une personnalité s'impose, on s'incline, le plus souvent, et aucune autre considération ne vient se mettre en travers. Autrement, et quand il peut y avoir hésitation, je crois qu'on peut discerner le type de candidat qui a la cote et celui qu'instinctivement on écarte. L'Assemblée redoute par-dessus tout celui qui ferait figure de conférencier mondain, cherchant un succès facile, au détriment du travail sérieux; elle redoute à peine moins celui dont on pourrait penser qu'il ferait de sa chaire un instrument de propagande politique; elle prend pour règle l'article premier du règlement, que nous citions plus haut : « Le Collège de France a pour objet de contribuer au progrès de la Science. » Qu'on ne s'y trompe pas, ce programme disqualifie *ipso facto* un très grand nombre de gens! Par contre, celui dont on sait qu'il est sincèrement attaché à cet idéal, consciencieux et en possession d'une bonne méthode pour l'atteindre, est sûr de bénéficier de la sympathie. Mais, ceci dit, on ne lui posera jamais aucune condition quant à sa façon de travailler ou quant aux sujets qu'il devra aborder. C'est une question de confiance, et le respect de la liberté du Collège est entier. Mais, attention, cette confiance ne se donnera pas très aisément, car chacun des électeurs sera soucieux de ne pas compromettre le prestige de la Maison en y admettant des individualités qui en abaisseraient le niveau intellectuel ou moral (je parle surtout ici de la moralité scientifique, non moins importante que les plus beaux dons de l'esprit).

III

Voici le professeur nommé... Quelles sont les obligations qu'il assume? Il n'en est que deux, mais on en comprendra aisément la portée. La première est celle de faire, chaque

année, un certain nombre de leçons ; la seconde, de ne jamais faire deux fois la même leçon. C'est peu et, en même temps, c'est beaucoup. Voyons pourquoi.

Lorsqu'en 1911 fut discuté le règlement actuellement en vigueur, on envisagea, et avec raison, l'éventualité de laisser aux professeurs, en matière de cours, une entière liberté : ils travailleraient consciencieusement, cela va de soi, mais on ne leur demanderait de monter en chaire que quand ils auraient quelque chose d'utile à dire, leur silence n'étant pas interprété, dans le cas contraire, comme un défaut d'activité. Cette solution n'a pas été retenue. Le professeur est tenu, chaque année, de donner un enseignement. A la séance de l'Assemblée qui précède la clôture des cours, chaque maître adresse à l'administrateur le programme de son enseignement pour l'année suivante, en indiquant le nombre de leçons qu'il compte y consacrer. L'Assemblée, par un vote, puis le ministre, sont appelés ensuite à donner leur approbation. En fait, il n'y a pour ainsi dire jamais de discussion, mais il pourrait y en avoir une... Une règle non écrite, ou, si l'on préfère, une indication, recommande au professeur de faire annuellement, entre le 1er décembre et le 30 juin, un ensemble de trente leçons. Pour les scientifiques, l'obligation est réduite à vingt leçons, étant donné que leur travail est surtout un travail de laboratoire. Leur activité s'exprime, en effet, beaucoup moins par des cours que par une présence qui, pour certains d'entre eux, est à vrai dire continue : ils vivent au Collège et en font, pour leurs collaborateurs, un centre intense de vie scientifique ; les élèves, les disciples, les travailleurs de la France et de l'étranger trouvent ainsi, dans la vieille maison, étonnamment rajeunie aujourd'hui en matière d'outillage, un magnifique foyer de l'esprit. Il est bien évident que, pour des savants travaillant de cette manière, le nombre des leçons à fournir devient un facteur tout à fait secondaire.

Ce minimum d'obligations, que nous venons de résumer, la plupart des professeurs du Collège admettent qu'il constitue une règle utile. Il est tentant, sans doute, de ne prendre la parole que si l'on a quelque chose à dire, mais il est bon, après tout, d'avoir de temps en temps à donner une forme, écrite ou parlée, à sa pensée ; une leçon bien faite, construite

et comportant la précision de l'expression, servira, dans bien des cas, de base à la réalisation de telle publication future, qui, autrement, risquerait peut-être de ne pas aboutir.

La règle est, du reste, très large. Chacun organise son travail et son enseignement comme il l'entend, durant les mois qu'il préfère, entre décembre et juin, aux jours et heures de son choix. On peut faire un cours s'adressant au grand public et un autre réservé à quelques auditeurs seulement ; on peut faire la leçon *ex cathedra* de la tradition ou bien commenter un auteur et faire de l'explication de texte autour d'une table intime, sans la moindre préoccupation d'apparat. La liberté est entière, et c'est, en effet, l'intérêt du Collège qu'aucune pratique sérieuse et féconde ne soit écartée. Il importe, du reste, de ne pas se méprendre sur la nature véritable de l'enseignement ainsi donné. Dès l'instant que le Collège ne prépare ni à des grades, ni à des diplômes, et dès l'instant que l'entrée des cours est ouverte à tous, sans inscription, ni restriction aucune, il ne convient pas de considérer que les leçons doivent s'adresser à des élèves, au sens scolaire du terme. On serait plus près de la vérité en disant que les successeurs des lecteurs royaux d'autrefois s'adressent, en réalité, soit à des auditeurs, soit à des disciples. Le professeur, qui a longuement et patiemment approfondi une question, expose au public cultivé le résultat de ses recherches ; il tient ses auditeurs au courant des difficultés qu'il a rencontrées, de celles qu'il a vaincues, de celles dont il n'a pu avoir raison. On peut dire telles choses que l'on n'écrirait pas ; il est loisible de suggérer avant d'affirmer ; un savant sérieux pourra très bien, dans son cours, donner des conclusions provisoires, se réservant, l'année suivante, de les confirmer, de les modifier ou de les présenter sous une forme nouvelle. Comme il fait de la recherche, quelle que soit, du reste, la nature de sa chaire, l'essentiel est qu'il soit vivant. Ce n'est pas le lieu d'entasser, comme on le fait parfois ailleurs, des conserves scientifiques. Et voilà pourquoi il est si important que le même cours ne soit jamais prononcé deux fois. Là se trouve peut-être l'obligation la plus lourde qui s'impose aux membres du Collège : on n'y peut faire face qu'avec un certain acquit, déjà accumulé. Sans doute pourrait-on reprendre, sous un angle nouveau,

tels problèmes déjà précédemment envisagés ; mais on se trouve en présence d'un public exigeant, qui est en droit de trouver là une nourriture intellectuelle fraîche, sans aucun plat réchauffé. Certains envient les professeurs de la place Marcelin Berthelot de n'avoir à faire que trente cours, sans corrections de devoirs, sans examens fastidieux. Se rendent-ils compte qu'aussitôt un cours fini, il faut penser au cours de l'année suivante, qui ne s'improvise pas puisqu'il doit être neuf? Il y a là une tension de l'esprit, à la fois utile pour le travail et mauvaise pour sa réalisation sous forme de publication écrite, le temps manquant parfois pour rédiger.

Le public auquel s'adresse pareil enseignement — si c'est, insistons-y, un enseignement — est impossible à définir, pour cette raison que chaque professeur possède ou se fait son propre public. Certains jours, l'affluence est si grande qu'elle provoque des remous jusque dans la rue des Écoles ou la rue Saint-Jacques ; d'autre fois, c'est seulement quatre ou cinq personnes qui se groupent autour d'un maître dans une atmosphère de demi-mystère. Il est courant d'entendre les gens railler ces leçons en petit comité, ou bien certains estiment que tels maîtres ne trouvent pas un auditoire digne d'eux. Il est bien certain, l'accès étant libre, qu'il vient là des gens pour se chauffer. On connaît le récit légendaire du professeur, parlant devant un unique auditeur et lui demandant, à la fin de l'heure, de continuer quelques minutes encore. Et l'auditeur de répondre : « Cela m'est égal ; je suis le cocher qui vous a amené et vous m'avez pris à l'heure. » On connaît aussi la repartie de Renan, administrateur du Collège, à Ribot, nommé à la succession de la chaire de philosophie de Franck : « Quel public aurai-je? » demandait Ribot. « Mais, le public de Franck, » répondait Renan. Et, devant un imperceptible mouvement de protestation de son interlocuteur, l'auteur de la *Vie de Jésus* expliquait : « Voyez-vous, le public du Collège de France est comme les chats : il s'attache au lieu et non à la personne. » Ces histoires, qui sont drôles, ne sont pas vraies, et, même si elles étaient vraies, je ne crois pas qu'elles seraient significatives. Au fond, ce qui importe, c'est que le professeur travaille et soit créateur. Le reste est secondaire : soyez sûr qu'ensuite son

effort d'exposition ne sera jamais perdu. Si l'on pouvait pénétrer dans l'esprit des auditeurs, on verrait avec quelle passion fréquemment ils écoutent et quelle magnifique intensité se manifeste, dans ces lieux chargés du plus grand passé intellectuel, pour la conquête de la connaissance et les curiosités de l'esprit. Je ne sais si je me trompe, mais il me semble bien que le professeur de cinq ou six élèves passe, dans l'estime de ses collègues, avant l'orateur, plein de succès, qui parle devant trois cents.

Ainsi compris, le Collège de France devient un foyer de rayonnement : aux leçons proprement dites s'adjoignent naturellement les directions personnelles qu'on vient ensuite demander aux maîtres. Une atmosphère de recherche s'établit, qui stimule les enthousiasmes et entretient la haute culture du pays.

IV

Dans l'exercice de la splendide mission que lui avait confiée François Ier, l'illustre maison a su, siècle après siècle, s'associer les plus grands noms. La liste des administrateurs, pour ne les prendre que depuis le début de la IIIe République, est impressionnante : Édouard Laboulaye (1873-1883), Ernest Renan (1883-1892), Gaston Boissier (1892-1894), Gaston Paris (1894-1903), Émile Levasseur (1903-1911), Maurice Croiset (1911-1929), Joseph Bédier (1929-1936), aujourd'hui Edmond Faral... Les fonctions de l'administrateur sont devenues de plus en plus difficiles, en raison de la complexité croissante d'une institution pourvue d'un outillage puissant (nous ne sommes plus au temps où Claude Bernard travaillait dans une petite chambre obscure), en raison aussi du fait que, de nos jours, la liberté est devenue une plante délicate, secouée par les tempêtes, et qui a besoin, même si chez nous on ne la menace pas, d'être attentivement soignée et défendue. Il est tels régimes, dont le vent d'est nous apporte avec persistance les effluves, où l'application du programme exposé plus haut deviendrait impossible. La IIIe République a strictement respecté l'indépendance du Collège, mais les régimes précédents n'avaient pas toujours montré la même réserve.

Une chose est certaine, en tout cas, c'est que l'institution s'étiolerait dans une atmosphère de contrainte, même atténuée, ce qui justifie et nécessite la vigilance, à cet égard, de ses représentants.

Si, des administrateurs, nous passons aux maîtres, la liste n'est pas moins prestigieuse. Pour ne parler que du XIXe siècle, je note, dans l'orientalisme : Sylvestre de Sacy, Burnouf, Sylvain Lévi, Rémusat, Champollion, Maspéro, Darmesteter ; dans la grammaire comparée : Michel Bréal ; dans l'antiquité classique : Boissonade, Sainte-Beuve, Ernest Havet, Gaston Boissier, Louis Havet, Maurice Holleaux, Ernest Babelon, Théodore Reinach ; dans la langue et littérature française : Paul Albert, Émile Deschanel, Gaston Paris ; dans les langues et littératures étrangères : Mickiewicz, Edgar Quinet, Philarète Chasles, Guillaume Guizot, d'Arbois de Jubainville ; dans l'histoire et la géographie : Michelet, Longnon, Jullian ; dans la philosophie : Barthélemy Saint-Hilaire, Ribot, Bergson ; dans l'économie politique : Michel Chevallier, Leroy-Beaulieu ; dans les mathématiques et l'astronomie : Lalande, Delambre, Jordan ; dans la chimie : Vauquelin, Thénard, Berthelot ; dans les sciences naturelles : Cuvier, Élie de Beaumont, Flourens, Marey ; dans la physique : Biot, Ampère, Regnault, Mascart ; dans la médecine : Corvisart, Laennec, Claude Bernard, Brown-Séquard, d'Arsonval... Cette liste pourrait être continuée pour le XXe siècle, et elle comporterait le même éclat. Citons simplement, parmi les grandes individualités que le Collège vient de perdre : Andler, Meillet, Sylvain Lévi, Joseph Bédier...

Avec de pareils noms, il n'est pas exagéré de dire que le Collège de France a été associé, depuis le XVIe siècle, et sans aucune décadence, à ce que la vie intellectuelle du pays a de plus noble et de plus grand. Ses membres connaissent la valeur de cette tradition, dont ils sont justement fiers. Je crois que chacun d'eux se dit, soit quand il professe, soit quand il contribue à recruter de nouveaux professeurs : Noblesse oblige.

ANDRÉ SIEGFRIED

BLANCHE

I

LES MAITRES DES MAISONS ROUGES

— Si vous voulez aller vous coucher, ma fille, nous autres on va éteindre la lampe à présent, dit la maîtresse des Maisons Rouges.

Chaque soir, quand l'envie de dormir lui venait, la vieille femme mettait fin à la veillée en adressant cette même phrase à sa servante. Blanche, occupée comme toujours à coudre au coin du feu, obéit aussitôt.

— Bonsoir à tout le monde, dit-elle après avoir rangé sa chaise le long du mur.

— Bonsoir, répondit-on.

La jeune fille se hâta vers sa chambre, où elle se déshabilla dans l'obscurité et, les pieds nus dans ses sabots, fit en grelottant sa prière du soir. Une fois glissée dans son lit, tandis que la bonne chaleur du duvet commençait à l'envelopper, elle entendit les deux fils de la maison prendre congé de leurs parents, puis quitter la salle à leur tour. Elle suivit le bruit mou de leurs pas dans la cour boueuse, jusqu'à ce que les jeunes gens entrassent dans l'écurie aux chevaux, où ils dormaient. Alors, poussant les chiens dehors, le maître ferma la porte du logis, pendant que sa femme couvrait de

cendre les restes de braises dans la cheminée, afin de les conserver vivantes jusqu'au lendemain matin. Blanche savait d'avance ce qui allait suivre. Le fermier se couchait d'abord, tandis que la maîtresse pliait son ouvrage ; puis elle fermait la porte de la chambre où dormait Blanche, éteignait la lampe, et, une seconde après, ses lourds sabots de bois tombant avec fracas sur le carreau indiquaient qu'elle avait rejoint son mari dans leur lit à rideaux. A partir de ce moment-là, la nuit se déversait à flots silencieux dans la maison ; elle entrait de toutes parts, soulevait doucement les choses et donnait à la jeune fille l'impression de flotter légère entre des nappes d'obscurité. Cette sorte de mirage ne manquait jamais de s'accomplir. Blanche s'y abandonnait avec confiance ; mais jadis, dans les premiers temps de sa venue aux Maisons Rouges, le sentiment de sa solitude lui avait fait redouter l'instant où la lourde et profonde nuit allait à nouveau l'isoler du monde visible.

Blanche était venue à la ferme vers la fin de l'automne, alors que de grands vents passent en hurlant autour des maisons, que des pluies incessantes tapotent contre les volets et courent le long des gouttières sonores. Le mauvais temps agitait les portes, des bruits provenant d'un peu partout à la fois épouvantaient l'enfant qu'elle était alors. Maintenant, au contraire, bien pelotonnée dans son lit, elle aimait à écouter l'élan magnifique du vent qui venait se briser contre les murs de la ferme. Violemment il se heurtait aux vieilles murailles, s'éparpillait, grimpait par-dessus les toits de tuiles, puis gagnait la campagne où se déchaînait la tempête. Blanche éprouvait un bien-être infini à se savoir à l'abri, tandis qu'au dehors la nature se transformait. Les arbres du jardin, ceux de la forêt, les champs nus, tout cela s'agitait, mugissait, remplissait l'espace entre ciel et terre ; les choses n'étaient plus les mêmes, elles prenaient une plus grande ampleur. La jeune fille était toujours attentive à ce mouvement. Pour un être aussi tranquille, aussi timide qu'elle, c'était un étrange plaisir, dont elle n'eût osé parler à personne, pas plus qu'elle ne l'avait fait au temps où la peur la tenait éveillée une bonne partie de la nuit. Elle devinait bien, du reste, qu'aucun des habitants des Maisons Rouges ne l'aurait

écoutée, puisqu'elle n'était rien pour eux et que ce qu'elle pensait ou sentait ne les intéressait pas. Ils étaient ainsi même entre eux ; chacun gardait pour soi ce qui lui arrivait de peines ou de joies. Les conversations étaient rares à la ferme, les maîtres et leurs enfants n'échangeaient que les paroles indispensables. En été, comme on travaillait jusqu'à l'heure d'aller au lit, cela n'avait pas d'importance, mais en hiver, à l'époque où l'on allume la lampe avant quatre heures, c'était curieux de voir ces gens se réunir pour passer ensemble, sans se dire un mot, l'interminable veillée. Blanche et la maîtresse cousaient dans leur coin ; la fermière posait la lampe à l'angle de la cheminée, juste au-dessus de sa tête, pour y voir plus clair, privant ainsi de lumière les trois hommes rangés de l'autre côté du foyer. Il est vrai qu'ils ne paraissaient pas en avoir besoin ; les deux frères méditaient, les mains dans leurs poches, tandis que le fermier, la tête appuyée contre le mur chaud de la cheminée, petit à petit s'endormait.

Les Maisons Rouges étaient un assez grand domaine. Pour y arriver, il fallait quitter la petite route communale et suivre le long de la forêt un chemin caillouteux et passablement défoncé. En hiver, s'il pleuvait longtemps, il devenait presque impraticable, tant l'eau s'y amassait en nappes profondes dans les creux. La ferme était de belle apparence, mais comme elle se trouvait placée au fond d'un pli que faisait le terrain, on ne la voyait bien qu'en s'en approchant tout près. De la route bordée de peupliers, seuls étaient visibles les toits de tuiles rouges, le pignon des meules et le faîte des arbres du jardin. Les terres soigneusement travaillées s'étendaient loin tout autour ; c'était l'un des beaux domaines de la contrée, bien qu'il ne fût pas parmi les plus vastes. Il y venait peu de monde toutefois, à cause des maîtres qui n'étaient guère accueillants et ne se souciaient pas d'avoir des visites ; ils les redoutaient plutôt, se sentant bien aise que leurs plus proches voisins fussent à un kilomètre de là. C'étaient des gens renfermés, laborieux, que l'on voyait travailler tout le long de l'année sur leurs terres, sans autre compagnie que celle de leurs bêtes. Quand il fallait aller

au village, ils s'y rendaient presque toujours à la nuit tombante, entre le moment où l'on quitte les champs et celui où l'on allume les lampes. Ainsi, ils perdaient moins de temps et ne risquaient guère de faire des rencontres qui les eussent obligés à s'arrêter. Pourtant il était rare qu'on éprouvât le désir de lier conversation avec eux. Non pas qu'on les méprisât, mais leur sauvagerie était connue de tout le monde et on les craignait.

Les maîtres des Maisons Rouges ne se plaisaient que chez eux et entre eux ; une fois franchis les petits fossés qui séparaient leurs biens des terres d'autrui, ils se sentaient diminués, inquiets, comme si au delà de ces limites ni le soleil ni l'air n'eussent été les mêmes. Rien ne leur paraissait aussi réel, aussi sûr que la maison, les écuries, les granges de la ferme. Ces bâtiments étaient vastes, sauf le logis, composé de deux pièces basses. La première servait de salle commune et l'autre était la chambre où avaient dormi autrefois les filles de la maison ; à présent, Blanche y couchait, mais comme elle n'y entrait que pour se mettre au lit et que personne d'autre n'y venait jamais, cette pièce donnait une impression d'abandon, de tristesse. La salle faisait un tout autre effet, parce que c'était là que l'on vivait. La cheminée, dont le manteau noirci rejoignait le plafond, prenait une grande place. Rien ne brillait nulle part, pas même le balancier de la pendule, si lourdement chargé de dorures ternies, derrière sa vitre brouillée. La poussière des temps blanchissait les plis des volants qui garnissaient les rideaux des deux lits ; elle recouvrait les objets sur la cheminée, les cadres dorés de deux ou trois images de première communion suspendues aux parois enfumées ; elle s'amassait entre les poutres énormes du plafond.

La maîtresse ne voulait pas que l'on perdît son temps à faire le ménage ; tout juste supportait-elle que Blanche fît son lit le matin en se levant. Personne n'eût osé agir contre sa volonté. Sans jamais se l'avouer les uns aux autres, tous la redoutaient, et il suffisait de sa présence pour que le silence régnât. La maîtresse devait trouver une grande satisfaction à exercer son pouvoir. Rien qu'à la façon dont elle regardait autour d'elle, en entrant là où l'on était, on avait le sentiment

d'être pris en faute. Ce que l'on venait à peine de ranger n'était plus à sa place, quelque chose manquait soudain au travail qu'on était pourtant en train d'accomplir avec soin. La fermière avait ses moments d'hostilité ; jamais elle n'était bien avenante, mais son humeur s'assombrissait encore vers le soir. Elle commençait par aller d'une étable à l'autre, tâter le foin dans le râtelier des chevaux, toucher le flanc creux d'une vache, déplacer un seau à lait, un tabouret. Tout cela, elle le faisait en marmottant d'obscures paroles malveillantes. Sa réprobation générale vous troublait d'autant plus que l'on n'en pouvait connaître la raison. Quand il se mettait à faire sombre dans la cour et que la maîtresse la traversait, tout le monde tressaillait en entendant son pas ; chacun souhaitait alors à part soi qu'elle ne vînt pas de son côté. Elle venait pourtant, car elle n'omettait jamais d'aller partout ; mais elle s'attardait tout particulièrement dans l'étable aux vaches où André, son fils cadet, s'occupait à traire. C'était toujours sur lui que le mécontentement de sa mère finissait par se rabattre.

Elle entrait d'un pas ferme, puis s'arrêtait brusquement non loin de la porte, se plaçant de telle sorte que son fils ne pût la voir tout à fait mais sentît bien, tout près de lui, son hostile présence. Blanche, qui était là elle aussi, demeurait un moment le souffle suspendu, palpitante, s'attendant chaque fois à quelque chose de terrible, qui n'arrivait jamais. Les deux adversaires mesuraient en silence leurs volontés ennemies, mais André, au lieu d'éclater, se contentait d'enfoncer profondément son front ombrageux dans le flanc chaud de sa bête. La maîtresse finissait par s'en aller, et l'on en restait là jusqu'au lendemain.

Sa mère partie, André retrouvait aussitôt sa bonne humeur, Blanche poussait un grand soupir de soulagement, et ils se sentaient heureux tous les deux. Ils étaient presque du même âge, et très enfants encore, de sorte qu'ils étaient devenus amis, sans y penser. Souvent la jeune fille se demandait pourquoi son compagnon attirait sur soi, plus que les autres, le ressentiment de la maîtresse, puisqu'il était le plus franc, le plus ouvert de toute la famille. Seul, il faisait attention à Blanche, et la traitait en être à peu près semblable à lui-même.

André n'était ni sournois ni méchant, et pourtant, sitôt qu'il voyait sa mère approcher, on le sentait frémir, se ramasser sur lui-même, comme s'apprêtant à bondir. Quelquefois, le soir, dans l'étable aux vaches, Blanche tremblait de le voir quitter son tabouret et se dresser face à la vieille femme en criant des mots terribles. Jamais il ne l'avait fait, et il en était incapable sans doute, malgré sa grande violence, parce que tout de même c'était sa mère. Il ne la craignait plus comme autrefois, et cependant elle gardait encore un peu du pouvoir qu'elle avait eu sur son fils quand il était petit garçon. En y pensant bien, André trouvait abominable que sa mère et lui fussent ennemis ; il en éprouvait de la honte, des remords, mais il ne pouvait s'empêcher de s'indigner contre elle, ni de lui tenir tête. Souvent, dans des moments de calme, il se disait que la maîtresse devait faire exprès de le harceler, et cette idée faisait remonter en son cœur un très vieux désespoir. La fermière le savait, et elle provoquait cette détresse, afin d'user ainsi la résistance de son fils, de le faire plier, comme c'était arrivé pour tous ses autres enfants. Elle s'acharnait contre André, par instinct de domination, par goût de la lutte, car elle le sentait fort. Il lui ressemblait plus que les autres, mais pas assez pourtant, et c'était cette différence qui la mettait en défiance. Elle savait bien que la pureté avait une trop grande part chez André, que la trahison viendrait de là. Malgré tous les défauts du jeune homme, l'innocence demeurait toute-puissante dans son cœur, et il n'avait point ce mauvais génie qui faisait de sa mère quelque chose de beaucoup plus dangereux qu'une femme simplement tyrannique dans les affaires de la maison.

Il y avait certainement un peu de folie dans l'esprit de la maîtresse ; autrement elle n'eût pas pris un aussi inlassable plaisir à tourmenter les seuls êtres qui comptassent à ses yeux. Car elle tenait passionnément à sa famille, mais d'une passion étroite, exigeante, sans tendresse. Des liens qui l'attachaient à ses enfants, elle avait fait des nœuds coulants, qu'elle maintenait serrés, par peur d'être trahie. D'avance elle combattait, imposait, condamnait. Ses griefs étaient si subtils qu'elle-même n'eût pu les définir aisément, mais elle avait trouvé le moyen de s'en venger en créant le malaise et la

crainte autour d'elle. A la longue, elle avait appris l'art d'en dire plus, avec certains marmottements, certaines attitudes, qu'elle n'eût pu le faire avec des mots francs. Sa façon, par exemple, de se servir des objets, était redoutable. Lorsque, à la tombée du jour, elle puisait de l'eau, aussitôt le fracas des chaînes descendant à toute vitesse dans les profondeurs du puits détruisait la paix du soir. Alors la nuit, encore si paisible une seconde avant, devenait hostile, on avait hâte de finir son travail.

Blanche était la seule personne dans la maison qui n'eût rien à redouter de la fermière. C'est que la vieille femme ne la comptait pas au nombre de ceux dont l'existence importe. Pour elle, la jeune fille n'avait pas, aux sentiments, à la chance, à l'amour, à la vie, les mêmes droits que les autres, ni surtout qu'elle-même et les siens. Si la maîtresse avait cru en Dieu, elle n'aurait jamais admis que l'âme de sa servante, si négligeable à ses yeux, pût réellement avoir du prix pour notre Seigneur. Blanche était une enfant abandonnée ; on n'en avait pas voulu dès le jour de sa naissance, et cela avait fait d'elle, pour toujours, la plus pauvre d'entre les pauvres, la plus faible, la plus seule dans la solitude. Comme elle n'avait ni parents, ni argent, ni bien d'aucune sorte, les maîtres des Maisons Rouges éprouvaient le sentiment que la vie de leur servante n'avait pas plus de valeur que celle d'un bon animal domestique. On ne lui demandait que de bien faire son ouvrage et de tenir le moins de place possible dans la maison. Seul, André lui était attaché, mais un peu sans s'en douter ; surtout il se fût bien gardé de le laisser voir, par crainte du mépris des siens et de la fureur de sa mère.

La maîtresse était une femme de grandeur moyenne. Trois rides profondes barraient son front têtu. Cette face osseuse, courte, si terne, si muette en apparence, devenait vite obsédante pour qui en connaissait le secret. L'impression d'absence que donnait l'immobilité des traits disparaissait alors et l'on découvrait, derrière ce mur, le nœud serré de ses sombres pensées. Les cheveux, autrefois châtains, commençaient à devenir gris. Afin de les maintenir en ordre, la maîtresse posait dessus un petit fichu de lainage blanc, plié, qu'elle

attachait sous son menton puissant. A part sa coiffure, qu'elle faisait dès le matin en se levant, elle ne se donnait aucun mal pour sa toilette. Ses robes et ses corsages dataient tous d'au moins trente ans en arrière, et elle les avait tant portés, tant raccommodés qu'ils n'avaient plus ni couleur ni forme. Elle les lavait le moins possible, par crainte de les user, aussi ses jupes étaient-elles toujours chargées de boue en hiver. Les jours de pluie, la maîtresse étendait ses vêtements, le soir, sous le manteau de la cheminée, et le lendemain matin elle se contentait de les secouer au-dessus des cendres avant de les remettre. Elle en faisait autant pour ses bas, qu'elle enfilait chacun sur un chenet, et qui devenaient raides comme des bottes en séchant. Durant les grandes chaleurs, elle ne pouvait rien supporter sur elle ; quand elle travaillait aux moissons, elle ne gardait que sa chemise et sa jupe ; le reste, elle en faisait un petit paquet, qu'elle jetait n'importe où, le long d'une haie, dans une rigole tarie, sous un arbre, ou bien simplement là où elle se trouvait. Son endurance à la tâche était sans limites, de sorte qu'elle mettait les autres femmes à dure épreuve ; car elle n'admettait pas facilement qu'on eût moins de force ou de santé qu'elle.

C'était un être inabordable, dont ni le mari ni les enfants ne tentaient jamais de se rapprocher. Ainsi, elle vivait à l'écart et s'en trouvait satisfaite. Bien qu'elle ne se donnât jamais la peine de commander personne, chacun savait que le vrai chef de la maison, c'était elle. Par amour de la paix, son mari n'avait pas cherché à lui disputer cette place, pas même à la partager avec elle. Dès le début de leur mariage, il avait renoncé à sa part d'autorité dans le ménage, sans prévoir qu'un jour ses enfants souffriraient aussi de ce que lui-même acceptait déjà avec peine.

Les maîtres des Maisons Rouges avaient eu deux filles et deux garçons : d'abord Angèle, l'aînée de tous, qui était mariée à présent, ensuite Jean, puis Marcelle, mariée elle aussi, et enfin André. Les garçons vivaient encore à la maison, mais ils étaient de caractères si différents qu'ils n'éprouvaient pas une bien grande attirance l'un vers l'autre. Jean avait vingt et un ans ; il était grand, déjà un peu voûté, avec une figure indifférente où brillaient doucement de très beaux

yeux gris. Dès son plus jeune âge il avait ressenti de l'éloignement pour sa mère, qui lui faisait peur ; depuis, ses sentiments pour elle n'avaient pas changé, mais il avait su, sans aucune violence, se mettre hors de sa portée. Il la subissait, sans souffrance grave, sans révolte, comme faisait son père. Ils s'aimaient bien, tous les deux, quoiqu'ils ne le laissassent guère paraître. Le maître avait pour ainsi dire élevé Jean en cachette : devant tout le monde, il ne le traitait jamais autrement que ses frères et sœurs, mais c'était toujours lui qu'il choisissait d'emmener dans les champs, quand il voulait se faire aider. Il avait commencé à le prendre avec lui dans un temps où son fils était bien trop petit pour lui être vraiment utile, mais de cette façon il se l'était attaché très fortement, et ils avaient souvent été heureux l'un par l'autre.

Cette amitié pour son fils aîné voilait un peu au maître l'existence de ses autres enfants. Il éprouvait bien une certaine tendresse pour eux tous, mais parce qu'aucun d'eux ne s'était spontanément tourné vers lui, comme l'avait fait Jean, il les croyait un peu indifférents et heureux de vivre à l'écart de leurs parents. Souvent il se disait : « C'est la mère qui en est cause, et moi, ils me croient comme elle. » Ses filles surtout lui faisaient cet effet ; il les avait vues vivant si serrées l'une contre l'autre, si loin de leur mère, que lui-même s'était senti rejeté aussi. Le fait qu'elles fussent femmes les séparait encore davantage de lui, pensait-il, et il se disait avec un peu de regret qu'il en est toujours ainsi entre père et filles.

Le plus isolé de tous était André. C'était un beau garçon de dix-sept ans, dont l'épaisse chevelure et les yeux sombres frappaient tant qu'en le regardant on ne voyait qu'eux. Il avait le visage ardent, court, des traits sans douceur que la moindre contrariété bouleversait. Lui, il avait toujours été livré à lui-même ; l'étroite amitié qui liait ses sœurs entre elles les avait rendues inaccessibles, et son frère non plus ne s'était jamais intéressé à lui. Quant à son père, André lui en voulait de n'avoir jamais rien tenté pour le défendre un peu contre sa mère. Il l'aimait bien pourtant, son père, et même sa mère, parce qu'il était ainsi fait qu'il ne pouvait échapper à l'amour. Là où il n'existait pas, André le créait,

tant sa nature se refusait spontanément à la pauvreté ; d'instinct, son être se soulevait contre elle.

André avait le sens de la vraie grandeur des choses ; jamais il ne les concevait ou ne les voyait autrement que sous leur aspect le plus large. C'était à cause de cela sans doute qu'à dix-sept ans il restait engagé tout entier dans son enfance douloureuse et vaste. Elle était derrière lui, toute proche, encore toute-puissante, comme un mauvais rêve de la nuit, si riche de sens que l'esprit ne peut s'en défaire. L'horreur et le regret qu'il éprouvait pour ce qui demeurait enseveli dans ce rêve, lui faisaient souhaiter de n'avoir jamais été enfant. Il aurait tout donné pour avoir le cœur libre de souvenirs, afin d'être maintenant, avec ceux qui l'avaient élevé, aussi indépendant que s'il ne les avait ni connus ni aimés. L'idée qu'aucune volonté au monde n'arriverait à abolir la réalité du passé le désespérait. La part que les autres avaient eue dans sa vie était pénible, aussi n'y pouvait-il penser sans souffrir. C'était étrange d'être ainsi attaché à des êtres qui vous faisaient du mal, et de le rester malgré tout. Parfois, au moment où il y songeait le moins, les lieux lui rappelaient des choses amères : là, au coin de ce champ, il avait souffert des heures de fièvre et de larmes ; dans ce bois il était resté caché toute une journée ; dans ce fossé, loin de la maison, il avait vécu le plus long, le plus accablant des après-midi d'été. Le souvenir de ces instants pénibles les faisait resurgir tellement intenses, tellement aggravés, qu'il se mettait à pleurer. « Personne s'en est même jamais douté », se disait-il avec rancune, et du plus profond de lui-même remontait une ancienne révolte contre la maîtresse, qui le rendait impitoyable envers elle.

Tout ce qui lui avait manqué, il accusait sa mère de l'en avoir privé, de l'avoir rendu souvent misérable, lui si bien pourvu, lui qui aimait, qui était joyeux, lui qui détestait le mal. Cependant, il ne fût jamais entré en lutte avec elle, s'il n'eût pas compris très vite qu'elle cherchait à le réduire. Cela, il ne l'acceptait pas, l'idée seule lui en était odieuse, et il était prêt à n'importe quel combat pour se défendre. « Faut pas croire qu'avec moi ça se passera comme ça », pensait-il, plein de mépris, en considérant la résignation de

son père et de son frère. Secrètement, il prenait des résolutions qui le remplissaient de hardiesse, qui lui faisaient savourer d'avance sa future victoire. Il souhaitait alors que sa mère pût se trouver devant lui, dans l'une de ses plus dangereuses humeurs, parce qu'il aurait eu vraiment le courage de se venger d'elle. Les mots qu'il aurait dits lui sonnaient dans la tête, il les prononçait intérieurement, tandis que ses mains lâchaient la pelle ou la fourche, comme prêtes à esquisser des gestes véhéments. Il s'agitait tant qu'il était obligé d'interrompre son travail pour retrouver son calme. Petit à petit, il revenait à lui ; les mots durs n'étaient plus là pour tenter méchamment son esprit, et bientôt après il commençait à avoir honte de sa révolte, qui lui paraissait criminelle. Que sa mère pût avoir à son égard ces sentiments ennemis, qu'il ne fût pas possible d'y rien changer, l'épouvantait. Ces pensées secrètes, ces colères, ces regrets finissaient par lui sembler si compliqués, si retors, qu'il s'en dégoûtait. Les remords le lavaient vite de cette peine mauvaise, et le désir d'être heureux le prenait à nouveau. C'était une impulsion de joie profonde qui montait, irrésistible, le chant de sa jeunesse victorieuse qui se délivrait.

Les choses ne s'étaient pas passées plus facilement entre la maîtresse et ses filles, quand celles-ci avaient voulu quitter la maison. Leur mariage donna lieu à un drame dont on se ressentait encore à présent aux Maisons Rouges. Il y avait pourtant plus de quatre ans que cela s'était produit, mais il ne semblait pas que la maîtresse fût décidée à l'oublier. Elle avait toujours compté qu'aucun de ses enfants ne quitterait le domaine, parce qu'il était assez grand pour qu'ils pussent y vivre tous. Pas une seconde l'idée ne lui était venue qu'un jour peut-être ses filles auraient envie d'avoir un foyer à leur tour. Elle était trop fière des Maisons Rouges pour pouvoir l'imaginer. Aussi avait-elle été mortellement atteinte, lorsque Angèle, sa fille aînée, lui annonça à la fois ses fiançailles et celles de sa sœur.

Par crainte de sa mère, Marcelle n'avait parlé de ses projets à personne, mais un soir elle en fit l'aveu à Angèle, tandis qu'elles s'occupaient toutes les deux dans la laiterie.

La jeune fille avait si grand peur d'être entendue qu'elle entraîna sa sœur jusque sur le chemin, entre les deux meules de paille, là où elles avaient coutume de venir se cacher pour se raconter leurs petites affaires. A ce moment-là, Marcelle n'avait que dix-sept ans, elle était très enfant pour son âge, et d'une extrême puérilité.

— Écoute, Angèle, commença-t-elle en se glissant dans les bras de sa sœur, promets-moi que tu vas pas te fâcher après moi et que tu me défendras contre les autres, si tu trouves que j'ai bien fait.

Elle raconta ensuite que le fils du Châtelier, un domaine voisin, lui avait demandé, une semaine plus tôt, si elle voulait se marier avec lui.

— Je voulais bien te le dire tout de suite, expliquait-elle, mais j'avais trop peur que ça te plaise pas, c'est seulement pour ça, tu sais, que j'ai un peu attendu. Il l'a voulu, que je lui dise oui ou non le même jour ; il a bien fallu que je dise oui, tu comprends.

— Oui, je comprends bien, dit Angèle.

Elle avait tout contre elle cette petite sœur qu'elle n'avait jamais songé à traiter autrement qu'en enfant, et elle cherchait à démêler si ce qu'elle venait d'apprendre était heureux ou funeste. « Ça pourra pas bien marcher, al est encore trop jeune, surtout si personne est là pour y faire attention », pensait-elle. Mais Angèle se dit aussi qu'une fois qu'elle aurait elle-même quitté la maison, sa sœur y serait encore moins heureuse que n'importe où ailleurs. Elle prit un ton grave pour dire :

— T'aurais dû m'avertir plus tôt, Marcelle, comme ça j'aurais mieux pu te répondre que je vas le faire. T'es encore toute jeune, vois-tu, et puis t'es pas habituée à te diriger toute seule ; avec ton mari ça veut pas être la même chose qu'avec moi, tu comprends. Ton mari, y verra seulement les choses quand a seront faites, tandis que moi, j'y pensais avant. Va falloir que t'apprennes à te passer des autres à présent.

Elle se sentait inquiète, démoralisée, un nombre infini de difficultés encore inconnues accablait son esprit fatigué.

— On dirait que t'es triste, Angèle, c'est-y que ça te plairait

pas que je me marie avec celui du Châtelier? demanda Marcelle à voix basse.

— Mais non, ma petite fille, je suis pas triste et je pense pas non plus du mal de ceux du Châtelier. C'est même du bon monde, je le sais bien, mais je me demandais seulement ce qu'y vont dire à la maison quand y vont savoir qu'on s'en va toutes les deux à la fois.

Et Marcelle sentit très bien de la tristesse dans la voix de sa sœur, quand celle-ci ajouta :

— Parce que moi aussi je vas me marier. C'est avec le cantonnier. Y a longtemps que je pense à lui, ça va faire bientôt quatre ans. Pendant longtemps je croyais que lui faisait même pas attention à moi, mais voilà qu'à présent c'est lui qui a tout arrangé pour qu'on se marie bientôt. Moi j'avais même jamais pensé si loin que ça, parce que je croyais pas qu'y viendrait un jour où il en aurait envie.

Angèle se tut. Elle ne pouvait penser longtemps à celui qu'elle aimait sans que l'amertume lui gagnât le cœur. Durant des années, ses amours avec l'homme qu'elle était sur le point d'épouser avaient eu quelque chose d'incertain, de boîteux, qui l'avait fait beaucoup souffrir. La blessure était si profonde qu'elle ne pouvait l'oublier, même maintenant que tout allait arriver comme elle l'avait, en secret, si ardemment souhaité. La jeune fille sentait que sa cadette n'avait point connu ces tourments et qu'elle n'était faite ni pour les comprendre ni pour les éprouver. Sa solitude, près de cet être qu'elle aimait tant, augmenta sa tristesse, et ses yeux se remplirent de larmes. Appuyée contre la meule humide, elle écoutait sa sœur parler de l'amour que l'on avait pour elle. Marcelle en parlait comme une petite fille, mais à travers ce qu'elle disait, Angèle reconnaissait bien ce sentiment qui, chez elle-même, était plutôt de la douleur que de la joie.

La nuit était très humide. Non loin de là, l'eau d'une rigole passait précipitamment entre les herbes nouvelles, le long de la forêt alourdie de pluie ; et Angèle, qui ne craignait plus qu'on la vît, laissa la souffrance envahir librement son visage. En cette minute, l'insensibilité des choses autour d'elle lui parut universelle. Peu à peu les ténèbres péné-

trèrent son âme affligée, l'engourdirent jusqu'à la délivrance. Pendant une seconde, elle découvrit, pour la première fois, qu'au delà de la douleur, l'esprit finit par se retrouver dans la lumière. Au moment même, elle ne fit point attention à cette paix qui la gagnait soudain, mais plus tard, lorsque son âme profonde retomba dans la solitude, elle s'en souvint et la rechercha.

Marcelle lui secoua le bras :

— Pourquoi que tu me dis plus rien, Angèle?

La jeune fille soupira :

— Je pense à ce qu'y va falloir qu'on fasse.

Et, tandis qu'elle disait cela, comme si ces quelques mots eussent suffi à leur rouvrir le passage, tous ses soucis lui revinrent à flots. Cette fois, elle leur fit face bravement.

— Demain, je parlerai de tout ça à la maison. Je commencerai par le dire à notre mère, parce que c'est avec elle que ça va être le plus difficile.

Elles convinrent que le lendemain Marcelle s'arrangerait pour quitter la maison sitôt après le repas de midi, afin que sa sœur pût s'entretenir plus aisément avec leur redoutable mère.

— Al est tellement emportée, tu comprends, disait Angèle, qu'on sait jamais d'avance ce qui pourrait bien arriver. En tout cas, a va se mettre en colère, c'est sûr ; a va crier, jurer tant qu'a pourra contre nous autres deux. Vaut mieux que tu sois pas là, parce que toi, tu sais pas te défendre, tandis que moi, j'en viendrai bien toujours à bout.

Ainsi, le lendemain après le déjeuner, Marcelle disparut avec une brouette du côté du champ de betteraves qui se trouvait à l'extrémité des terres du domaine. Comme on était au printemps, elle dit qu'elle s'en allait à l'herbe aux lapins. Angèle resta seule avec sa mère, ainsi que cela arrivait tous les jours, puisque c'était elle qui l'aidait à remettre la vaisselle en ordre après chaque repas. Maintenant que le moment décisif était là, la jeune fille éprouvait une atroce angoisse. Ce n'était pas seulement de l'appréhension, c'était aussi la certitude que ce qu'elle avait à dire allait détruire ou changer beaucoup de choses pour tout le monde : des choses qu'elle n'eût su nommer, mais qui leur étaient chères à tous. Elle

savait d'avance que, quoi qu'elle fît, elle ne pourrait éviter qu'il y eût lutte entre elle et la maîtresse, ni que cette lutte fût terrible. Au fond d'elle-même s'élevait une protestation contre cette mauvaise action qu'il fallait commettre et qui faisait grandir sa peur. Soudain, sa mère prit un aspect étrange à ses yeux ; elle la vit se transformer en une sorte de divinité et incarner tout ce que les liens du sang ont à la fois de sacré et d'implacable.

Sans y faire attention, Angèle avait cessé son travail ; tandis que sa mère continuait à laver la vaisselle, elle, au lieu de l'essuyer, se tenait immobile au bout de la table.

— Eh bien, c'est-y que tu penses plus à l'essuyer, cette vaisselle ? demanda la maîtresse.

— Si, mère, mais c'est que j'ai aussi à vous dire que je vas me marier cet été.

Tout d'abord, la maîtresse ne dit rien. Elle retira simplement ses mains de l'eau grasse, puis elle les tint suspendues au-dessus de la bassine, tandis qu'elle regardait fixement sa fille, qui reprit :

— Je vas me marier avec le cantonnier...

Mais la fermière lui coupa la parole. Elle s'avança de quelques pas vers Angèle, qui vit une figure gonflée de sang et un regard si fou, qu'elle crut que sa mère allait la frapper. Mais la maîtresse cria seulement :

— Tu te marieras si je veux, et quand ça me plaira.

— Non, mère, je me marierai à la fin de cet été, et je vous quitterai pour aller vivre avec mon mari, parce qu'il est cantonnier et qu'il a déjà sa maison pas loin du village.

— Dans ce cas-là, tu remettras plus jamais les pieds ici, je veux pas vous y voir, pas plus toi que lui, tu m'entends bien ? C'est honteux d'avoir peiné toute sa vie pour des sans-cœur comme vous autres, criait la vieille femme.

Angèle laissa passer les injures, mais elle reprit calmement :

— Oui, je vas m'en aller, et puisque vous parlez comme ça, moi je peux bien vous dire aussi que y a longtemps que j'en ai envie. Ma sœur aussi va se marier, ça fait que comme ça je vas pouvoir m'en aller tout à fait tranquille.

— Tu me payeras tout ça cher avant qu'y soit peu de

temps, et puis sors d'ici tout de suite, hurla la maîtresse en poussant Angèle dehors de ses deux bras furieux.

Tandis qu'elle s'éloignait en hâte, la jeune fille entendit sa mère pleurer de rage, en bousculant la vaisselle. Les chiens sortirent de la maison en criant, et, dans la cour, toutes les poules s'agitèrent.

Angèle s'alla réfugier derrière les bâtiments des granges ; elle marchait courbée en avant, comme pour contenir son désarroi. Tout était épars en elle et, éperdue, elle était tentée d'appeler elle ne savait qui à son secours. Aucune pensée bien nette ne se faisait encore jour, mais elle sentait intensément ce qu'il y avait de terrible dans les menaces que sa mère avait proférées. Elle comprenait que la honte et le désespoir naissent ainsi brusquement, presque de rien, entre les êtres qu'ensuite ils rongent. Voilà, sans le savoir, de quoi elle avait eu peur, tout à l'heure, avant de parler. Maintenant, c'était fait, et rien au monde ne pouvait empêcher que sa mère ne lui eût dit ces affreuses paroles. Angèle en éprouvait à la fois de la terreur, de la révolte, et par-dessus tout une peine profonde. Jamais elle n'aurait supposé que de simples mots, prononcés par un être qu'elle connaissait si bien, pussent l'accabler à ce point. Instinctivement, elle se mit à penser à l'attachement que son père, ses frères et sa sœur avaient pour elle. Elle tenta de s'appuyer contre le rempart de leur tendresse, qu'elle avait toujours imaginée si proche, si solide. Mais voici qu'en la cherchant pour la première fois, elle ne trouvait rien ; à sa place, il y avait un grand vide, vers lequel elle se sentait glisser. Alors, Angèle pleura abondamment. « Père, père », gémissait-elle, mais il n'y eut point de réponse, sauf cette pensée désolante, en elle, que le vieil homme non plus ne pouvait rien pour l'aider. Cependant, lui, il l'aimait bien, Angèle en était sûre, et de son côté elle ressentait pour lui, en cet instant atroce, une affection plus grande que jamais. « Je vas aller le trouver pour tout lui raconter », se dit-elle, mais aussitôt le doute, qui toujours l'avait empêchée d'accomplir cet acte de confiance, lui revint. Ainsi, ce qui lui tenait tant à cœur, ce qui l'avait poussée tout à l'heure à parler à sa mère, ce qui, depuis plus de quatre ans, occupait son esprit sans

arrêt, avait si peu de réalité qu'elle ne pouvait plus en faire part. Rien n'était vrai, rien n'était honorable dans l'histoire de son amour, se disait Angèle. Même les élans de générosité, les découragements, les souffrances qu'il lui avait causés, lui faisaient un peu honte. Il lui semblait que cet amas de choses amères et vaines prenait aujourd'hui une ampleur accablante. « Pourquoi est-ce que j'ai fait tout ça, mon Dieu? gémissait-elle. Personne me le demandait pourtant, puisqu'il y tenait même pas, lui. »

Elle retrouva sa vieille douleur en se rappelant que son fiancé ne lui avait jamais dit qu'il l'aimait, ni même qu'elle comptait plus qu'une autre pour lui. Mais aujourd'hui, ce doute, qui l'affolait tant de coutume, la laissait presque indifférente; simplement, il augmenta sa misère. Tout lui parut pitoyable, son amour, le mariage qu'elle allait faire, la lutte qu'il avait fallu engager avec sa mère, l'attachement des siens qui faisait défaut au moment où elle en avait le plus grand besoin. Angèle en arriva à se demander si le bonheur auquel elle songeait depuis si longtemps était possible dans cette vie, si ce n'était pas seulement un désir irréalisable. Elle crut qu'en cette minute toute joie lui échappait à jamais. Ce qu'elle avait si longtemps hésité à avouer à ses parents lui paraissait encore plus difficile à justifier, maintenant qu'elle avait cessé d'y ajouter foi elle-même. Elle ne savait plus où elle avait pris le courage de parler, ni comment elle n'avait point toujours senti combien son aventure avait peu de réalité. « Je pourrais tout de même pas dire que c'est parce qu'il m'aime », songeait-elle. A la fin, il lui vint une telle fatigue que, peu à peu, elle cessa de réfléchir.

Depuis quinze jours il pleuvait : la pluie tombait par grosses giboulées qui avaient, à la longue, tellement imprégné la campagne qu'elle regorgeait d'eau. Des étangs s'étaient formés aux creux des champs, mais si peu profonds que l'on voyait encore poindre à leur surface pâle le blé déjà haut. Le ciel s'y reflétait et de gros nuages noirs y passaient lentement lorsque la lumière s'assombrissait; puis l'énorme averse s'abattait. Il en arriva une tandis qu'Angèle méditait le long de son mur. Ce fut si soudain, que la jeune fille n'eut point le temps d'y échapper. Elle n'y pensa même pas, du reste;

simplement, elle s'aplatit de son mieux contre la muraille, où elle se mit à écouter l'eau courir dans les gouttières. Le chant de la pluie sur le toit, entre les branches des arbres, la berça tout doucement, et elle eut bientôt l'étrange sensation de participer à l'universel bruissement. Lorsqu'il cessa de pleuvoir, le soleil brilla plus clair que jamais; les petites pâquerettes, toutes les fleurs nouvelles, couchées par la giboulée, se redressèrent et resplendirent à nouveau. La campagne entière parut se secouer, frémir de bien-être. Angèle aussi frémit; peu à peu l'espoir commença à renaître en elle, et les sentiments reprirent leur valeur à ses yeux. La figure, tout à l'heure si lointaine, de son fiancé, ne se déroba plus; elle s'imposa au contraire, et Angèle retomba aussitôt sous le charme. « Depuis quatre ans, j'ai toujours bien jamais pu m'empêcher de penser à lui », se dit-elle avec résignation, pendant qu'irrésistiblement son esprit se mettait à recréer le bonheur.

L'énergie lui revint; de nouveau elle eut envie d'aller trouver son père, mais, ne sachant où le prendre, elle chercha seulement à se rapprocher de la cour sans qu'on la vît. Elle tremblait de rencontrer sa mère; aussi se faufila-t-elle avec prudence le long des murs, essayant d'entendre des bruits de voix ou de dispute. Mais la cour était complètement déserte et tranquille, lorsque la jeune fille osa s'y aventurer. Elle vint même jusque devant la porte de la maison, restée grande ouverte. Là non plus, il n'y avait personne, sauf les poules qui étaient entrées et qui picoraient les miettes du déjeuner sous la table. Tout était, dans la salle, tel qu'Angèle l'avait laissé lorsqu'on l'en avait si brutalement chassée. Une partie de la vaisselle trempait dans l'eau refroidie de la bassine, tandis que l'autre, non encore essuyée, achevait de s'égoutter sur la table, d'où l'eau grasse coulait jusque par terre. La maîtresse avait dû s'en aller sans prendre la peine, dans sa colère, ni de rien ranger, ni même de fermer la porte derrière elle. Angèle n'osa pas entrer pour chasser les poules, tant elle avait peur d'attirer l'attention de sa mère, qui ne devait pas être bien loin. Elle se contenta de jeter un regard à la pendule et vit qu'elle marquait plus de trois heures. La jeune fille se dit alors que sa sœur, partie depuis si longtemps,

avait dû recevoir au moins trois giboulées. Elle vit en même temps qu'il s'en amassait une quatrième à l'horizon et, ne sachant que devenir dans cette cour déserte, elle entra avec précaution, prit dans son coin le grand parapluie bleu, puis s'en alla rejoindre Marcelle.

Elle la trouva sur le bord du champ de betteraves, accroupie entre les brancards de sa brouette chargée d'herbe.

— Je suis toute mouillée, Angèle, parce que j'avais rien pour me mettre à l'abri dans ce champ et que j'osais pas non plus retourner toute seule à la maison. Si t'étais pas venue me trouver, je serais restée là à t'attendre jusqu'à la nuit, dit-elle plaintivement.

Elle était transie et des larmes remplissaient ses yeux d'enfant, puis coulaient précipitamment sur ses jolies joues roses. Angèle contempla les cheveux blonds de sa sœur, qui étaient mouillés, ainsi que ses minces épaules.

— Donne-moi ta main, que je t'aide à te remettre debout, dit-elle tendrement, en voyant que les sabots de Marcelle étaient aux trois quarts enfouis dans la terre molle.

Les deux jeunes filles ouvrirent leur grand parapluie bleu ; elles le tournèrent contre le vent, et là, bien à l'abri, serrées l'une contre l'autre, elles restèrent jusqu'au soir à parler de leurs amours.

Aucun des six membres de la famille ne devait jamais oublier cette journée. En apparence, il ne s'était presque rien passé, mais le lien que la volonté de la maîtresse maintenait si serré entre eux lâcha et il y eut un moment de grande débâcle. Le malaise, l'insécurité, le doute, pénétrèrent tout le monde ; ils se sentirent désorientés, ne sachant plus trop quel parti prendre. Ni le maître, ni ses fils ne distinguèrent tout de suite qui, de la maîtresse et d'Angèle, était la plus coupable, et personne n'intervint dans la lutte qui fut tenace, entre la fermière et ses filles, durant les quelques mois qui précédèrent leur mariage. La maîtresse s'en prenait surtout à Angèle, qu'elle voulait absolument empêcher d'épouser le cantonnier. Quand elle comprit qu'elle n'y arriverait pas, elle essaya de contraindre sa fille à rester aux Maisons Rouges après ses noces. Pourtant, il lui répugnait grandement de voir un étranger s'installer comme chez lui au domaine. Il y eut

d'interminables et quotidiennes disputes, à ce sujet, entre Angèle et ses parents. Le maître lui-même ne pouvait admettre que sa fille n'entendît pas raison, puisque son mari n'avait point de terres, alors qu'eux manquaient de monde pour les leurs.

— Si y veut se marier avec toi, disait la maîtresse, faut qu'y vienne travailler chez nous, autrement faut pas compter qu'on va vous laisser faire ; c'est déjà bien joli qu'on l'accepte, lui, sans le sou comme il est.

— Vous pouvez pas m'empêcher de me marier, mère, je suis trop vieille pour ça, à présent, répondait la jeune fille.

Alors, la maîtresse, voyant qu'elle n'obtiendrait rien, se remettait à l'injurier, à la menacer. Bientôt, sa colère devenait si grande qu'elle s'étendait à tous ses enfants.

— Ah ! vous voulez vous marier, c'est bon, mariez-vous tant que vous voudrez, mais c'est pas dans ma maison que ça se fera, parce que j'ai eu trop de peine à la gagner et que je veux pas vous laisser me la manger. Vous aurez rien de moi, vous entendez bien, pas seulement un mauvais drap pour mettre dans vos lits de misère.

Quand Angèle entendait sa mère crier ces menaces, la peur la reprenait. « Je vais faire comment pour meubler ma maison ? » se disait-elle, tandis que d'amères pensées lui venaient. Elle n'osait demander compte à ses parents de toute la peine qu'elle s'était donnée chez eux, mais elle les trouvait affreusement injustes envers elle.

Pourtant, tout finit par s'arranger ; la maîtresse se mit à craindre, à force de le leur dire, que ses filles n'allassent faire leurs noces en dehors de chez elle. Or, pour rien au monde elle n'aurait accepté qu'elles lui fissent cette honte, ni non plus qu'elles se l'infligeassent à elles-mêmes. D'autant qu'au fond le mariage de Marcelle la flattait ; les fermiers du Châtelier étaient considérés dans la contrée, leur domaine était plus important que celui des Maisons Rouges ; puis ils n'avaient que deux enfants dont l'aînée, une fille, était mariée et avait quitté la maison. Ainsi, plus tard, Marcelle serait l'unique maîtresse au Châtelier. Cet avenir plaisait beaucoup à sa mère, lorsqu'elle parvenait à oublier une seconde son idée de ne laisser aucun de ses enfants quitter la ferme. Elle

ne pardonna jamais à ses filles d'avoir été les premières à détruire ce vieux rêve, si cher et si déraisonnable. Elle commanda les trousseaux, puis elle disposa tout pour que les noces eussent lieu chez elle, mais son dépit était si grand qu'elle répétait toute la journée « que ni l'une ni l'autre de ses filles n'aurait besoin de revenir aux Maisons Rouges quand tout serait fini, puisqu'elles avaient tant fait pour en partir ». Elle ne parlait ainsi que dans l'espoir de les y voir revenir, mais elle leur en voulait tant qu'elle ne pouvait s'empêcher de le leur interdire.

Angèle et sa sœur se marièrent le même jour, et, le soir, elles quittèrent toutes les deux la maison de leurs parents. Durant cette longue journée, la maîtresse ne leur dit pas un mot ; elle ne parla pas davantage à ses gendres, ni à aucun de ses nombreux invités. Quand, par politesse, on s'adressait à elle, elle répondait d'une façon qui ne donnait pas envie de recommencer. Vers le soir, lorsque les deux mariées montèrent en voiture, leur mère refusa de les embrasser, de sorte que ce fut en pleurant que les jeunes femmes s'en allèrent. Tant qu'il y eut du monde autour d'elle, la fermière ne broncha pas, mais les derniers parents s'étaient à peine éloignés qu'elle disparaissait. Elle alla s'enfermer dans une grange, où elle se jeta sur un tas de foin pour pleurer. Elle y resta jusqu'à ce que, tard dans la nuit, son mari, ne la voyant pas revenir, osât aller la chercher. Lorsqu'il la découvrit, elle sanglotait toujours dans l'ombre. Il s'assit d'abord près d'elle, espérant qu'elle serait la première à parler, mais à la fin, comme elle ne semblait pas l'avoir entendu venir, il étendit la main vers elle, pour attirer son attention.

— Non, c'est pas la peine, laisse-moi, fit-elle en le repoussant.

— Tu peux pourtant pas rester là toute la nuit, voyons, faut bien que tu rentres à la maison pour te mettre au lit, c'est bien grand temps pour ça à présent, répondit-il doucement.

Il alluma le falot qu'il tenait à la main, et en apercevant sa femme, il fut épouvanté de son état. Tombée de tout son long dans le foin, elle avait ses vêtements fripés, dégrafés, son chignon se défaisait, ses cheveux gris étaient épars autour

de son visage rougi par les larmes. Il dut la prendre à bras-le-corps pour l'aider à se mettre debout, sinon elle n'aurait point eu l'énergie de se relever toute seule. Elle avait perdu ses sabots vernis qu'il ne fut pas possible de retrouver, car ils avaient glissé dans le foin et il faisait trop sombre. Ainsi, ce fut pieds nus que le maître reconduisit sa femme à la maison, où il l'aida encore à se dévêtir et à se mettre au lit. Sa défaite était si totale qu'après bientôt trente ans de mariage, la maîtresse reconnaissait pour la première fois, tandis qu'il l'arrangeait de son mieux dans leur lit, que son mari était un bon et fidèle compagnon pour elle.

Dès le lendemain matin, la vieille femme s'était reprise. Elle ne dit plus un mot de ce qui s'était passé la veille, et plus jamais elle ne reparla de ses filles. Quelquefois, obscurément, elle faisait allusion à leur trahison, montrant ainsi que sa rancune n'était pas près de finir, mais cachant soigneusement le chagrin réel qu'elle en avait eu et qui, lui aussi, durerait toujours.

Quelque temps après, les maîtres durent se résoudre à prendre chez eux quelqu'un d'étranger pour garder leurs bêtes, et ce fut ainsi que Blanche vint aux Maisons Rouges.

II

SIMONE

Blanche arrivait sur le chemin avec son troupeau. D'elles-mêmes, les bêtes entrèrent dans le champ, tandis que leur gardeuse reprenait sa place habituelle, le long du bois. Il faisait très beau ; le printemps, jusque-là pluvieux, s'épanouissait avec gloire. L'eau coulait doucement dans les fossés fleuris, partout la nature se déployait et resplendissait dans le soleil levant. Blanche, comme tout autour d'elle, semblait prodigieuse dans l'allégresse de ce beau matin frais. Elle ne s'en doutait pas cependant, parce que son âme peu faite pour la joie restait toujours à l'écart de ce qui avait

trop d'éclat. La jeune fille atteignait ses dix-sept ans, mais aucune des aspirations, aucun des rêves un peu fous de son âge ne l'avait encore émue. Ni l'humilité, ni la solitude de sa vie, dont elle était pourtant consciente, ne lui semblaient injustes. Elle les acceptait sans désirer qu'il y survînt aucun changement. Peut-être même aurait-elle redouté qu'il en fût autrement, car, depuis quatre ans qu'elle vivait aux Maisons Rouges, elle s'était habituée aux façons qu'on y avait. Son innocence lui faisait considérer cette maison inhospitalière un peu comme la sienne ; à peine devinait-elle que ses maîtres ne partageaient pas ce sentiment. Du reste, Blanche ne demandait pas qu'on la connût, ni qu'on l'aimât ; elle s'imaginait être trop peu de chose pour cela. D'instinct, elle savait qu'elle n'intéressait pas les fermiers, qu'elle ne les toucherait jamais ; ils la traitaient trop en être différent d'eux-mêmes pour qu'elle ne se rendît pas compte de leur mépris spontané. Et pourtant elle n'en souffrait pas.

En la voyant agir ainsi, on eût pu la croire faible d'esprit ou de caractère, mais il n'en était rien. Simplement, la patience et l'obéissance étaient ce que Blanche avait appris en premier lieu dans la vie. La manière dont les sœurs de l'orphelinat l'avaient élevée convenait si bien à sa nature profonde qu'elle garda toujours un grand détachement envers les avantages de ce monde. Les liens de parenté, les joies et les misères de la famille, toutes les consolations, les appuis de cette sorte, lui étant inconnus, ne lui laissaient ni nostalgie ni regrets. Souvent, la façon dont les gens la plaignaient de son sort, au lieu de l'apitoyer sur elle-même, lui était désagréable. « C'est malheureux d'être comme vous êtes, sans personne, ma pauvre petite », disait-on. Ces paroles lui étaient pénibles et lui inspiraient de la répugnance pour ceux qui les prononçaient.

Il ne lui était arrivé qu'une grande aventure dans sa vie, celle d'une amitié d'enfance qui durait toujours. Cet attachement était la seule chose au monde qui fût capable de l'émouvoir, car elle y tenait de toute son âme. Ses rêves, ses méditations n'avaient point encore connu d'autre objet. Sans Simone, Blanche n'aurait pas eu de passé, ni de souvenirs,

ou du moins ils fussent restés sans importance pour elle, elle n'y eût jamais pensé. Elle ne se rappelait les années écoulées qu'à partir du jour où Simone y était entrée, parce qu'alors les événements avaient réellement pris du poids à ses yeux. Dès ce moment-là, ce fut Simone qui marqua le temps, en mesura la marche. Ce qui donnait à Blanche le vrai sentiment des saisons, c'étaient les vêtements de son amie ; cette petite robe à fleurs ou à rayures passées, cette étoffe fanée, sans éclat, lui révélait mieux le printemps, l'été, toute la gloire des beaux jours, que le soleil lui-même. Ainsi, tout prenait une plus ample, une plus parfaite signification par Simone. Jamais, avant de la connaître, Blanche n'avait prêté une grande attention au temps qu'il faisait ; la pluie pouvait tomber pendant des mois, l'été resplendir immobile durant de longues journées, les heures se succéder, tout cela lui demeurait indifférent. Tandis que, une fois Simone là, la grosse pendule noire du couvent prit aussitôt une grande importance dans sa vie. Elle faisait lourdement tic tac tout le long de la journée, et il semblait que sur son large cadran nu les aiguilles noires missent beaucoup plus longtemps que sur toutes les autres horloges du monde à descendre puis remonter les deux versants d'une heure ; mais soudain c'était fait, et pendant cette minute où l'ivresse de la liberté s'empare de tout le monde, Blanche éprouvait l'espèce de vertige que donne la fin de l'attente. C'était extraordinaire ; personne n'aurait pu comprendre ni même deviner cette joie-là, tant elle arrive au plus profond, au plus secret de l'être. C'est un bonheur sans pareil, une seconde parfaite, qui ne connaît plus ni mesure, ni privation, ni désordre.

Blanche et Simone s'étaient rencontrées à l'époque de leur catéchisme. Cela arriva un jour d'automne, à la rentrée des classes. Il tombait une pluie froide d'arrière-saison, qui mettait du vide et de la tristesse sur toutes choses. Onze heures du matin venaient de sonner ; Blanche était assise à sa place habituelle, parmi les autres petites orphelines, sur le banc de bois qui leur était réservé dans la salle du catéchisme. C'était une longue pièce sans fenêtres, éclairée seulement par une porte vitrée. Deux rangées de bancs, alignés le long des deux parois de côté, et un grand crucifix accroché au mur

du fond, en faisaient tout l'arrangement. Ce jour-là, à cause de la pluie, l'obscurité y était presque complète ; on n'attendait plus, pour commencer la leçon, que les élèves du dehors, celles qui venaient de l'école communale, et Blanche tenait tournés vers les vitres brouillées de la porte ses regards sans curiosité. Quand les écolières furent là, elles prirent place dans les bancs restés vides, puis le prêtre posa à l'une d'elles la première question du catéchisme.

Simone n'était jamais venue là, mais à peine s'y trouvait-elle depuis une minute, que déjà elle ne voyait plus que Blanche. Elle la distingua nettement, comme si l'enfant eût été seule, en pleine lumière, dans un grand espace libre. Pourtant, Blanche n'était guère en évidence ; placée au second rang, parmi les plus petites, elle paraissait un peu écrasée par les autres, tant elle était menue au milieu d'elles. Ses lourds vêtements de serge bleu foncé flottaient autour de son mince corps, et ses cheveux noirs, tirés impitoyablement en arrière, réduisaient à presque rien sa petite figure sombre. Ce fut, entre tous les autres, ce visage si sage, si fermé, qui séduisit Simone. Elle lui trouva tant de charme, tant de mystère que, durant la leçon, elle ne cessa pas de le regarder. Le vague mépris qu'elle partageait avec tout le monde pour les orphelines disparut à l'instant pour faire place au prestige.

Pendant une semaine, elle chercha comment il lui serait possible d'aborder l'amie choisie en secret. Elle pensait à Blanche sans cesse, se demandant si elle parlait et jouait avec les autres. Cela lui faisait mal, d'imaginer que Blanche pouvait avoir déjà une amie ; il lui semblait qu'alors, aussi grand que pût devenir leur attachement, ce ne serait jamais la même chose. Le soir, en s'en revenant de l'école, elle rêvait que Blanche était là, à ses côtés, qu'elles allaient en silence le long de ce chemin, entre les haies mouillées, et voilà que les moindres buissons devenaient bien plus frappants qu'ils ne l'avaient jamais été à ses yeux. Arrivée à la maison, elle ne parlait plus que de Blanche.

— Comment qu'a peut bien s'appeler ? Hein, maman ? disait-elle.

— Faudra que tu lui demandes ça toi-même, ma petite

enfant, répondait madame Martin en déshabillant sa fille pour la mettre au lit.

L'idée qu'elle verrait dès le lendemain la petite au visage sombre et si beau, faisait que l'enfant s'endormait le cœur gonflé d'émotion.

Blanche et Simone firent ainsi connaissance : un jour, pendant une récréation, Simone s'approcha et dit :

— Comment que c'est que tu t'appelles, toi?

— Moi, je m'appelle Blanche.

— T'as un joli nom, tu sais, Blanche.

— Non, c'est pas bien joli, au contraire, y en a qui sont bien mieux que ça.

— Si, dit Simone avec conviction, c'est un joli nom, j'en connais même pas d'autres qui me plaisent autant que le tien. Moi, c'est Simone que je m'appelle, ajouta-t-elle afin que l'on sût aussi son nom.

Blanche ne rendit pas le compliment que l'on venait de lui faire de si bon cœur, mais, comme la petite fille restait là près d'elle à la regarder, elle l'invita à jouer à la corde.

Au commencement, Simone dut faire tous les frais de leur amitié, parce que sa nouvelle amie ne semblait pas très touchée de la tendresse qu'on lui portait. C'est que Blanche ne s'en aperçut pas tout de suite, tant elle était peu habituée à ce que l'on s'intéressât à elle. Personne ne l'avait aimée ainsi; sœur Marguerite l'entourait plus que les autres, mais sans beaucoup de caresses, et cette tendresse, si présente dans tout ce que la religieuse disait ou faisait, restait difficilement accessible à l'enfant. Cependant, lorsque Blanche comprit le dévouement, la constance de Simone, il se passa quelque chose de merveilleux dans son âme. Ce fut pour elle la révélation d'un bonheur sans pareil. Son attitude envers Simone changea à peine, parce qu'elle n'était pas très expansive, mais si elle ne lui parlait pas de ses sentiments, du moins pensait-elle sans cesse à son amie. Désormais Simone fut associée à tous les moments les plus importants de sa vie; elle la recommanda à Dieu dans ses prières, en fit l'objet de ses aspirations, de ses joies, de tous ces mouvements de l'âme, si subtils, si fugitifs qu'il ne serait pas possible de les communiquer à autrui. « Seigneur, faites que Simone m'aime

aussi, faites qu'elle vive toujours avec moi », et, tandis qu'elle faisait cette prière, elle se voyait cheminant avec son amie vers l'avenir immense.

Sitôt que les deux enfants se trouvaient dans un même endroit, elles se rejoignaient. Elles passaient leurs instants de liberté à l'écart des autres, parce que c'était une joie de n'être que toutes les deux. Cela n'arrivait que deux fois par semaine, quelques instants avant la leçon de catéchisme, car jamais les orphelines ne franchissaient seules les portes du couvent. Blanche commença à souffrir de vivre ainsi enfermée ; elle regardait avec mélancolie les hautes murailles d'enceinte derrière lesquelles s'ouvrait le vaste monde. Parce que Simone y vivait, il lui semblait que tout ce qui se faisait de l'autre côté de ces clôtures était magnifique. Elle imaginait son amie suivant des routes pour venir à l'école, et elle souhaitait voir les champs, les fossés, les arbres, les forêts que Simone apercevait sur son passage. C'était cela, pour elle, l'univers.

— Comment que c'est fait chez toi, Simone? demandait-elle.

— Eh bien, y a une échelle pour monter au grenier à côté de la porte, et puis deux fenêtres, et des fleurs que moi j'ai plantées le long du mur, devant notre maison.

Pour Blanche, tout cela était exceptionnel. Elle croyait n'avoir jamais vu de fleurs, de maisons, de jardins, qui fussent semblables à ceux que lui décrivait son amie. Le moindre mot, dit par Simone, faisait surgir devant ses yeux des prairies en fleurs, des forêts profondes, tout un monde fantastique. Si on le lui eût dit, elle n'eût pas admis qu'il s'agissait là de la même campagne qu'elle avait vue trois ou quatre fois, lorsque sœur Marguerite emmenait toutes ses élèves faire une grande promenade dans le pays. Non, c'était impossible, parce qu'aucune de ces sorties n'avait eu ni tant d'attrait ni tant de mystère pour elle. Au contraire, Blanche se souvenait surtout des fatigues, de l'ennui causés par les quatre heures de marche que l'on faisait. Il fallait, en plein été, suivre des routes blanches, désespérément désertes, longer des champs fauchés, des haies brunies, et l'on dépassait sans s'arrêter l'ombre étroite des noyers.

Longtemps, l'on cheminait ainsi derrière sœur Marguerite, qui allait la première. Tout le monde savait d'avance vers quel but elle marchait d'un si bon pas, car elle ne manquait jamais de refaire tous les ans ce même pèlerinage. Elle seule, cependant, connaissait le secret du petit champ, le long de l'allée aux châtaigniers, vers lequel elle se dirigeait aussi infailliblement que si elle avait entendu de loin le chant d'un ange monter vers le ciel. C'était l'hymne du messager divin qui, quatorze ans auparavant, tandis qu'elle gardait ses chèvres là, avait répété pour elle ces paroles du prophète : « Redressez les voies du Seigneur. » Dans ce champ, elle avait fait ses premiers pas sur la route tracée devant elle par « l'ange invisible ». Maintenant, sœur Marguerite aimait à revenir sur ces lieux ; c'étaient les seuls au monde qui eussent gardé l'attrait du passé, les seuls d'où le chant de son enfance remontât jusqu'à elle, mêlé à celui de l'ange. Elle connaissait tous les chemins pour y revenir, mais aussi beaux, aussi frais, aussi ombreux fussent-ils, jamais elle ne faisait halte avant d'y être arrivée. Quelquefois même, elle se retournait vers sa petite troupe, pour l'encourager à avancer plus vite. Lorsque le soleil était bien haut dans le ciel, ses rayons rouges glissaient entre les plis des vêtements noirs de sœur Marguerite. C'était une toute jeune religieuse, un être de choix en lequel Dieu manifestait sa gloire. Elle était forte et sans iniquité ; tout le monde sentait cela en l'approchant, c'est pourquoi son pouvoir était grand sur les autres. Partout et toujours elle écoutait et suivait cette voix qui alerte les âmes dans le désert. Ce n'était pas elle qui se fût arrêtée à un amusement superflu ; ce qui n'était qu'apparence, ce qui ne tenait pas au fond des choses, se réduisait à rien pour elle. Là où elle se trouvait, tout reprenait sa place, sa grandeur, sa sévérité profonde. Voilà pourquoi Blanche, en suivant sœur Marguerite dans la campagne, n'y avait point vu les paysages enchantés que les récits de son amie faisaient naître maintenant dans son imagination. Avec sœur Marguerite, la nature, au lieu de s'exalter, semblait se replier sur elle-même, se recueillir, tandis qu'avec Simone, au contraire, elle se déployait, devenait la source de rêves infinis.

L'époque où Simone et Blanche devaient faire leur première

communion arriva. La veille fut une journée d'espoir et d'agitation. Blanche n'entendait plus rien des recommandations que sœur Marguerite lui faisait pour le lendemain. Pourtant, quand le grand jour fut enfin là, dès l'aube elle commença à souffrir. Sœur Marguerite, en la revêtant de ses voiles blancs, disait :

— Te voilà toute pâle, ma petite fille, dis-moi ce que tu as?

— J'ai rien, ma sœur, c'est seulement que ça me serre trop fort là, répondait l'enfant en montrant l'endroit de son cœur, puis elle pleurait.

— Voyons, Blanche, c'est pas possible une chose pareille, moi qui étais si heureuse, si merveilleusement heureuse le jour où j'ai fait ma première communion. J'étais si fière, si pleine de confiance, de foi ; j'en avais tant que j'aurais pu faire n'importe quoi ce jour-là.

— Moi aussi, j'en ai, mais c'est que ça me fait mal aujourd'hui, répondait Blanche en se jetant dans les bras de sœur Marguerite, qui tâchait de la consoler.

Pendant toute la messe elle pleura. Simone, assise à côté d'elle, de temps en temps lui pressait le bras, et sœur Marguerite désolée la regardait de loin. A un moment, elle s'approcha et dit :

— Ma chère petite fille, calme-toi, je t'en prie.

Mais au lieu de s'apaiser, Blanche se mit à sangloter tout à fait. Dans sa petite main gantée de blanc, le long cierge pencha très bas, son missel lui échappa et les larmes l'aveuglèrent tant que Simone dut la conduire quand ce fut le moment d'aller à la Sainte Table. Puis l'orgue se tut, les gens se levèrent, les communiantes quittèrent leurs bancs, et toujours en rangs, marchant deux par deux, elles sortirent. Blanche suivait docilement ; ses larmes de tout à l'heure lui causaient des craintes, des remords, lui donnaient l'impression d'avoir commis un grand péché. « Sœur Marguerite va être fâchée contre moi, » songeait-elle, et à cette idée son cœur malade se serrait davantage. Elle eût aimé qu'il n'existât plus rien au monde que sœur Marguerite, Simone et elle-même, afin de se trouver pour toujours bien seule avec ces deux êtres qui eussent pu lui rendre la paix et la consoler.

Son angoisse augmenta encore lorsque, une fois sur la

place, Blanche vit les religieuses occupées à mettre les petites filles en rangs pour les reconduire à l'orphelinat. Elle n'eut plus aucune envie d'aller déjeuner chez Simone, comme on le lui avait permis. Un instant, elle crut que sœur Marguerite partirait sans venir lui parler, qu'elle la laisserait ainsi, à cause de ce qui s'était passé durant la messe. Blanche, que l'idée de ce voyage exaltait la veille encore, aurait tout donné pour qu'il n'eût pas lieu, maintenant qu'elle et Simone, dans leurs robes blanches, attendaient, près de ce grand cheval roux, la minute proche du départ. Elle souhaitait que quelque chose d'extraordinaire survînt, qui obligeât tout le monde à recommencer cette journée, afin de la revivre dans l'harmonie et la joie. Non, si elle devait s'en aller ainsi, alors que sœur Marguerite ne l'aimait plus, il valait mieux renoncer à tout et mourir à l'instant.

Mais sœur Marguerite vint. Quand Blanche fut sûre que c'était bien réellement de son côté que la religieuse s'avançait, l'envie la prit de courir se jeter dans ses bras. Elle n'en fit rien cependant, parce qu'elle était bien trop timide pour oser une chose pareille, surtout devant tant de monde. Sœur Marguerite passa son bras affectueux autour des minces épaules de l'enfant et dit :

— Te voilà sur le point de nous quitter, ma petite fille, mais tu seras plus tranquille à présent, et puis y faudra penser à pas te mettre en retard pour les vêpres.

— Oh ! non, ma sœur, je veux pas oublier l'heure, répondit Blanche avec un grand élan de tendresse.

Tandis que sœur Marguerite la pressait contre elle, il sembla à l'enfant que rien au monde ne pouvait être plus doux que le léger frottement de ce cher vêtement de religieuse sur sa joue. A la minute le voyage reprit son charme, tout redevint heureux, facile et limpide dans cette nouvelle vie qu'elle allait enfin connaître.

Le parent qui devait emmener madame Martin avança sa voiture pour que tout le monde y prît place. On étendit une couverture sur le siège de devant, et on y assit les communiantes, afin de ne point abîmer les robes blanches. Quand chacun fut installé, le cousin tira sur les guides, et le cheval roux se mit en marche. Sœur Marguerite était toujours là ;

elle se tenait près d'un arbre, où elle resta pour voir, sans beaucoup d'enthousiasme, partir Blanche.

— Faut pas vous tourmenter, ma sœur, y veut rien y arriver avec nous autres, à votre petite, et on veut pas tarder à vous la ramener, lui cria madame Martin quand la voiture partit.

Sœur Marguerite ne répondit pas, elle sourit simplement en signe d'adieu, puis on la vit se diriger en hâte vers la maison des sœurs.

Le voyage en voiture sembla déjà long à Blanche, mais le repas qui suivit chez Simone le fut bien davantage encore. On l'avait placée à côté de son amie ; elle ne mangeait pas beaucoup, parce qu'elle était distraite et un peu émue de se trouver en aussi nombreuse compagnie. C'était la première fois qu'elle voyait tant de choses à manger sur une table, et tant de monde autour. Son angoisse de la matinée achevait de se dissiper, et elle s'en fût peut-être délivrée tout à fait sans cette grosse dame, assise en face d'elle, qui demanda tout à coup, en la montrant :

— Qui donc que c'est, cette petite-là, al a donc personne pour s'occuper d'elle?

— Non, répondit madame Martin, mais c'est la camarade de communion de ma fille, ça fait que comme ça, naturellement, elle est venue avec nous autres aujourd'hui.

Cette femme n'avait point voulu être méchante en parlant ainsi, mais Blanche, sans savoir exactement pourquoi, se remit à souffrir. Ces quelques mots la plongèrent à nouveau dans la détresse, il se fit un vide en elle, et elle eut le sentiment que tous ces gens cherchaient à lui enlever Simone, qu'elle n'avait plus les mêmes droits sur son amie. Devant tous ces inconnus, elle n'osa pas pleurer, mais, baissant la tête, elle cessa aussitôt de manger. Madame Martin comprit qu'on venait de lui faire de la peine et dit :

— Faut la laisser tranquille, cette pauvre petite, parce que la voilà bien fatiguée, depuis ce matin les cinq heures qu'al est debout. La Simone va l'emmener au jardin pour la faire se reposer un petit moment avant qu'on s'en retourne aux vêpres.

Simone se leva tout de suite, et, prenant son amie par la main, elle l'entraîna.

C'était un beau jardin, tout petit, que de très hautes haies d'aubépine clôturaient de toutes parts. Des multitudes d'abeilles bourdonnaient dans les fleurs ; les jacinthes, les giroflées, les pervenches brillaient sous le soleil de mai ; de grands iris penchaient au-dessus des étroites allées leurs merveilleux pétales transparents. La fraîcheur laissée par la pluie du matin s'était élevée peu à peu, et puis le ciel était redevenu calme et vaste. Les deux enfants prirent place sur un banc de bois, à l'ombre du lilas, où elles se tinrent bien sagement assises, sans parler. De se retrouver toutes les deux seules, dans ces beaux atours, après une telle matinée, les rendait solennelles et muettes. Blanche sentait le charme de cet endroit tranquille la pénétrer ; toute cette fraîcheur, toute cette verdure, tous ces oiseaux qui chantaient à la fois, réveillaient en elle le souvenir des premières images qu'elle s'était faites du Paradis. Elle eût voulu demeurer ainsi toujours, assise parmi les fleurs du printemps, en compagnie de son amie. Maintenant que l'énorme repas et les hôtes de madame Martin étaient oubliés, les sentiments secrets et délicats renaissaient en elle. Cet instant passé dans le jardin fut le plus parfait de la journée ; il fut le plus pieux, le plus fervent, et il se grava profondément dans la mémoire de Blanche, sans y engendrer ni peine ni remords. Plus tard, lorsque l'idée du bonheur vint la tenter, ce fut à lui qu'elle repensa avec nostalgie.

Ces événements mirent fin à l'enfance de Blanche, car bientôt après elle quitta l'orphelinat pour venir aux Maisons Rouges comme gardeuse de bêtes. Lorsqu'elle arriva dans cette étrange maison, la façon dont les maîtres vivaient l'étonna bien un peu, mais elle crut qu'en dehors des sœurs du couvent tout le monde était ainsi. Elle s'habitua assez facilement à eux, du reste ; mais elle dut apprendre tout de suite à vivre seule, ce qu'elle fit très simplement, petit à petit, sans même s'en rendre compte. Car Blanche était ainsi faite, que personne n'aurait été une compagnie pour elle, à moins que ce ne fût Simone ou sœur Marguerite.

Les premiers temps après avoir quitté l'orphelinat, la promesse faite à sœur Marguerite de ne jamais manquer la

messe le dimanche et de la venir voir le plus souvent possible, tourmenta beaucoup Blanche. A son arrivée aux Maisons Rouges, la maîtresse lui fit comprendre qu'elle ne trouvait pas nécessaire qu'on allât à la messe tous les dimanches.

— Nous autres, on y va bien que deux fois l'an, à Pâques et à la Toussaint, vous pouvez aussi bien faire pareil, déclara-t-elle.

Blanche était encore trop enfant pour répondre qu'elle irait à la messe parce qu'elle y tenait et en avait besoin. Ainsi, elle n'y alla pas et, dans ce milieu si différent, le souvenir de sœur Marguerite s'amoindrit dans son esprit. Il ne mourut pas tout à fait, parce que c'était impossible, mais ce qu'il en resta donna plutôt du remords que de la joie à Blanche. Quand l'enfant s'en aperçut, elle se sentit coupable ; déjà, pourtant, il ne lui paraissait plus aussi grave de ne pas assister aux offices, de ne pas se confesser ni communier. En voyant combien les gens, autour d'elle, se souciaient peu de toutes ces choses, elle jugea ses torts moins grands. Mais, lorsque les maîtres en plaisantaient devant elle, lorsqu'ils tenaient des propos désobligeants sur les prêtres ou l'Église, Blanche ne manquait jamais d'en être profondément choquée. Elle ne répondait pas ; seulement, dans ces moments-là, son ancienne foi reprenait toute sa vigueur. Malgré tout, elle perdit ainsi l'habitude des rigoureuses observances religieuses de son enfance. Elle disait bien sa prière chaque matin et chaque soir, mais les joies que sœur Marguerite avait fait naître dans son âme, en l'élevant jusqu'à la présence sensible de Dieu, furent désormais perdues pour elle.

Tandis que Blanche était placée aux Maisons Rouges, Simone quittait l'école à son tour. Sa mère l'installa à côté de la machine à coudre, et il fallut apprendre à travailler. Ainsi prit fin l'enfance des deux amies ; à partir de ce moment-là, elles se virent beaucoup plus souvent que du temps de leur catéchisme, parce que madame Martin était justement la plus proche voisine des Maisons Rouges. Sa maison touchait les derniers champs du domaine. C'était une toute petite demeure, placée légèrement en retrait sur le bord de la route. Devant elle, la campagne s'ouvrait vers Saint-Pierre,

tandis que de l'autre côté les vergers et les haies lui cachaient le village. De la porte, on voyait l'étroite route blanche, bordée de peupliers, partir en droite ligne vers la forêt. Blanche aimait s'asseoir à la lisière de ce bois quand elle menait paître son troupeau de ce côté-là, parce qu'ainsi elle voyait très bien la maison de Simone. Jamais elle ne s'en approchait, par crainte de déranger son amie pendant son travail, ou de contrarier madame Martin. Mais, assise dans son petit coin, en compagnie de sa chienne Tambelle, elle attendait patiemment l'heure où Simone, sa tâche finie, accourrait vers elle. Cela arrivait presque tous les soirs, un peu avant la nuit, et jamais Blanche n'eût quitté le champ sans être sûre d'abord qu'on ne viendrait pas la retrouver.

Cinq années s'étaient écoulées ainsi, et ce matin, en gardant ses bêtes près de la route, la jeune fille pensait à sa sortie du lendemain, un dimanche. Il y avait un mois qu'en venant la trouver le soir, Simone ne parlait plus que de l'assemblée du village. Elles iraient toutes les deux, et ce serait la première fois qu'elles vivraient pareil événement. Jusqu'ici, l'idée de voir cette assemblée n'avait pas beaucoup troublé Blanche, parce que, peu sensible à l'amusement, elle ne prenait aucun plaisir à l'imaginer. Cependant, maintenant qu'on en était à la veille, la joie, l'impatience de son amie commençaient à la gagner elle aussi. Depuis que, le matin très tôt, elle s'y était installée, Blanche n'avait pas quitté sa place le long du bois ; elle était toujours assise sous son chêne, dont l'ombre devenue courte ne formait plus qu'un petit cercle autour du tronc. Il commençait à faire chaud vers ces heures-là, car le mois de juin était tout proche. Tambelle dormait dans les fraîcheurs d'une touffe de fougères, tandis que sa maîtresse, engourdie par le beau temps, retardait encore le moment de rentrer. Il ne devait pas être loin de midi ; on le voyait à l'ombre pointue des peupliers, qui commençait à tourner sur la route. Blanche était bien, une sorte d'enivrement la gagnait à se sentir libre dans ce grand champ plein de lumière. Pour la première fois de sa vie, peut-être, la jeune fille était heureuse, comme cela, pour rien, simplement parce qu'il faisait beau temps, que l'herbe était haute

et tendre partout. Les prés couverts de fleurs et le feuillage nouveau des peupliers étincelaient sous le grand soleil.

Sa jeunesse eut un élan de triomphe ; Blanche chanta, dansa, bondit droit devant elle, comme si cette heure de plénitude lui eût lancé un impérieux appel. Tambelle, qui n'avait jamais vu sa maîtresse dans un tel état, se mit à sauter elle aussi. Elle partit au galop, ramena les vaches sur le chemin, où docilement les bêtes se mirent en marche vers la ferme. Là-bas, très loin, par delà des kilomètres de champs, de moissons, de haies en fleurs, par delà les maisons et les fermes écartées dans la campagne tranquille, l'extrême pointe du clocher de Saint-Pierre dessinait une fine croix noire sur le ciel pur.

RAYMONDE VINCENT

(A suivre)

TOUS LES PILOTES MORTS

I

Sur les photos, sur les instantanés pris n'importe comment, légèrement passés, légèrement cornés après treize ans, ils crânent un tantinet. Maigres et durs sous leur harnais de guerre, cuir et bronze, debout à côté des invraisemblables carcasses de fil de fer, de bois et de toile dans lesquelles ils volaient sans parachutes, ou appuyés contre elles, ils avaient, eux aussi, un air invraisemblable, pas tout à fait humain, celui de quelque vague apothéose d'humanité entrevue un instant dans la lueur éclatante d'un coup de tonnerre, et disparue pour toujours.

Car ils sont morts, tous les anciens pilotes, morts le 11 novembre 1918. Quand vous voyez d'eux des photos de maintenant, des photos récentes près des modèles actuels en acier et en toile, avec les capots, les moteurs et les ailes à fentes d'à présent, ils paraissent un peu dépaysés, ces maigres jeunes gens si farauds d'autrefois. A cette époque saxophonique de l'aviation, ils semblent aussi déplacés — un peu bedonnants dans leurs sévères complets d'hommes d'affaires de trente, trente-cinq ans et peut-être davantage — qu'au milieu des saxophones et des minuscules chapeaux melons en clinquant d'un orchestre de boîte de nuit. Car ils sont morts, eux aussi, ceux qui avaient appris à respecter ce dont leurs prouesses, à leur tour, avaient imposé le respect, avant qu'il n'existât

des sections centrales soudées, des parachutes et des appareils qui ne se retournent pas. C'est pourquoi ils considèrent avec une sympathie amusée, mêlée de quelque ahurissement, les garçons et les filles de cet âge saxophonique avec leurs tubes de pommade contre le hâle et leurs flacons de poche aérodynamiques, quand ils démolissent leurs zincs saxophoniques dans des avenues de propriétés privées ou sur des terrains de golf. « Dame, me dit un jour l'un d'entre eux — d'abord bizut, puis pilote breveté, et, depuis, capitaine et M.C. [1] — si on en arrive à traiter un zinc de cette façon-là, alors à quoi bon voler ? »

Mais ils sont tous morts à présent. Ce sont maintenant des hommes gras, un peu bedonnants d'être restés assis derrière des bureaux (et peut-être ne sont-ils pas tellement faits pour cela), pourvus de femmes et d'enfants et habitant des maisons de banlieue presque entièrement payées, avec des jardins où ils passent à bricoler de longues soirées après l'arrivée du train de cinq heures quinze (et peut-être aussi ne sont-ils pas tellement faits pour cela). Voilà ce qu'ils sont les durs et maigres jeunes gens qui crânaient dur et buvaient sec parce qu'ils avaient découvert que d'être morts ce n'était pas le filon qu'on leur avait dit. Et c'est pourquoi cette nouvelle est faite de pièces et de morceaux : de brefs éclats de lumière parmi lesquels, l'espace d'un instant, entre le noir et le noir, on entrevoit, sans profondeur ni perspective, le présage sinistre et menaçant de ce que peut supporter l'humanité.

II

En 1918, j'étais au Quartier général d'un groupe d'aviation où j'essayais de m'habituer à une jambe artificielle et où j'étais chargé, entre autres choses, de la censure postale de toutes les escadrilles du groupe. La besogne, en elle-même, n'avait rien de pénible, car elle me laissait le loisir d'expérimenter un appareil photographique synchronisé que j'étais en train de mettre au point. Le travail consistait à ouvrir et à lire les lettres, de courtes missives griffonnées à la hâte, dans une écriture et une orthographe d'écoliers, et toutes

1. Military cross : croix de guerre. T.

pleines de pieux mensonges cousus de fil blanc à l'usage des mamans et des fiancées. Mais la guerre est une si grande affaire et qui prend tant de temps... J'imagine que ceux qui la dirigent (je ne parle pas des états-majors, mais du je ne sais qui ou du je ne sais quoi qui gouverne les événements), doivent s'ennuyer quelquefois. Et c'est quand on s'embête que l'on redevient gosse et que l'on fait des gamineries.

Or, j'allais de temps en temps rendre visite à une escadrille de Camels [1], en arrière d'Amiens, et je me faisais tuyauter par le sergent armurier sur la synchronisation des mitrailleuses. L'escadrille était celle de Spoomer. C'était son oncle le K.G. [2] qui commandait le corps ; aussi Spoomer, en plus de son grade de capitaine de la Garde, avait-il décroché successivement l'Étoile de Mons et le D.S.O. [3], et s'était-il vu attribuer le commandement d'une escadrille de chasse — des avions monoplaces — bien que le troisième insigne dont s'ornait sa poitrine ne fût encore que l'aile unique d'officier d'observation.

En 1914, il était à Sandhurst [4] un grand type au teint de brique et aux yeux de porcelaine, et j'aime à me représenter le moment où son oncle l'envoya chercher, quand la nouvelle, la bonne nouvelle, fut rendue publique. Sans doute se rencontrèrent-ils au club de l'oncle (ce dernier était alors brigadier-général [5] et venait d'être rappelé précipitamment de l'armée des Indes). Je les vois tous deux en face l'un de l'autre, de chaque côté de la table d'acajou, pendant que les marchands de journaux hurlaient dans la rue. Le général disait : « Parbleu, ceci sera le triomphe de l'Armée. Passez-moi le vin, monsieur. »

Je présume que le général fut dépité, pour ne pas dire scandalisé, quand il s'aperçut qu'en fin de compte ni les Boches ni le Home Office n'entendaient mener la guerre comme l'Armée prétendait le faire. Toujours est-il que Spoomer était déjà allé à Mons et en était revenu avec son étoile (bien

1. Appareils en usage dans l'aviation britannique pendant la grande guerre.
2. Knight of the Garter, Chevalier de la Jarretière.
3. Distinguished Service Order, Ordre pour services distingués, décoration militaire anglaise.
4. École royale militaire.
5. Général de brigade.

que Ffollansbye racontât que le général avait envoyé Spoomer chercher l'étoile parce qu'elle allait être la seule décoration qu'il fût nécessaire de recevoir sur place), Spoomer avait donc son étoile avant que son oncle le fît attacher à son état-major, où il pourrait gagner son D.S.O. Puis, peut-être, son oncle l'expédia-t-il de nouveau vers quelque filon opportun. A moins que, cette fois, Spoomer n'y fût allé de son propre gré. J'aime à le croire. J'aime à croire qu'il le fit *pro patria*, bien qu'il sût qu'aucun homme ne mérite de louanges pour son courage, ni de reproches pour sa couardise, puisqu'il existe des situations où n'importe qui manifestera l'un ou l'autre de ces deux sentiments. Mais il y alla et il revint un an plus tard avec son aile d'observateur et un chien presqu'aussi gros qu'un veau.

Ce fut en 1917 que Sartoris et lui entrèrent en contact, en collision, pour la première fois. Sartoris était Américain ; il venait d'une plantation du Mississipi où il poussait du maïs et des nègres, ou, plus exactement, dans laquelle les nègres faisaient pousser du maïs : quelque chose comme ça. Sartoris possédait un vocabulaire effectif d'environ deux cents mots et il lui eût été vraisemblablement tout à fait impossible de dire comment et pourquoi il vivait, sinon qu'il habitait à la plantation avec son arrière-grand'tante et son grand-père. Il était venu par le Canada en 1916 et avait débarqué à Pool [1]. C'est Ffollansbye qui m'a raconté ça. Il paraît que Sartoris avait une poule à Londres, une de ces épouses de trois jours et veuves de trois ans. C'est ça le grand mal de la guerre. Eux — les Sartoris et leurs semblables — sont morts depuis 1918, du moins quelques-uns d'entre eux. Mais elles, les filles et les femmes, moururent le 4 août 1914.

Ainsi, Sartoris avait une poule. On l'appelait Kitchener, me raconta Ffollansbye, « elle possédait, elle aussi, tellement de soldats ! » On se demandait si Sartoris savait cela ou non. Mais, en tous cas, il semble que pendant quelque temps, Kitchener — Kit, dans l'intimité — les plaqua tous pour Sartoris. On les voyait ensemble à toute heure et en tous lieux, puis, un beau jour, Ffollansbye rencontra dans un restaurant

1. Liverpool. T.

Sartoris tout seul, et ivre, selon toute vraisemblance. Ffollansbye avait déjà entendu dire que Kit et Spoomer étaient partis quelque part ensemble, il y avait environ deux mois. Sartoris était là, assis, en train de se saoûler à mort, attendant que Spoomer entrât. Ffollansbye réussit finalement à fourrer Sartoris dans un taxi et à le renvoyer à l'aérodrome. C'était aux approches de l'aube. Sartoris prit dans le paquetage d'un camarade une tunique de capitaine, dans celui d'un autre une jarretière de femme et épingla la jarretière sur la tunique comme un ruban de décoration. Puis il alla réveiller un caporal, un ancien boxeur professionnel avec qui il faisait de la boxe de temps en temps et l'obligea à endosser la tunique par-dessus son jersey et son caleçon. « T'appelles Spoomer, dit Sartoris au caporal « l'cap'taine Spoomer. » Puis, titubant, il frappa du doigt sur la jarretière. « Cuisses de la catégorie distinguée. » Et, dans l'aube naissante, ils restèrent plantés là, tous deux, lui et le caporal avec sa tunique d'emprunt sous laquelle dépassait son jersey de laine, à se taper dessus à poings nus.

III

La guerre, une fois qu'on est dedans, on se figurerait qu'elle va vous fiche la paix. Qu'elle ne va pas s'amuser à vous jouer des tours de cochon. Mais ce n'était sans doute pas cela. Peut-être était-ce que tous trois, Spoomer, Sartoris et le chien, la prenaient trop au sérieux. Les gens sérieux doivent faire l'effet d'une constante provocation à son tonnerre et à ses alarmes. Quoi qu'il en soit, un après-midi — c'était au printemps, juste avant la chute de Cambrai — je me rendis à l'aérodrome des Camels pour voir le sergent armurier et j'aperçus Sartoris pour la première fois. On avait fait cadeau de l'escadrille à Spoomer et à son chien l'année d'avant, et la première chose que l'on fit fut d'y envoyer Sartoris.

La patrouille de l'après-midi était sortie, ceux qui n'étaient pas en service commandé étaient également partis ; l'aérodrome était désert. Nous étions assis, le sergent et moi, chacun sur un fût à essence vide, à l'entrée du hangar, quand je vis un homme passer la tête par la porte du mess des officiers et

jeter à droite et à gauche, le long de la ligne des hangars, un regard prudent et scrutateur. C'était Sartoris qui cherchait le chien.

« Le chien ? » demandai-je. Et le sergent me raconta ce qui suit, résultat de ses propres observations et de celles de tout ce qui comptait à l'effectif de l'escadrille, échangées et confrontées pendant les repas par-dessus les tables, et, le soir, par-dessus les pipes : une de ces enquêtes impitoyables et omniscientes comme sont celles auxquelles peuvent se livrer les inférieurs.

Spoomer avait l'habitude, lorsqu'il quittait l'aérodrome, d'enfermer son chien quelque part. Chaque fois, il était obligé de l'enfermer dans un endroit différent, car Sartoris le cherchait jusqu'à ce qu'il le trouvât pour lui donner la liberté. Ce chien semblait doué d'intelligence, car, si Spoomer se rendait seulement au Quartier général ou en quelque lieu où l'appelait son service, le chien restait à l'aérodrome et profitait de l'absence de son maître pour aller fouiller, derrière le réfectoire des hommes, dans la boîte à ordures qu'il préférait habituellement à celle du mess des officiers. Mais, si Spoomer était parti pour Amiens, le chien, dès qu'il était délivré, fichait le camp par la route d'Amiens pour ne revenir que plus tard avec Spoomer dans l'auto de l'escadrille.

— Pourquoi donc M. Sartoris lui donne-t-il la liberté ? demandai-je. Est-ce parce que le capitaine Spoomer ne veut pas que le chien aille manger les ordures de la cuisine ?

Mais le sergent n'écoutait pas. Il tendait le cou hors de la porte, regardant à droite et à gauche. Nous observâmes Sartoris. Il était sorti du mess et approchait maintenant du dernier hangar de la rangée, toujours du même air scrutateur et résolu. Il pénétra dans le hangar.

— Cela me paraît un jeu passablement puéril pour un garçon de son âge, constatai-je.

Le sergent me regarda, puis il détourna les yeux.

— Il veut savoir si c'est à Amiens qu'est allé le capitaine Spoomer.

— Ah ! une jeune fille, sans doute ? dis-je au bout d'un moment.

— Si vous voulez. Je suppose qu'il en existe dans ce pays-ci.

Je réfléchis un instant à ce qu'il venait de dire. Sartoris sortit du premier hangar et entra dans le second.

— Je me demande s'il existe encore des jeunes filles quelque part, fis-je.

— Peut-être avez-vous raison, mon lieutenant, la guerre est bien dure pour les femmes.

— Et cette jeune fille, demandai-je, qui est-elle?

Il me le dit. La fille tenait un estaminet, « un petit bistrot de rien du tout », comme il l'appelait, avec une espèce de vieille sorcière. Une petite boîte dans une ruelle écartée où les officiers n'allaient pas. C'était peut-être pour ça que Sartoris et Spoomer faisaient à ce point sensation dans ce milieu-là. J'appris de la bouche du sergent que la rivalité entre le commandant de l'escadrille et l'un de ses poussins les plus novices était l'objet d'un intérêt général et le sujet de conversations des plus animées et même de paris parmi tous les occupants du secteur, qu'ils appartinssent aux troupes françaises ou aux britanniques. « Surtout ajouta-t-il, que ce sont des officiers. »

— Ils ont fait peur aux soldats, qui leur ont cédé la place, n'est-ce pas? demandai-je. C'est bien cela?

Le sergent ne me regarda pas.

— Y avait-il beaucoup de soldats à mettre en fuite?

— Vous savez probablement ce que sont ces femmes-là, dit le sergent. Avec la guerre et tout ce qui s'ensuit.

Voilà donc quelle était cette fille. Le sergent me dit qu'elle et la vieille n'étaient même pas parentes. Il me confia que Sartoris lui faisait des cadeaux, lui payait des nippes, des bijoux, vraisemblablement le genre de bijoux qu'on pouvait trouver à Amiens. Peut-être à la cantine, car Sartoris n'avait guère plus de vingt ans. J'ai vu quelques-unes des lettres qu'il écrivait chez lui à son arrière-grand'tante, des lettres qu'un élève de septième au collège d'Harrow aurait pu écrire, et même probablement corriger. Spoomer, lui, paraît-il, ne faisait pas de cadeaux à la fille.

— Sans doute parce qu'il est capitaine, dit le sergent. Sans doute, à cause de ces rubans n'a-t-il pas besoin d'en faire.

— Sans doute, répondis-je.

Et c'était cette fille, cette fille avec les bijoux de quatre sous que lui donnait Sartoris, qui servait de la bière et du vin

aux simples soldats français et anglais dans une petite rue d'Amiens, et à cause de laquelle Spoomer abusait de son grade pour cocufier Sartoris en le retenant en service commandé à l'aérodrome, et enfermait le chien pour cacher à Sartoris ce qu'il avait fait. Et Sartoris se vengeait, comme il pouvait, en donnant la liberté au chien...

Il entra dans le hangar où nous nous tenions, le sergent et moi. C'était un grand garçon avec des yeux clairs dans un visage qui pouvait être tantôt gai, tantôt morose, et tout à fait innocent. Il me regarda.

— Bonjour, dit-il.

— Bonjour, répondis-je.

Le sergent fit mine de se lever.

— Ne vous dérangez pas, dit Sartoris, je n'ai besoin de rien.

Il alla jusqu'au fond du hangar où s'entassaient des fûts à essence vides, des caisses également vides et toutes sortes de choses. Il semblait totalement inconscient et nullement honteux de ce qu'il y avait de puéril dans sa façon d'agir.

Le chien était dans l'une des caisses. Il en sortit, énorme, d'un brun velouté. A part l'aile de Spoomer, son Étoile de Mons et son D.S.O., m'avait dit Ffollansbye, le maître et le chien étaient tout le portrait l'un de l'autre. La bête quitta le hangar sans se presser, en me jetant de côté un rapide coup d'œil. Nous la vîmes s'éloigner et disparaître derrière le coin du réfectoire des hommes. Alors, Sartoris tourna les talons, rentra au mess des officiers et disparut à son tour.

Peu de temps après, la patrouille de l'après-midi revint. Au moment où les avions arrivaient à la hauteur des hangars, l'auto de l'escadrille entra dans l'aérodrome, s'arrêta devant le mess des officiers, et Spoomer en descendit.

— Regardez-le, dit le sergent. Il va essayer de faire comme s'il ne s'observait pas, sans avoir l'air de rien.

Il longea les hangars, grand, lourd, avec ses bas de golf verts. Il ne m'aperçut qu'en pénétrant dans le hangar. Il eut une hésitation presque imperceptible, puis il entra en me lançant de côté un bref regard.

— Bonjour, dit-il, d'une voix forte où perçait une irritation contenue.

Le sergent s'était levé. Pas une fois je n'avais vu Spoomer

jeter un seul coup d'œil vers le fond du hangar, vers la caisse retournée sens dessus dessous, mais il s'était arrêté.

— Sergent ! dit-il.

— Mon capitaine ! répondit le sergent.

— Sergent, répéta Spoomer, ces altimètres sont-ils enfin arrivés ?

— Oui, mon capitaine. Voici quinze jours. Ils sont tous en service à l'heure actuelle, mon capitaine.

— Très bien ! Très bien !

Il ressortit en me jetant de nouveau à la dérobée un rapide regard, puis il continua son chemin et suivit sans se presser la rangée des hangars. Il disparut.

— Observez-le maintenant, fit le sergent. Il ne se dirigera de ce côté que quand il croira que nous ne le regardons plus.

Nous l'observâmes. Nous l'aperçûmes de nouveau se dirigeant droit vers le réfectoire des hommes, d'un pas rapide cette fois. Il disparut derrière le coin. Un moment après, il reparut, traînant par la peau du cou l'énorme bête ahurie.

— Il ne faut pas manger cette cochonnerie-là, dit-il.

IV

Je ne me rappelle plus ce qui arriva sur ces entrefaites. Sartoris ne me le raconta que plus tard, par la suite. Sans doute à cette époque-là ne possédait-il rien de plus que son intuition et des preuves indirectes pour lui révéler qu'il était cocu : des preuves comme quand Spoomer le chargeait d'un service qui n'était pas de son ressort et le retenait à l'aérodrome tout l'après-midi et que, découvrant la cachette du chien, il lui donnait la clef des champs et le voyait filer, de son galop maladroit et lourd, par la route d'Amiens.

Mais il arriva quelque chose. Tout ce que je réussis à savoir en ce temps-là, c'est qu'un après-midi Sartoris trouva le chien et le regarda partir pour Amiens. Puis il mangea la consigne, emprunta une motocyclette et s'en alla également à Amiens. Deux heures plus tard, le chien rentra et se rendit à la porte du réfectoire des hommes et, peu après, Sartoris

lui-même arriva dans un camion (on commençait déjà à évacuer Amiens) chargé de mobilier et conduit par un soldat français en blouse de paysan. La motocyclette également était dans le camion, complètement démolie et irréparable. Le soldat me raconta que Sartoris était entré à toute vitesse dans un fossé en essayant d'écraser le chien.

Personne, dans ce temps-là, ne sut exactement ce qui s'était passé. Toutefois, j'avais imaginé la scène avant qu'il ne me la racontât. Je le voyais là-bas, dans cette salle minuscule pleine de soldats français, et la vieille (elle savait reconnaître les grades et, en tous cas, les rubans) lui barrant la porte qui menait aux pièces d'habitation. Je me le représentais furieux, frustré, muet (il ne savait pas le français), dépassant de la tête et des épaules ces Français qu'il ne pouvait pas comprendre et qu'il croyait en train de se moquer de lui. « C'était bien cela, me raconta-t-il. Ils se fichaient de moi derrière leurs figures, à cause d'une femme. Et moi je savais que l'autre était là-haut, et eux savaient que, si j'entrais de force, si je l'arrachais de là et lui cassais la gueule, je n'y coupais pas non seulement d'être destitué de mon grade, mais bouclé le restant de mes jours pour infraction aux articles des conventions interalliées : violation de propriété étrangère en dehors de tout service commandé, ou quelque chose d'approchant. »

Il retourna donc à l'aérodrome, rencontra le chien en route et essaya de l'écraser. Le chien rentra à la niche. Spoomer revint, et, l'ayant trouvé en train de fouiller dans la boîte à ordures derrière le réfectoire des hommes, il le traînait justement par la peau du cou au moment où atterrissait la patrouille de l'après-midi. Ils étaient sortis six, ils revenaient cinq. Le chef de patrouille sauta hors de son appareil avant qu'il eût fini de rouler. Il avait la main droite entourée d'un chiffon sanglant. Il courut à Spoomer, penché sur le chien qui se faisait traîner en raidissant les pattes.

— Bon Dieu, dit-il. Ils ont pris Cambrai !

Spoomer ne leva pas les yeux.

— Qui ça ?

— Les Boches, parbleu !

— Ah ! sacrédié, fit Spoomer.

— Allons, viens, à présent. Tu sais ce que je t'ai dit au sujet de ces cochonneries-là.

Un homme comme ça est invulnérable. Lorsque nous nous entretînmes pour la première fois, Sartoris et moi, je commençai par lui raconter cela. Mais je m'aperçus alors que Sartoris, lui aussi, était invincible. Cette première fois là, nous bavardâmes.

— J'ai essayé d'obtenir de lui qu'il me laisse lui apprendre à piloter un Camel, dit Sartoris. Je veux bien lui apprendre gratuitement. Je veux bien démonter le cockpit et installer moi-même les doubles commandes gratuitement.

— Mais pourquoi? demandai-je. Dans quel but?

— Je ferai tout ce qu'il voudra. Je lui laisserai le choix. Il peut prendre s'il veut un S.E. [1], moi, je prendrai un Ak. W. [1], ou même un Fee [1]. Je l'expulserai du ciel en quatre minutes, et je l'enfoncerai en terre si profondément qu'il sera obligé de se tenir sur la tête pour avaler.

Nous eûmes ensemble deux conversations : celle-ci, la première, et une autre qui fut la dernière.

— Eh bien! vous avez fait mieux que cela, lui dis-je la seconde fois que je le vis.

Il ne lui restait presque plus de dents à cette époque et il ne parlait que difficilement, lui qui n'avait jamais pu parler beaucoup, qui vécut et mourut avec deux cents mots au maximum.

— Mieux que quoi? fit-il.

— Vous aviez dit que vous l'expulseriez du ciel. Ce n'est pas ce que vous avez fait, mais vous avez fait mieux, vous l'avez expulsé du continent européen.

V

Je crois avoir dit qu'il était, lui aussi, invulnérable. Le 11 novembre 1918 fut impuissant à le tuer, fut impuissant à le laisser s'épaissir un peu plus chaque année derrière le bureau d'une maison de commerce avec tous ceux qui, de durs,

1. Types d'avions de chasse en usage dans l'aviation britannique pendant la guerre.

maigres et directs qu'ils étaient, devenaient chaque jour un peu plus ternes, dupés et trahis ; car, ce jour-là, il était mort depuis presque six mois.

Il fut tué en juillet, mais avant cela je lui avais parlé une seconde fois. C'était huit jours après que la patrouille fut rentrée en annonçant la prise de Cambrai, huit jours après celui où nous avions entendu les obus tomber sur Amiens.

Il me raconta cela lui-même à travers ses dents manquantes. Toute l'escadrille était sortie ensemble. Il lâcha son groupe dès qu'on eut atteint le front avancé et revint vers Amiens. Les routes étaient encombrées de camions et de charrettes remplis de mobilier, et d'ambulances qui venaient de l'hôpital général. La ville et ses environs immédiats étaient alors interdits.

Il atterrit dans un pré exigu. « Il y avait, dit-il, une vieille femme qui travaillait dans un champ de l'autre côté du canal (elle y était encore quand il revint une heure après, obstinément accroupie parmi les sillons verts, dans l'air moite et printanier que faisait vibrer à de longs intervalles le son des obus qui tombaient sur la ville) et une petite voiture d'ambulance arrêtée sur le côté de la route. »

Il se dirigea vers la voiture d'ambulance. Le moteur était encore en marche. Le conducteur, un jeune homme à lunettes, avait l'air d'un étudiant. Il était ivre-mort, pendant à moitié hors de son siège. Sartoris but un coup à sa propre bouteille et essaya en vain de réveiller le conducteur. Puis il but une autre lampée. J'imagine qu'il était déjà pas mal éméché. Il me raconta que, ce matin-là, après que Spoomer fut parti en auto, il avait délivré le chien et lui avait vu prendre la route d'Amiens ; il avait bien essayé de persuader à l'officier chef de reconnaissance de l'exempter de patrouille, mais celui-ci lui avait déclaré que La Fayette l'attendait sur le plateau de Santerre — alors il bascula le chauffeur dans l'arrière de la voiture et la conduisit lui-même à Amiens.

Le caporal français était en train de boire à même une bouteille sur le pas de la porte quand Sartoris arrêta la voiture d'ambulance devant l'estaminet. La porte était fermée à clef. Il avala le reste de sa bouteille de cognac et enfonça la porte du bistrot en plongeant dedans comme on

fait dans le football américain. Puis il fut à l'intérieur. La salle était déserte, les bancs et les tables renversés et les rayons veufs de bouteilles. Tout d'abord, avoua-t-il, il ne put arriver à se rappeler pourquoi il était venu, et il pensa que ce devait être pour boire. Il dénicha une bouteille de vin sous le comptoir, cassa le goulot sur le bord du zinc, et il resta planté à se regarder dans la glace placée derrière le comptoir, à se demander ce qu'il était venu faire là. « J'avais l'air un peu dingo », me dit-il.

Puis tomba le premier obus. Je me représente la scène : Sartoris debout dans cette salle silencieuse, paisible, dévastée, avec son odeur de boissons et sa porte enfoncée, et puis ce bruit sourd, lent, répercuté, qui descendait dans l'air brumeux du printemps, comme une main posée sans hâte sur le moite silence. Des gravats, du sable, du plâtre, je ne sais quoi, s'émietta quelque part, dégringola avec un crissement léger. Un grand chat maigre monta sans bruit sur le comptoir, coula sur le plancher et disparut comme du vif argent couleur de poussière.

Puis Sartoris aperçut derrière le comptoir la porte fermée, et il se rappela pourquoi il était venu. Il passa derrière le comptoir. Il s'attendait à trouver cette porte fermée à clef, elle aussi ; il empoigna le bouton et tira de toutes ses forces. Mais elle n'était pas fermée à clef. Elle se rabattit contre les rayons avec un bruit semblable à un coup de pistolet, lui faisant perdre l'équilibre. « Ma tête donna contre le comptoir, dit-il. J'étais peut-être un peu abruti après cela. »

Mais il se retint au chambranle, et son regard tomba sur la vieille, assise sur la dernière marche de l'escalier, son tablier sur la tête, en train de se balancer d'avant en arrière — le tablier était tout propre — avec un mouvement de va-et-vient comme celui d'un piston, dit-il, et lui restait là, planté dans l'embrasure de la porte, avec un peu de bave à la bouche.

— Madame, dit Sartoris.

La vieille continuait de se balancer d'avant en arrière. Il s'appuya prudemment au chambranle, se pencha, frappa sur l'épaule de la vieille.

— Toinette ! dit-il. Où est Toinette ?

C'était probablement tout ce qu'il connaissait de français,

avec le mot « vin », qu'il avait ajouté aux cent quatre-vingt-seize mots d'anglais composant son vocabulaire.

La vieille ne répondit pas davantage. Elle se balançait d'avant en arrière comme un jouet mécanique. Il l'enjamba avec précaution et monta l'escalier. En haut il y avait une seconde porte. Il s'arrêta devant elle, écouta. Sa gorge se remplit d'un liquide chaud et salé. Il cracha en bavant ; sa gorge se remplit de nouveau. Cette porte, elle non plus, n'était pas fermée à clef. Il entra sans bruit dans la pièce. Elle contenait une table sur laquelle était posé un bonnet de police kaki avec l'insigne de bronze des aviateurs. Tandis qu'il se tenait, la bave à la bouche, sur le pas de la porte, le chien se leva du coin le plus éloigné de la fenêtre. Ils se regardèrent l'un l'autre par-dessus le bonnet de police. A ce moment, le son du second obus entra, sourd, monstrueux, dans la pièce, faisant frissonner devant la fenêtre les rideaux flasques.

Lorsqu'il fit le tour de la table, le chien exécuta le même mouvement, laissant la table entre eux deux, les yeux fixés sur l'homme. Sartoris essaya de se déplacer sans faire de bruit, mais il heurta la table en passant (peut-être pendant qu'il observait le chien). Quand il atteignit la porte du côté opposé et se tint près d'elle, toujours bavant, il n'entendit rien dans la pièce à côté. Puis une voix dit :

— Maman ?

Il envoya un coup de pied dans la porte fermée à clef, puis fonça dedans comme au football américain et passa au travers, porte et tout. La fille poussa un hurlement. Mais il ne la vit pas. Il ne vit personne, me raconta-t-il. Il entendit seulement son cri aigu quand il se trouva entré dans la chambre à quatre pattes. C'était une chambre à coucher ; une énorme armoire à deux portes emplissait l'un des coins. L'armoire était fermée et la chambre semblait vide. Il n'alla pas vers l'armoire. Il resta là, me dit-il, à quatre pattes, bavant comme une vache, à écouter la répercussion mourante du troisième obus en regardant les rideaux de la fenêtre se gonfler vers l'intérieur comme s'ils respiraient.

Il se leva. « J'étais toujours abruti, dit-il. Je crois que le cognac et le vin faisaient dans mon estomac un drôle de

micmac. » C'était bien possible. Il y avait une chaise dans la chambre. Sur la chaise était un pantalon long soigneusement plié, une tunique avec une aile d'observateur et deux rubans, et un baudrier d'ordonnance. Pendant qu'il était là à regarder la chaise, arriva le quatrième obus.

Il rafla les vêtements. La chaise tomba à la renverse, il l'écarta d'un coup de pied, se coula en titubant le long du mur jusqu'à la porte enfoncée, rentra dans la première pièce, où il prit en passant le bonnet de police. Le chien était parti.

Sartoris revint sur le palier. La vieille était toujours là, assise sur la dernière marche, sa jupe sur la tête, à se balancer d'avant en arrière. Il s'arrêta dans le haut de l'escalier, s'appuyant pour se tenir droit, et il s'apprêtait à cracher quand, au-dessous de lui, une voix demanda :

— Qu'est-ce que vous faites, là-haut?

Il aperçut en bas, levée vers lui, la figure moustachue du caporal français, celui qu'il avait vu dans la rue en train de boire à la bouteille. Pendant quelques instants, ils se regardèrent. Puis le caporal dit :

— Descendez ! en ponctuant son ordre d'un geste impératif.

Serrant les vêtements d'une main, Sartoris appuya l'autre sur la rampe et sauta par-dessus.

Le caporal fit un bond de côté. Sartoris l'effleura en sautant et alla s'étaler contre le mur dans lequel sa tête donna de nouveau avec un bruit creux. Au moment où il se relevait et se retournait, le caporal lui décocha un coup de pied dans le derrière. Il lui lança un second coup de pied. Sartoris le fit tomber par terre, où l'homme resta étendu sur le dos dans sa lourde capote, essayant de trouver sa poche tout en s'efforçant d'atteindre Sartoris dans le bas-ventre du bout de son soulier. Puis le caporal dégagea sa main et tira à bout portant sur Sartoris avec son pistolet à canon court.

Sartoris sauta sur lui avant qu'il pût tirer une seconde fois, écrasant sous son pied la main qui tenait le pistolet. Sartoris me raconta qu'il croyait sentir à travers sa semelle les os de cette main. Le caporal se mit à hurler comme une femme derrière ses moustaches de brigand. C'était ce qu'il y avait de bouffon, dit Sartoris, ce bruit qui sortait d'une paire de moustaches comme celle d'un pirate dans une opérette de

Gilbert et Sullivan. Il fit taire le caporal en le maintenant d'une main, tandis que, de l'autre, il lui martelait le menton jusqu'à ce qu'il cessât de crier. La vieille se balançait toujours sous son tablier amidonné. « Comme si elle s'était endimanchée, dit Sartoris, pour se tenir prête à être dévalisée et violentée. »

Sartoris ramassa les vêtements. Dans la salle de café, il but une nouvelle rasade à la bouteille en se regardant dans la glace. Il remarqua que sa bouche saignait. Il ne savait pas, dit-il, s'il s'était mordu la langue en sautant par-dessus la rampe de l'escalier ou s'il s'était coupé la lèvre en buvant à la bouteille au goulot cassé. Il vida la bouteille et la jeta par terre.

Il n'avait pas idée, dit-il, de ce qu'il allait faire ensuite. Il n'aurait même pas su dire, par la suite, à quel moment il avait tiré de la voiture d'ambulance le conducteur ivre-mort pour le revêtir du pantalon, du bonnet de police et de la tunique à rubans du capitaine Spoomer — l'opération faite et replacer l'homme dans la voiture.

Il se souvenait d'avoir vu derrière le comptoir un encrier poussiéreux. Il chercha et trouva dans la poche de sa combinaison un bout de papier, la note qu'un tailleur de Londres lui avait envoyée il y avait huit mois, et, appuyé sur le comptoir, il écrivit au dos de la facture le nom, le numéro d'escadrille et la désignation de l'aérodrome de Spoomer; il mit le papier dans la poche de la tunique, au-dessous des décorations et de l'aile, et reconduisit la voiture à l'endroit où il avait laissé son avion.

Il y avait un bataillon d'Anzacs au repos dans le fossé qui bordait la route. Sartoris laissa près d'eux l'ambulance et son passager endormi. Quatre des Anzacs l'aidèrent à lancer le moteur et tinrent les ailes de l'avion pour faciliter son départ sur cette aire exiguë.

Alors Sartoris retourna aux premières lignes. Il ne se rappelait plus du tout y être allé, me raconta-t-il. La dernière chose dont il se souvînt c'était la vieille femme dans le champ au-dessous de lui, et puis, soudain, il se trouva au beau milieu d'un tir de barrage, assez bas pour sentir l'air ébranlé entre le sol et ses ailes et pour distinguer les visages des soldats.

Il ne savait pas, dit-il quelles troupes c'étaient, si c'étaient les leurs ou les nôtres, mais il ne leur fit aucun mal. « Car je n'ai jamais entendu dire qu'un homme à terre ait été blessé par un avion, ajouta-t-il. Si, pourtant, je me trompe. Il y avait un fermier, là-bas où j'étais, au Canada, qui était en train de labourer au milieu d'un champ de plus de quatre cents hectares, et un cadet est venu lui tomber sur la tête. »

Puis Sartoris rentra. On me raconta à l'aérodrome qu'il vola entre deux hangars, d'un vol lent, si lent qu'on pouvait apercevoir les valves des deux roues, qu'il traversa l'aérodrome en roulant et décolla de nouveau. Il monta verticalement jusqu'à l'arrêt du moteur, me dit le sergent armurier, puis reprit son vol en maintenant le Camel sens dessus dessous. « Il regardait le chien, ajouta le sergent. La bête était de retour depuis une heure environ et se trouvait alors derrière le réfectoire des soldats en train de fouiller dans la boîte à ordures. » Sartoris plongea vers le chien, puis exécuta une double boucle ascendante d'où il ressortit sur une aile et toujours sens dessus dessous. Alors, me dit le sergent, comme il n'avait probablement pas réglé l'admission d'air, à une centaine de pieds de hauteur, le moteur cafouilla et, toujours sens dessus dessous, Sartoris coupa la tête des deux peupliers qui restaient.

On accourut, raconta le sergent, vers le nuage de poussière, vers la masse informe de bois et de fils de fer. Avant qu'on fût rendu, le chien survint en trottant de derrière le réfectoire des soldats. Ce fut lui qui arriva le premier, et on aperçut Sartoris à quatre pattes en train de vomir sous l'œil attentif du chien. Puis celui-ci s'approcha, tandis que Sartoris se relevait, reprenait son équilibre et envoyait au chien un coup de pied mal assuré, mais plein de fureur et de conviction.

VI

Le major Anzac renvoya à l'aérodrome le conducteur de l'ambulance revêtu de l'uniforme de Spoomer. On le fourra au lit, où il dormait encore lorsque le général de brigade et le commandant du groupe d'aviation survinrent, cet après-midi-là. Ils étaient toujours là quand une charrette à bestiaux entra dans l'aérodrome et s'arrêta, avec, assis sur une cage

en fil de fer remplie de poulets, Spoomer affublé d'une jupe de femme et d'un fichu tricoté. Le lendemain, Spoomer retournait en Angleterre. Nous apprîmes qu'il allait être nommé colonel à titre temporaire à l'école d'aviation.

— En tous cas, ça plaira au chien, dis-je.

— Le chien? demanda Sartoris.

— La nourriture y est meilleure qu'ici, repris-je.

— Ah! fit Sartoris.

On l'avait rétrogradé au rang de sous-lieutenant pour avoir manqué à ses devoirs en pénétrant dans une zone interdite avec un appareil appartenant au Gouvernement et l'avoir abandonné sans surveillance, et on l'avait affecté à une autre escadrille, celle que même les gens de l'aviation appelaient la Blanchisserie.

C'était la veille de son départ. Il n'avait plus du tout de dents sur le devant, à présent, et il s'excusa de sa façon de parler, lui qui n'avait jamais, en vérité, su parler quand il les possédait toutes.

— Ce qui me fait rigoler, dit-il, c'est qu'on m'envoie encore dans une escadrille de Camels. Il y a de quoi rigoler.

— Pourquoi donc? demandai-je.

— Oh! je sais les conduire. Je suis capable de me tenir assis dedans, de manier la mitrailleuse et de redresser les ailes de temps à autre. Mais je ne sais pas ce qui s'appelle piloter un Camel. Pour atterrir avec un Camel, il faut régler l'admission d'air et piquer droit vers le sol. Puis on compte jusqu'à dix, et, si on n'a pas encore tout bousillé, on redresse l'appareil. Et si on est capable de se lever de son siège et de s'en aller sur ses pattes, on a fait un bel atterrissage. Et si on peut encore se servir de son zinc, on est un ás. Mais ce n'est pas ça qui est rigolo.

— Ce n'est pas quoi?

— Les Camels. Ce qui me fait rigoler, c'est qu'il s'agit d'une escadrille de vols de nuit. J'imagine qu'on s'en va tous en ville et qu'on ne revient que le soir pour voler. C'est dans une escadrille de vols de nuit qu'on m'envoie. C'est ça qui me fait rigoler.

— J'en ferais volontiers autant, dis-je. N'êtes-vous pas capable de vous tirer d'affaire?

— Bien sûr. Je peux régler cette soupape comme il faut et atterrir sans casser du bois, sans piquer du nez dans le sol et faire exploser les fusées des ailes. Je peux faire tout cela. Je n'aurai qu'à rester en l'air toute la nuit, à tirer les fusées et à redescendre après le lever du soleil. C'est pour ça que ça me fait rigoler, voyez-vous. Je ne sais pas piloter un Camel, même le jour. Et ils ne s'en doutent pas.

— Eh bien ! en tous les cas, vous avez fait mieux que vous ne l'aviez promis, lui dis-je. Vous avez expulsé Spoomer du continent européen.

— Oui, répondit-il. Et il y a de quoi rigoler. Le voilà qui doit retourner en Angleterre, d'où tous les hommes sont partis. Toutes les femmes et pas un homme entre quatorze et quatre-vingts ans pour l'aider. Il y a de quoi rigoler.

VIII

Lorsque vint le mois de juillet, j'étais toujours au bureau du groupe d'aviation, essayant de m'habituer à ma jambe artificielle en m'asseyant derrière une table pourvue d'un coupe-papier, d'un pot de colle et d'une bouteille d'encre rouge et encombrée des minces et légères enveloppes, les unes propres, les autres crasseuses, qui s'y abattaient par fournées périodiques — enveloppes portant l'adresse de villes, de hameaux, et parfois de moins que des hameaux, disséminés à travers toute l'Angleterre — lorsqu'un jour j'en découvris deux adressées à la même personne en Amérique : une lettre et un paquet. Je pris d'abord la lettre. Elle ne portait aucune indication de lieu, ni de date.

Chère tante Jenny, [1]

Oui, j'ai bien reçu les chaussettes qu'Elnora m'a tricotées. Elles vont très bien, car je les ai données à mon ordonnance, qui dit qu'elles vont très bien. Oui, je me trouve mieux ici que là-bas où j'étais. Ce sont de braves types ici, sauf qu'il y a ces sacrés Camels. Je vais régulièrement à l'église ; on n'a pas

1. Tante Jenny, Elnora, Isom et le grand-père sont des personnages du roman de William Faulkner, *Sartoris*, traduit par R. N. Raimbault et Henri Delgove, éditions de la N. R. F.

toujours d'office. Habituellement, j'ai pas mal de boulot le dimanche, mais j'y vais assez souvent tout de même. Dis merci à Elnora pour les chaussettes, elles vont très bien, mais il vaut peut-être mieux ne pas lui dire que je les ai données à un autre. Dis bonjour à Isom et aux autres nègres et dis à grand-père que j'ai bien reçu l'argent, mais que la guerre coûte bougrement cher.

Johnny.

Mais, après tout, ce ne sont pas les malbrough qui font les guerres. Il faut sans doute trop de mots pour faire la guerre. C'est probablement pour cela.

Le paquet, de même que la lettre, était adressé à madame Virginie Sartoris, Jefferson, Mississipi, U.S.A. Je me demandai ce que diable il pouvait bien avoir eu l'idée de lui envoyer. Je ne me le représentais pas choisissant un cadeau pour une femme habitant un pays étranger, ni capable de découvrir une de ces bagatelles que certains hommes savent dénicher avec une sorte de flair infaillible. Son cadeau à lui, s'il avait eu l'idée de lui envoyer quelque chose, ne pouvait être qu'un morceau d'arbre de moteur ou une poignée de clavettes échappées à la destruction d'un avion boche. J'ouvris donc le paquet et m'attardai à en regarder le contenu.

Ce contenu consistait en une enveloppe avec une adresse, quelques papiers aux coins usés, une montre-bracelet dont un liquide noirâtre avait raidi la courroie en séchant, une paire de lunettes d'aviateur dont l'un des verres manquait, une boucle de ceinture en argent avec des initiales. C'était tout.

Ainsi, il n'était pas nécessaire que je lise la lettre. Je n'avais pas à regarder le contenu du paquet, mais je tenais à le faire. Je pouvais me dispenser de lire la lettre, mais ce fut plus fort que moi.

N° Escadrille R.A.F., France,
5 juillet 1918.

Chère madame,

J'ai le regret de vous informer que votre fils a été tué hier matin. Il a été abattu en accomplissant son devoir au-dessus des lignes ennemies. Il n'y eut de sa part ni négligence, ni maladresse. C'était un excellent pilote. Les avions ennemis étaient

supérieurs à celui de votre fils en nombre, en altitude et en vitesse. C'est à quoi il faut imputer notre malchance et non au Gouvernement, qui nous donnerait de meilleurs appareils s'il en possédait. Mais cela ne saurait être une consolation pour vous. L'un des nôtres, M. R. Kyerling, qui se trouvait à mille pieds plus bas, ne put monter jusqu'à votre fils, car celui-ci avait passé beaucoup de temps la semaine dernière dans le hangar et il avait un moteur neuf à son appareil. L'avion prit feu en dix secondes, a déclaré M. Kyerling, et votre fils sauta de son appareil, qui continua de glisser tranquillement de côté jusqu'à ce que, les avions ennemis, s'étant mis à mitrailler le stabilisateur et les commandes, il eût commencé à tomber en vrille. Je suis navré d'avoir à vous transmettre ces tristes nouvelles. Vous trouverez peut-être quelque réconfort dans la pensée que votre fils a été enterré avec l'assistance d'un pasteur. Ses autres effets vous seront envoyés ultérieurement.

Veuillez agréer, madame, etc...

C. Kaye, major.

Il a été enterré dans le cimetière situé exactement au nord de Saint-Vaast. Nous espérons, en effet, qu'il ne sera plus bombarde et qu'il sera bientôt utilisé par notre pasteur.

Les autres papiers étaient des lettres de son arrière-grand' tante, peu nombreuses et courtes. Je ne sais pourquoi il les avait conservées. Mais le fait était là. Peut-être simplement les avait-il oubliées, comme il avait oublié la note du tailleur de Londres qu'il avait retrouvée dans la poche de sa combinaison, à Amiens...

... ne t'occupe pas de ces femmes étrangères. J'ai moi-même vécu pendant une guerre et je sais comment se conduisent les femmes en temps de guerre, même avec les Yankees. Et un satané vaurien comme toi...

Et ceci :

... nous pensons qu'il commence à être temps que tu reviennes à la maison. Ton grand-père se fait vieux et il paraît qu'on n'en finira jamais de se battre par là-bas. Reviens donc. Les Yankees sont là-bas maintenant. Qu'ils se battent si ça leur fait plaisir. C'est leur guerre. Ce n'est pas la nôtre.

Et c'est tout. C'est cela. Le courage, la témérité, qu'on lui donne le nom qu'on voudra, c'est l'éclair, l'instant sublime, et puis, clic ! de nouveau les ténèbres, comme avant. La raison ? C'est qu'il est trop violent pour être un état continu. Et s'il l'était, ce ne serait pas un éclair, une illumination. Et c'est pourquoi, parce qu'il est instantané, il ne peut durer et se prolonger que sur le papier : une image, quelques mots écrits qu'une allumette, flamme minuscule et innocente qu'un enfant même a le pouvoir de faire jaillir, peut détruire en un instant. Un fétu de bois, d'un pouce de long, avec du soufre à un bout, est plus long que le souvenir ou la douleur ; une flamme pas plus large qu'une pièce de deux sous est plus forte que le courage ou le désespoir.

WILLIAM FAULKNER

(Traduction de R.N. RAIMBAULT et CH. P. VORCE)

L'ENFANCE DES BRONTË

Le Révérend Patrick Brontë naquit à Lisnacreery, Drumballyroney, Country Down (Irlande) en 1777, d'une famille de paysans très pauvres qui comptait neuf autres enfants. Son père, Hugh, était un célèbre conteur d'histoires. Intelligent et énergique, Patrick parvint à s'instruire. Encore adolescent, il s'était imposé de ne dormir jamais que six heures afin de pouvoir travailler davantage. Bientôt il devint maître d'école dans un village, ensuite dans un autre, et son pasteur lui confia l'éducation de ses enfants. Puis, ayant mis de côté quelques économies, à vingt-cinq ans il passa la mer et entra à Saint-John College, à Cambridge, où il apporta le même acharnement à apprendre.

Sur les registres du collège, son nom qui, en Irlande, s'écrivait probablement Brunty, s'orthographie Branty. Peut-être, comme Clement Shorter l'a suggéré, le jeune Irlandais s'appela-t-il de lui-même Brontë d'après un titre qui venait d'être conféré à Nelson, l'idole de la nation. Ou bien aurait-il imité, dans ces deux syllabes, le mot grec qui signifie tonnerre ? On change aisément de nom en Angleterre.

Après quatre ans d'études, il obtint son diplôme de *bachelor of arts*. Ensuite, ayant reçu les ordres dans l'Église anglicane, il fut nommé pasteur de la petite paroisse de Weatherfield, dans l'Essex, d'où il passa à la cure de Dewsbury, puis à celle de Hartshead, toutes deux dans le Yorkshire.

A Weatherfield, il s'était épris, mais en vain, de Mary

Burder, nièce de la personne chez qui il logeait. La famille s'opposa au mariage. A Hartshead, il rencontra Maria Branwell, native de Penzance, en Cornouailles : elle faisait un séjour chez un oncle, Mr John Fennell, qui était un prédicateur méthodiste. Ils se plurent et s'épousèrent en décembre 1812. Le même jour Jane Fennell, cousine de Maria, épousa un autre pasteur, Mr Morgan, qui était l'ami de Patrick.

Cinq ans plus tard, le ménage Brontë, auquel deux filles, Maria et Elizabeth, étaient nées, fut transféré à Thornton, où naquit Charlotte, le 21 avril 1816. Puis en 1817, Patrick que les époux appelèrent aussi Branwell, vint au monde. Ensuite ce fut le tour d'Emily, en 1818, et d'Anne en 1819.

Enfin, le 25 février 1820, la famille Brontë s'installa, et pour toujours, au presbytère de Haworth. C'est là que, serrés les uns contre les autres, inconnus du monde mais se suffisant à eux-mêmes, ils écouleront leurs vies monotones et difficiles. C'est là que tous, sauf Anne, ils mourront.

Mrs Brontë disparaîtra la première, à l'automne de 1821. Ses six enfants, aux naissances rapprochées, l'avaient épuisée. Elle supportait mal le dur climat du nord et mal aussi la solitude austère de Haworth. Le ton péremptoire, l'absolutisme de son mari l'effrayaient. Elle venait d'un pays plus chaud, aux mœurs amènes, cette Cornouaille légendaire et wesleyenne, où la piété est mystique. Douce, modeste et bonne, d'une réelle élévation d'esprit, elle appartenait à une famille cultivée, où l'on aimait à recevoir des amis et à briller dans la conversation. Elle a laissé parmi ses papiers un petit mémoire de caractère religieux qui témoigne de ses préoccupations spirituelles. Les lettres qu'elle a adressées à son fiancé et que celui-ci, devenu un vieux monsieur, fit lire à sa fille aînée, sont d'une délicatesse et d'une grâce touchantes. Ses enfants conservèrent d'elle une tendre image, le souvenir d'un être trop fragile pour cette terre et ses devoirs. Un cancer l'emporta en quelques mois après de cruelles souffrances.

Mr Brontë ne s'en consola jamais. « Ma chère femme était morte, enterrée, disparue, elle me manquait à chaque instant, son souvenir était tout le temps ravivé par l'innocent, mais affligeant babillage de mes petits. » Comme la plupart des natures renfermées, trop maîtresses d'elles-mêmes, il ne savait

pas souffrir. Il avait soigné sa femme avec un dévouement taciturne, une fermeté qui n'acceptait aucune consolation humaine. Quand elle se fut en allée, il se raidit, il s'enferma dans sa chambre. Il décida de toujours dîner seul. Ou bien il sortait sans rien dire, partait pour des promenades interminables afin de tuer sa tristesse à force de fatigue.

Toute son existence il se contraignit et sut aussi contraindre les autres. On a raconté, mais le fait est controuvé, que. du vivant de sa femme, il avait déchiré en petits morceaux une robe de soie dont elle aurait pu tirer vanité. Par crainte morbide du feu, il interdit de mettre des rideaux aux fenêtres du presbytère. Par rigueur ascétique il interdit aussi les tapis, sauf au salon. Sa courtoisie était extrême, mais distante. Entier dans ses croyances, inflexible dans ses décisions, strictement attaché à ses devoirs, d'une irritabilité qu'expliquent sa maladie d'estomac et son nervosisme, il fut un veuf inconsolable, un solitaire morose, un stoïcien intrépide.

Cet homme de haute stature, à la belle tête de chef, d'un réel courage physique, avait, quoique ecclésiastique, une tournure d'esprit combattive et le goût de la discipline militaire. A Cambridge, il s'était enrôlé dans la milice des étudiants et faisait ponctuellement l'exercice. Plus tard, dans ses diverses paroisses, il suivit avec ardeur les émeutes ouvrières ainsi que les échauffourées suscitées par les *dissenters*. En bon Irlandais amateur de rixes, il ne pouvait se tenir de s'exposer au premier rang. Un jour il se jeta à l'eau et sauva un petit garçon qui se noyait. Une autre fois, il prit l'initiative d'une pétition afin de faire remettre en liberté un homme injustement condamné.

Ses souvenirs de bagarres partisanes enchanteront ses enfants. Il aimera aussi leur raconter des histoires terrifiantes qu'il tenait de vieilles gens de la paroisse, drames étranges et cruels qui s'étaient passés dans des demeures écartées, loin des villages, entre personnes maniaques. Souvent aussi il évoquera sa contrée natale, là-bas, de l'autre côté de la mer, peuplée de spectres, de sorcières, de farfadets, et où des puits magiques s'ouvrent entre des maisons hantées.

Et ce ministre de Dieu commentera avec ses enfants la Bible et ses grandeurs. Il leur enseignera l'adoration de

l'Éternel, et que le bien et le mal ne se confondent pas. Son activité pastorale leur fera connaître la réalité humaine, l'humble et pourtant pathétique réalité des ouailles de Haworth. Vivre au centre d'une paroisse, quelle école pour de futures romancières !

Comme ses filles, Mr Brontë a composé des livres. Et pas seulement des recueils de sermons, ainsi que le faisaient volontiers ses confrères, mais aussi, en 1811 et en 1813, des recueils de poèmes — *Cottage Poems* et *The rural minstrel* — et même deux insipides romans, *The Cottage in the wood*, en 1815, et, en 1816, *The Maid of Killarney*. Il avait eu des ambitions littéraires et sans doute leur insuccès l'a-t-il peiné. Après la mort de sa femme, toutefois, il ne publiera plus rien. Les critiques anglais assurent qu'il ne faut pas le regretter.

C'est peut-être parce qu'il n'était jamais parvenu à s'exprimer à fond, à dériver ses aspirations et ses anxiétés dans une œuvre imaginaire, que sa froideur apparente et ses longs silences faisaient place parfois à de soudains éclats. Cédant soit à une poussée de fantaisie trop longtemps comprimée, soit à un dérèglement des nerfs, il se livrait alors à des sorties surprenantes. Un jour, pendant une des couches de Mrs Brontë, il prit, dit-on, une scie et scia toutes les chaises de sa chambre, sans répondre un mot aux reproches de sa femme. Au dire d'une servante renvoyée et dont le témoignage est sujet à caution, il lui arrivait, dans des accès de fureur muette, de tirer en l'air des coups de pistolet. Peut-être ne faisait-il que décharger l'arme qui, depuis les émeutes de naguère, ne le quittait jamais. Mais le goût d'être armé, le plaisir de la détonation sont significatifs.

Certains biographes à la recherche du pittoresque, ou incapables de replacer un personnage dans sa perspective historique, ont dépeint le Révérend Brontë comme un toqué et un despote, ce qui est fort injuste. Il faut se représenter qu'à cette époque les gens qui habitaient au fond de campagnes perdues, privés d'informations, de contacts avec autrui, de divertissements, développaient fatalement les singularités de leur caractère. Du temps de Mr Brontë et dans son pays, il était normal qu'un chef de famille, qu'un clergyman fût dis-

tant et autoritaire. Si l'on tient compte chez lui des exigences d'une vocation austère et des conditions difficiles de sa vie, si l'on observe avec quelle courageuse dignité il a supporté les deuils, la solitude, la gêne, l'obscurité, on conclut à la noblesse de cet original.

D'autre part, il a pris beaucoup d'intérêt à ses enfants, dès qu'il eut constaté leurs natures exceptionnelles. Il s'est occupé à les instruire, à développer leurs facultés imaginatives et leurs dons d'expression : il leur faisait rédiger le lendemain les contes qu'il leur disait à la veillée. Il s'est enorgueilli d'eux, il a cru au génie de Branwell et sa fin misérable l'a déchiré. Il les a aidés dans la mesure de ses moyens, il a compati à leurs revers ; cet auteur de quatre ouvrages illisibles s'est réjoui, sans la moindre envie, de la célébrité de Charlotte. Et cependant *Jane Eyre* aurait pu le choquer, comme elle a choqué la plupart des clergymen anglais, et *Wuthering Heights* le laisser interdit.

Il a transmis aux siens, avec le sens du surnaturel, avec le souci des plus hauts intérêts de l'âme, avec le goût de raconter des histoires, une profonde disposition à l'angoisse, une tendance à la violence passionnelle, à la brutalité dramatique, une tournure intransigeante du caractère, une mythomanie enfin qu'il tenait sans doute lui-même de ses ancêtres.

*
* *

Pendant la maladie de Mrs Brontë, une de ses sœurs, miss Branwell, vint de Penzance aider à la soigner. Après sa mort, elle s'installa définitivement à Haworth afin de diriger la maison. Elle le fit en souvenir de la défunte, par commisération pour les survivants, pour les petits surtout, et par sentiment du devoir. Mais non sans mélancolie. Déjà mûre, elle souffrit d'abandonner son milieu, ses aises, pour ce pays retiré, cette étroite et inconfortable demeure, ce noir climat. Comme Mr Brontë elle s'enfermait dans sa chambre, laissant les enfants à eux-mêmes. Plus tard elle prendra ses repas au lit.

Toujours vêtue de soie malgré la désapprobation de son beau-frère — elle seule osait le contredire — elle portait de vastes bonnets qui laissaient échapper quelques fausses

boucles. Elle était chaussée de sandales de bois, car le dallage du presbytère, disait-elle, lui donnait froid aux pieds, et l'on entendait souvent à travers la maison le tap-tap de son va-et-vient. Elle prisait en prenant son tabac dans une petite boîte en or, et elle en offrait, amusée de leur étonnement, aux rares visiteurs qui s'aventuraient jusqu'à Haworth.

Elle enseigna à ses nièces les bonnes manières et comment tenir le ménage, coudre et repasser. Elle les aida à l'occasion de son argent. Ses préférés étaient Anne qui, par sa douceur, lui rappelait sa sœur disparue, et Branwell, parce qu'il était un garçon. Parfois, pour essayer de consoler sa nostalgie, elle évoquait avec des soupirs sa jeunesse heureuse. Ou bien elle racontait des légendes de sa Cornouaille natale, pays des chevaliers fidèles et des belles jeunes filles, des fées qui dansent en rond sur l'herbe et des châteaux qui dominent la mer.

*
* *

Les cinq petites filles et leur frère ressentaient le plus profond respect pour ces deux grandes personnes en noir qui les traitaient avec autorité, leur inculquaient d'indiscutables principes, les groupaient chaque matin, chaque soir, pour des prières en commun, et ne se mêlaient jamais à leurs jeux.

C'étaient des enfants pâles, malingres, sérieux et pensifs. Le père, par économie, et aussi pour les dresser à l'abstinence, les faisait se nourrir surtout de pudding au lait et de pommes de terre bouillies. Jamais de gâteaux. Ils possédaient fort peu de jouets, ils ne connaissaient pas d'autres enfants. Habitués, depuis la maladie de leur mère, à parler bas, ils savaient qu'il ne fallait pas faire de bruit dans la maison, ne pas déranger ce pauvre papa, si triste, ni leur bonne tante.

Mais, malgré cette apparence docile, c'étaient des enfants incroyablement précoces, d'une vivacité d'esprit, d'une curiosité intellectuelle très au-dessus de leur âge. A cinq ou six ans, Charlotte s'était échappée des bras d'une dame qui voulait l'asseoir sur ses genoux, en s'écriant : « Je ne suis plus une petite fille. » Chez chacun d'eux brûlait une imagination puissante, insatiable, multiforme, sans cesse en mouvement, qui transfigurait leur entourage et les alimentait en diver-

tissements. Cette perpétuelle fermentation intérieure fera dire plus tard à une amie moqueuse que les petits Brontë, enfermés à Haworth, ressemblaient à des pommes de terre en train de germer dans une cave.

Lire était leur passion, et ils s'échauffaient ensemble sur ce qu'ils avaient appris. Annibal, Napoléon qu'ils appelaient Bonaparte, Wellington surtout, revenaient à chaque instant dans leurs conversations. Leur père ne leur permettait pas les livres d'images, les ouvrages spécialement écrits à l'intention des enfants, mais sa bibliothèque leur fournissait les œuvres de Shakespeare, d'Addison, de Southey et de Walter Scott, et aussi le *Voyage du pèlerin*, ainsi qu'une quantité de publications religieuses. Ils s'emparaient en cachette des journaux qui arrivaient au presbytère. Le *Blackwood's Magazine* — « le meilleur périodique qui soit », disait Charlotte, âgée de neuf ans — *John Bull*, organe de violente polémique réactionnaire, le *Leeds Mercury* qui était libéral, faisaient leurs délices, et ils se forgèrent d'après ces lectures incohérentes une idée dramatique d'un monde qu'ils ignoraient totalement. Ils s'enthousiasmèrent pour la politique. Professant des opinions très conservatrices, ils suivaient les débats du Parlement et discutaient sans fin sur les luttes des partis, le *Reform Bill* et la question catholique. Robert Peel leur inspirait de la méfiance parce qu'il agissait par opportunisme, non par principes. L'Église d'Angleterre comptait peu de défenseurs aussi zélés, acharnés contre les dissidents et, bien entendu, contre les papistes. Vue d'aussi loin, la vie leur apparaissait sous l'angle du combat loyal, du dévouement chevaleresque. Il leur fallait respirer une atmosphère héroïque.

Ainsi réduits à eux-mêmes, discutant de leurs livres, inventant des histoires — ils avaient déjà écrit trois pièces de théâtre — qu'ils transcrivaient avec application sur des bouts de papier, s'enflammant à voix basse pour de belles causes, ces six petits êtres vivaient à moitié dans la réalité quotidienne, à moitié dans des fictions extraordinaires, à la fois innocents et doubles, sages et forcenés.

Leur père finit par s'en apercevoir. Frappé de leur intelligence — il s'entretenait avec Marie des événements du jour « avec autant de plaisir et de liberté » que si elle eût été une

grande personne, — intrigué par leurs bavardages chuchotés et leurs paperasseries, conscient d'autre part, qu'il les intimidait, il lui vint un jour une idée de poète et de connaisseur d'âmes. Il les réunit dans son cabinet et il leur tendit un masque de carton que chacun appliquerait sur sa propre figure afin de répondre plus librement aux questions qu'il allait leur poser.

D'abord il se tourna vers Anne, qui avait quatre ans, et lui demanda ce qu'elle désirait le plus au monde.

— Avoir de l'âge et de l'expérience.

Ensuite il pria Emily de lui dire comment agir avec Branwell qui se montrait parfois désobéissant.

— Le raisonner d'abord et, s'il ne veut rien savoir, lui donner le fouet.

Il interrogea Branwell sur la manière de distinguer l'intelligence des hommes et celle des femmes. La voix derrière le masque proféra :

— En comparant leurs différences corporelles.

Passant à Charlotte, il lui demanda quel était le plus beau livre du monde. Le masque répondit :

— La Bible.

— Et après la Bible?

— Le Livre de la nature.

Quant aux deux aînées, elles assurèrent, l'une que la meilleure éducation pour les femmes était celle qui leur enseignait à bien tenir leur maison, et l'autre que la meilleure façon d'employer son temps était de se préparer à une éternité heureuse. Cette dernière réponse, venue de Maria, âgée de dix ans, la fait croire étrangement avertie de son proche destin.

Il est vraisemblable qu'après un tel interrogatoire, le père de ces petites créatures exceptionnelles dut se sentir à la fois satisfait et troublé.

Cependant il ne faudrait pas se représenter les enfants Brontë comme de purs cerveaux, en proie à une surexcitation continuelle. C'étaient aussi des enfants en tablier, aux mains rouges, obéissants et appliqués. Levés à six ou sept heures, ils apprenaient en ânonnant la grammaire et l'arithmétique. Et, en plus de leurs devoirs et de leurs leçons, ils étaient astreints à balayer leurs chambres, à faire leurs lits, à laver la vaisselle.

Charlotte était fière de savoir très bien coudre, et Emily de savoir très bien repasser. Quand elles seront adultes, elles continueront de tenir en ordre la maison, de repriser le linge et de faire la cuisine. Elles abandonneront le manuscrit en train — *Jane Eyre* ou *Wuthering Heights* — pour tailler des chemises ou aller cueillir des groseilles dans le jardin. Car ces natures de génie étaient aussi les filles d'un pasteur pauvre.

La grande amie de leur enfance fut la servante Tabby (Tabitha Aykroyd), une robuste fille du village, bourrue et dévouée, qui avait succédé à Nancy et Sarah Garrs et qui resta trente ans à leur service. Plus tard on lui adjoindra une autre servante plus jeune, Martha. Comme toutes les grandes personnes autour d'eux, Tabby racontait aux petits Brontë des histoires, en patois celles-là, où il était surtout question des fées qui avaient hanté les landes du Yorkshire avant de disparaître devant le vacarme des fabriques. Ils adoraient la rejoindre à la cuisine pour écouter ses propos, la taquiner, subir parfois ses rebuffades, l'associer à leurs jeux, et sentir qu'elle les aimait de tout son cœur.

Un soir de novembre, entre autres, comme le vent gémissait autour de la maison, chassant à travers la nuit des rafales de neige, ils s'installèrent devant le feu de Tabby et jouèrent à se choisir une île. Moi, l'île de Man, moi l'île de Wight, moi l'île d'Aran, moi Guernesey. Et nommons des chefs pour chacune. Branwell désigna John Bull, Astley Cooper et Leigh Hunt, Emily choisit Walter Scott et Mr Lockart, Anne lord Bentinck, Michaël Sadler, sir Henry Halford, Charlotte, bien entendu, Wellington, et aussi ses deux fils, lord Charles Wellesley et le marquis de Douro. Elle s'identifiait à ces trois personnages, elle rédigea leurs biographies, s'écriait : « Je suis le duc de Wellington. » Qu'on se représente ces enfants, côte à côte sur un banc de bois, la tête dans les mains, regardant leurs héros favoris surgir des flammes, tandis que Tabby prépare le porridge et hausse doucement les épaules à ces noms impossibles qu'ils vont chercher Dieu sait où.

Puis l'horloge sonna sept heures et la vieille servante les envoya se coucher.

*
* *

Le presbytère d'Haworth existe encore, à peu près tel qu'il était autrefois, et d'innombrables visiteurs s'y rendent en pèlerinage. Malheureusement une piété mal entendue l'a converti en musée. Alors qu'on voudrait, aux lieux mêmes où les Brontë ont vécu, écouter le pas furtif de leurs fantômes, on se trouve dans des salles peintes en clair, illuminées à l'électricité, encombrées de vitrines à documents, que surveille un gardien en uniforme.

Un effort est nécessaire pour imaginer l'aspect, l'odeur du presbytère d'autrefois. C'est un bâtiment rectangulaire très simple et couvert de larges ardoises. Au rez-de-chaussée où l'on accède par un perron de quelques marches, voici le petit vestibule qui donne, à droite, sur le cabinet de Mr Brontë. A gauche, on entre dans le parloir : c'est là que ses enfants ont vécu, écrit, interminablement causé. C'est là, sur un canapé d'acajou, qu'Emily est morte.

Laissant, au fond du vestibule, la cuisine, on monte à l'étage par un étroit escalier de pierre grise. Sur la gauche du palier s'ouvre la chambre de Mr Brontë, où il est mort, où Branwell aussi est mort. Puis vient la *nursery* minuscule, où sont mortes les petites Maria et Elizabeth. A droite la chambre où sont mortes successivement Mrs Brontë, Miss Branwell et Charlotte. De l'autre côté du palier, c'est la chambre où Branwell a si longtemps déliré. Que de tragédies derrière toutes ces portes !

L'existence des Brontë s'est déroulée dans cet espace resserré, à travers ces petites pièces silencieuses et recueillies. « Vous entendez de haut en bas de la maison, écrira Mrs Gaskell, le tic-tac de la pendule de la cuisine ou le bourdonnement d'une mouche au parloir. » Le dallage du rez-de-chaussée, toujours scrupuleusement propre, était saupoudré de sable. Quelques meubles seulement : la table carrée où *Jane Eyre* fut écrite, un piano à la sonorité grêle, des chaises droites de style Adams. Aux murs nus, des rayons chargés de livres. Jusque fort avant dans l'été, brûlaient dans les cheminées de maigres feux de tourbe. On s'éclairait aux chandelles.

Par ses fenêtres à guillotine, le presbytère donne sur un jardin de quelques mètres, où poussent des groseilliers, puis immédiatement sur le cimetière. Les tombes, horizontales ou debout, pressées les unes contre les autres, montent vers la maison, l'entourent, l'assiègent de deux côtés. Impossible d'échapper à sa macabre insistance. Elle a imprégné de mélancolie, d'effroi, l'imagination des enfants qui, jetant leurs premiers regards sur le monde, l'ont contemplé sous cet aspect funèbre.

En contre-bas se dresse l'église bâtie de pierre grise, avec sa tour gothique et carrée. La sonorité des cloches est voisine et familière. La nuit, si l'on ne dormait pas, — et l'insomnie était fréquente au presbytère — on entendait, l'une après l'autre, vibrer les heures. Maison de l'Éternel, vaisseau de prières où, plusieurs fois le dimanche, les Brontë allaient assister aux offices, où leur père prêchait et distribuait les sacrements. Leur vie s'est passée dans l'ombre physique de l'église et dans sa lumière spirituelle.

Plus bas encore, sur la pente de la colline, se trouve le village. Il est de couleur uniformément grise, et même noirâtre. Les maisons, à un seul étage, aux étroites lucarnes, sans volets, sans balcons, couvertes de grandes ardoises plates, alignent des façades nues, inexpressives. Collées les unes aux autres pour se protéger contre le vent chronique, contre la pluie prochaine, elles dévalent comme une coulée de lave le long d'une rue abrupte, inégalement pavée.

Tout le monde, dans la paroisse, respectait Mr Brontë pour son caractère, son autorité et ses chagrins. On saluait ses enfants quand ils descendaient du presbytère au village, se tenant par la main tous les six, et on les regardait de côté : leurs mines graves, intimidées, presque farouches, étonnaient. C'est une famille assez incompréhensible que celle de notre pasteur, pensaient les gens de Haworth.

Autour du village s'étend un pays à demi désert, à peine cultivé, âpre et sombre. Soulevées et arrondies, les crêtes se succèdent jusqu'à l'horizon. Dans les vallons étroits qui les coupent, les fabriques, les forges rougeoient et fument. A quelques milles, c'est Keighley, plus loin Bradford et Leeds. Mais on n'y arrive que par de mauvaises routes, en montées

et en descentes raides où, si l'on est en voiture ou à cheval, il faut mettre pied à terre.

Pays de charbon et de puritanisme, aux longs hivers pesants, sans contact avec le reste du monde. Là, au temps des Brontë, vivaient des tisserands, des carriers, des paysans, également pauvres, rudes et fiers, au dur accent provincial, amateurs de combats de chiens et de longues beuveries, passionnés de revendications sociales comme de controverses religieuses. Anglicans et *dissenters*, patrons et ouvriers s'affrontaient. C'était l'époque où l'invention de nouveaux métiers entraînait un cruel chômage, où l'industriel, longtemps privé de profit par le blocus continental, voulait sa revanche ; l'époque où, dans leur détresse et leur misère, les âmes cherchaient Dieu en dehors d'un formalisme vieilli. Sous ce ciel ingrat, sur cette terre aride, l'homme réclamait les satisfactions de la justice et de la liberté. La révolte était endémique et, aux moindre incident, s'exaspérait.

Mais sur les hauteurs, là où ne parviennent ni les fumées, ni les cris, les *moors* offrent leur mélancolique déroulement. C'est ici le règne du silence et de la solitude. Aucun champ, aucun jardin. De petits murs de pierres sèches découpent en damiers l'étendue. L'herbe courte et fine rappelle les pâturages de montagne. Pas d'arbres ; des buissons hérissés, des ajoncs épineux. Quelques pistes, qui hésitent, se divisent, et semblent n'aller nulle part. Au fond des ravines pleines de fougères s'égouttent des ruisseaux sur de noirs cailloux. Et à perte de vue ondulent les landes désolées.

Personne. Sauf, de loin en loin, un berger taciturne avec des moutons tassés contre le sol. Ou bien un cheval qui galope tout seul, crinière flottante. Parfois, au revers d'une pente surgit une maison grise et revêche, et si bien close sur son secret qu'elle a l'air abandonnée. On peut marcher pendant des heures à travers ces étendues monotones et sommaires. On n'est accompagné que par le vent, qui vous assaille ou vous caresse, vous oblige à la lutte, tête baissée, ou vous soulève. Le vent dont nul ne sait, selon la Bible, ni d'où il vient, ni où il va.

Ce vaste espace, ces ondulations qui portent au loin le regard et la rêverie, ces « longs pays muets », dira Vigny plus tard

pour son compte, ne sont d'aucun temps. Comme aux âges très anciens, la terre y apparaît dans sa nudité essentielle, avec son ossature de pierre, ses granits immobiles, en proie à je ne sais quelle pensée obscure. Ainsi fut-elle, primitive et libre, ainsi durera-t-elle dans son éternité silencieuse, mère des hommes que pourtant elle ignore.

C'est à peine si les saisons la modifient. « Nos collines n'avouent la venue de l'été, expliquera Charlotte, que par leur verdoiement, par les jeunes fougères et la mousse, dans de petits creux. » Et seuls « la brève floraison des bruyères, en août, ou le sourire des crépuscules de juin » atténuent sa « permanente mélancolie ». Indifférente et stérile pour qui ne fait que l'approcher, d'une sévérité accablant quiconque n'entre pas dans son grandiose caractère, telle est la patrie des Brontë.

Si le presbytère de Haworth donne d'un côté sur le cimetière et le village, son autre façade s'ouvre sur la lande, qui commence à son seuil. S'échappant par la porte de derrière, les enfants Brontë vont demander à la nature sauvage leur indépendance. Comme remède aux petitesses quotidiennes, aux difficultés et aux épreuves, ils disposeront toute leur vie de ces régions mystérieuses où personne ne les suit, qui les accueillent et les façonnent, les consolent et les inspirent.

En attendant, pendant des journées entières, ils vagabondent à travers la contrée sans clôtures, sans surveillance, aux retraites cachées, peuplée de bêtes furtives. Ils courent, entraînant leurs chiens derrière eux. Ils s'arrêtent soudain pour observer l'orifice d'un terrier, un nid dans les broussailles, ou bien pour ramasser une pierre. Ils connaissent les plantes, les insectes. Ils écoutent le chant d'une alouette perdue, les appels des vanneaux et des pluviers. Ils regardent passer, très haut, les canards qui émigrent en bandes triangulaires. Et quand ils sont las d'errer, de suivre des traces, de dénicher, ils se couchent dans un creux de terrain, ils contemplent au-dessus de leurs têtes le pâle infini.

Si la lumière, au sud de l'Europe, présente une évidence parfois implacable, si elle modèle les formes, les souligne et les fixe, au nord elle devient une allusion, presque un symbole, elle dissipe et reconstruit, suggère et laisse perplexe.

Dans le ciel du Yorkshire aux incessantes péripéties se déroule un drame continuel d'averses et d'éclaircies, une lutte de la nuée et de la lueur. Presque toute l'année, sauf quand, au cœur de l'été, s'attardent de longs crépuscules, les journées sont brèves. Effacées à regret, les ténèbres renaissent trop vite. D'épais brouillards oppriment le pays ; la pluie en bourrasques le flagelle ; l'hiver, la neige l'ensevelit profondément. Et les fragiles triomphes d'un soleil illusoire sont saisissants comme une apparition.

Autant que le cimetière et l'église, autant que la sauvagerie des *moors*, ce ciel du nord, ciel de combat, plein d'évanouissements et de renaissances, où tout est sans cesse remis en question, perdu et regagné, a contribué, tandis qu'ils étaient étendus dans les bruyères, les yeux tournés vers lui, à imprégner les Brontë par avance d'un sentiment tragique du destin.

*
* *

A la longue, le Révérend Brontë constata que, même avec l'aide de sa belle-sœur, il ne suffisait pas à l'éducation de ses enfants. Il souhaita, selon l'usage anglais, les mettre dans un collège. Mais comment faire avec ses maigres ressources? Il n'avait aucune fortune et sa cure ne lui rapportait guère.

Sur ces entrefaites, il apprit qu'aux environs de Leeds, à Cowan Bridge, venait de s'ouvrir une école destinée aux filles de pasteurs et dont les conditions étaient modiques. Des personnes riches subventionnaient l'institution. En juillet 1824, Mr Brontë se décida à y envoyer ses deux aînées, Maria et Elizabeth, âgées de douze et de dix ans, puis, en septembre, Charlotte qui en avait huit et Emily six. Elles étaient bien jeunes pour quitter déjà le foyer, mais, à cette époque, on ne s'attendrissait pas sur les enfants.

Le promoteur de cette institution dite charitable, William Carus Wilson, homme maigre et dur, la gérait avec la plus stricte économie, jointe à la plus extrême sévérité. Il contrôlait de près les dépenses, épiloguait sur le blanchissage et sur la cuisine. Celle-ci était si mauvaise, si répugnante même, que les malheureuses élèves finissaient par ne plus manger ;

quand un plat était supportable les grandes s'emparaient de la part des petites.

M. Wilson, convaincu qu'elles étaient toutes dévorées par l'orgueil, mettait le sien à les humilier. Riche et important dans le pays, il leur rappelait constamment que leur pauvreté leur interdisait la moindre exigence. Par la rigueur de la discipline et des mortifications, il prétendait leur inculquer la patience, la maîtrise de soi. Elles étaient habillées toutes de même dans d'affreux vêtements, pour les détourner de la coquetterie.

Dès l'automne, le pays se couvrait de brouillards. On ne chauffait pas les dortoirs. Les classes, où le travail commençait avant le jour, étaient froides et obscures. Le dimanche, on menait les élèves à une église distante de deux milles où elles restaient pour un second service dans l'après-midi, claquant des dents. Elles en revenaient par des chemins détrempés, les souliers remplis de neige fondante.

Malgré son grand désir d'apprendre, l'aînée des Brontë, Maria, était devenue la bête noire d'une des maîtresses qui lui reprochait son désordre, sa distraction, et ne perdait pas une occasion de la gronder devant ses compagnes. Elle avait eu la rougeole et la coqueluche avant d'arriver à l'école. Elle s'enrhuma, se mit à tousser. Personne ne se préoccupa de sa pâleur, de son amaigrissement progressif. Personne ne donna de ses nouvelles aux siens. Seulement, comme on faisait boire à ces petites de l'eau malsaine, une épidémie de fièvre typhoïde se déclara, qui atteignit quarante-cinq élèves sur les quatre-vingts que comptait l'école. Alors il fallut bien prévenir les parents.

Mr Brontë vint à Cowan Bridge et, au premier coup d'œil, il s'effraya de voir Maria si épuisée, brûlante de fièvre, les pommettes rouges. Il la ramena en hâte à Haworth, enveloppée de couvertures. Elle crachait le sang. Au bout de quelques jours, la tuberculose l'emporta.

Tout cela a été raconté par Charlotte dans *Jane Eyre*, avec une implacable précision. William Carus Wilson, c'est l'affreux Brocklehurst, « boutonné jusqu'au menton dans sa redingote, l'air plus long, plus étroit, plus rigide que jamais », Brocklehurst et ses sermons hypocrites, sa totale méconnais-

sance d'autrui, son besoin d'écraser le faible en invoquant son salut éternel. Voici les pièces basses où l'on grelotte dans la demi-obscurité et où s'écoulent, sous de sévères surveillances d'interminables heures d'étude, voici « le porridge toujours brûlé, ce qui est presque aussi mauvais que des pommes de terre pourries », les ragoûts de viande coriace, les dîners d'un verre d'eau et d'une petite tranche de gâteau d'avoine. Et sur cette tribu d'enfants terrorisés et transis, perdus dans un bas-fond écarté, c'est un vent glacé qui souffle, ce sont des brumes mortelles qui s'épaississent.

A la publication de *Jane Eyre*, Lowood fut identifié et le scandale éclata. Une enquête fut ouverte, on écarta Mr Wilson de la direction, on transféra l'école dans un lieu plus sain. Certaines personnes, d'ailleurs, assurèrent que l'auteur avait beaucoup exagéré. Il est exact qu'à cette date, ces sévérités, cette ignorance de l'hygiène étaient courantes et, en fait, il semble, d'après de nombreuses attestations, que Wilson, déshonoré devant la postérité, n'était pas un si méchant homme.

La bonne foi de Charlotte, cependant, ne prête pas à la discussion. En forçant la note, elle a voulu donner un aspect pathétique à l'enfance de son héroïne : c'est bien le moins qu'une romancière de cette taille puisse nuancer ses souvenirs. Mais elle a également obéi à un trait de son caractère qui vaut d'être noté. Jamais elle ne s'est entendue avec ses maîtres — sauf M. Héger — ni avec les personnes qui, plus tard, l'ont employée comme gouvernante. C'était une âme noble, mais âpre et susceptible, aussi vite indignée que vite enthousiaste. Les Brontë ont conscience de leur supériorité, ils sont fiers, au risque d'être injustes, surtout quand le sort les plie à une condition subalterne.

Le ressentiment de Charlotte s'explique aussi par sa douleur d'avoir vu mourir Maria, son aînée si maternelle et si douce. Elle a fait son portrait à Cowan Bridge dans la personne de la petite Hélène Burns. Cette enfant qu'une maîtresse de l'école décrira plus tard « grave, pensive et tranquille », témoignait pour qui se penchait sur elle d'une maturité spirituelle surprenante. Elle vivait en profondeur son humble existence d'écolière, appliquée à ses devoirs, consciente de ses défauts

— elle était négligente, elle manquait de méthode — et cherchant à se corriger. Parfois, elle tombait dans d'absorbantes rêveries qui l'emmenaient ailleurs ; parfois elle prononçait des paroles étranges et mystiques et l'on eût dit que « son âme était sur ses lèvres ». « Son esprit semblait se hâter de vivre en un bref instant, autant que d'autres pendant toute une longue vie. » Atteinte dans sa chair et se sachant perdue, elle affirmait que le corps a beau périr, une étincelle, « un impalpable principe de vie et de pensée » ira rejoindre son Créateur. A travers ses souffrances grandissantes, ses étouffements, elle manifesta une bonté, un consentement total où Charlotte constate la présence même du Christ. Son père disait que, pendant sa maladie, on voyait que Dieu agissait en elle. Quoi de plus saisissant qu'un enfant attiré dans l'au-delà et qui, par l'effet de la souffrance ou d'un choix mystérieux, participe, plus aisément que les adultes, à une réalité transcendante ?

Telle était l'aînée des Brontë. Le portrait n'est pas embelli par dévotion fraternelle. La pure, la délicate Maria n'a fait qu'effleurer cette terre, mais elle est demeurée intacte dans la mémoire de quelques personnes. Elle n'a connu du monde qu'un presbytère mélancolique et une école meurtrière ; comme Charlotte et Emily, peut-être avait-elle du génie. Mais elle a passé, presque invisible.

De sa sœur Elizabeth, nous saurons moins encore. Cette petite silhouette effacée et qui ne bénéficiera d'aucune survie dans un roman fameux, tomba malade à son tour. On la renvoya hâtivement et, à peine eut-elle réintégré Haworth qu'elle mourut, elle aussi, de tuberculose. Alors le père, épouvanté, fit rentrer au plus vite les deux cadettes. On imagine quel choc leur donna cette double catastrophe, survenant après la mort de leur mère, et avec quelle angoisse stupéfaite elles virent enfermer sous une dalle de l'église les dépouilles de leurs sœurs.

Elles ne devaient jamais les oublier. Elles avaient été trop heureuses d'être ensemble, trop pareilles dans leur commune précocité, pour ne pas se sentir les dépositaires de leurs secrets, pour ne pas essayer de ressusciter leur présence.

Quand, âgée de quinze ans, Charlotte se liera avec Ellen

Nussey et Mary Taylor, elle leur parlera tout de suite, pour sceller leur affection en leur confiant son plus cher trésor, de ses deux sœurs mortes. Un jour, très troublée, elle décrivit à Mary un terrible cauchemar de la nuit précédente : elle avait rêvé qu'on la demandait au salon, et c'était Maria et Elizabeth qui l'attendaient... Charlotte interrompit là son récit, assurant sur un ton d'angoisse que c'était tout, mais qu'elle aurait souhaité ne jamais rêver pareille chose. Car, expliqua-t-elle, dans sa vision nocturne *Elles* avaient changé, *Elles* avaient oublié ce qu'*Elles* aimaient de leur vivant... *Elles* n'étaient plus les mêmes...

*
* *

Après la tragique expérience de Cowan Bridge, le problème de l'éducation des enfants se posa de nouveau. Le père s'astreignit à leur enseigner chaque matin l'histoire, les lettres, à les instruire de politique générale. Charlotte et Branwell travaillèrent le dessin et l'aquarelle avec un professeur venu de Leeds, Mr William Robinson, qui avait été l'élève de Lawrence et de Fuseli, mais dont on finit par se séparer parce qu'il manquait, jugeait-on, de principes.

Les survivants des enfants Brontë devaient à leur deuil de se trouver de nouveau réunis et de pouvoir se témoigner une affection qui sera désormais toujours mêlée d'inquiétude. Devenue l'aînée, Charlotte s'occupait de son frère et de ses sœurs avec des soins maternels. Et, repris par leur émulation littéraire, ils recommencèrent à composer des histoires fictives, légendes, poèmes, drames. Pendant plusieurs mois, ils rédigèrent une petite revue, *The young men's magazine*, qui paraissait régulièrement et qu'ils étaient seuls à lire. Père et enfants, les Brontë sont une famille de gens de lettres, par vocation impérative, par profond plaisir de raconter, par besoin de donner une forme à leurs émotions, par manie du papier et de l'encre.

L'humble papetier de Haworth a confié qu'ils dévalisaient ses réserves, au point qu'il devait constamment se réapprovisionner à la ville voisine, sans comprendre ce que ce petit garçon et ces petites filles pouvaient bien en faire. Leurs

manuscrits de cette époque sont des carnets de blanchisseuse ou bien de petites liasses de quelques centimètres de large et de long, cousues avec grand soin, munies de titres et de faux titres. L'écriture en est si serrée, si minuscule, qu'il faut parfois une loupe pour les déchiffrer. Ils imitaient avec soin les caractères d'imprimerie et Charlotte en garda le goût d'écrire parfois en italiques. Leur passion de la typographie était si forte qu'à sept ans déjà, la pauvre Maria accompagnait son père à l'imprimerie de Bradford et, juchée sur un tabouret, lui corrigeait ses épreuves.

En 1830, Charlotte, âgée de quatorze ans, dressa un catalogue de ses propres œuvres. Il comporte deux récits en un volume, quatre contes, des légendes irlandaises en quatre volumes, un drame tiré d'une fable d'Esope, deux recueils de poèmes, etc... En tout vingt-deux ouvrages, parmi lesquels une traduction du premier livre de la *Henriade*, de Voltaire, *Albion and Marina*, *The Adventures of Ernest Alembert*. A partir de 1833, à ce fonds déjà riche viennent s'ajouter, entre autres, *The Green Dwarf*, *The Foundling*, que Charlotte attribue à un certain capitaine Tree, *My Angria and the Angrians*, *The Spell*, *Arthuriana* (qui, comme plusieurs de ces autres textes, a pour auteur supposé lord Charles Wellesley, fils de Wellington), *The secret and Lily Hart*, *Visits in Verdopolis* (deux volumes), *Corner Dishes*, *High life in Verdopolis*, *Richard Cœur de Lion and Blondel*, etc., etc. Branwell, lui aussi, multipliait les poèmes, les biographies, les romans, tous de caractère aventureux, guerrier et signés de noms divers, notamment *Real life in Verdopolis*, *The Pirate*, *The Wool is rising*, *The politics of Verdopolis*, *Letters of an Englishman*. Emily composa un recueil de poèmes, écrits en caractères microscopiques, en 1837-1839, un autre en 1844. Anne fit de même en 1836, en 1838, en 1842, en 1845, en 1846 et en 1848.

Quelle effervescence d'esprit, quelle ardente application leur dictaient ces innombrables pages ! On les voyait assis dans tous les coins de la maison, souvent sur le plancher, ou dans le petit jardin, le long de la haie de cassis, à calligraphier sans répit, suçant un crayon ou leurs doigts tachés d'encre. Et ces récits imaginaires débordaient dans leur existence réelle.

C'est ainsi qu'ils conçurent deux contrées fictives, ravagées par des luttes politiques, des intrigues et des batailles auxquelles ils prenaient part. Ces inventions ont tenu tant de place dans leurs existences et aussi, par influence détournée, dans leurs œuvres, qu'il convient de les préciser.

Elles naquirent d'une boîte de soldats de bois que Mr Brontë rapporta un jour de Leeds pour son fils. Les filles étaient déjà couchées ; le lendemain matin, Branwell alla leur montrer ce cadeau imprévu et elles sautèrent de leurs lits pour le voir de plus près. Charlotte saisit un des soldats, « le plus beau, dit-elle, le plus grand et parfait en tous points », et elle s'écria que c'était le duc de Wellington. Emily en choisit un autre qui avait la mine grave et l'appela *Gravey*. Anne en prit un tout petit, qui lui ressemblait et qui fut le Groom. Celui de Branwell se nomma Bonaparte. Et après les avoir baptisées, ils attribuèrent à ces figurines des caractères, ils leur distribuèrent des rôles.

Bientôt les scénarios se compliquèrent. Les aventures de leurs héros s'imposèrent à eux comme une réalité. Puis, abandonnant les soldats de bois, ils devinrent eux-mêmes les personnages de leurs histoires. Ce qu'ils avaient lu fit foisonner ce qu'ils inventaient. A la manière de poètes primitifs, ils conçurent, ou plutôt ils mimèrent une épopée où des épisodes successifs s'ajoutaient sans fin les uns aux autres.

Il faut distinguer plusieurs états dans cette mythomanie qu'ils entretinrent pendant de longues années et bien au-delà de l'enfance. D'abord, ils créèrent Twelveston, appelée aussi Glasstown, Verrespolis et finalement Verdopolis, magnifique cité bâtie au bord du Niger par douze (*twelve*) Héros qui avaient échoué sur la côte et vaincu les indigènes. Ils avaient été aidés par Talli, Branni, Emmi et Anni, qui ne sont autres que les enfants Brontë. La ville devint la capitale d'un puissant empire, d'une confédération de royaumes appelée Angria ; elle était pleine de palais, elle regorgeait de richesses. Les douze Héros la gouvernaient sous la direction, naturellement, de Wellington. Au duc succéda un personnage prestigieux qui était à la fois lord Wellesley, le marquis de Douro, le duc de Zamorna, le roi d'Angria et l'empereur Adrien. Son jeune frère, Charles Albert Florian Wellesley, rivalisait

avec lui : ce dernier, qui se trouvait être en même temps un enfant, était joué par Charlotte.

Branwell figurait le capitaine John Flower, le vicomte Richton, le comte de Northangerland. Sous ce dernier nom, et également appelé Alexandre Percy, il épouse lady Zenobia Ellington, « la femme la plus brillante et la plus cultivée de Verdopolis, la prima-donna de la Cour angrienne, la moderne Cléopâtre, la madame de Staël verdopolitaine ». Cette grande dame est très jalouse de la simple Marian Hume qui a épousé le marquis de Douro. Elle parvient, en usant de sa belle-fille, Mary Percy, à détourner Douro de Marian qui meurt désespérée.

Douro, à la fois roi et empereur, devient un despote tout-puissant. A ce moment, Branwell semble avoir introduit dans le développement de l'histoire un esprit de violence à laquelle Charlotte se plie docilement. « Je me demande, écrira-t-elle un jour avec inquiétude, si Branwell a réellement tué la duchesse. Est-elle morte, est-elle enterrée? Est-elle seule dans la froide terre pendant cette terrible nuit? » Percy, premier ministre, intrigue contre son souverain, suscite des polémiques dans la presse et au Parlement et, bientôt, déchaîne la révolution. Le pays est mis à feu et à sang, Zamorna emmené en captivité pendant que sa femme se lamente.

Cette épopée fut plus ou moins racontée dans les ouvrages dont Charlotte a dressé un catalogue en 1830. Elle était illustrée de dessins et d'aquarelles. Par exemple, Branwell a fait un portrait de Zamorna, Charlotte a exécuté, à dix ans, une vue de Glasstown d'une délicatesse dans le trait et d'une subtilité de couleur surprenantes.

Cependant il existait un autre Etat fictif, le royaume de Gondal, et celui-ci était l'œuvre d'Emily et d'Anne. Si Angria se situait dans la chaude Afrique, Gondal était une « contrée nordique aux landes couvertes de brouillard et de rosée ». Les deux sœurs rédigèrent ensemble les *Gondal Chronicles* ; elles en parlaient sans cesse entre elles, ajoutant des épisodes, des personnages, et se divertissant à remplir différents rôles. Lors d'un court voyage qu'elles firent plus tard à York et à Bradford, Emily écrivit : « Pendant notre excursion, nous fûmes Ronald Macalgin, Henry Angora,

Juliet Augusteena, Rosabella Esmaldan, Ella et Julian Egremont, Catherine Navarre et Cordelia Fitzaphnold, fuyant les Palais de l'Instruction pour rejoindre les Royalistes qui sont maintenant durement traités par les Républicains victorieux. » Et Anne ajouta : « Les Républicains l'emportent, mais les Royalistes ne sont pas complètement battus. Les jeunes souverains, avec leurs frères et sœurs, sont toujours au Palais de l'Instruction. »

Malheureusement, peu avant leur mort — ou fut-ce Charlotte plus tard ? — Emily et Anne détruisirent ces chroniques qui nous aideraient tant à les déchiffrer. Ce qui reste de Gondal comme de Verdopolis suffit toutefois à montrer l'ampleur de l'imagination chez les Brontë enfants et adolescents : ils ne fabriquaient pas de petits récits sentimentaux et anecdotiques, ils peignaient des fresques tumultueuses où le sort de grands États se trouvait engagé ainsi que les destins de créatures exceptionnelles. A l'histoire, à la politique se mêlaient les ardeurs de l'amour, les calculs de l'ambition.

En rédigeant ces annales supposées auxquelles elles croyaient, en revêtant des personnalités diverses — car elles jouaient littéralement leurs histoires — en multipliant les noms sonores d'une façon qui témoigne de leur don verbal, racine de tout talent littéraire, les sœurs Brontë s'exerçaient, sans le savoir, pour plus tard, elles faisaient leur apprentissage de romancières. Longtemps, elles ont entretenu ces chimères qui leur fournissaient, outre la satisfaction de collaborer, des exaltations, des plaisirs compensateurs et presque l'expérience des passions. Lorsqu'elles y renonceront, il leur faudra écrire des livres. *Jane Eyre*, *Wuthering Heights*, *The Tenant of Wilderfall* sont nés de ces préludes fantasques.

Si cette immense *saga*, dont nous ne connaissons que des fragments, trahit assurément les abondantes lectures d'enfants précoces, elle exprime aussi leurs préoccupations les plus fréquentes. Ce n'est pas seulement un divertissement, c'est une confession involontaire et voilée, une transposition de leurs imaginations secrètes, de leurs natures profondes. Ne dirait-on pas aussi que les Brontë tentent de prendre des gages par avance, de se gorger de sentiments et d'aventures

et de vivre librement, sous forme romanesque et lyrique, ce qu'ils ne connaîtront sans doute jamais?

A ce jeu, ils contractent l'habitude de s'absorber en eux-mêmes, de se concentrer avec tant de ferveur et de suite qu'ils se dédoublent dans les histoires qu'ils inventent. Ils se sont drogués avec leurs rêves au point de cesser d'être eux-mêmes, de devenir ce qu'ils ne savaient pas qu'ils étaient. Le monde réel, si borné, et l'apparence si chétive de leurs propres personnes s'évanouissaient au profit de mirages enivrants. Revenant sur ces hallucinations suscitées exprès, Charlotte s'est expliquée :

Peu de gens croiraient combien on peut tirer de bonheur de sources purement imaginatives... (Que de scènes) j'ai contemplées dans cette petite chambre au lit bas et étroit, aux murs nus et crépis à la chaux... J'étais assise sur ce lit, l'esprit fixé sur la fenêtre à travers laquelle ne paraissait pas d'autre paysage que l'étendue monotone des landes, un clocher gris au milieu d'un cimetière si bourré de tombes que les mauvaises herbes pouvaient à peine émerger d'entre les dalles... Ce tableau impressionnait mes yeux, mais pas mon cœur... Un long récit se déroulait peut-être dans mon esprit, l'histoire d'une famille ancienne et aristocratique... de jeunes *lords* ou de jeunes *ladies*... brillant du lustre des cours... Je les voyais, nobles et beaux, circulant à travers les salons où des silhouettes bien connues frappaient ma vue, où je regardais des visages aux yeux qui souriaient, aux lèvres qui disaient des paroles à haute voix, et que je connaissais presque mieux que les visages de mon frère et de mes sœurs. Et cependant ces voix n'ont jamais éveillé le moindre écho dans le monde réel...

Et Charlotte parlera aussi de la « puissante fantasmagorie » qu'elle a fait surgir du néant, — « l'esprit de Verdopolis », — « aussi mystérieuse qu'une foi religieuse » [1].

*
* *

Les grandes personnes ne se doutaient pas que ces enfants étaient intoxiqués et qu'ils menaient, à l'insu de tous, une existence secrète, en compagnie de souverains et de grandes dames, au milieu de fêtes et de batailles.

Vue sous un autre angle, leur vie apparaissait solitaire et monotone, chaque jour semblable aux autres. On peut s'en faire une idée en lisant les espèces de procès-verbaux que, plus tard, et à deux reprises, Emily et Anne rédigèrent, puis

1. Cité par Miss J. Cooper Willis, d'après Miss Ratchford.

mirent sous pli, avec l'intention de ne les relire qu'après plusieurs années.

Dans le premier de ces documents, Emily note :

C'est vendredi soir, près de neuf heures, par une pluie violente. Je suis assise dans la salle à manger [la pièce où elles se tenaient toujours], je viens de finir de ranger nos pupitres, et j'écris ce document. Papa est chez lui, tante en haut dans sa chambre. Elle vient de lire le *Blackwood Magazine* à Papa. Victoria et Adélaïde [deux oies domestiques] sont cachées dans la resserre à tourbe [la petite pièce qui se trouve derrière la salle à manger]. Keeper [le chien d'Emily] est à la cuisine, Hero [un épervier] dans sa cage. Nous sommes tous courageux et pleins d'entrain.

Et Anne de son côté :

Nous avons Keeper, nous avons eu un gentil petit chat et nous l'avons perdu, et aussi un épervier. Nous avons eu une oie sauvage qui s'est envolée, et trois oies domestiques dont l'une a été tuée... Que vont nous apporter les quatre années qui viennent? La Providence seule le sait... J'ai les mêmes défauts que naguère, mais plus de sagesse et d'expérience, et un peu plus de maîtrise de moi-même. Qu'en sera-t-il quand nous ouvrirons ce papier et celui qu'Emily a écrit? Je me demande si le Gondaland sera toujours prospère et dans quel état. Je suis en train d'écrire le quatrième volume de la *Vie de Solola Vernon*.

Quelques années après, elles recommencent leur jeu.

C'est mon anniversaire, écrit Emily, pluvieux, venteux, froid... Tabby est revenue, a vécu deux ans et demi avec nous et se porte bien. Martha, qui était partie aussi, est revenue. Nous avons maintenant Flossy [l'épagneul d'Anne], nous avons eu et perdu Tiger, perdu l'épervier Héro, qui a été donné avec les oies et qui, sans doute, est mort. Tiger est mort l'an dernier. Keeper et Flossy se portent bien et aussi le canari que nous avons acquis il y a quatre ans... Anne et moi nous aurions cueilli du cassis si nous avions eu du beau temps et du soleil. Il faut que je me dépêche d'aller repasser. J'ai beaucoup à faire et à écrire.

Et Anne :

La soirée est sombre, nuageuse et humide. Nous avons eu un été très froid et très pluvieux. Charlotte a été passer trois semaines chez Ellen Nussey. Elle est maintenant en train de coudre dans la salle à manger. Emily repasse en haut. Je suis assise dans la salle à manger, dans le fauteuil devant la cheminée, les pieds sur le devant de feu. Papa est chez lui. Tabby et Martha sont, je pense, dans la cuisine. Keeper et Flossy sont je ne sais où. Little Dick [le canari] sautille dans sa cage... Charlotte a laissé entrer Flossy et il est maintenant couché sur le canapé. Emily s'occupe à écrire une vie de l'empereur Julien. Elle m'en a lu des fragments et je souhaite vivement entendre le reste. Elle écrit aussi des poèmes : je me demande sur quels sujets. J'ai commencé le troisième volume de *Passages in the life of an Individual*. Je voudrais l'avoir fini. Cette après-midi, j'ai entrepris ma robe de soie grise à dessins qui a été teinte à Keighley... Je voudrais prendre l'habitude de me lever de bonne heure. Y parviendrai-je?

*
* *

Passé le temps de leur enfance, les Brontë n'ont pas pu manifester sur un vaste théâtre ou dans d'intéressants emplois leurs extraordinaires et précoces capacités. Les trois sœurs ont servi comme simples gouvernantes, et même bonnes d'enfants, dans des familles guindées où elles étaient astreintes à tricoter des brassières ou à réprimander d'impertinentes petites filles. Ensuite, Charlotte et Emily ont vécu quelques mois à Bruxelles, dans un pensionnat, pour apprendre le français et l'allemand. Puis elles ont réintégré le presbytère de Haworth dont elles ne sont plus guère sorties.

Aucun homme ne prit garde à elles, et seule Charlotte aima, et de toute son âme, mais sans être écoutée, ni même comprise. Fagotées dans des robes démodées, d'une timidité morbide, d'apparence inexpressive, sauf quand leurs yeux se mettaient à flamboyer dans leurs visages quelconques, elles n'attiraient l'attention de personne, erraient, parmi les autres, effacées, inaperçues.

Elles caressèrent l'idée d'ouvrir une petite école où elles eussent été chez elles et gagné un peu d'argent : ce modeste projet échoua faute d'élèves. Elles publièrent un livre de vers qui contient d'admirables poèmes d'Emily, et dont deux exemplaires seulement trouvèrent acquéreur. Leurs romans furent successivement refusés par tous les éditeurs auxquels, sous de faux noms, elles les soumirent. Quand *Wuthering Heights*, ce prodigieux chef-d'œuvre, parut enfin, il passa inaperçu.

Branwell, le frère, après avoir donné aux siens de grandes espérances — c'était lui, croyait-on, le génie de la famille — végéta comme rapin sans talent, comme employé de chemin de fer, puis comme précepteur dans une famille où il suscita un scandale terrible. Renvoyé, il se mit à boire, à prendre de l'opium, et finit, à demi fou, par mourir misérablement.

Emily mourut après lui, à vingt-neuf ans, repliée sur elle-même et ses secrets, épuisée par la tuberculose. Anne, la troisième, faible, timide et douce, la suivit dans la tombe. Char-

lotte demeura seule, maladive, torturée par des angoisses nerveuses, auprès d'un père atrabilaire et devenu presque aveugle. La gloire lui vint alors, soudaine, mais trop tard, et, loin de l'épanouir, la remplit d'inquiétude et de confusion. Dans la maison déserte maintenant où ils avaient mené autrefois leurs jeux tous ensemble, elle pleurait, entourée de fantômes, sur ceux qu'elle avait perdus. Quand enfin, elle consentit à épouser un homme qu'elle estimait, la mort vint la prendre à son tour, après quelques mois à peine d'un pâle bonheur.

Voilà l'existence que vécurent les Brontë : une suite de déceptions et de défaites, de souffrances physiques et de deuils déchirants. En vain ont-ils tenté des sorties hors de leur solitude : un implacable destin les rejetait sur elle, les y enfermait. Sauf Charlotte, à la fin, le monde les a méconnus, dédaignés. Excepté à Haworth, il n'y avait pas de place pour eux sur cette terre.

Et pourtant, malgré la médiocrité et la monotonie apparentes de leurs jours, ils ont davantage vécu que tant d'humains qui s'agitèrent, pratiquèrent les passions et remplirent leurs ambitions. Parce que, prolongeant au cours des années les enthousiasmes de leur enfance, ils poursuivirent tous les quatre leurs dramatiques rêveries, ils se transformèrent en personnages différents d'eux-mêmes, ils entretinrent leur fièvre spirituelle. Devenus grands, ils demeurèrent, comme ils l'avaient été dans la cuisine de Tabby, ardents et imaginatifs, avides de s'exprimer, de s'exalter, de prendre parti. Rien, ni la pauvreté, ni la maladie, ni l'insuccès, ni l'indifférence, ni le ciel sombre du Yorkshire, ni les longues bises glacées, ni les perpétuelles pluies, ne put éteindre le feu de leurs âmes. C'est pourquoi la petite maison de Haworth, entourée d'un cimetière, posée sur le bord de la lande, est, pour quiconque en a franchi le seuil ou se la représente de loin, un lieu consacré par le génie, la souffrance et l'héroïsme.

Ce qui faisait la grandeur des Brontë — la fierté farouche, l'acceptation stoïque, la sensibilité douloureuse, voisine de la névrose, le don incomparable de création — les a empêchés d'être heureux comme les autres et de réussir selon le monde, mais a donné naissance à trois chefs-d'œuvre, *Jane Eyre*,

Villette, *Wuthering Heights*, et a suscité les admirations, les tendresses innombrables qui entourent aujourd'hui leur mémoire.

Et s'ils étaient tout entiers déjà dans leur enfance, n'est-il pas vrai aussi que ces quatre créatures, faute de contacts, d'expériences et de dégradations, n'ont jamais cessé d'être des enfants? J'entends par l'ingénuité, le sérieux, l'absence d'esprit et de cynisme, l'amour des belles et interminables histoires, la crainte et le secret mépris des grandes personnes, l'ignorance de l'argent, la conviction d'appartenir à un monde étranger. De là leur incompatibilité avec la société, de là leurs maladresses, leur incapacité de s'emparer des choses et de remplir des emplois. Branwell ni Anne n'ont jamais été vraiment adultes. Emily, c'est une enfant géniale, qui s'occupe toute seule, qui n'est pas déformée par autrui, qui n'a connu aucun des mûrissements qu'apportent l'action, l'amour partagé ou trahi. Charlotte a essayé de se mettre au diapason des gens qu'elle a rencontrés, mais, même devenue célèbre, elle ne s'assimile pas à eux, elle demeure méfiante, pressée de les fuir comme une petite fille intimidée. Entre les Brontë et leurs sœurs Maria et Elizabeth, fixées par la mort à dix et à huit ans et dont la présence invisible les a accompagnées toute leur vie, il n'y a pas de différence essentielle.

ROBERT DE TRAZ

L'ŒUVRE D'ATATURK

Une lumière vient de s'éteindre en Orient. Ghazi Mustapha Kemal pacha, Ataturk, le père du peuple, a quitté la scène du monde dans toute la splendeur de sa gloire, après avoir entièrement accompli la tâche immense qu'il s'était assignée.

Dans l'histoire de la Turquie, la renommée d'Ataturk dépassera celle de tous ses prédécesseurs : le plus grand des sultans, Soliman le Magnifique, fut surtout un conquérant ; Ataturk, lui, ne peut se glorifier d'aucune conquête, mais il s'est acquis devant l'Histoire d'autres titres et, ceux-ci, sont impérissables.

Par ses victoires, il a libéré le territoire national et sauvé l'existence même d'une Turquie que le traité de Sèvres avait rayée de la carte des pays indépendants. Par ses réformes, d'une audace sans pareille, il a fait en quinze années regagner à son pays son retard sur la civilisation occidentale.

Dans les lignes qui vont suivre, nous nous attacherons à donner au lecteur une idée de l'étendue de l'œuvre du Ghazi et des succès qui, dans tous les domaines, ont marqué sa politique.

I. LES RÉFORMES

Alliée de la Russie, amie cependant de l'Allemagne, réconciliée avec l'Angleterre et la France, ses vainqueurs d'hier, unie par l'Entente balkanique — dont elle est l'âme — à

la Grèce, à la Yougoslavie et à la Roumanie, inspiratrice du pacte de Saadabad qui la lie à l'Afghanistan, à l'Iran et à l'Irak, la Turquie, au lendemain de la défaite de 1918, s'est assuré sur l'échiquier de la politique internationale des positions de tout premier plan.

L'Histoire présente peu d'exemples d'un pareil redressement, opéré dans des conditions aussi rapides. A ce pays, plus encore peut-être qu'à l'Allemagne, peut s'appliquer le mot d'André Fribourg : « Le vaincu victorieux ».

Il n'est pas possible de faire le tableau de la Turquie nouvelle sans évoquer d'abord la grande figure de celui qui l'a engendrée dans la douleur du désastre et qui en a fait l'État fort et cohérent dont chacun, dans ces dernières années, a recherché l'alliance et l'amitié. Aussi commencerons-nous par rappeler brièvement les étapes principales de la carrière prestigieuse du Ghazi ; l'histoire de la jeune république ne se reflète-t-elle pas d'ailleurs toute entière dans celle d'Ataturk ?

Mustapha est né le 13 mars 1880, à Salonique, où son père, Ali Riza, était fonctionnaire de l'Administration des douanes. Après avoir fait ses études primaires au médressé, l'école coranique, où il ne reste que quelques mois, puis à l'école laïque, il entre, à l'âge de quatorze ans, au prytanée militaire de Monastir, où son professeur de mathématiques, frappé par ses dons exceptionnels, lui donne le nom de Kemal, autrement dit « le Parfait ». C'est là que se forge son âme de révolutionnaire ; il lit Voltaire, Rousseau et s'enflamme pour cet idéal de la liberté dont il se fera désormais le champion.

A l'académie de guerre de Constantinople, où s'affirment ses qualités militaires, il est cependant mal noté : ses libertés de langage vis-à-vis d'un régime dont aucune tare ne lui échappe, le rendent suspect et lui attirent quelques ennuis avec la police secrète d'Abdul Hamid. Il est même arrêté.

Ce soldat aux idées subversives est gênant ; aussi le charge-t-on de missions de répression dans les régions les plus lointaines de la Turquie : Arabie, Hauran, pays des Druses.

Cela ne l'empêchera pas d'ailleurs de continuer à propager dans le pays ses idées libérales et de lutter par tous les moyens contre la tyrannie du Sultan Rouge.

Il fonde en 1906, à Damas, l'association secrète « Pour

la Patrie et la Liberté ». Deux années après, c'était la révolution de 1908, puis le triomphe du comité « Union et Progrès » auquel Kemal, qui en désapprouvait pourtant les méthodes, était aussi affilié. Il retourne, après un voyage d'études en France[1], à Salonique où il séjourne jusqu'en 1911. Il part alors secrètement pour la Tripolitaine ; il gagne, à la bataille victorieuse de Tobrouk contre les Italiens, son grade de commandant. C'est bientôt la guerre balkanique :

Kemal y prend part et entre en vainqueur à Andrinople.

La guerre de 1914 le trouve à Sofia, où il exerce les fonctions d'attaché militaire auprès de son fidèle compagnon d'armes de Tripolitaine, Fetih Bey, ministre de Turquie dans la capitale bulgare.

Mustapha Kemal déplore la décision du Gouvernement turc de se ranger aux côtés des Empires Centraux, car il prévoit, dès ce moment, leur défaite finale. Il demande alors et obtient, malgré l'opposition d'Enver pacha qui le craint, un poste actif dans l'armée, à Gallipoli. A Anafartalar, les 8 et 9 août 1915, il rejette les Anzacs à la mer : les Dardanelles resteront aux Turcs ! Partout où la situation est critique,

1. Il assista aux grandes manœuvres qui se déroulaient alors dans le nord de la France.

au Caucase, en Palestine, en Syrie, Kemal est appelé et son apparition sur le champ de bataille suffit à remonter le moral des troupes turques épuisées par tant de longs combats.

C'est enfin l'armistice de Moudros en octobre 1918, la Turquie doit s'avouer vaincue. Kemal, toutefois, refuse de se soumettre. Comment, pourtant, ne pas désespérer du salut du pays?

« A cœur vaillant rien d'impossible ». S'insurgeant contre un pouvoir qui pactise avec l'ennemi, le Ghazi, abandonnant la capitale, débarque le 19 mai 1919 à Samsoun, où il lève l'étendard de la révolte ; aux congrès d'Erzeroum, le 23 juillet, et à celui de Sivas, le 1er septembre, il définit le « Pacte national » : la Turquie aux Turcs !

Le 16 mars 1920, les forces alliées occupent Constantinople et les accès de la capitale. Au printemps de l'année suivante, les Grecs, injure suprême, débarquent à Smyrne et envahissent l'Anatolie ; le traité de Sèvres va consacrer le 10 août 1920 la défaite de l'empire ottoman, amputé de territoires immenses et dépecé en zones d'influence au profit des Alliés. Tandis que, devant l'inéluctable, le sultan s'incline, Mustapha Kemal se jure de rendre à son pays la place que l'Histoire lui a assignée.

Tâche gigantesque s'il en fut : la capitale de l'empire, ses ports et ses voies de ravitaillement sont occupés par l'ennemi ; l'armée et la flotte ont été démobilisées, les arsenaux et les magasins militaires sont vides de munitions, vides d'équipements. La Turquie n'a comme amie... intéressée que la Russie lointaine, absorbée encore par sa révolution.

Au pouvoir légal de Constantinople, au sultanat de droit divin, Kemal oppose, en avril 1920, une assemblée révolutionnaire, expression de la nation souveraine ; du sol de l'Anatolie, il fait jaillir une armée composée de bandes, de *tchetés* et de réguliers. Il équipe ces troupes, les arme, les instruit, puis, le 26 août 1922, sur la Sakarya, les lâche sur les Grecs ; la mer seule arrêtera leur élan ; en quelques jours d'une campagne napoléonienne, Kemal aura nettoyé tout le sol de l'Anatolie des armées hellènes, qui s'étaient aventurées jusqu'au fleuve Sakarya. L'Assemblée nationale lui confère le titre de Ghazi (le victorieux) et le grade de maréchal.

A tout autre qu'au Ghazi, de telles pages de gloire auraient pu suffire. Lui, cependant, considère que sa tâche ne fait que commencer. Quittant définitivement l'uniforme sous lequel il s'est illustré, il va maintenant consacrer toute la puissance de son génie à refaire à la Turquie une âme nouvelle.

Pour accomplir cette tâche, il lui faut faire table rase du passé : il abolit, en novembre 1922, le sultanat, responsable des maux qui ont conduit le pays à l'abîme. A son instigation, l'Assemblée nationale proclame la déchéance de Mehmed VI et de sa descendance : la Turquie sera une république. Ismet pacha dépose dans son berceau le traité de Lausanne qui rétablit la Turquie dans ses droits et dans son indépendance.

Donc, plus de sultan, mais encore un khalife ; j'ai assisté au dernier selâmlik de l'histoire turque, lorsqu'au vieux sérail, sur le fameux trône d'or de Murad III, et ensuite à Fatih, la mosquée du Conquérant, Abdul Medjid, fils du sultan Abdul Aziz, reçut l'investiture de sa nouvelle dignité.

Il est naturel que le Ghazi hésite à renoncer au puissant instrument d'influence musulmane que représente le khalifat. Chasser de Stamboul le pontife de l'Islam, ne serait-ce pas vouer la Turquie à la malédiction des trois cents millions de sectateurs du Coran qui, de l'Océan Indien à l'Atlantique, s'essaiment à travers le monde ?

Mais le khalife était hier l'héritier présomptif du trône des sultans et, tout déchu qu'il soit de sa souveraineté temporelle, il pourrait, aux yeux des masses, faire encore figure de prétendant. Les « hodjas » siègent toujours en nombre à la grande Assemblée nationale ; ils s'y avèrent les adversaires acharnés des réformes de Kemal, le libre-penseur. Ils comprennent que le Ghazi entend mettre fin à cette confusion du spirituel et du temporel qui est à la base de la doctrine coranique et sur laquelle repose toute leur influence sur les masses obscures ; ils tournent déjà leurs regards vers Dolma-Bagtché, où trône le commandeur des croyants, le sultan possible de demain.

Le Ghazi perçoit le danger et, par une belle nuit du mois de mars 1924, le khalife sera brusquement réveillé, emmené en auto jusqu'à une petite gare de la banlieue de Stamboul et jeté dans un train qui le déposera de l'autre côté de la fron-

tière. Il n'aura pas de successeur, tous les membres de la dynastie seront proscrits à jamais.

Le sort en est jeté, la république turque sera laïque.

Contre toute attente, le monde musulman ne s'émeut guère de ce geste inouï. Une fois de plus, l'instinct du Ghazi l'a bien servi ; le panislamisme n'est plus. La race prime aujourd'hui la foi.

Le plus périlleux des obstacles semés sur la route de Kemal vient d'être ainsi franchi.

Dès lors se succèdent, à un rythme accéléré, une série de réformes qui portent toutes la marque de l'originalité de l'esprit du Ghazi et de l'audace singulière de ses conceptions.

Au peuple qui s'est donné à lui, fasciné par le rayonnement de sa puissante et glorieuse personnalité, Mustapha Kemal sait qu'il peut tout demander et il demandera tout. Les jeunes applaudiront à ses réformes les plus hardies ; les vieux s'inclineront avec résignation ; tous suivront aveuglément le grand chef. Les quelques tentatives de réaction qui ont lieu çà et là, notamment en Lazistan et dans la région de Smyrne, sont sévèrement châtiées par les terribles tribunaux d'indépendance et par une police redoutable à l'entière dévotion du régime. Ce n'est que dans le Kurdistan médiéval que de véritables insurrections des grands féodaux, elles aussi impitoyablement réprimées par les armes, donneront à diverses reprises quelques soucis aux dirigeants d'Ankara.

La législation turque était, sous l'ancien régime, à caractère théocratique, basée essentiellement sur l'interprétation des textes du Coran ; elle sera remplacée par une série de codes modernes, inspirés de ceux des pays les plus civilisés. Les médressés, les couvents, les *tekkes* seront fermés, les tribunaux du « Chéri » supprimés.

A l'hégire sera substituée l'ère chrétienne ; la Turquie adoptera notre millésime, notre calendrier, notre comput horaire, notre système métrique ; le dimanche des chrétiens remplacera bientôt le vendredi des musulmans.

Plus de harems, plus de voiles dissimulant les visages féminins ; la polygamie sera interdite ; la femme ne sera plus reléguée au gynécée ; elle sera l'égale de l'homme. Elle est aujourd'hui médecin, magistrat, avocat, professeur, député ; l'armée

turque compte même une aviatrice de guerre : Sabiha Götchken, filleule du Ghazi, dont les Kurdes révoltés ont, dans un passé récent, éprouvé la valeur.

Le fez cessera d'être la coiffure nationale, celle qui distingue le Turc du « Frenk », de l'étranger, du « giaour », considéré jusqu'alors comme un être d'une espèce inférieure. Aucune barrière ne doit plus se dresser entre les civilisations turque et « franque ».

L'alphabet latin, réforme sensationnelle, remplacera les caractères arabes ; tous les Turcs, jeunes et vieux, devront réapprendre à lire et à écrire dans les écoles populaires ; le Ghazi y fera lui-même la classe aux petits paysans. Les chiffres internationaux seront adoptés.

Un professeur genevois réorganisera l'Université ; l'enseignement secondaire sera amélioré par le recrutement d'universitaires français de valeur ; le plus petit village sera doté d'une école primaire. Tous les Turcs devront choisir un nom de famille ; la langue sera épurée, débarrassée de ses éléments arabes et persans [1] ; la musique orientale cèdera la place à la musique européenne ; des conservatoires seront créés.

Où finit le rail meurt la civilisation ; la Turquie sera couverte d'un nouveau réseau de voies ferrées [2] qui permettra de drainer, vers ses ports modernisés, les richesses d'un sol et d'un sous-sol demeurés trop longtemps inexploités.

Agriculture, élevage, industrie, commerce, marine marchande, arts, musique, travaux publics, urbanisme, thermalisme, archéologie, hittitologie, ethnologie, linguistique, histoire, littérature, sports, il n'est pas de domaine où ne se soit exercé l'esprit novateur d'Ataturk.

L'homme qui, en l'espace de quelques quinze années, a fait regagner à son pays son retard dans la civilisation, celui qui a déraciné les mœurs ancestrales, bouleversé les coutumes, jeté bas l'édifice de l'ancien régime pour bâtir sur ses ruines une société nouvelle, cet homme était-il un dictateur ?

Le Ghazi s'en défendait ; la Turquie est, en effet, une répu-

1. On était allé si loin dans cette voie que la nouvelle langue dans laquelle devaient être rédigés les leaders des journaux était devenue incompréhensible aux lecteurs. Aussi a-t-on, en fait, renoncé à pousser plus avant cette réforme.

2. Certaines de ces voies ont aussi un intérêt stratégique, entendu au sens de la défense contre l'ennemi extérieur... et intérieur (Kurdistan).

blique démocratique ; l'Assemblée nationale est l'unique détentrice du pouvoir législatif et exécutif. Il appartient, il est vrai, au président de la République, élu par l'Assemblée, de choisir son premier ministre ; mais celui-ci est seul responsable, devant le Parlement souverain, des actes de son gouvernement.

Si Ataturk ne tenait de la Constitution aucun pouvoir draconien, il n'en exerçait pas moins en fait une dictature reposant non sur les lois, non sur l'usurpation et la force, mais sur son prestige propre, sur l'amour et le concours librement consenti de tout un peuple.

Les directives que, dans tous les domaines, le chef donnait à son entourage étaient aveuglément suivies ; aucun de ses ministres, même ceux doués de la personnalité la plus forte, n'eût osé contrevenir à ses moindres désirs.

Cependant, le Ghazi parut, il y a quelques années, se lasser de cette soumission aveugle à toutes ses volontés ; peut-être aussi pensait-il au danger des lendemains de dictature, quand un peuple se trouve brusquement privé du chef auquel il s'était abandonné. Un beau jour il décida donc de créer un parti d'opposition, dit « libéral », dans lequel il fit même entrer sa sœur. Il en confia la présidence à son ami Fetih Okiar. Certains incidents survenus lors d'un voyage de ce dernier à Smyrne firent toutefois comprendre à Kemal qu'il avait trop préjugé la maturité politique de son peuple. Fetih bey fut écarté, puis pourvu d'une ambassade et l'on n'entendit plus parler du parti libéral. Le Ghazi, cependant, n'avait pas renoncé entièrement à son idée et, depuis les dernières élections, on voit siéger sur les bancs de l'Assemblée un certain nombre de députés indépendants, dont Refet pacha.

Allant plus loin, Ataturk a voulu que les différents éléments ethniques de la nation turque fussent représentés au sein du Parlement et c'est ainsi que l'Assemblée nationale compte aujourd'hui un député israélite, un député grec et un député arménien.

En 1934, la région d'Andrinople connut une véritable tentative de pogrom et les Juifs de Thrace affluèrent en masse à Stamboul. Le ministre de l'Intérieur accourut aussitôt sur les lieux et châtia les fonctionnaires responsables. L'affaire fut évoquée au Parlement.

Le président du Conseil d'alors, Ismet Ineunu, déclara du haut de la tribune qu'il flétrissait de pareils agissements, et que l'antisémitisme était une notion étrangère à la mentalité kemaliste. On voit, par ce qui précède, combien le racisme turc se tient loin des excès auxquels, en plein vingtième siècle, se laissent aller certains États totalitaires.

« Il n'y a ni princes, ni mendiants dans l'islamisme, a dit le prophète : il n'y a que des musulmans. » Le Ghazi ne s'était pas laissé éblouir par sa gloire, il était resté la simplicité même. On ne vit jamais, depuis la guerre, ce maréchal turc réendosser l'uniforme que, seul de tous les dictateurs, il avait le droit de porter. Au palais majestueux de Dolma-Bagtché, il préférait son modeste pavillon de Floria, d'où il descendait souvent sur la plage, pour se mêler à la foule des baigneurs ; il n'avait pas, comme certains, besoin de décor, de manifestations spectaculaires et d'attitudes théâtrales pour se mettre en communication avec son peuple ; celui-ci allait tout naturellement, tout simplement à lui parce qu'il le connaissait et l'aimait.

Ce grand créateur n'était pas un homme de bureau. Il aimait à réunir la nuit autour de sa table, soit dans son palais, soit même dans les lieux de divertissement d'Ankara et d'Istanbul, ses vieux compagnons de la guerre et de la révolution et les quelques hommes d'État qu'il affectionnait particulièrement. Il parlait, discutait, s'échauffait, la controverse se prolongeait parfois jusqu'à l'aube sans que cet homme de fer montrât jamais la moindre fatigue. Sa pensée finalement se précisait, l'étincelle jaillissait, l'idée nouvelle était née.

Il vivait retiré dans sa villa rose de la colline de Tchankaya, d'où il pouvait contempler, tache blanche au centre d'un vaste cirque de collines, la nouvelle capitale de la Turquie, son œuvre.

Étonnante réalisation que celle de cette cité toute moderne, surgie du plateau pierreux et désertique d'Ankara, au centre stratégique de l'Anatolie.

Ses bâtiments cubiques contrastent étrangement avec les pauvres masures de bois de l'ancienne ville, accrochées au flanc du rocher que couronne la vieille citadelle romaine et seljoucide. Symbole saisissant que cette rencontre, au pied

du roc millénaire, de deux civilisations : celle de l'Islam frappée de léthargie et celle, synonyme de progrès, à laquelle est désormais attaché le nom d'Ataturk.

●

Devant le tableau de cette vaste reconstruction de la Turquie, une question se pose tout naturellement à l'esprit : des réformes aussi radicales, aussi contraires à la tradition turque et musulmane survivront-elles à celui qui n'a pu les imposer à son peuple que par la puissance de son génie et de son immense prestige personnel? Se sont-elles implantées assez profondément dans l'esprit de la nation pour « durer »? Ont-elles façonné au peuple turc une mentalité nouvelle, gage de la solidité du nouveau régime?

Nous croyons pouvoir répondre affirmativement. Et tout d'abord le temps a joué en leur faveur : le kemalisme vient, en effet, de fêter, le mois dernier, son XVe anniversaire; les Turcs qui arrivent aujourd'hui à l'âge d'homme ont été élevés dans les idées nouvelles; ils ne connaissent déjà plus les caractères anciens; ils sont incapables de lire le Coran dans la langue du prophète; ils ont échappé à l'enseignement des médressés, des séminaires musulmans; à l'école comme à la caserne, leurs maîtres ne leur ont plus parlé de Dieu, mais du Ghazi et de son œuvre glorieuse.

Or, ce sont les jeunes qui sont l'espoir des révolutions.

Une autre raison de croire en la stabilité du régime est que le Turc, jusqu'ici presque exclusivement fonctionnaire et militaire, a dû, par la force des choses, depuis l'avènement du kemalisme, s'initier à des métiers qui, précédemment, étaient, en fait, monopolisés par les éléments minoritaires et par les étrangers. Il est devenu banquier, industriel, commerçant, artisan. De nouvelles couches sociales, une classe moyenne, se sont formées dans ces dernières années; des assises solides ont été ainsi posées sous les fondations du nouveau régime.

Par ailleurs, la fierté nationale qui anime le Turc d'aujourd'hui ne peut que consolider l'œuvre de la Révolution : on lui a appris que ses ancêtres étaient les Hittites et les Sumé-

riens, qui relèvent presque de la préhistoire, et que les civilisations grecque et romaine étaient filles de la civilisation turque ; de l'histoire contemporaine de son pays, il ne connaît que la période ascensionnelle, celle des victoires diplomatiques et militaires du Ghazi, celle de ses réformes dont le succès éclatant est la meilleure justification du régime.

Enfin, la délicate question de la succession d'Ataturk vient d'être résolue dans le sens le plus conforme au vœu de la nation. C'est, en effet, au général Ismet Ineunu que la grande Assemblée nationale unanime a transmis le flambeau de la Révolution.

Le nouveau chef de l'État a été intimement associé au Ghazi pendant les quinze années de la révolution turque. Il a pris part à ses côtés à la guerre de l'Indépendance, où son action fut décisive lors de la bataille victorieuse du Sakarya en 1922. Négociateur éminent du traité de Lausanne, il fit preuve, au cours des discussions, des plus grandes qualités diplomatiques, alliées à cette ténacité qui est la marque très particulière de son caractère.

Sa personnalité si accusée le fit, l'année dernière, entrer en conflit d'idées avec le chef de l'État dont, pendant treize années, il avait été le premier ministre et le plus fidèle des collaborateurs. Très noblement, il considéra qu'il devait s'effacer. C'est dans une retraite discrète qu'il a passé ces dix derniers mois, entouré du respect de tout un peuple désireux de voir revenir à la vie politique celui dont il avait si longtemps éprouvé la sagesse et l'autorité. Il sera le digne successeur du grand chef aujourd'hui disparu, qui admirait la noblesse de son caractère et la fermeté de ses opinions.

Le nouveau président de la République turque, né à Smyrne en 1884, est un homme très jeune d'allure, aux cheveux prématurément blanchis. De taille moyenne, robuste, son activité intellectuelle est étonnante. Ce grand travailleur veut tout savoir, tout contrôler ; il a même, à cinquante ans passés, appris l'anglais, afin de pouvoir converser plus aisément avec ses interlocuteurs britanniques. Il parle, en outre, couramment le français et l'allemand.

Ses manières sont parfaites, empreintes d'une exquise

courtoisie ; son regard est jeune et clair, son accueil simple, son existence privée hautement respectable.

Il serait vain de préjuger l'action politique du nouveau chef de l'État ; il est certain toutefois qu'elle sera fortement marquée par sa puissante personnalité, que ses décisions seront promptes et fermes et qu'elles ne s'inspireront que des plus hauts intérêts et de la plus grande gloire de la Turquie.

II. L'ÉCONOMIE TURQUE

Le génie réformateur d'Ataturk ne s'est pas exercé avec moins de vigueur dans le domaine économique que dans le domaine social. Là aussi tout était à refaire.

Sous l'ancien régime, nous l'avons dit, le commerce et l'industrie étaient concentrés entre les mains des Grecs, des Juifs, des Arméniens, des « Latins » et des étrangers. Toute une série de métiers essentiels de l'économie turque : cueillette du coton, récolte du tabac et des olives, manipulation des figues et des raisins, élevage des vers à soie, etc., étaient monopolisés par des ouvriers spécialisés, presque tous chrétiens.

La guerre et l'exode des populations chrétiennes firent apparaître l'impérieuse nécessité d'initier le Turc aux métiers que s'étaient réservés jusqu'ici les éléments dits « minoritaires ». Le souci de la sécurité et de l'indépendance du pays commandait aussi la création d'une industrie nationale étatisée.

Très rapidement l'on se mit à l'œuvre. En moins de dix années, avec le concours de la Sumer Bank et de l'Ich Bank pour l'industrie, de l'Eti Bank pour la mise en valeur du sous-sol, le pays fut doté d'un équipement industriel dont les plans quinquennaux et triennaux prévoient d'année en année le parachèvement méthodique.

De tous côtés s'élevèrent de gigantesques fabriques et usines : de sucre à Alpollou, Eski-Chéhir, Smyrne et Sivas ; de papier à Smyrne et Ismit ; de laine peignée à Brousse ; de textiles à Césarée, Nazili, Malatia, Eregli ; de soie artificielle à Guemlek ;

de cellulose à Ismit ; de soufre à Ketchibournou ; d'essence de roses à Isparta ; de verre à Pacha-Bagtché ; de semi-coke à Zongouldak.

Le groupe Brassert, de Londres, a entrepris en 1936 la construction, à Karabuk, d'un combinat sidérurgique, le premier en Turquie, comportant deux hauts fourneaux, des aciéries, des laminoirs, des fours Martin qui produiront dans quelques mois 200 000 tonnes de fer ouvré. La dépense sera de 20 millions de livres turques.

Ce sont également les Anglais qui financent l'exécution du plan triennal minier, au moyen d'un crédit de 10 millions de livres sterling, tandis que les Allemands ont entrepris, depuis la récente visite du Dr Funck, la construction de nouvelles raffineries de sucre, de fabriques de produits chimiques et d'essence synthétique.

Le programme d'industrialisation comporte encore la construction de fabriques d'acide sulfurique, de soude caustique, de chlore, de superphosphate, de ciment, de fils, d'acide acétique, etc.

Les réalisations confiées à la Sumer Bank coûteront à elles seules 41 millions de livres turques, soit 1 200 000 000 francs, celles confiées à l'Ich Bank près de 3 millions, l'État devant de son côté fournir 32 millions de livres turques, sans parler des crédits ouverts par les Soviets (10 millions), les Anglais et les Allemands. Ces chiffres donnent la mesure de l'effort gigantesque entrepris par la Turquie dans la voie de l'industrialisation du pays.

En même temps, les travaux publics étaient poussés vigoureusement : électrification, irrigation, aménagement de chutes, construction de ponts, de ports, mais surtout de chemins de fer ; le réseau ferré a été doublé et se trouve porté aujourd'hui à plus de 7 000 kilomètres. Les nouvelles voies ont coûté 300 millions de livres turques.

L'agriculture, à laquelle s'adonnent les quatre cinquièmes de la population turque, a été l'objet des soins et de la protection toute spéciale du Gouvernement : crédits agricoles, distribution de terres (pour 5 millions de livres turques), location de machines aux paysans, sélection des semences, standardisation des produits, création de coopératives, tout a été

mis en œuvre pour aider l'agriculteur à tirer le meilleur parti des ressources du sol.

Le Gouvernement s'est également préoccupé d'exploiter le sous-sol de l'Anatolie, qui recèle de très grandes richesses minières : houille, lignite, chrome (40 p. 100 de la production mondiale), ciment, plomb, zinc, boracite, soufre, émeri, cuivre, plomb, antimoine, mercure, écume de mer, manganèse, amiante, magnésie, molybdène, phosphore, bauxite, etc. Les nombreuses prospections effectuées jusqu'ici n'ont toutefois pas encore fait découvrir de gisement de pétrole, mais le voisinage des nappes de Mossoul permet d'espérer qu'un jour l'Anatolie verra, elle aussi, jaillir de son sol le précieux liquide.

La valeur de la production annuelle de l'industrie turque atteindra bientôt le chiffre de 400 millions de livres turques.

Le jour n'est peut-être pas éloigné où les pays de l'Occident, et surtout le Reich, trouveront fermées à leurs produits ouvrés les portes de ce pays, qu'artisans de leur propre ruine, ils auront tout fait pour outiller et équiper à leurs dépens.

La balance commerciale n'a cessé depuis sept ans d'être positive. Le chiffre record a été atteint dans ces deux dernières années avec, en 1936 : une exportation de 117 700 000 livres turques contre une importation de 92 500 000 livres turques, et en 1937 : 138 millions de livres turques à l'exportation contre 114 millions de livres turques à l'importation.

L'excédent de la balance commerciale est donc depuis deux ans de l'ordre de 25 millions de livres turques.

Ce sont les produits du sol ou de l'élevage qui alimentent principalement le commerce de la Turquie. Les six groupes suivants : tabac en feuilles, fruits, céréales, coton, poils et fils de laine, bétail, représentent à eux seuls 75 p. 100 des exportations.

L'Angleterre et la France pouvant se procurer chez elles ou dans leur empire les matières premières et les produits agricoles qu'exporte la Turquie, sont de mauvais clients pour celle-ci [1]. Il n'en est pas de même pour le Reich, qui peut trou-

1. Les importations turques en France ne représentent que 0,17 p. 100 de nos importations, et les exportations de France en Turquie, 0,23 p. 100 seulement de l'ensemble de nos exportations.

ver en Anatolie tout ce que son économie ne peut lui fournir.

D'autre part, les marks dont sont crédités les exportateurs turcs sont bloqués en Allemagne, d'où l'obligation pour ceux-ci de les remployer exclusivement en achats de produits allemands. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le Reich soit arrivé à accaparer près de la moitié du commerce extérieur turc, laissant loin derrière lui l'Amérique avec 15 p. 100 aux exportations et 14 p. 100 aux importations, tandis que la part d'aucun des autres pays ne dépasse 10 p. 100.

Lors d'une mission toute récente en Turquie, où il offrit au Gouvernement d'Ankara un crédit industriel de 150 millions de marks, le Dr Funck, ministre de l'Économie du Reich, déclarait à la presse : « La Yougoslavie, la Bulgarie et la Turquie, qui sont amies, forment une espèce d'*axe balkanique* qui va de la frontière allemande jusqu'à la mer Noire. C'est un fait qu'aucun autre territoire économique ne peut prétendre à un débouché aussi vaste pour les produits de l'Europe du Sud-Est que l'Allemagne. Nous importons de ces pays plus de la moitié de ce que la France, l'Angleterre et les États-Unis réunis peuvent lui acheter ; nos économies se complètent. »

Il est certain que le nouveau Reich est mieux placé que n'importe quel autre État pour attirer à lui l'économie turque. Nul doute cependant que les Turcs, farouchement jaloux de leur indépendance et hostiles à toute tentative d'hégémonie, ne continuent à pratiquer, vis-à-vis des États qui sollicitent leur clientèle, l'habile politique d'équilibre qui leur a jusqu'ici si bien réussi, celle qui vient de se traduire par l'obtention des importants crédits, en tout plus de 30 millions de livres sterling, que viennent de leur consentir l'Angleterre et l'Allemagne. C'est dire que, ni la Grande-Bretagne, ni la France ne doivent désespérer du marché turc ; il leur restera ouvert, quelles que soient les visées du nouveau Reich.

Beaucoup d'États pourraient s'inspirer de la sagesse de la politique monétaire de la nouvelle Turquie.

Aux plus mauvais moments de la guerre d'Indépendance, alors qu'Ataturk devait, avec un Trésor à peu près inexistant, armer, ravitailler toute une armée, les dirigeants turcs surent

résister à la tentation de l'inflation. Et lorsque, plus tard, des pays, dont la réputation financière était grande, dévaluèrent une ou plusieurs fois leur monnaie, les Turcs s'abstinrent de suivre ce mauvais exemple. La circulation monétaire en est restée à peu près aux chiffres de 1918, soit 160 millions de livres turques.

Le budget, bien qu'il eût à alimenter en partie les dépenses de travaux publics et d'armements, non seulement est toujours équilibré, mais présente depuis ces dernières années de larges plus-values. Celui de l'exercice 1938-1939 se monte à 250 millions de livres turques.

Qui dit économie dirigée, dit monnaie dirigée. Le marché de la livre turque est rigoureusement contrôlé, son cours est stabilisé depuis plusieurs années (elle vaut 29 francs environ), l'exportation des devises est assujettie aux restrictions les plus sévères. Les coupons de la Dette publique, les dividendes des Sociétés étrangères, les annuités des entreprises rachetées ne sont plus payées que sous forme d'exportations de produits turcs. Il en est de même pour les ouvertures de crédits récemment accordées par l'Angleterre et l'Allemagne, qui seront remboursés en nature. De plus en plus l'on en revient dans le monde bouleversé de l'après-guerre à l'antique système du troc.

Balance commerciale positive, excédent budgétaire régulier, stabilité contrôlée de la monnaie, dette publique et dette flottante supportables, agriculture en voie de relèvement, industrie en pleine création, absence totale de chômage, les conditions d'une économie saine, mais évidemment rétrécie, se trouvent réunies sous le régime kemaliste.

Il y a, bien entendu, une ombre au tableau : au lieu de répartir sur plusieurs générations, grâce à des emprunts à long terme, la charge écrasante du rééquipement de la Turquie, c'est principalement au budget de l'État qu'il est fait appel pour financer le plan d'industrialisation et d'armement. Aussi la génération actuelle, qui supporte tout cet effort, ploie-t-elle sous le faix des impôts, qui amputent de 30 p. 100 en moyenne le revenu du travail dans un pays où la vie est très chère.

Cette situation n'avait pas échappé aux yeux perspicaces du

Ghazi ; le Gouvernement, sous l'inspiration du grand chef, avait, dans ces derniers mois, entrepris énergiquement d'abaisser le coût de la vie. L'État turc, qui, aujourd'hui, est devenu le plus grand industriel du pays, a donné l'exemple en réduisant sensiblement les prix des objets sortis de ses manufactures et a fait pression sur les commerçants pour qu'ils le suivent dans cette voie.

En même temps, Djelal Bayar annonçait dans sa déclaration ministérielle que, se rendant compte de l'excès de la fiscalité, il envisageait certains dégrèvements. De fait, quelques impôts ont, dès cette année, été légèrement réduits. Le peuple ne se fait cependant guère d'illusions : il sait bien que devant l'amplitude du programme restant à accomplir, le Gouvernement ne pourra aller bien loin dans cette voie et que la génération de la Révolution est sacrifiée à l'avenir qu'a préparé à la Turquie de demain, Ataturk le Réformateur.

III. LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Assis sur les détroits, trait d'union entre l'Europe des Balkans et l'Asie de l'Islam, arqué sur la mer Noire et la Méditerranée, l'Empire ottoman avait toujours su jouer avec une habileté consommée de l'opposition des convoitises dont il était l'objet ; sa diplomatie était justement réputée.

Le Ghazi est resté fidèle à cette tradition. Aux problèmes nouveaux qui se posaient pour la Turquie, au lendemain de la guerre, il a su donner des solutions nouvelles, originales, dont une expérience de quinze années a montré la pleine efficacité.

Sa grande pensée fut de « décrocher » son pays du sillage des grandes puissances, qui trop souvent l'avaient relégué au rang de plus ou moins « brillant second » et de pratiquer une politique tout à fait indépendante de la leur.

Réduite à quelque treize millions d'habitants[1], la Turquie ne pouvait cependant, en restant isolée, prétendre jouer dans le monde un rôle d'envergure.

1. D'après le recensement de 1927, actuellement près de dix-huit millions.

A vrai dire, cet isolement n'était pas total : aux heures critiques de la guerre d'Indépendance, la Russie avait prêté aux kemalistes argent, armes, munitions et l'alliance entre les deux pays demeurait toujours étroite.

Mais l'U.R.S.S. en s'excluant de la communauté européenne avait beaucoup perdu de son rayonnement et ne pouvait guère aider la jeune république dans sa politique étrangère ; d'autre part, la Turquie, hostile à tout prosélytisme, percevait le danger d'une union trop intime avec Moscou. Le supernationalisme du régime kemaliste ne pouvait en effet s'accommoder de la mystique de la troisième Internationale, dont la moindre tentative de propagande sur le sol turc était d'ailleurs sévèrement réprimée.

Il fallait donc trouver d'autres appuis.

Mais de quel côté se tourner ?

Vers l'Asie, peuplée, sur les confins de la Turquie, de ces Arabes qui, soulevés par Lawrence, avaient en 1918 porté le coup de grâce à l'empire ottoman ?

Vers la Yougoslavie et la Serbie, dont les armées avaient, dans un passé récent, campé aux portes de Stamboul ?

Vers la Grèce enfin ? Mais le Grec c'était l'ennemi né, celui qui, hier encore, osait débarquer à Smyrne et violer le sol de l'Anatolie. Les Hellènes pouvaient-ils oublier et les Turcs pardonner ? L'esprit large, dégagé de tout préjugé, de Mustapha Kemal, comme d'ailleurs celui de Venizelos, ne pouvait cependant concevoir une stérile politique de ressentiment. Les deux hommes se tendirent la main.

Ce qui facilita le rapprochement turco-grec, ce fut l'échange des populations. Mesure inhumaine s'il en fut que cette transmigration forcée d'un peuple entier, arraché brusquement au foyer ancestral et transplanté sans transition sur un sol étranger. Elle eut cependant l'avantage, en vidant l'Anatolie de sa population de « raïas », d'enlever du même coup toute substance au rêve grec : l'empire d'Alexandre. Les deux pays pouvaient désormais s'unir.

Il fut facile au Ghazi de rallier à la nouvelle Sainte Alliance balkanique la Yougoslavie et la Roumanie. Le prestige d'Ataturk, la force de son armée, composée de 25 divisions bien équipées, la méfiance qu'inspirait la politique des grandes

puissances, si souvent portées à faire bon marché des intérêts des États moyens, tout concourait à faire rechercher par les Balkaniques un centre de cohésion et de solidarité, permettant le groupement de leurs forces jusqu'alors éparses. En prenant les devants, en constituant en février 1934 l'Entente balkanique, dont l'objet était de maintenir le *statu quo* dans la péninsule et de resserrer les relations économiques entre les participants, la Turquie devint l'âme de ce nouveau bloc de soixante millions d'habitants.

Cependant la Bulgarie, mécontente du traité de Neuilly dont elle cherchait la révision, les regards peut-être encore tournés vers la Dobroudja, vers Andrinople et certainement vers Dedeagatch, s'était refusée à se joindre aux autres États balkaniques, dont l'entente lui semblait même dirigée contre elle. Des incidents sur la frontière grecque, de soi-disant mauvais traitements infligés aux Turcs et aux Grecs de Macédoine causèrent à diverses reprises des frictions assez sérieuses entre la Turquie, la Grèce et la Bulgarie. Le Ghazi ne désespérait cependant pas de mettre fin à ces malentendus et poursuivait patiemment son œuvre de réconciliation.

Enfin, en février 1937, la signature d'un traité d'amitié entre les Yougoslaves et les Bulgares, ces frères ennemis, facilita un rapprochement plus large. Les Bulgares finirent par comprendre l'intérêt qu'ils auraient à sortir d'un isolement dangereux qui ne se justifiait plus. Le roi Boris demanda seulement et obtint qu'en contre-partie de son rapprochement avec l'Entente balkanique, celle-ci renonçât à se prévaloir des clauses du traité de Neuilly (partie IV), qui interdisaient à la Bulgarie de s'armer et de fortifier ses frontières. Des négociations furent engagées à cet effet, dans lesquelles, comme d'habitude, le rôle du Ghazi fut déterminant. Les pourparlers se poursuivirent activement à la Conférence balkanique réunie à Ankara en février 1938 et lors de la visite que fit le roi Carol à Ankara fin juin 1938. Ils aboutirent enfin au pacte d'amitié de Salonique, signé le 31 juillet dernier, entre le Premier hellène : Metaxas, agissant en sa qualité de président en exercice de l'Entente balkanique, et Kosseivanov, le Premier bulgare.

Entre temps, le pacte de Saadabad de juillet 1938 avait,

en consacrant l'amitié de la Turquie avec l'Iran, l'Irak et l'Afghanistan, créé autour de la république une vaste zone d'influence et de sécurité d'un seul tenant[1] : la Turquie pouvait désormais se consacrer en toute liberté d'esprit aux affaires européennes ; elle était maintenant assez forte pour traiter d'égale à égale avec les grandes puissances ; elle ne serait plus à leur remorque.

Cependant les nuages s'amoncelaient à l'horizon diplomatique : l'Allemagne se dégageait des chaînes de Versailles, de graves événements semblaient se préparer dans le monde.

La Turquie se trouvait à la croisée des chemins ou, pour mieux dire, des axes ; l'heure de la décision pouvait sonner bientôt pour elle. Se rangerait-elle aux côtés du Führer en amitié avec le Duce, ou saisirait-elle la main que lui tendait l'Angleterre en entente cordiale avec la France ?

Le choix n'était pas aisé.

L'Anglais, c'était l'ennemi d'hier, celui qui, aux Dardanelles, en Mésopotamie, dans le désert du Sinaï, avait porté les coups les plus rudes à l'armée ottomane. Si la Turquie avait été frustrée des champs de pétrole de Mossoul, c'était par les manœuvres de la politique britannique.

L'Allemagne, au contraire, c'était l'alliée de la dernière guerre ; de tout temps les officiers allemands, les Moltke, les von der Goltz, les Liman von Sanders, avaient été les éducateurs militaires de la Turquie [2].

Le Reich, par ailleurs, était le meilleur client et le plus gros fournisseur de la Turquie. Tous les jours enfin, le sabre des Germains pesait d'un poids plus lourd dans la balance des forces du monde.

Peut-être fut-ce là justement ce qui empêcha la jeune république d'accentuer son glissement vers Berlin. Le développement excessif de la puissance allemande, sa tendance à l'hégémonie, son nouveau « Drang nach Osten » qui rappelait singulièrement les rêves d'expansion vers l'Asie Mineure dont, sous Guillaume II, la Bagdad-Bahn avait été l'expres-

1. Les quatre puissances signataires s'engageaient réciproquement à combattre sur leurs territoires respectifs tout mouvement insurrectionnel (on visait surtout les séditions kurdes dirigées contre l'un des co-contractants).

2. Aujourd'hui encore, ce sont des généraux allemands qui professent à l'Académie de guerre turque ; des amiraux allemands sont les conseils de la marine turque.

sion, ne pouvaient qu'inciter la Turquie à ne pas déroger à la sage politique d'équilibre qui est dans sa tradition.

Ce n'était pas non plus l'amalgame de la croix gammée avec le Fascio qui pouvait attirer la Turquie dans l'orbite de l'Italie. Le souvenir de la Tripolitaine, les visées ambitieuses de la nouvelle Rome, l'installation à Rhodes et Castellorizo d'une puissante base d'aviation, certains discours imprudents du Duce qui dévoilèrent des appétits inquiétants orientés vers l'Asie Mineure, autant de raisons qui portaient les Turcs à se prémunir contre l'impérialisme fasciste, contre sa prétention de faire de la Méditerranée un lac italien.

Quelque griefs que la Turquie eut, dans le passé, accumulés contre la Grande-Bretagne, devait-elle hésiter, tout en restant amie du Reich, à se rapprocher du Royaume-Uni ?

L'honneur sans précédent que fit, en 1936, à la jeune république, S. M. Britannique en venant croiser dans les eaux de la Marmara, le vif courant de sympathie qui tout de suite s'établit entre Édouard VIII et Ataturk, les échanges de vues qui eurent lieu entre les deux chefs d'État à bord du yacht royal *le Nahlin* et sur la jetée de Moda, vinrent sceller la nouvelle amitié entre les deux pays. Celle-ci trouvait bientôt sa consécration dans l'Anglo-Turkish Agreement du 20 juillet 1938 qui assurait à la Turquie le concours de la finance anglaise (16 millions de livres sterling), pour les besoins de son armement et de son équipement industriel.

Elle était singulièrement difficile la partie que la France, au lendemain de la guerre, avait à jouer en Turquie. Elle avait occupé Constantinople, recueilli la succession ottomane en Syrie et envahi la Cilicie. La position privilégiée que sous l'ancien régime s'était acquise notre pays dans le domaine économique et culturel, n'était pas faite non plus pour lui concilier les sympathies de la jeune république. L'administration de la Dette publique ottomane avec ses importants services de Monopole, la Régie des Tabacs dont l'immense réseau d'agences couvrait tout l'empire, la Banque ottomane, le grand Établissement d'émission, les nombreuses compagnies de chemin de fer, de services publics : Eau, Gaz, Électricité ; les mines de houille, les Docks, les Phares, en un mot toute

ou presque toute l'armature économique de la Turquie était entre les mains des Français. Oubliant la part qu'avait prise notre épargne dans l'équipement de leur pays, les Turcs ne voyaient plus en nous que d'importuns créanciers et d'indésirables accapareurs des richesses nationales.

Les troupes françaises occupaient à cette époque Adana, la Cilicie et la province (le sandjak) d'Alexandrette et d'Antioche que les Turcs appellent aujourd'hui le « Hatay ». Des engagements sanglants s'étaient produits entre les forces kemalistes et françaises : des deux côtés cependant on désirait la paix ; on négocia.

L'accord d'Ankara signé le 20 octobre 1921 entre Franklin-Bouillon et Mustapha Kemal mit fin au regrettable conflit ; la France qui reconnaissait « de facto » le Gouvernement d'Ankara, promettait d'accorder au sandjak d'Alexandrette et d'Antioche, peuplé en majorité par les Turcs, une sorte d'autonomie administrative avec prédominance de l'influence turque, dans le cadre de l'État syrien.

Notre pays pouvait tirer le parti le plus avantageux de son geste et rétablir sa situation en Orient ; il en laissa, hélas ! échapper l'occasion. Il y eut bien un pacte d'amitié signé en 1930 entre Aristide Briand et Fetih Okiar, alors ambassadeur de Turquie à Paris. Mais les bons rapports entre les deux pays se trouvaient constamment compromis du fait que la France occupait encore en Turquie des positions privilégiées, dont les Kemalistes entendaient bien la déloger. Le statut de nos écoles, la situation des sociétés à capitaux français étaient sans cesse remis en question en même temps que la revision des accords relatifs à la Dette soulevait, à tout instant, d'irritantes discussions ; il en résultait des incidents continuels dans une atmosphère peu propice à une entente amicale.

Enfin la Syrie, sous mandat français, était limitrophe de la Turquie ; la contrebande inévitable exercée sur ses frontières, l'asile donné aux « indésirables », les intrigues arméniennes, les complots fomentés contre l'État voisin, autant de péchés réels ou imaginaires dont on chargeait la puissance mandataire.

Sur ces entrefaites fut conclu le traité franco-syrien. Cet accord qui prévoyait l'émancipation de la Syrie, dont le

sandjak devait continuer cependant à faire partie, mit le feu aux poudres.

Les Turcs ne purent admettre que l'on disposât, sans même les consulter, du sort d'un territoire sur lequel l'accord de 1921 leur avait reconnu des droits incontestables. Si jusqu'ici ils avaient accepté la suzeraineté d'une grande nation comme la France sur cette terre revendiquée par eux comme essentiellement turque, ils trouvaient intolérable que les Syriens, leurs vassaux d'hier, prétendissent maintenant dominer leurs frères de race.

Le Ghazi, à qui ce pays était d'autant plus cher qu'en 1919 il l'avait lui-même préservé de l'occupation anglaise, prit la question en mains. Son mot d'ordre « le Hatay aux Turcs » courut comme une flamme à travers le pays, donnant partout naissance à une agitation intense.

La presse kemaliste commença à s'en prendre à notre pays. Nos officiers, nos agents diplomatiques, qualifiés de « coloniaux », terme éminemment péjoratif dans la bouche des Turcs, furent pris violemment à partie ; ce furent bientôt de véritables appels aux armes que lancèrent contre les « impérialistes français » les feuilles d'Ankara et de Stamboul.

Il serait trop long de relater ici toutes les péripéties de cette malheureuse affaire du sandjak. Après de laborieuses négociations entre l'état-major du général Huntziger et celui du général turc Assim Gunduz nous finîmes par où nous eussions dû commencer. Les droits des Turcs sur le Hatay furent intégralement reconnus par le traité signé à Ankara le 11 juillet dernier, les troupes turques furent chargées d'assurer, de concert avec les nôtres, l'ordre dans le sandjak ; de nouvelles élections donnèrent, comme par enchantement, la majorité aux Turcs. Un pacte d'amitié garantissant le *statu quo* en Méditerranée fut signé entre la France et la Turquie. Une fois de plus la volonté de fer d'Ataturk, cependant déjà gravement atteint par le mal qui devait l'emporter, avait triomphé de tous les obstacles : le rêve de son irrédentisme se trouvait réalisé.

Dans le dernier discours, presque un testament, que la maladie l'empêcha de prononcer lui-même à l'ouverture de la session parlementaire, il y a un mois, et dont le président du

Conseil donna lecture à l'Assemblée, Ataturk s'exprimait ainsi : « Je vous avais dit, l'année dernière, qu'une solution heureuse du litige du Hatay serait, en même temps, la mesure et un facteur de développement dans le sens désiré par nous, des relations turco-françaises. En effet, l'entente intervenue récemment a donné aux relations entre ces deux États un caractère très amical.

» Je suis persuadé que la stabilisation des résultats obtenus dans l'affaire du Hatay constituera une base du développement et de la cristallisation de l'amitié turco-française. »

Espérons que cet ultime appel du grand disparu à l'amitié de nos deux pays sera entendu et que de nouveaux désaccords ne surgiront pas à l'avenir entre les deux Républiques.

Les Syriens ne sont, bien entendu, pas satisfaits de cet arrangement qui, il faut bien le dire, turquifie en fait le sandjak, mais ils ont trop de sens politique et de finesse pour s'abandonner à une vaine politique de récriminations, source de nouveaux conflits à la sudète. Qui sait même si demain ils ne demanderont pas à entrer dans le cycle des amitiés de Saadabad, peut-être avec l'Égypte et les pays arabes encore dissidents ?

Autant que la France, la S.D.N., à laquelle il avait été fait appel dans le règlement de la question du Sandjak, fut, au début de cette affaire, malmenée par la presse turque. Et pourtant il fut un temps où, après avoir boudé l'Assemblée de Genève, qualifiée par elle de « ligue de vainqueurs », la Turquie, suivant en cela l'exemple de son alliée la Russie, avait appuyé sa politique sur cette Institution. C'est notamment sous ses auspices qu'à Montreux elle avait liquidé, à son entière satisfaction, la question épineuse des détroits. Encore un beau succès à l'actif de la politique du Ghazi, à qui revient le mérite d'avoir libéré de l'hypothèque de Lausanne les Dardanelles, la Thrace et enfin Andrinople.

●

L'empire de Soliman, un des plus grands de l'Histoire, que des désastres successifs avaient morcelé au cours des siècles, se trouvait au lendemain de la guerre mondiale réduit

à quelque 750 000 kilomètres et ne comptait plus qu'une douzaine de millions d'habitants. La Turquie s'était vue dépouiller à Lausanne des vastes régions qui forment aujourd'hui les États de l'Irak, de la Syrie, de la Transjordanie, de la Palestine et de l'Arabie.

Ce fut un des traits de l'éminente sagesse du Ghazi d'avoir, dès son arrivée au pouvoir, su renoncer aux territoires perdus, et substitué à la politique de conquêtes, qui était dans la tradition ottomane, celle autrement fructueuse des ententes amicales.

Parce qu'il était avant tout nationaliste, le Ghazi avait, en effet, compris qu'un peuple est d'autant plus fort qu'il est uni par les liens du sang et de la tradition, et qu'à vouloir assimiler des peuples de religion, de culture et de race différentes, l'empire ottoman était devenu « l'homme malade » dont chacun guettait la fin et convoitait l'héritage.

Lorsqu'on jette un coup d'œil sur la carte de l'Europe, on ne peut s'empêcher de faire une constatation frappante : par une sorte de fatalité des grandes lois de l'Histoire, l'empire ottoman du XVIIIe siècle se trouve aujourd'hui reconstitué sous la forme d'une fédération où la politique géniale du Ghazi a réussi à grouper autour de la Turquie les Serbes, les Grecs, les Roumains et, peut-être demain, les Bulgares, en un mot tous les anciens vassaux de l'empire.

Repliée dans ses frontières raciales, filtrée de la presque totalité de ses populations allogènes, placée par la politique habile de son grand chef au centre d'une zone qui, selon le mot de Rustu Aras, « groupe autour d'elle, de l'Inde au Danube, 100 millions d'amis », la Turquie kemaliste est une force. Elle peut aujourd'hui, avec le concours des États qui l'entourent, faire contrepoids aux ambitions démesurées de ceux qui n'entendent la paix que dans le cadre de leur hégémonie.

Et ceci est l'œuvre de Ghazi Mustapha Kemal, de celui à qui son peuple, aujourd'hui dans l'affliction, a décerné le beau nom d'Ataturk, père de la patrie.

GUY DE COURSON

LE SYSTÈME DE VERSAILLES ET L'EMPIRISME DE LOUIS XIV[1]

ÉTANT le moins systématique des hommes, Louis XIV prend d'instinct toujours et partout les précautions nécessaires à la préservation de son autorité ; il n'a pas besoin de longues réflexions pour déceler en Luxembourg, vainqueur à Fleurus, Steinkerque et Neervinde, l'éternel rebelle. Le roi connaît d'ailleurs le personnage, qu'il a déjà envoyé à la Bastille en 1679. Il ne s'est jamais fait aucune illusion sur la fidélité de cet enragé frondeur dont néanmoins le génie militaire reste utile au royaume. Et c'est sans surprise que Louis XIV voit, accolé à Luxembourg, le prince de Conti, révolté de naissance contre toute autorité, ennemi personnel et censeur impitoyable de son royal cousin. Depuis des mois, on rebat les oreilles du roi avec la gloire du prince de Conti, son héroïsme et son coup d'œil sur les champs de bataille. Conti l'incomparable, délices de la Cour, de la ville, de l'armée, éclipse tous les autres princes, fait par comparaison paraître le dauphin plus lourd et plus flasque et le duc du Maine plus boîteux. Il projette son ombre jusque sur le roi-soleil.

Louis XIV est admirablement renseigné, d'abord par les espions professionnels, ensuite par les dénonciateurs bénévoles qui, pour flatter le maître, livreraient père et mère. Les propos que Conti a tenus à Gembloux sont donc certainement venus à la connaissance du roi.

Conti promettait, disait-on, d'être un second grand Condé. Le premier avait coûté assez cher au royaume. Conti pouvait être également un second duc de Guise et Louis XIV connais-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 novembre 1938.

sait au moins dans l'essentiel l'histoire de cet usurpateur.

Le roi redoute et reconnaît chez ce dangereux cousin la chaleur du sang des Bourbons, tous carnassiers et gros buveurs, insatiables, violents, effrénés. Le dauphin et le duc de Bourgogne avaient commencé par être des enfants féroces. L'orgueil de Conti, c'est l'orgueil de la famille, cet orgueil farouche que Louis XIV a senti dès son plus jeune âge gronder dans son sein, mais qu'il a su discipliner, contenir, canaliser, pour en faire un instrument de règne. Il ne s'est jamais laissé enivrer par sa propre grandeur.

On ne gouverne pas sans panache, mais il ne faut pas que la cervelle flotte au vent comme une plume. Louis XIV n'aime ni le bruit ni les nouveautés. Or, Conti, malgré son tact, a une gloire tintamarrante et paraît un homme à idées, plein de vues. Cet Alcibiade, élevé par les socrates de Port-Royal, joue un rôle de corps étranger dans la famille royale. Il faut le résorber ou l'extraire. Qu'on ne prête pas au roi des sentiments mesquins, bas, vulgaires, à propos de ce prince trop brillant. Louis XIV est guidé dans ses sentiments d'antipathie par l'instinct de conservation royale.

Cet empirisme de Louis XIV paraît intolérable à certains contemporains. Il a souvent l'air de brimer un héros ou de refuser une victoire. D'autre part, ses ministres, enragés d'étatisation et de fiscalité, ennemis nés de toutes les libertés naturelles et conquises, s'indignent d'être contenus par lui. Il ne contente ni les pacifiques, ni les belliqueux, ni les catholiques, ni les protestants, ni les dévots, ni les esprits forts, ni les pauvres, ni les riches, ni les nobles, ni les bourgeois. L'ensemble assure l'équilibre du règne, le bonheur d'un peuple ne pouvant sans doute résulter que d'une harmonie de mécontentements!

Louis XIV fait trop la guerre au gré des commerçants et de Colbert ; il ne la fait pas assez au gré de Louvois, de Condé, de Turenne, de Luxembourg. Rien, ni personne ne l'influence en définitive. N'ayant pas une grande originalité d'esprit, il cherche volontiers des points d'appui, mais sans jamais abdiquer ; ces points d'appui, qui s'appellent Colbert, Louvois, Luxembourg, madame de Maintenon, Chamillart, subissent sa loi, bon gré mal gré. Il absorbe et résorbe les résistances, d'où qu'elles viennent et sous quelque forme qu'elles se manifestent.

*
* *

Les années passent ; Louis XIV a des attaques de goutte de plus en plus fréquentes. Il se fait traîner à l'intérieur du palais dans un fauteuil posé sur des roulettes feutrées ; dehors, il circule au moyen d'un petit chariot à quatre roues. Une fois de plus, on peut compter que Monseigneur règnera bientôt et un petit clan de véritables conspirateurs se forme autour de lui pour s'assurer étroitement du roi qu'il peut devenir d'un jour à l'autre. Ce sont des gens de son âge. Le dauphin a trente-deux ans ; sa sœur, la grande princesse de Conti, fille du roi et de La Vallière, vingt-six ; le prince de Conti, vingt-huit. Petite Cour remuante, ardente, en violent contraste avec l'entourage immédiat du roi et de madame de Maintenon.

Monseigneur étant devenu amoureux d'une demoiselle Marie-Émilie de Joly de Choin, fille d'honneur de la princesse de Conti, une intrigue savante se noue autour de cet amour. Un certain Clermont-Chatte, enseigne des gendarmes de la garde, centre de la conspiration, est chargé de séduire à la fois mademoiselle Choin et la princesse de Conti, c'est-à-dire les deux femmes qui, chacune dans son genre, exercent la plus grande influence sur l'héritier du trône. Clermont-Chatte n'est qu'un instrument entre les mains de Luxembourg et de Conti. Ceux-ci peuvent se croire les véritables maîtres du royaume sous le prochain règne.

L'intrigue comportait un savant mécanisme. D'où sortait mademoiselle Choin ? On ne connaît même pas la date de sa naissance. Elle est fille du baron de Choin, gouverneur et grand bailli de Bourg-en-Bresse, et nièce de madame de Bury, dame d'honneur de la princesse de Conti.

Sur l'aspect physique de mademoiselle Choin, les témoigagnes abondent et sont tous contradictoires et à peu près inconciliables. Était-elle hideuse ou charmante ? Un gros pot à tabac ou une femme élégante ? Les uns l'ont vue avec les yeux de la haine, les autres l'ont regardée avec sympathie, et de 1694, date de son entrée en scène, jusqu'à la mort du dauphin en 1711, elle a pu changer physiquement. « Grosse fille écrasée ; brune, laide, camarde », écrit Saint-Simon.

Mais Saint-Simon adorait sa femme, une blonde fadasse, grande, mince, au nez pointu. Mademoiselle Choin, fraîche, réjouie, plaisante, boulotte, avec un petit nez retroussé, des yeux hardis et des cheveux noirs, était le contraire certainement d'une beauté classique à la mode du temps, c'était une brune piquante, qui savait s'habiller. On la verra faire preuve d'une grande délicatesse de sentiments, de beaucoup d'esprit, d'un excellent caractère, de modestie et de franchise. Tout cela forme un ensemble assez attachant et l'on comprend pourquoi le dauphin l'a aimée. Le maréchal de Luxembourg et le prince de Conti eurent tout de suite la conviction que l'attachement de Monseigneur pour mademoiselle Choin serait durable et qu'il y avait là matière à fructueuses combinaisons.

Jusqu'à quel point mademoiselle Choin entra-t-elle dans l'espèce de complot fait autour d'elle pour s'assurer du dauphin? Rien de plus difficile à démêler. Les témoignages contemporains, même les moins bienveillants sur son compte, la présentent comme une fille désintéressée, sérieuse, incapable d'une vilenie.

Quoi qu'il en soit, Luxembourg et Conti décidèrent de se servir d'elle pour gouverner Monseigneur et lui dépêchèrent cette espèce de séducteur professionnel qu'était Clermont-Chatte, avec mission :

« De plaire à cette femme et d'être son amant. »

Le choix était bon, car Clermont-Chatte plut tout de suite à mademoiselle Choin, à qui il parla mariage. C'était un grand et bel homme, aux charmes desquels l'inflammable princesse de Conti, fille du roi, n'avait pas songé une minute à résister.

Ainsi, toutes les avenues menant à l'héritier du trône étaient occupées et le maréchal de Luxembourg se voyait déjà connétable, le prince de Conti premier ministre et commandant d'armées. Leurs ambitions à l'un et à l'autre étaient sans frein ni limite.

Au début de l'année 1694, l'intrigue bat son plein dans le plus grand secret, Clermont-Chatte, heureux gaillard, évoluant entre mademoiselle Choin et la belle princesse, recevant leurs caresses à l'une et à l'autre et les confidences du dauphin par-dessus le marché.

A l'armée, l'héritier du trône avait retrouvé le maréchal

de Luxembourg, le prince de Conti, Clermont-Chatte. Mademoiselle Choin, naturellement, était restée auprès de la princesse, mais on s'écrivait beaucoup, tendrement, cyniquement. Les paquets de lettres partaient avec le courrier adressé par Luxembourg à Barbezieux, secrétaire d'État à la guerre. Celui-ci, intrigué de voir l'adresse de mademoiselle Choin sur une lettre, flaire un mystère. Le premier mouvement de Barbezieux devant un paquet fermé était de l'ouvrir. En bon fils de Louvois, il fait avec les plis adressés à la Choin ce que son père aurait fait : il en prend connaissance, devine l'énormité de l'intrigue et court tout rapporter au maître.

Le roi, découvrant le pot-aux-roses de l'intrigue Luxembourg-Conti-Clermont-Choin, aurait tout lieu d'être exaspéré. Or on ne trouve en lui aucune trace de colère. C'est avec la plus grande circonspection qu'il défera les rêts dans lesquels on a entortillé son fils légitime et l'aînée de ses bâtardes. Un geste brutal — et combien compréhensible — aurait pu, en cette occurrence plus qu'en aucune autre, avoir les pires conséquences : d'abord étendre le scandale et briser le cœur de sa fille chérie, la princesse de Conti ; ensuite et surtout, effaroucher Monseigneur, le rendre ombrageux à l'égard d'un père qui avait un si grand besoin de son obéissance et de son affection.

Le seul des enfants royaux qui n'ait jamais créé d'ennuis à Louis XIV est le dauphin. Il ne demandait jamais rien, n'exagérait pas les dépenses, n'affichait pas des liaisons scandaleuses. Lui enlever la seule femme à laquelle il parût tenir, c'était donc commettre une espèce d'abus de pouvoir. Monseigneur avait bon esprit et respectait son père, mais, enfin, il vivait entouré de demi-sœurs et de demi-frères adultérins issus de liaisons tapageuses. Louis XIV aurait été mal venu de donner de trop haut des leçons de vertu à son héritier. Il n'y songeait guère d'ailleurs, ne considérant en toutes choses que les résultats. Il prenait volontiers son parti de ses propres faiblesses quand elles étaient agréables et de celles des autres quand il en pouvait tirer quelque avantage pour l'État.

Dans l'affaire Choin-Clermont-Chatte, Louis XIV est donc préoccupé avant tout, comme souverain et comme père, de

ne pas heurter son fils, de ne pas compromettre ce chef-d'œuvre que composent leurs excellents rapports. On a trop dit que le roi n'inspirait que de la crainte au dauphin ; il lui inspirait aussi une vénération mêlée de tendresse. Madame de Caylus a sans doute raison de noter ceci à propos de Monseigneur : « Comme il était bien né et qu'il avait un bon modèle devant les yeux dans la personne du roi son père, qu'il admirait et qu'il aimait, son règne aurait été heureux et tranquille. Il aurait suivi le même plan de gouvernement ; nous n'aurions vu de changement que dans le lieu de son séjour, qu'il aurait, je crois, partagé entre Paris et Meudon. »

Précisément parce que son fils était un modèle de douceur, le roi ne se souciait pas d'en faire un mouton enragé. La Choin avait, entre autres avantages, celui de préserver Monseigneur à la fois de la débauche et du remariage. Le roi n'avait pas voulu donner à la France une seconde reine, pour ne pas créer deux lignées d'héritiers légitimes ; ses préoccupations étaient les mêmes pour le dauphin. Cela avait fait l'objet de graves débats familiaux après la mort de la dauphine. C'est pourquoi le cas de mademoiselle Choin et les intrigues de Luxembourg et de Conti autour du lit de Monseigneur prennent un tel caractère de gravité.

Le roi réfléchit longuement avant d'agir ; finalement c'est par sa fille, la princesse de Conti, qu'il décide de commencer l'opération. Un détail, donné par Saint-Simon, montre à quel point Louis XIV reste maître de lui : pour convoquer la princesse de Conti, il attend « une après-dînée de mauvais temps qu'il ne sortit point. » On est en été et si le soleil avait lui, le roi aurait chassé à son ordinaire. Mais il pleut : excellente occasion de régler une affaire de famille et d'État. Voici comment il procède : il a entre les mains des lettres de Clermont à mademoiselle Choin et des lettres de mademoiselle Choin à Clermont, dans lesquelles la princesse de Conti est tournée en ridicule. Il commence par demander à sa fille sur un ton sévère si elle connaît cette écriture-là et il lui montre une lettre de Clermont. La princesse, éperdue, pense d'abord que sa liaison avec le bel exempt des gardes est dévoilée ; aussitôt elle s'évanouit, ce qui est la meilleure façon de se tirer d'un mauvais pas. Le roi, toujours courtois, et qui

connaît les usages, interrompt l'enquête pour donner à sa fille le temps de se remettre. Il lui adresse quelques reproches sur un ton assez paternel, puis brusquement il frappe de nouveau : non seulement la princesse de Conti a eu tort de prendre un amant, mais elle a mal placé son affection. On la trompe ; en voici la preuve. « Ce nouveau coup de foudre, peut-être plus accablant que le premier, renversa de nouveau la princesse. Le roi la remit encore, mais ce fut pour en tirer un cruel châtiment : il voulut qu'elle lût en sa présence ses lettres sacrifiées et celles de... Clermont et de la Choin. Voilà où elle pensa mourir. Elle se jeta aux pieds du roi, baignée de larmes et ne pouvant presque articuler. Ce ne fut que sanglots, pardons, désespoirs, rage et à implorer justice et vengeance. » Louis XIV n'aimait pas voir couler des larmes. Il en versait lui-même assez facilement. Le spectacle que lui donne sa fille aînée, chérie entre toutes, l'attendrit. Il la relève, l'embrasse, lui promet de punir les coupables et de ne plus jamais lui parler de cette triste affaire.

La princesse de Conti avait peu de gaîté naturelle et un vif sentiment de sa grandeur ; elle reçut ce jour-là un rude coup. La Cour et la ville raillèrent impitoyablement son infortune et les chansons salées coururent les ruelles. Ses demi-sœurs, Madame la Duchesse et la duchesse de Chartres, filles du roi et de madame de Montespan, se montrèrent particulièrement impitoyables. Plus de quinze mois après on en parlait encore : un jour de décembre 1695, à Marly, le roi fit semblant de boire un coup ou deux d'un vin excellent et s'amusa pendant le dîner à badiner avec ses filles, Madame la Duchesse et la duchesse de Chartres, au point de sortir un instant de sa gravité habituelle, à la surprise de tous ; la princesse de Conti, qui tenait la table voisine, prit une attitude de maussaderie et de blâme. « La table du roi s'étant levée la première, conte Gaignières, Sa Majesté s'approcha de celle de Monseigneur et demanda si l'on y avait aussi bien fait son devoir qu'à la sienne. La princesse de Conti, qui était naturellement aigre, qui avait peu d'esprit et qui n'aimait pas Madame la Duchesse, répondit qu'on avait médiocrement bu et qu'on ne l'appellerait pas *sac à vin.* »

La duchesse de Chartres, ayant entendu le propos, laissa

passer le roi et lâcha assez haut de sa voix lente : « J'aime mieux être sac à vin que sac à guenilles (ou à ordures). » C'était une allusion assez féroce à Clermont-Chatte. De son côté, Madame la Duchesse fit une chanson dédiée à la princesse de Conti :

Vous ai-je ôté la tendresse
De quelque garde du Roi?

Ce n'étaient là que les petits à-côtés et les suites mondaines et familiales d'une intrigue très sérieuse, puisqu'elle avait tendu à s'emparer du cœur et de l'esprit du dauphin. Le roi sut très bien que les principaux coupables étaient Luxembourg et Conti ; mais il avait besoin du maréchal pour la défense des frontières ; il ferma donc les yeux. Ses sentiments pour le prince de Conti étaient fixés depuis longtemps ; il ajouta simplement ce grief aux autres. Mademoiselle Choin fut bannie de la Cour, mais avec des égards et une pension, ce qui indique que pas un moment elle ne perdit l'affection de Monseigneur.

Clermont-Chatte dut quitter l'armée, se défaire de sa charge et se retirer en Dauphiné, d'où il ne sortit qu'après la mort du roi.

L'édifice savamment construit par les conspirateurs était détruit de fond en comble. La princesse de Conti y perdit presque toute son influence sur Monseigneur, auprès de qui Madame la Duchesse vint briller de toute sa grâce et de toute sa malice.

*
* *

La Cour, dans les vingt dernières années du règne, semble figée dans la splendeur. Le roi et son fils n'allant plus à la guerre, les courtisans tournent en cercle entre Versailles, Marly, Meudon et Fontainebleau.

Louis XIV n'a jamais paru si solide qu'en cette fin du XVIIe siècle où il vient, par la paix de Ryswick, de consolider ses frontières et où il se prépare à placer son petit-fils sur le trône d'Espagne. Sans doute, les ombres ne manquent pas au tableau de sa gloire : finances obérées ; crise des affaires, plaintes des peuples et, au dehors, les coalitions toujours

prêtes à se ruer sur la France au premier signal. Mais le roi paraît décidément taillé pour vivre un siècle. De tous les maux qui l'ont tourmenté au cours de son existence, il n'a conservé que la goutte, dont il s'accommode tant bien que mal. Les contemporains, amis ou ennemis, ont célébré son air de grandeur et de majesté « solaire », sa figure imposante, son port naturel, sa démarche élégante, sa parole aisée et juste, sa prononciation nette, un ensemble de qualités physiques rarement réuni chez un homme. « Le respect qu'apportait sa présence, dit Saint-Simon qui pourtant ne l'aimait guère, en quelque lieu qu'il fût, imposait un silence et jusqu'à une sorte de frayeur. »

A soixante ans, il est toujours superbe à cheval, gracieux et adroit dans ses gestes, tireur infaillible, chasseur infatigable, menant lui-même sa calèche à quatre petits chevaux avec « une justesse que n'avaient pas les meilleurs cochers », à toute bride. Sa marque distinctive, après la majesté, est une complète maîtrise de soi ; il ne sort en aucun cas de la politesse et sait dissimuler les sentiments les plus violents. Bien qu'il soit l'homme le plus occupé du royaume, le plus exact à remplir les devoirs qu'il a ou qu'il se crée, jamais il n'a l'air affairé ou nerveux ou inquiet. N'est-il pas à la fois chef d'État, généralissime, président du Conseil, châtelain, grand juge et père de famille nombreuse?

Et quel acteur incomparable ! Quel sens de la mise en scène et quelle connaissance du spectateur ! Pendant cinquante-quatre ans, il a joué en grand costume le rôle de roi-soleil sur le plus vaste théâtre de l'univers, devant le public le mieux averti et le plus implacable, sans s'exposer jamais à être sifflé. On ne se lassait pas de le rappeler, de le voir et de l'entendre. Ses détracteurs les plus féroces l'ont déclaré incomparable.

C'est le plus consciencieux et le plus appliqué des hommes. Si absorbé qu'il soit, il est très attentif à faire les démarches d'usage à l'occasion des naissances, mariages et deuils. A toute heure du jour ou de la nuit il est à la disposition de ses ministres pour un ordre à donner, une décision à prendre. Oracle permanent toujours bon à consulter, juge équitable et patient, ne rebutant jamais les plaignants, écoutant jus-

qu'au bout leurs doléances et méditant profondément avant de se prononcer, il est à la source de toutes les informations. Aucune n'est sûre tant qu'elle n'a pas été *déclarée* par lui. C'est un de ses moyens de règne. Il tient les gens dans l'ignorance et les en tire à son gré, irritant au besoin leurs curiosités. On le croit trop souvent enfoncé dans son orgueil et son égoïsme, endormi par les adorations et les flatteries ; en réalité il voit tout, sait tout et devine assez régulièrement ce qu'on lui cache.

N'ayant pas de nerfs, il ignore la fatigue. Il reste très bien trois heures de suite, dans l'après-midi, à écouter le rapport d'un maître des requêtes sur une affaire civile ; il recommencera le surlendemain ; les mêmes jours il travaillera avec ses ministres sur des dépêches de généraux et d'ambassadeurs. Jamais il ne néglige ses devoirs mondains et il exige, avec une volonté de fer, qu'on s'amuse autour de lui. Les courtisans ont quelquefois envie de crier grâce, mais quand, pour une raison ou une autre, ils s'éloignent de la Cour, c'est bientôt pour soupirer après leurs chaînes et se replacer le plus vite possible sous les yeux du maître.

Louis XIV inculque à toute la noblesse que la vie ne vaut d'être vécue qu'auprès de lui. Ceux même qui s'ennuient ou s'énervent à Versailles jugent intolérable d'être exilés loin de la Cour. L'attraction personnelle du roi s'exerce irrésistiblement même sur les personnages les moins sensibles à son charme. Les chaînes dorées et fleuries par lesquelles le souverain retient autour de lui ses courtisans sont à la fois solides, pesantes et immatérielles. Louis XIV agit plus par rayonnement que par contrainte.

*
* *

La Cour est en état continuel de fermentation, de conspiration, de médisance. Des potins plus ou moins féroces ; des duels qui le plus souvent n'ont pas lieu. L'oisiveté est active, affairée, trépidante. Conversations et préoccupations tournent toujours dans le même cercle : qu'a fait le roi ? Les jours de grandes fêtes il communie, touche les écrouelles, entend un sermon, va aux vêpres et distribue les bénéfices. A lon-

gueur d'année on bavarde autour des sujets suivants : un tel est malade, ou mort. Une telle est grosse, ou « blessée », ou accouchée d'un fils, d'une fille, d'un enfant-mort. Le roi a donné tant de milliers d'écus de pension à X... Le dauphin ou ses fils ont eu la fièvre. Le roi va quitter Fontainebleau pour Versailles ou Marly. Mademoiselle de X... va épouser M. de Y... L'Ambassadeur de B... a son audience de congé.

Un rien amuse ce monde de la Cour. Ainsi le marquis de Meuse, envoyé du duc de Lorraine, reçu en audience par le roi à Fontainebleau dans un cabinet tout en glaces, confond une image du roi dans un des miroirs avec le roi lui-même et fait trois révérences mal orientées. Le roi l'appelle et voilà de quoi rire pour quelques heures. La Cour est un vase clos où mijotent, autour des grandes avidités, les petites ambitions entrelardées de jalousies, de rancunes, de vanités misérables. Pour ces gens-là, rien n'existe que leurs pensions, leurs rangs, leurs alliances, leurs coliques. Le roi seul, dans ses palais, ses parcs et ses bois, pense au reste du pays, à la France ondoyante et diverse, à ses richesses, à ses mystères, à ses souffrances.

La Cour n'est, à tout prendre, qu'une corporation (ou un syndicat, le premier en date) de hauts dignitaires, avec des préoccupations et revendications fort précises tendant toutes à des augmentations de traitement et à des avancements au choix. Mais le maître ne se laisse jamais déborder. Le marquis de Sourches, grand prévôt et assez brave homme, sans aucun génie, tient dans ses mémoires une espèce de comptabilité des distributions de bénéfices et de brevets de retenue. Les brevets de retenue constituent pour le titulaire d'une charge non vénale et non héréditaire une sorte d'assurance (nous dirions aujourd'hui de retraite) en ce sens qu'ils accordent à ce titulaire un titre de propriété lui assurant que s'il démissionne ou s'il meurt, personne ne pourra lui succéder dans son emploi sans verser à lui ou à ses héritiers la somme fixée par le brevet.

Le roi donne 3 000 livres de pension à tel maréchal de camp de cavalerie ; 3 000 au marquis de R..., brigadier. On aurait tort d'en conclure à des gaspillages incessants. Ce sont des retraites qui tombent automatiquement. Ainsi M. Poin-

caré, le 1er août 1914, a dû signer, malgré la gravité des circonstances, un certain nombre de décrets accordant des faveurs administratives à telles veuves de fonctionnaires ou des pensions de retraite à des officiers supérieurs ou subalternes, à des agents divers. La machine administrative de tous temps a broyé sa besogne quotidienne sans paraître se soucier des événements.

*
* *

Tous les ans, au carnaval, la Cour s'amuse et les princes se masquent. En février 1700, les divertissements commencent à Marly en présence du roi et de la reine d'Angleterre. Après le bal, on assiste à une mascarade de quatre enfants et de quatre gouvernantes, précédés d'un maître et d'une maîtresse d'école. Le maître, habillé en docteur de la comédie italienne, est le marquis de La Vallière ; la maîtresse, habillée en vieille, c'est le duc de Chartres. Les quatre enfants habillés en satin jaune et coiffés de bonnets sont Monseigneur, le comte de Brionne, le marquis de Villequier et le marquis d'Antin. Les quatre gouvernantes, qui tiennent les poupards en lisière, sont la princesse de Conti, la princesse d'Espinoy, la marquise de Villequier et la marquise de Châtillon.

Le lendemain Monseigneur paraît en Sancho Pança avec le marquis de La Vallière en Don Quichotte. Monseigneur danse une courante « en ridicule » et fait bien rire le roi. Les Dolorides qui suivent Don Quichotte sont le duc de Chartres, le duc de Bourgogne, le comte de Toulouse, le prince de Conti, tous masqués en femmes.

M. le Prince donne dans son appartement de Versailles un bal et « une fête galante » à la duchesse de Bourgogne. Il y a aussi bal particulier chez madame de Maintenon et la duchesse de Bourgogne joue la comédie avec les Noailles. Bal chez la princesse douairière de Conti ; bal chez d'Antin. Puis on retourne à Marly où la duchesse de Bourgogne paraît en sultane à côté de la duchesse de Chartres et d'Antin en grand seigneur, porté par quatre esclaves et précédé par deux sultanes : la princesse de Conti et la marquise de Châtillon. Ensuite viennent deux ours lesquels sont le comte de Toulouse et le grand prieur, avec des guitares sur le dos ; puis un tigre

marchant sur les pattes de derrière et jouant du théorbe. Monseigneur, le duc de Bourgogne et le duc de Chartres jouent des petits rôles. Les singes, les perroquets, le tigre et les sultanes chantent ensuite, puis dansent avec les ours et les autruches.

Les jours suivants il y a mascarade des cartes ; le roi et la dame de trèfle sont le duc et la duchesse de Bourgogne ; le roi de cœur, le duc d'Anjou qui bientôt règnera en Espagne ; le roi de carreau est M. le Duc ; le roi et la dame de pique, le duc de Villeroy et la duchesse de Sully. Dans la mascarade de la comédie italienne les deux filles du roi, Madame la Duchesse et la duchesse de Chartres, paraissent galamment vêtues, mais ne dansent pas parce qu'elles sont grosses. On joue une petite pastorale chez madame de Maintenon qui a la fièvre le lendemain. Encore un grand bal en masques chez le roi, le lundi gras, puis le mardi gras, bal en masques chez Monseigneur, bal chez la duchesse du Maine, bal chez la comtesse d'Armagnac et c'est la fin du carnaval que la duchesse de Bourgogne, qui a la passion de la danse, a trouvé trop court :

— L'année prochaine, dit-elle gaiement, je le ferai commencer en octobre.

Les amusements de la Cour n'étaient pas toujours innocents. On se jouait des tours cruels, comme celui dont le duc de Luxembourg, fils aîné de l'illustre maréchal, fut la victime. Le duc de Luxembourg, sous le nom de prince de Tingry, avait suivi son père dans ses campagnes et s'était distingué à Neervinde. En 1696, il avait épousé Marie-Gilonne Gilier de Clérambault, riche et fort jolie qui, tout de suite, se conduisit légèrement et en se contraignant si peu que son mari seul ne connaissait point ses amants. Le duc de Luxembourg adorait sa femme qui le cajolait, et avait en la vertu de celle-ci la plus absolue confiance. C'était un ami de toujours pour le prince de Condé (le fils du vainqueur de Rocroy). Mais M. le Prince réservait à ses vieux amis ses meilleures férocités. Il conseilla donc au duc de Luxembourg de surmonter sa tête, pour un des bals masqués donnés à Marly, d'un bois de cerf immense. Le déguisement eut un succès considérable. Chacun se demandait quelle figure se cachait sous le masque. Quand on reconnut le duc de Luxembourg, ce fut un éclat

de rire énorme, car les hôtes de Versailles sont sans pitié à la façon des dieux de l'Olympe qu'égayent les infortunes de Vulcain.

M. de Luxembourg était tout heureux et fier d'avoir été masqué par M. le Prince. « Un moment après, conte Saint-Simon, les dames arrivèrent et le roi aussitôt après elles. Les rires recommencèrent de plus belle ; et M. de Luxembourg à se présenter de plus belle aussi, avec une confiance qui ravissait. Sa femme, toute connue qu'elle fût, et qui ne savait rien de cette mascarade, en perdit contenance ; et tout le monde à les regarder tous deux et toujours à mourir de rire. M. le Prince regardait par la chatière et s'applaudissait de sa malice noire. »

La duchesse de Luxembourg avait pour amants le comte d'Albert, colonel des dragons du dauphin, et le comte de Rantzau, petit-neveu du célèbre maréchal de ce nom. Les deux seigneurs s'aperçurent qu'ils partageaient les faveurs de la dame et s'en irritèrent au point de vouloir s'entretuer. Il y eut duel. Le comte d'Albert prit pour second le comte d'Uzès, et Rantzau fut assisté d'un Schwartzenberg. L'affaire fit grand bruit, et des poursuites furent engagées sur l'ordre du roi. Le comte d'Uzès fut arrêté et emprisonné. Le comte d'Albert, assez sérieusement blessé, s'enfuit d'abord à Bruxelles puis revint se constituer prisonnier et se vit retirer son régiment. A Meudon, où était le roi ce jour-là, M. de Luxembourg seul ignorait les causes du duel et suppliait ses amis de les lui apprendre.

*
* *

Avec sa dévotion étroite et méticuleuse, madame de Maintenon a horreur des divertissements, et conçoit très mal ce que peuvent être les devoirs d'un roi de France. Elle ne partage aucun des soucis de son royal époux et ne comprend rien à sa politique. « Le roi, écrit-elle le 31 janvier 1700 à l'archevêque de Paris, a de la peine sur les trois jours gras que vous voulez retrancher aux mascarades et aux bals, mais il finit toujours par dire qu'il veut être soumis et vous laisser faire. Je crois, Monseigneur, qu'il faut accepter cette soumission

afin de l'accoutumer au bien, malgré qu'il en ait. Je lui dis que ces trois jours-là retrancheraient bien des péchés. La religion est peu connue à la Cour ; *on* veut l'accommoder à soi et non pas s'accommoder à elle ; *on* en veut toutes les pratiques extérieures, mais non pas l'esprit. Le roi ne manquera pas à une station, ni à une abstinence ; *mais il ne comprendra pas qu'il faille s'humilier* et prendre l'esprit d'une vraie pénitence, *et que nous devrions nous couvrir du sac et de la cendre pour demander la paix.* »

Louis XIV avait alors mieux à faire que de se couvrir du sac et de la cendre : le roi d'Espagne, Charles II, se mourait et la monarchie espagnole était à la veille d'un démembrement. A Vienne on rêvait d'une reconstitution de l'Empire de Charles-Quint qui eût été mortelle pour la France. Le roi et ses ministres négociaient à Londres et à La Haye. La dévote agitation de son épouse agace certainement le roi, pour qui les démêlés de Fénelon et de Bossuet, la condamnation des *Maximes des Saints*, les bonnes œuvres, les sermons et les mandements passent au second plan et même au troisième. Madame de Maintenon est complètement étrangère aux questions politiques. « Jamais, note-t-elle, je n'ai trouvé le roi plus fermé, plus en garde. »

Son intelligence aiguë mais bornée, reste spécialisée dans les affaires d'évêché, de sacristie, de pensionnat et d'antichambre. Elle se plaint de passer sa vie en inutilités, ce qui est un « véritable martyre » pour elle. Elle a en effet le goût du travail, de l'économie. Toute distraction agace cette fourmi, étrangère et hostile à la grâce, au luxe, à l'élégance, à la joie, à la beauté. Elle jette sur les princes qui l'entourent un regard glacé mais pénétrant. A propos d'un carnaval et de ses plaisirs désordonnés qui l'accompagnent forcément, elle écrit à l'archevêque de Paris : « ... On n'y sent guère que de la tristesse, de la fatigue et de l'ennui, et le plaisir fuit à proportion qu'on le cherche. Nos princes n'ont plus rien de nouveau à voir, parce qu'ils voient tout dès leur enfance ; ainsi ils ne peuvent plus se divertir. Dieu sait parfaitement les punir de cette envie continuelle d'avoir de la joie. » C'est déjà du Jean-Jacques Rousseau qui perce dans cette espèce de malédiction partie du plus profond de son être. Elle déteste

les plaisirs forcés qui l'entourent. Elle est de l'opposition, à sa manière.

Que reprochera-t-on le plus au roi ? C'est le faste de la Cour, cet enchaînement continuel de fêtes par lequel il maintient sous son regard tous les personnages dont l'activité pourrait le gêner si elle s'exerçait à tort et à travers sur divers points du royaume. Pendant qu'ils s'amusent près de lui, ils ne conspirent pas. Louis XIV estime qu'il ne payera jamais trop cher cette assurance contre les troubles intérieurs. Mais les contemporains s'imaginent que le roi ne réunit autour de lui, à si grands frais, tant de courtisans que par orgueil et pour se pavaner au milieu d'eux.

*
* *

Versailles, en ce mois d'août 1704, est en pleine euphorie : les nouvelles des armées sont plutôt bonnes et l'on a tout lieu d'espérer une prochaine victoire en Allemagne. Les fêtes en l'honneur du petit duc de Bretagne sont déjà commencées : le 12 août la reine d'Angleterre et son fils sont à Marly où le roi leur offre une collation et un feu d'artifice avec accompagnement de tambours, timbales, trompettes et hautbois. Le lendemain de ce jour, dans la plaine d'Hochstedt, là même où les Impériaux avaient été battus l'année précédente, Marlborough et le prince Eugène réunis battent l'armée de Tallard et de Marsin. Le désastre est complet ; toute l'armée de Tallard détruite ou prise ; le maréchal prisonnier, son fils tué. La Bavière doit être abandonnée ; les Français repassent le Rhin.

Ces funestes nouvelles n'arrivent que lentement à la Cour, où elles jettent une consternation profonde. Louis XIV n'admet pas que rien soit changé au programme des fêtes en cours ; le 27 août il vient à Meudon pour trois jours et Monseigneur fait tirer un feu d'artifice « dont l'illumination fut galante et magnifique. » Le 28, la ville de Paris reçoit le dauphin, ses fils et la duchesse de Bourgogne qui, des fenêtres du Louvre, assistent à une illumination dont le sujet était le triomphe de la Seine et du Tage sur la Tamise et les autres fleuves de l'Europe...

Le public avait peine à comprendre cette fermeté du roi, son refus de faire entrer la défaite dans sa vie et celle de son peuple. Les détracteurs du système ricanaient dans les coins, se réjouissant presque de cette défaite qui leur donnait raison et les encourageait à critiquer. Les listes de morts et de blessés s'allongeaient ; les conséquences stratégiques et politiques apparaissaient de plus en plus désastreuses.

Cependant le roi est entré dans sa soixante-septième année, « ayant une santé aussi vigoureuse qu'à trente ans ». Il est solide à désespérer ses ennemis proches et lointains. L'homme sur lequel il compte pour rétablir ses affaires sur le Rhin est Villars, maréchal de France en 1703, chevalier de l'Ordre et duc en 1705. Ce choix, ces honneurs, naturellement fort critiqués, seront justifiés par la suite des événements. Villars, personnage de roman, spirituel, vantard, souple et retors, avait de grandes aptitudes politiques et militaires. Sa façon insolente de remporter des victoires exaspérait les envieux. Ce Gascon magnifique, avide, flatteur, effronté, ne plaisait guère en France qu'à Louis XIV, aux soldats et au peuple. Cela lui suffisait et il le faisait sentir. C'est parce qu'il a toujours agi cœur à cœur avec le vieux roi et avec ses troupes qu'il a contribué mieux qu'aucun autre chef de guerre à sauver la France. Il n'était ni Condé, ni Turenne, montrait assez le parvenu, étalait toutes sortes de défauts insupportables et battait l'ennemi en toutes rencontres. Qualité appréciable pour un général.

Le public dénigre volontiers les hommes trop heureux ; les continuels succès de Villars prennent vite un caractère provocant et font contraste, par exemple, avec l'attitude modeste et exquise du prince de Conti. Pour conserver intacte sa réputation de grand homme, dans un milieu comme la Cour, il est avantageux de n'avoir jamais été mis à l'épreuve.

Les honneurs accordés à Villars, la confiance que lui témoignait le roi causèrent, dit Saint-Simon, « la plus étrange surprise, pour ne pas dire au delà, et la plus étrange consternation dans toute la Cour, qui, contre sa coutume, ne s'en contraignit pas. » Villars note à ce propos dans ses mémoires que les grâces que les seuls services attirent ne sont pas du goût des courtisans. Les ducs furent indignés d'avoir pour

égal le petit-fils d'un greffier de village. Princes du sang et princes lorrains partageaient cette indignation.

Louis XIV considérait les fureurs des uns et des autres avec un mépris olympien. Premier gentilhomme du royaume, n'oubliait pas que la noblesse de naissance était la raison même de son pouvoir. Mais le pur orgueil nobiliaire, les prétentions de caste que ne justifient pas les services rendus, il les foulait aux pieds systématiquement. Les princes du sang et les pairs, théoriquement les premiers soutiens de la couronne, il les a vus dans son enfance ébranler le trône, il les voit depuis cinquante ans grouiller autour de lui, mâtés, inutiles, médisants, avides, braves à la guerre sans doute, mais incapables de discerner et de servir les intérêts nationaux. Le roi sait à quoi s'en tenir sur l'affection que lui portent ses cousins M. le Prince, M. le Duc et le prince de Conti. Il les connaît jusqu'au fond de l'âme. Il connaît aussi les princes lorrains : Armagnac, Elbeuf, Harcourt, Lillebonne, Marsan, Vaudémont, dont le plus bel échantillon était le chevalier de Lorraine, mort en 1702, ce redoutable favori de Monsieur, que le roi a surveillé et ménagé comme un danger public pendant quarante ans. L'esprit des Guise revit en eux comme l'esprit de la Fronde chez les Condé et les Conti. Leurs grincements de dents, leurs méchants propos, leurs mines hautaines, non seulement n'émeuvent pas le roi, mais le comblent d'aise, le fortifient dans sa résolution de gouverner avec des créatures à lui, parties de rien et qu'il rend aptes à tout.

Les brouilleries de Cour qui ont joué un si grand rôle sous les règnes précédents ne peuvent plus aller bien loin et les réconciliations se déroulent mécaniquement sur un geste du roi. Princes et seigneurs apparaissent complètement domestiqués. Leur docilité est celle des animaux de cirque, chiens, chevaux, singes, éléphants, lions, qui, sous le fouet du dompteur, exécutent les mêmes tours, montent sur des tonneaux, sautent à la corde, dansent, se dressent, s'aplatissent au commandement. On est loin de la jungle. Les colères des animaux et leurs cris font partie du spectacle.

La noblesse, bien dressée par Louis XIV, perd peu à peu ses vices et vertus naturels pour les remplacer par des qualités et des défauts factices. Les conflits entre le pouvoir central

et les vestiges de féodalité sont localisés, amenuisés de façon à ne plus troubler la paix de Sa Majesté. Querelles de rang, affaires d'honneur, au lieu d'être réglées dans des batailles, sont portées devant le roi. On assiste encore à des simulacres de duels, ou à des rencontres qui s'arrêtent au premier sang. Mais les combats singuliers ont passé de mode presque autant que les révoltes concertées. Louis XIV prend toutes les bravoures à son compte et les paye royalement. La férocité n'a plus cours. L'héroïsme lui-même se recouvre de soumission et de politesse.

Le roi, avec sa réserve d'impassibilité et sa majesté permanente, finit par glacer les cœurs autour de lui. Là, semble-t-il, réside le défaut du système. Il tarit les générosités, brise les élans, interdit les initiatives, énerve les volontés. Le roi absorbant tout, c'est à qui s'en remettra à lui pour tout régler, décider, inventer. Pareil résultat sera obtenu par Napoléon. Stendhal montre Alexandre Berthier (maréchal d'Empire, prince souverain de Neufchâtel, prince de Wagram, connétable, grand veneur, chef d'état-major général de l'armée, ami et confident de son Empereur) qui, pendant la bataille de Leipzig, quand tout s'écroule, reste assis dans un fauteuil, la tête renversée, les pieds sur une table, et ne répond qu'en sifflotant à toutes les questions qu'on lui pose.

Le royaume de Louis XIV était plus solide que l'empire de Napoléon et l'héritier de Saint-Louis ne pratiquait pas le despotisme à la façon du héros continuateur de Robespierre. La paralysie par en haut que symbolise le geste de Berthier ne se produit donc pas au XVIIe siècle. Mais à Versailles la noblesse perd l'habitude et le goût de la liberté et de l'action. Elle se plaît, s'affine et se décompose dans cette suite de fêtes continuelles, de jeux, de danses, de chasses. Bientôt, ce sera la vie d'opéra dont parle Taine et toutes les communications coupées avec la partie vivante du pays.

C'est ainsi qu'on a pu soutenir que Louis XIV a préparé le déclin de la monarchie. En fait il a résolu les problèmes que les événements posaient devant lui. La situation qu'il a trouvée à la mort de Mazarin n'a aucun rapport avec celle qu'il laissera. Tout lui permet de croire que les corrections nécessaires seront apportées en temps voulu par ses successeurs à

un régime qu'il n'a ni le désir ni les moyens de modifier. Louis XIV voit autour de lui, en 1711, son fils, le dauphin, qui aurait dû régner sous le nom de Louis XV ; son petit-fils, le duc de Bourgogne, qui aurait dû régner sous le nom de Louis XVI. En 1704, naît un arrière-petit-fils, le duc de Bretagne, qui se serait appelé Louis XVII. La continuité de la monarchie paraît assurée sans interruption et sans heurts. A chaque jour suffit sa peine. Les adaptations nécessaires se feront, pense Louis XIV, sous le règne du dauphin qui continuera majestueusement et prudemment son père ; puis sous le règne du duc de Bourgogne, dont on discerne déjà qu'il sera un roi sérieux, austère, chrétien et réformateur. Rien n'annonce la série de catastrophes qui, au vieux roi désespéré, donneront pour successeur un petit enfant.

La monarchie, c'est d'abord la transmission naturelle du pouvoir de père en fils. Or, Louis XIV a été le dernier fils succédant à son père sur le trône de France. Le grand dauphin, le duc de Bourgogne, le fils aîné du duc de Bourgogne, le dauphin, fils de Louis XV, Louis XVII, le duc de Berry fils de Charles X, Napoléon II, le duc d'Orléans, fils de Louis-Philippe, le prince impérial, dix héritiers directs du trône enlevés par la mort à leur destinée et au pays. Voilà vraiment ce que Louis XIV ne pouvait pas prévoir quand il résolvait au jour le jour des problèmes de politique intérieure aggravés par la présence d'armées ennemies sur nos frontières. Il n'a presque pas le choix des moyens, creuse un trou pour en boucher un autre, courant au plus pressé.

La noblesse, ardente, vigoureuse, fière, brave, vouait le pays à l'anarchie perpétuelle. Les seigneurs proclamaient leur loyalisme à l'égard du monarque, mais interprétaient ce loyalisme à leur manière qui pouvait aller jusqu'à la rébellion.

C'est à ce désordre que Louis XIV a mis fin. Son système a eu des avantages immédiats et indiscutables, non sans comporter pour l'avenir des inconvénients qui ont frappé les contemporains les mieux avertis.

Certains hommes, du vivant de Louis XIV, ont remarqué qu'en éloignant la noblesse du Gouvernement, on n'initiait que trop bien la bourgeoisie aux affaires de l'État. Saint-Simon,

notamment, a vu avec douleur la « Seigneurie » perdre peu à peu, avec ses droits, la notion de ses devoirs. Il a déploré que fussent ainsi perdues tant de forces qu'effectivement la monarchie ne retrouvera plus aux jours de grand péril.

Il n'en reste pas moins que la monarchie dont Louis XIV a marqué l'apogée a vécu de 1715 à 1789 sur l'énorme capital d'autorité amassé par le grand roi.

JACQUES ROUJON

INTRODUCTION

AU REDRESSEMENT NATIONAL

Le 5 octobre 1938, le Gouvernement Daladier se faisait accorder, pour la seconde fois, de pleins pouvoirs dont il devait faire usage avant le 15 novembre. Le Gouvernement a d'abord attendu les élections sénatoriales, puis le Congrès radical ; on apprenait alors, non sans surprise, que le ministre des Finances, M. Marchandeau, libéral convaincu, élaborait un dur régime de contrôle des changes qui supposait une transformation radicale dans notre pays. M. Paul Reynaud le remplaça le 2 novembre et faisait dès l'abord des déclarations prouvant que par un curieux chassé-croisé il prenait le contre-pied des projets de son prédécesseur, comme d'ailleurs des théories que le pays, bien à tort, lui attribuait sur la foi de la politique qu'il préconisait jadis.

Le 14 novembre ont paru les décrets qui constituent le plan Paul Reynaud. Une semaine pour élaborer un tel programme, ce n'est pas beaucoup, quoi qu'en pensent les gens pressés qui s'étonnent qu'en vingt-quatre heures on ne remette pas la France sur pied. Nous trouvons, quant à nous, que c'est au contraire fort court.

Le lecteur qui examine les derniers décrets éprouve des sentiments assez mélangés, et non exempts de malaise. Il est un peu comme le juré devant lequel se déroule un procès. C'est d'abord l'acte d'accusation : le rapport général constitue, sur la situation française, un document de premier ordre, serré et, hélas ! tragique. Sans doute y regrette-t-on

parfois de légères réticences dans l'expression, comme pour ménager certaines responsabilités, mais dans l'ensemble, le réquisitoire est implacable. La parole est alors donnée à la Cour, qui va prononcer son verdict : il est impitoyable ; mais celui qui est condamné au maximum, c'est précisément la malheureuse victime dont on vient d'exposer le sort déplorable...

On a pu dire que chaque Français était puni par son Gouvernement parce qu'il avait été mal gouverné. C'est l'exacte vérité. Les sacrifices imposés au pays sont lourds, c'est incontestable. Sont-ils inévitables ? Nous le croyons. Et nous félicitons sans réserve le ministre qui a eu le mérite d'être franc et de ne rien cacher des catastrophes qui attendaient la France si elle continuait à vivre dans l'effarante facilité dont on l'entoure depuis deux ans.

Mais on se trompe si on loue à priori tout système de redressement du seul fait qu'il est sévère. On dirait vraiment qu'il y a des gens, fort respectables d'ailleurs, qui sont à ce point sensibles à l'austérité de l'impôt qu'ils l'approuvent automatiquement, pour lui-même. Pour eux, la vertu ne saurait jamais être souriante, et ils ne croient pas qu'un effort fiscal pourrait être à la fois héroïque et absurde. Et pourtant...

Qu'on nous entende bien : l'effort fiscal exigé du pays ne nous paraît pas, vu les circonstances, excessif[1]. Il a même fallu toute la maîtrise de M. Paul Reynaud pour se tenir dans des limites raisonnables, alors que le but à atteindre est considérable. Mais il faut savoir si ce programme adroit, intelligent et dur est assuré d'être efficace. Il doit pour cela non seulement arrêter le pays dans sa course à l'abîme, mais le remettre de façon durable dans la voie de la prospérité. Œuvre de longue haleine, et que quelques textes, à supposer même qu'ils soient les meilleurs possibles, sont impuissants à réaliser. Si l'on peut s'étonner de quelque chose, c'est de la croyance qu'ont encore tant de gens en France que des décrets financiers sont capables de rétablir la situation par le seul fait de leur parution au *Journal officiel*, et du jour au lendemain.

1. Ou du moins il ne nous paraîtra pas tel, si l'État s'impose à lui-même des sacrifices aussi rudes que ceux demandés aux contribuables.

*
* *

Il est vrai que nous avons connu une crise sévère en 1930. Mais on n'a pas le droit de la confondre avec celle que les folies de 1936 ont déclenchée chez nous.

En 1930, le monde tout entier, et non pas la seule France, a souffert d'un déséquilibre profond dans les échanges et entre la capacité de production et la capacité de consommation. Les causes véritables de cette oscillation meurtrière dans la démarche du progrès matériel n'ont jamais été bien définies et ne peuvent encore l'être aujourd'hui. Notre pays a été un des derniers et des moins atteints. Quels que fussent d'ailleurs les efforts individuels de la France, ceux-ci ne pouvaient nous épargner les troubles qu'entraînèrent la baisse générale des prix, l'obligation de travailler à perte et la nécessité de supporter vaille que vaille un appareil de production et un appareil gouvernemental excessifs par rapport aux besoins paradoxalement réduits du monde économique.

Le monde s'est remis peu à peu de cette maladie, aussi spontanément d'ailleurs qu'il en avait subi les atteintes. Le commerce extérieur reprit partout. Les accords de clearings devinrent inutiles. Les prix de toutes les matières remontèrent. Les usines fermées furent rouvertes et la demande des produits dépassa le plus souvent les capacités de fabrication. C'est alors qu'au début de 1936, dans une période d'incontestable facilité économique, la France entreprit délibérément, de sa seule volonté, une expérience économique nouvelle. C'est celle-ci qui l'a conduite au bord du gouffre. On ne peut invoquer aucune raison générale pour justifier les étapes angoissantes de la maladie qui s'abattit sur notre pays et dont nous souffrons tant, aucune raison si ce n'est l'incapacité et la présomption d'hommes qui, au nom de principes généreux, mais faux, jouèrent sans scrupule avec les destinées de leurs compatriotes.

La politique très clairement adoptée par le Gouvernement socialiste, ou par les Gouvernements d'inspiration socialiste qui lui ont succédé, a eu au moins le mérite de la franchise

en mettant en application deux règles : l'État s'est engagé, en ce qui le concerne, dans une politique de déséquilibre systématique du budget afin de répandre dans le pays des pouvoirs d'achat qui devaient stimuler la production. D'autre part, il s'adressait directement aux producteurs pour réduire dans de très larges proportions leur capacité individuelle de production, tout en leur assurant un train de vie non seulement égal, mais supérieur. Que de pareilles folies aient pu être acceptées, c'est un objet de stupeur pour tout homme sensé. Mais elles l'ont été, et le pays, qui n'a pas voulu écouter les appels au bon sens que beaucoup de Français ne lui ont pas ménagés, est mis aujourd'hui en face du bilan de l'expérience, qui est un bilan de liquidation judiciaire.

En 1914, il existait 600 000 fonctionnaires ; en 1936, il y en avait 860 000. En deux ans, on a passé à 960 000 et on est en marche allègre vers le million. A ces fonctionnaires s'ajoutent 400 000 retraités de l'État ; 200 000 retraités des chemins de fer ; 300 000 retraités des collectivités locales. Sur une population de 40 millions d'habitants comprenant enfants, femmes et vieillards, le nombre des Français vivant exclusivement d'une fonction publique présente ou passée (qui, si honorable et si grandement utile soit-elle dans de nombreux cas, n'est pas créatrice de richesse) est donc de 1 860 000. Encore n'y comprend-on pas l'armée, que le pays doit également entretenir au prix de son travail propre.

En même temps, l'État assumait des charges de toute espèce. Il se lance dans la politique des grands travaux, et il les exécute dans des conditions analogues à celles qui ont présidé à la lamentable expérience de l'Exposition : il faut de ce chef 11 milliards pour 1939. Il crée l'Office du blé, qui exaspère les paysans, l'Office des alcools : en plus des taxes très lourdes que provoque leur existence, ces organismes demandent 2 milliards et demi en 1939. Il nationalise les usines d'aviation, ce qui entraîne la déchéance immédiate de notre armée de l'air et la réduction de notre activité de construction : pour ce bel objectif, il en coûte une somme de plusieurs centaines de millions, sur laquelle aucun éclaircissement n'est jamais donné, car l'absurdité de l'opération financière serait aussi évidente que l'absurdité de l'opération industrielle.

Le résultat ne se fait pas attendre. Les charges publiques annuelles de l'État atteignent actuellement 137 milliards, se décomposant comme suit :

Budget ordinaire de l'État.....	64,5	milliards.
Budget extraordinaire	29,5	—
Caisse autonome d'amortissement.....	7,5	—
Collectivités locales.....	24	—
Chemins de fer.....	6	—
Grands travaux.....	5,5	—
TOTAL	137	milliards.

Le revenu national étant certainement inférieur à 250 milliards, les charges publiques sont, au minimum, de 55 p. 100 de celui-ci.

Pour effarant que soit ce résultat, il n'était pas inattendu et nous avons ici même annoncé que le temps viendrait où l'État consommerait plus que le revenu réel du pays. Il est en bonne voie sur ce chemin.

Les recettes normales, tant de l'État que des collectivités locales, atteignent environ 85,5 milliards. Il faut donc trouver 51,5 milliards, sous forme d'emprunt, tant pour combler les déficits des budgets ordinaires que pour faire face aux investissements de capitaux décidés par l'État.

Il va sans dire que, avec cette inconséquence foncière qui est le propre des idéologies, au moment même où l'État socialisé accroît chaque jour ses exigences, il fait tout ce qui dépend de lui pour réduire progressivement la richesse française. Ainsi la main droite s'acharne-t-elle à tarir les sommes du réservoir que pompe la main gauche. Telle est l'attitude normale de l'ogre aboulique qu'est devenu l'État.

Cet appauvrissement s'exprime par l'abaissement de la production française dans presque tous les domaines et la paralysie croissante des marques d'activité dans le domaine de la construction ou des entreprises nouvelles.

On sait que de 1929 à 1937 la production nationale française a diminué de 25 p. 100, tandis que, pendant la même période, elle augmentait de : 24 p. 100 en Angleterre ; 40 p. 100

dans les pays scandinaves ; 17 p. 100 en Allemagne [1]. L'indice du bâtiment a fléchi de 40 p. 100, alors qu'il s'est relevé de 100 p. 100 en Grande-Bretagne. Le nombre des wagons chargés continue à baisser, passant de 14,6 millions pendant les dix premiers mois de 1937 à 13,3 pour 1938. De 1928 à 1937, le montant des émissions d'actions faites par des sociétés privées tombait de 8,3 milliards à 1,2 milliard et celui des obligations de 6,4 milliards à 2,3 milliards. Comme en plus le franc a perdu plus de la moitié de sa valeur pendant cette même période, on peut juger où nous en sommes.

M. Blum a constaté lui-même que le produit normal de l'épargne pendant un an était inférieur à la moitié des besoins de capitaux du seul Trésor pendant la même période. Comme ses amis tirent de là la conséquence inattendue qu'il convient d'achever la destruction de ce qui reste d'esprit de prévoyance et de précipiter le rythme des dépenses publiques, il n'est pas surprenant que le résultat soit celui que contemple aujourd'hui le pays, éberlué de cette révélation.

On conviendra qu'on ne saurait faire mieux comme faillite d'un système et d'une politique. Aussi M. P. Reynaud a-t-il justement condamné « le cadeau empoisonné d'augmentations nominales de salaires conjuguées avec une production diminuée » et reconnu que le problème était aujourd'hui « d'empêcher que, dans un pays toujours pauvre, patrons et ouvriers n'aient à se partager que la misère ».

Ce tableau, que certains jugent à tort d'un intérêt purement rétrospectif, est à nos yeux capital. Il permet en effet de juger l'efficacité des mesures de redressement qui sont aujourd'hui proposées au pays ; et il permet non seulement de situer des responsabilités précises — ce qui est nécessaire — mais aussi d'examiner si les solutions édictées par les décrets-lois répondent exactement et intégralement aux causes des maux qui nous tuent.

1. En France, on publiait régulièrement l'indice mensuel de la production. Cette publication a été suspendue depuis avril 1938 ! Il ne semble pas que cela ait eu pour but de priver les lecteurs de constatations réconfortantes. Nous notons d'ailleurs qu'un décret-loi vient de créer un institut de conjoncture. Espérons que ce nouvel office ne rejoindra pas son prédécesseur dans le même mutisme.

*
* *

L'ensemble des décrets constitue un effort technique, c'est-à-dire à la fois monétaire et économique, dont il serait souverainement injuste de méconnaître la valeur.

Si l'on range les mesures prises suivant la rapidité des résultats à en attendre, on a le classement suivant :

— budget des recettes (c'est-à-dire impôts),
— monnaie et crédit,
— production,
— budget des dépenses (c'est-à-dire économies).

Il est à peu près impossible de modifier l'ordre de ces divers facteurs, mais il est incontestable que si l'on devait les ranger suivant leur efficacité réelle, il faudrait les énumérer en ordre exactement inverse. Telle est la constatation dominante qui permet de dire que, si le ministre des Finances a fait le maximum de ce qu'il pouvait faire du point de vue fiscal, la partie du problème qu'il peut résoudre est faible et que, pour tout le reste, le pays en est encore à attendre.

Certes le plan Reynaud répartit les impôts avec un souci d'objectivité et de moindre nocivité auquel il faut rendre hommage. Et nous ne saurions approuver la position de ceux qui vont répétant au pays qu'il lui suffit de rejeter l'effort proposé. Tout homme qui tient de pareils propos montre qu'il a peu de courage devant l'opinion, et s'il est un de ceux qui sont responsables des difficultés qu'il nous faut acquitter, l'hypocrisie s'ajoute à la lâcheté. Nous n'aimons guère ces donneurs de conseils qui poussent le Gouvernement à l'action, à l'énergie et qui, ensuite, se dérobent et se répandent en critiques. Les anciens combattants, en particulier, méritaient qu'on leur fît tenir un autre langage, et plus digne, que celui que leur prétend les dirigeants de certaines associations dans lesquelles l'esprit du feu ne se reconnaît guère.

Il est vrai qu'un effort d'équilibre d'une dizaine de milliards peut paraître inutile puisqu'il est loin de combler le déficit de trésorerie. Mais il ne faut pas le comparer aux exigences en capitaux du Trésor, mais seulement aux dépenses normales qui doivent être couvertes par des ressources permanentes.

Il est juste que les dépenses extraordinaires soient couvertes par l'emprunt, et on doit alors se préoccuper d'une part, de rendre les emprunts possibles et, d'autre part, d'en réduire le montant par la compression des dépenses publiques.

Rendre les emprunts possibles, tel est le second objectif des décrets. L'État s'est fait ouvrir par la Banque un nouveau crédit de 6,8 milliards, qu'il est impossible de ne pas déplorer, puisqu'il rouvre la voie aux désastres de l'inflation franche. La réforme monétaire de 1928 a été faite à un moment où le franc était depuis longtemps stabilisé en fait, où la réévaluation de l'encaisse permit d'effacer entièrement les anciennes avances de la Banque, et où fut pris l'engagement solennel de l'État de ne plus recourir à ces emprunts meurtriers pour la monnaie. Il est évident que les décrets de 1938 sont bien loin d'apporter des apaisements analogues. Toutefois, la façon dont le Gouvernement veut se servir de ce volant de trésorerie pour éviter de peser obligatoirement sur le marché des capitaux, en pratiquant des emprunts que celui-ci serait hors d'état de supporter, ne peut-être blâmée du point de vue technique.

Pour ne pas compromettre l'investissement en France, aussi bien des disponibilités qui y existent que de celles que l'étranger est disposé à nous apporter dès que nous ferons preuve de la volonté de nous sauver, l'État a raison de ne pas s'obliger, dès les premiers jours, à emprunter sur un marché à peine convalescent. Mais si le mouvement réussit, il devra éviter de recourir aux avances de la Banque, le maintien de son crédit intact auprès de celle-ci étant alors la preuve que ses opérations se déroulent normalement, suivant le plan qu'il a établi, et étant aussi la preuve que le franc sortira vainqueur d'une épreuve qui ne lui aura porté aucune atteinte nouvelle.

Une telle politique tend donc à provoquer la détente du loyer de l'argent, dont l'élévation est en France une honte aussi évidente que celle de l'insignifiance de la production. Le résultat ne s'est pas fait attendre. En quinze jours, le taux d'intérêt des bons du Trésor à un an a été abaissé de 4,50 à 4,25 p. 100, puis à 4 p. 100 et enfin à 3,75 p. 100. Voilà la preuve que le problème financier n'est pas difficile à résoudre

en France, après celle que fournirent successivement la souscription de l'emprunt de février 1937 et le reflux des capitaux saluant la chute du second Cabinet Blum.

Les mesures propres à ranimer la production n'ont pas la rigueur de celles qui sont prises dans les domaines fiscaux et monétaires. On notera d'ailleurs avec reconnaissance l'aveu fait par le Gouvernement que « en matière de production, la sagesse est de chercher à ne pas faire mal plutôt qu'à faire bien ». Si nos interventionnistes de tout poil s'étaient inspirés plus tôt de cette prudente sagesse, nous n'aurions pas à déplorer le lamentable état de santé de notre pays.

L'assouplissement de la semaine de 40 heures était une nécessité si évidente que le Gouvernement s'y est résolu. Nous craignons toutefois que le retour à une politique saine et raisonnable ne soit inspiré par des idées aussi préconçues que celles ayant présidé à l'institution de la semaine de 40 heures. Le retour à la semaine de six jours n'est pas une panacée. L'organisation du travail est affaire professionnelle et régionale. Il était monstrueux d'assimiler la durée de travail de l'ouvrier mineur à celle de l'employé de magasin, du dessinateur ou du garde-barrière. Il faut observer, pour la remise en route de l'économie française, le même souci de la réalité qui, si on l'avait respecté, aurait permis d'établir, de façon durable et sans dommage, tout ce qu'il y a de généreux et de désirable dans la législation sociale.

Ce qui a fait le plus de mal à la production française, à côté de cet esprit d'égalitarisme stupide qui ne veut connaître que des lois générales, c'est le développement d'une véritable haine des classes opposant jusqu'à la violence les éléments dont la production est l'œuvre commune. Il faudrait être aveuglé par la passion pour s'imaginer que les ouvriers français sont consciemment responsables de la baisse du rendement national. Ils sont les victimes d'agitateurs professionnels, vivant de sentiments qu'ils sont eux-mêmes obligés de susciter et d'exaspérer. On est surpris que le statut de la grève n'ait pas encore été établi et qu'une poignée de repris de justice puisse tenir en échec une population laborieuse et lui interdire, parfois sous la menace du revolver, la reprise du travail.

Reste enfin le quatrième secteur qu'ont abordé les décrets-lois, celui des dépenses publiques. L'État plie sous les charges qu'il a stupidement assumées. Il faut de toute évidence l'en décharger. Mais on ne peut pas rester insensible aux conséquences des mesures inéluctables.

Le Gouvernement a décidé de renvoyer 40 000 cheminots qui sont en excédent. Quel est celui d'entre nous qui n'a pas assisté avec désespoir, il y a un an, à ce formidable coup de pompe que la direction des chemins de fer a effectué dans nos campagnes exsangues pour en retirer 100 000 jeunes gens qu'elle enrôla dans une administration dont le déficit était déjà de 8 milliards ? Le sort de ces malheureux est émouvant et ils seront cruellement payés pour savoir ce que valent les promesses démagogiques auxquelles ils se sont fiés.

Le Gouvernement institue une Commission des économies qui est dotée de pouvoirs étendus et qui semble, par sa procédure rapide et non encombrée de paperasseries, devoir aboutir à des résultats précis. Le principe est inattaquable. L'application le sera-t-elle ? Seul, l'avenir répondra.

Il faut dire qu'arrivé à ce point, le lecteur des décrets-lois s'attendait à deux séries de mesures plus importantes encore que toutes celles qui avaient précédé, et dont il regrette l'absence : il s'agit de celles qui assureraient l'exécution du plan envisagé et de celles qui empêcheraient le retour des folies auxquelles aujourd'hui on porte un remède à la manière dont on cautérise une plaie saignante.

Quant au premier point, il est évident que tout reste à la merci d'un changement de gouvernement et nous dirions même — d'après l'expérience tout récemment acquise — d'un changement de ministre ; même pas, d'un changement dans l'opinion d'un ministre...

Les décrets sont même susceptibles d'aggraver la situation en ce qu'ils jettent dans le brasier une partie nouvelle des faibles réserves des richesses françaises, et en ce qu'ils allouent à l'État un nouveau volant de trésorerie, que des gouvernements sans conscience pourraient employer à poursuivre quelques semaines encore la vie facile et trompeuse dont ils enivrent leurs partisans. M. Paul Reynaud a décrit lui-même cette hypothèse dans des phrases où l'on craint de voir la

plus sombre des prophéties. Annonçant, en effet, qu'au bout de quelques mois, le programme purement technique aura produit ses fruits, il annonce que l'année 1939 doit connaître de nouvelles réformes qui feront d'elle une période d'adaptation et de consolidation des premiers progrès. Il prévoit ensuite une année 1940, qui est encore difficile, et pendant laquelle « tout abandon des principes de prudence et de bonne gestion qui sont les nôtres ne saurait être envisagé ». Ce n'est pas avant 1941 que la France retrouverait son équilibre stable et sûr. C'est alors que la machine économique tournera normalement, que les finances publiques et la monnaie se trouveront assainies.

Comment exposer plus nettement que le redressement étant accompli, l'impopularité s'étant attachée aux gens courageux qui préfèrent le salut du pays aux acclamations de la foule, la place sera de nouveau prête pour que les démagogues professionnels s'y installent et recommencent en toute tranquillité l'œuvre de destruction qui sera de nouveau possible ?

Cette histoire n'est-elle pas celle du double décime de M. de Lasteyrie rétablissant le franc, mais provoquant le cartel et sa gestion catastrophique qui, deux ans après, entraînait le rappel de M. Poincaré ? N'est-elle pas aussi celle des 10 p. 100 de M. Laval qui mettaient le sceau à une politique intelligente de défense contre la crise mondiale et qui permettaient à notre pays de reprendre sa marche en avant dès que l'horizon économique s'éclaircirait, mais dont la conspiration des exploiteurs de la crédulité publique a su tirer le Front populaire, lequel, aujourd'hui, s'écroule à son tour, victime de son impuissance à réaliser autre chose que la consommation des richesses accumulées en dehors de lui ?

Il est évident qu'il ne servirait à rien de remonter aujourd'hui une situation grave si elle devait rester à la merci du premier événement politique et si elle ne servait qu'à remplir des caisses que d'autres aspirent à vider.

*
* *

Le problème, en effet, embrasse toute la vie nationale. Nous n'avons cessé de dire que la question monétaire était la plus apparente, mais la moins grave parce qu'elle était

la conséquence d'une autre. La question économique est beaucoup plus importante et d'ailleurs beaucoup plus difficile à résoudre. La question politique s'élève encore au-dessus des deux premières et présente une gravité accrue. Enfin, et dominant le tout, le problème moral de la reconstruction d'une France divisée, dévaluée et souvent, hélas ! défigurée s'impose obligatoirement à l'attention.

Avant de soigner un malade, on charge un laboratoire de rechercher le bacille qui s'est introduit dans son organisme. De longues années d'observation permettent actuellement à la France de savoir ce qu'est cette infection qui la tue : elle s'appelle le marxisme. La représentation simpliste qu'un visionnaire étranger s'est faite de l'évolution économique au XIXe siècle domine encore les sphères dirigeantes. Tant que l'on ne sera pas débarrassé des absurdités que nous impose cette idéologie périmée, on confondra ce qui devrait être distinct et on proposera comme remède l'absorption des poisons. Le pire de ceux-ci s'appelle l'étatisme.

Il n'est pas nécessaire de reprendre la démonstration, que le comte de Fels a maintes fois — et avec tant de précision — faite dans cette revue, que, tant que le secteur socialisé s'accroîtra au détriment du secteur libre, il contrecarrera le développement des richesses qui devraient s'épanouir dans un pays libre, actif et intelligent.

Les esprits sont à ce point fanatisés que beaucoup préfèrent la gêne socialiste et même la misère communiste à la richesse générale réalisée en dépit des doctrines de Marx. Il est proprement stupéfiant que l'on se soit si longtemps obnubilé sur un problème absurde qui consiste à reconstruire socialement et économiquement les nations suivant un moule idéologique auquel elles sont violemment et physiologiquement rebelles.

Ainsi sacrifie-t-on le vivant idéal du progrès social à une pure conquête verbale. L'état présent de la France permet de voir jusqu'à quelles extrémités nous a poussés ce barbare aveuglement. Il nous autorise à dire par contre que la renaissance française ne pourra être obtenue que par un effort libéré de toute entrave idéologique et qui s'inspire des traditions françaises telles que les a faites une expérience séculaire.

Le problème financier tel qu'il est posé par les gouver-

nements socialistes consiste uniquement, étant donné une situation de banqueroute, à chercher *in extremis* les fonds qui permettront de la prolonger. Ainsi utilise-t-on, brique par brique, l'encaisse-or de la Banque ou va-t-on de dévaluation en dévaluation.

Quand l'organisme ne réagit plus, on lui fait de massives injections de crédit. Tout est vain. Qui ne sent qu'aujourd'hui ce sont les canalisations mêmes, destinées à porter le crédit à travers le corps social, qui sont défoncées, trouées ou aveuglées par les herbes. Puisqu'on a saccagé les travaux d'irrigation qui comprenaient un judicieux réseau de conduits, pense-t-on faire quelque chose d'utile en apportant des tonnes d'eau dans une réserve d'où tout s'échappe? La technique monétaire est rigoureusement impuissante vis-à-vis d'un édifice ainsi ruiné. Sans vouloir faire le moindre rapprochement ironique, on peut considérer que Law était, en 1720, un véritable précurseur du crédit et qu'il devina les ressources miraculeuses que la technique bancaire pourrait fournir au service d'une économie bien organisée. Mais toute son ingéniosité fut mise au service de la pire gabegie et le gouvernement d'alors ne vit dans la banque qu'un moyen d'augmenter ses prodigalités.

Ce n'est pas du côté monétaire qu'il faut chercher le salut. Il ne suffit plus de déplorer les conséquences tant que les causes n'auront pas été supprimées. Et la principale est l'omnipotence de l'État et son ingérence dans tous les domaines.

Un Marseillais habitant un appartement a deux propriétaires : le vrai qui lui loue sa maison 7 000 francs, et la ville qui lui fait payer 6 000 francs d'impôts locatifs ; avec cette différence que le premier est tenu à des charges innombrables et qu'il ne peut légalement majorer son loyer, tandis que la seconde accroît comme elle l'entend ses recettes. Quant à l'emploi des fonds perçus par la ville, l'effroyable désordre des services administratifs est trop présent à la mémoire pour qu'il faille insister. Rappelons cependant que le budget des sapeurs-pompiers, pour 1937, comprenait, à Marseille, 9 300 000 francs de dépenses de personnel et 372 000 francs de dépenses de matériel. Ce rapprochement illustre ce qu'est la gestion étatisée qui recrute indéfiniment du personnel,

d'ailleurs aussi mal payé qu'il est pléthorique, et qui est incapable de fournir le service qu'on attend d'elle.

L'État a nationalisé les constructions aéronautiques, pour supprimer, disait-il, les bénéfices faits à son détriment et pour assurer à la France une aviation digne d'elle. Or, depuis, l'État a acheté cent avions Curtiss de chasse. Cela jette un jour singulier sur notre production, mais on pouvait croire qu'il y avait à cet achat nécessaire des raisons exceptionnelles. Or, on vient d'apprendre que la régie Air-Afrique, à son tour, a acheté trois avions Lockheed. La comparaison avec l'avion français le plus voisin est effarante : l'avion français coûtait, en 1936, 1 600 000 francs. En 1938, le prix du même s'élève à 4 600 000 francs. L'avion Lockheed, en 1938, avec le dollar à 38 francs, vaut 3 500 000 francs [1].

Nous sommes ici au véritable nœud de la question et ces révélations jettent la plus vive lumière sur le débat présent des finances françaises.

Il est d'abord extraordinaire que, malgré la dévaluation du franc, un avion américain soit meilleur marché qu'un avion français. Mais il est encore plus remarquable que le prix d'un avion français, après deux ans de gestion socialiste du pays, et après la nationalisation, passe du coefficient 1,6 au coefficient 4,6. Enfin, il est proprement inconcevable que l'État se trouve incapable de faire construire dans ses propres usines (dont il a le monopole) les avions nécessaires à la seule ligne aéronautique qu'il exploite directement comme un service public ! Ajoutons enfin qu'à un moment où le travail français se meurt, mais où la balance commerciale est, par contre, terriblement déficitaire, l'État prive ses ouvriers de travail et accroît délibérément ses importations... Pour en être réduit là, il faut être bien malade.

Nous ne pouvons admettre que, dans de telles conditions, on aille se lamentant sur l'élévation des charges publiques en France, comme si elle était inéluctable, et sur le prix que coûte le réarmement français, comme s'il était calculé au plus juste, alors que la situation budgétaire et la situation de l'armement ont été toutes deux mises dans le plus profond et le plus onéreux des désordres par des mesures auxquelles

1. Nous empruntons ces chiffres à *l'Usine* du 29 octobre 1938.

on cherche en vain la plus petite contre-partie avantageuse.

Le monopole du tabac rapporte à la France des sommes importantes. Mais il faut rappeler que le Trésor britannique retire de la vente des tabacs, qu'il s'est sagement interdit de fabriquer, une recette supérieure de plus de 8 milliards à celle de l'État français.

On se demande comment on peut préférer à un système qui ne donne à l'État aucun souci de gestion et qui lui rapporte beaucoup plus, un système qui le charge de toutes sortes de responsabilités, pour lequel il n'est pas fait et qui lui rapporte infiniment moins.

L'État français, qui demande à la nation de si douloureux sacrifices, n'en fait donc lui-même aucun. Il entend continuer ses gestions incroyables et qui plus est, il affirme que, seule, son impécuniosité provisoire l'empêche d'étendre son œuvre d'étatisation ! Ainsi ne se résigne-t-il à s'arrêter provisoirement que pour reprendre des forces et pour pouvoir bientôt, avec une ardeur accrue, se remettre à l'œuvre dont, d'accord avec les dirigeants de la C.G.T., il continue à rêver.

*
* *

On pense bien qu'il ne suffit pas de remédier localement à tel ou tel abus lorsque l'erreur elle-même est aussi générale. En vérité, tout se tient désormais dans le redressement français parce que les fautes, en s'imbriquant longuement les unes dans les autres, ont fini par constituer elles-mêmes un tout.

A l'heure grave que nous vivons, chacun se demande ce qu'il faut faire et voudrait bien qu'il existât, à sa question, une réponse toute simple. Mais il n'en existe pas. Il faut, à vrai dire, tout entreprendre parce que tout a été compromis. Nous sommes obligés aujourd'hui, par un impérieux devoir, de tout sauver au moment où tout se perd.

On dit qu'un croquis est souvent plus éloquent qu'un long discours. Aussi voudrions-nous par un exemple précis situer l'interpénétration profonde des divers aspects de la crise française et des moyens de son redressement. Prenons comme exemple la question d'une retraite nationale accordée aux

vieux travailleurs puisque le parti communiste reprend avec impudence ce projet douloureux.

Pour beaucoup de gens, le problème de la retraite se ramène à une question purement financière et même comptable. Chacun sait que 1 000 francs placés à 6 p. 100, lors de la naissance d'un enfant, représentent, soixante ans après, un capital de 33 000 francs et que, si cette somme est alors placée en rente viagère à fonds perdus, celle-ci s'élève à 3 000 francs par an.

Des esprits simples s'imaginent donc qu'il suffirait de faire pour chaque Français une opération de cet ordre afin d'assurer à la nation tout entière une retraite à soixante ans. Rien n'est plus curieux que cet aveuglement de l'intelligence qui confond une opération mathématique abstraite avec une opération physique de répartition de richesses à créer.

L'expression mathématique trouble la vision directe des choses, comme le fait la décomposition artificielle du temps dans le fameux exemple du lièvre et de la tortue, qui reste un sujet de méditation dont les vertus ne sont pas encore épuisées.

Le problème physique est de savoir si, à un moment donné, les richesses produites par un pays sont suffisantes pour permettre à ceux qui les produisent de vivre suivant leurs goûts, tout en laissant un supplément susceptible d'être alloué sans contre-partie à des vieillards ne travaillant plus. Si oui, le problème peut être résolu, si non, aucune solution n'est possible.

L'intervention de la capitalisation signifie seulement que, pour arriver à ce stade où il y a une superproduction susceptible d'être répartie en quelque sorte gratuitement, il est généralement nécessaire d'accumuler pendant des années des richesses d'épargne dont l'objet soit précisément de faciliter plus tard l'obtention de cette surrichesse annuelle sans amputer pour cela la rémunération des éléments producteurs. Mais cette condition n'est pas rigoureusement nécessaire, car le pays peut s'enrichir autrement, et surtout elle n'est pas suffisante, car si les biens épargnés n'ont pas accru la capacité effective de production du pays, le problème de la retraite se pose dans sa simplicité primitive, c'est-à-dire qu'il

exige un prélèvement sur les rémunérations normales du travail pour payer les retraites.

Tous les calculs imaginables sur l'intérêt ou la capitalisation ne sont donc qu'une esquisse sommaire et même grossière de ce que peut être le processus d'enrichissement, sans qu'il y ait au fond aucun lien entre cette figuration de ce qui est souhaitable et la réalité de ce qui est accompli par le pays.

Si la représentation mathématique du processus d'enrichissement et ce processus lui-même coïncident à peu près, les choses vont bien, et l'épargne produit réellement une sécurité pour l'avenir. Si, au contraire, ils sont différents, ce hiatus entraîne la rupture de la monnaie qui est justement l'expression figurée de la richesse. La dévaluation monétaire, entraînée par cette disparité du programme et du réel, ne fait qu'enregistrer l'écroulement d'un échafaudage qui supposait un enrichissement, lequel ne s'est pas produit.

Le premier article d'un programme de retraite des vieillards est donc le développement présent et futur de l'aptitude du pays à produire des biens de consommation. Celle-ci peut résulter d'un accroissement de la durée du travail ou d'un accroissement de son efficacité. On voit, en tout état de cause, que le Gouvernement français, en décrétant la réduction de la durée du travail et en généralisant des mesures destructrices de toute productivité industrielle, a délibérément, au moment même où il posait le problème de la retraite des vieux, fait tout ce qui dépendait de lui pour en empêcher la réalisation.

Ce sur-produit, à supposer qu'il soit réalisé, ne servira à faire vivre les vieillards qu'à condition d'être suffisant pour leur nombre. En d'autres termes, le problème de production se trouve à son tour dominé par un problème démographique. Or la situation française à cet égard est déplorable. Il se trouve en effet qu'en 1931, sur une population totale de 41,2 millions, les personnes au-dessus de soixante ans étaient au nombre de 5 756 000. En 1935, sur une population sensiblement égale (41,4 millions), le nombre des vieillards s'élevait à 6 062 000.

D'après les prévisions que les statistiques permettent

de faire, la situation semble devoir évoluer de la façon suivante : alors que la population totale baisserait, d'abord à 38,6 millions en 1945, puis à 38,2 millions en 1965, le nombre de personnes de plus de soixante ans augmenterait, au contraire, pour atteindre 6,433 millions en 1945, puis 7,034 millions en 1965.

Ainsi dans une population décroissante, le nombre des vieillards s'accroîtra. En d'autres termes, pour 10 hommes de vingt ans à soixante ans, il y avait, en France, en 1860, 4 vieillards de plus de soixante ans ; en 1940 il y en aura 6 ; en 1970 il est vraisemblable qu'il y en aura 8.

Le problème de la retraite des vieux travailleurs ne peut donc être résolu que par un miracle dans l'accroissement de la productivité industrielle (qui n'est d'ailleurs pas exclu si les gouvernements s'appliquaient à laisser s'épanouir le magnifique esprit d'invention des hommes au lieu de le cantonner dans les plus lamentables querelles politiques) ou par une transformation des conditions démographiques et l'accroissement de la natalité.

Ce dernier problème lui-même pose, chacun s'en rend compte, des questions matérielles incontestables, mais aussi des questions morales qui les dominent.

Un pays n'ayant plus foi en son avenir ne saurait développer sa population. Les dernières statistiques françaises montrent que, pendant le premier semestre de 1938, le nombre des mariages s'est élevé à 130 539 contre 132 270 pour la période correspondante de 1937, tandis que le nombre des divorces s'est élevé à 11 907 contre 11 600. Le mouvement date de loin, car de 1930 à 1938 le nombre des mariages français a diminué de 24 p. 100 et celui des divorces a augmenté de 18 p. 100. En d'autres termes, le nombre des nouveaux foyers susceptibles d'avoir des enfants — parce que représentant les magnifiques qualités traditionnelles de la race française — diminue, tandis que s'accroît le nombre de ceux d'où les enfants sont fatalement proscrits.

On arrive ainsi à cette conclusion que le problème de la retraite des vieux suppose une série de mesures commandées les unes par les autres, dont les plus immédiates — mais aussi de beaucoup les moins efficaces — sont financières, puis

économiques, tandis que les plus profondes — mais les seules susceptibles d'apporter une solution — sont sociales et morales.

Tous les hommes politiques, ou presque, chantent, depuis quelque temps, un couplet rituel en l'honneur des valeurs morales. C'est déjà un progrès. Mais est-il certain que tous, ou presque tous, après avoir donné ce coup de chapeau respectueux à de nobles idées, ne continueront à les violer allègrement et quotidiennement dans la pratique du Gouvernement ?

Le seul « totalitarisme » que nous envions est celui qui met d'accord de hauts et nobles principes, dont l'expérience a prouvé la magnifique fécondité, et leur mise en application dans une vie qui, pour être pratique, n'en soit pas moins étroitement imprégnée des idéaux choisis.

*
* *

La France doit, aujourd'hui, se convaincre qu'elle n'a plus le choix qu'entre une démission croissante, génératrice de troubles intérieurs et extérieurs inévitables, ou un redressement énergique. Les sacrifices pénibles — héroïques peut-on dire — qu'exige la situation, sont nécessaires. Ils ne sont plus suffisants. Pour mener à bien une tâche d'assainissement qui, on le voit, touche tous les domaines de l'activité publique, il faut d'abord que le Gouvernement ait l'autorité et la stabilité indispensables. Il faut ensuite qu'une réforme politique prévoie, pour l'empêcher, le retour des désordres chroniques dans lesquels le pays se débat, à la suite d'intolérables équivoques électorales.

Pendant qu'on a gorgé le pays de prétendues facilités, l'indice des prix, qui était en mai 1936, à Paris, de 450, s'est élevé à 727. Devant une situation aussi catastrophique, la C.G.T., qui a eu dans le Gouvernement de Front populaire la responsabilité de tout ce qui s'est passé, ne trouve rien de mieux que de déclencher une campagne contre tout effort constructif demandé au pays et d'annoncer qu'elle proclamera, s'il le faut, la grève générale pour appuyer ses revendications !

Qu'on puisse en venir à de pareils non-sens, cela montre assez les ravages de la démagogie dans un pays livré sans défense aux forces de l'illusion. La réforme indispensable de l'État doit libérer le Parlement de la pression des foules quotidiennement excitées contre l'intérêt général par un appel dégradant à leurs pires instincts. Une réforme électorale, la modification des conditions du travail parlementaire et la stabilité gouvernementale sanctionnée par la dissolution du Parlement, tel paraît le premier objectif à atteindre si notre pays ne veut pas périr.

Pour ouvrir les yeux de la France sur le danger communiste, il a fallu la proximité immédiate de la guerre, il y a deux mois. Les affiches blanches de la mobilisation rappelant aux tranchées ceux qui en étaient rentrés il y a vingt ans, victorieux et graves, ont tout de même provoqué un choc profond dans l'opinion. C'est à lui que l'on doit la rupture d'une coalition hybride qui asservissait des Français généreux et trompés à une cynique volonté étrangère de guerre et de révolution. Nous avons fait l'économie d'une guerre. Il n'est pas possible que la France ait besoin d'aller jusqu'à une catastrophe économique pour ouvrir les yeux sur cet autre danger que constitue la puissance destructrice du marxisme. La France doit s'épargner cette crise intérieure comme elle a su s'épargner la crise extérieure. L'heure est venue de travailler d'un même cœur au salut commun et d'abandonner le culte de doctrines néfastes : tous doivent s'effacer devant l'intérêt national qui, lui, ne peut plus attendre.

ED. GISCARD D'ESTAING

LE PROBLÈME DES MINORITÉS NATIONALES EN EUROPE CENTRALE

PLUS de 60 millions d'âmes, appartenant à vingt nationalités environ et parlant autant de langues différentes, se développaient avant 1914 dans le cadre des frontières de trois grandes puissances : l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Russie. La carte de l'Europe centrale est politiquement plus complexe aujourd'hui malgré la disparition de l'Autriche et le rattachement à l'Allemagne de la région des monts Sudètes, qu'au temps des Habsbourg. L'inextricable fouillis ethnique et géographique qui la caractérise est à l'origine de bien des mouvements de revendications territoriales ou raciales que, d'un terme général, l'on appelle aujourd'hui « mouvements minoritaires ».

« Si l'on essaie d'exprimer en chiffres et de comparer le nombre des membres des minorités qui sont demeurés dans l'Europe centrale d'après la guerre avec le nombre de ceux qui, avant-guerre, étaient soumis à un pouvoir étranger, on s'aperçoit qu'un bon tiers des membres de ces minorités n'a pas été libéré », a écrit récemment, dans un très intéressant ouvrage édité à Prague et consacré aux « minorités nationales », M. Joseph Chmelar.

La grande difficulté, dans le problème que nous examinons, provient du fait que la majeure partie des minorités nationales, dont le chiffre global atteint environ 20 millions d'âmes, est constituée par des groupements séparés, c'est-à-dire isolés au milieu de la nation majoritaire et dont l'union à l'État

dont ils pourraient se réclamer, bien loin de simplifier la situation, la compliquerait parce qu'elle entraînerait simultanément l'annexion à un État étranger de nouvelles minorités, la plupart du temps plus nombreuses !

Comment, d'ailleurs, aborder ce problème auquel chaque jour l'actualité ajoute un élément nouveau ? Il faut bien établir d'abord que toutes les minorités nationales éparpillées dans le territoire qui s'étend de la mer du Nord à l'Adriatique et de la Baltique à la mer Noire ne possèdent pas les mêmes caractéristiques. Les unes sont actives, les autres, si l'on peut dire, passives.

Mais il serait faux d'imaginer que les minorités passives ne constituent aucun danger pour la paix de l'Europe. Qu'on le veuille ou non, le principe est à nouveau posé de savoir dans quelle mesure des peuples rattachés à d'autres peuples par un simple jeu d'écritures, sont libres de disposer d'eux-mêmes.

Il suffit que quelques minorités actives réussissent dans leur entreprise de retour à la mère patrie pour que le mouvement gagne les minorités passives, considérées jusque-là comme inoffensives.

Les minorités actives et passives sont faciles à déterminer. Les premières sont composées d'individus appartenant par la race à des pays « actifs », dont la politique extérieure est dominée (soit par la volonté d'un chef, soit par des appuis venus du dehors) par le problème du rattachement de ses minorités. Les autres ne font pas l'objet d'un pareil problème dans le pays auquel, toujours par la race, elles appartiennent. Aussi les minorités actives en Europe centrale, celles qui, au premier degré, par leur action, leur mouvement, leur propagande constituent un danger immédiat pour l'équilibre, obtenu non sans peine par les traités de paix, sont sans aucun doute : les minorités allemandes, polonaises et hongroises. Nous verrons comment on peut ajouter à ces trois groupes particulièrement actifs les minorités ukrainiennes.

Les minorités passives sont extrêmement variées et constituent un danger, répétons-le, au second degré. Leur passivité ne vient pas seulement du fait que la mère patrie se désintéresse de ses ressortissants attribués par les diplomates à

telle ou telle nation. Elle naît aussi du fait de l'éparpillement des individus dans le pays adoptif, de la difficulté qu'il y aurait à les récupérer sans renverser la situation, de l'assimilation plus ou moins grande qui a pu se produire entre adoptés et adoptants.

Il faut encore ajouter un élément — et non des moindres — à ce double énoncé : chaque gouvernement qui réclame le retour, à l'intérieur de ses frontières, de ses minorités nationales, compte lui-même — dans des proportions que nous aurons à établir — des minorités relevant de puissances étrangères ! Autrement dit, si la Pologne, par exemple, revendique des territoires polonais en Tchécoslovaquie, l'Allemagne demandera des territoires allemands en Pologne, la Hongrie des territoires magyars en Roumanie, la Roumanie des citoyens roumains en Yougoslavie et ainsi de suite.

Une seule solution — d'une ampleur considérable s'il s'agissait de la généraliser — a été trouvée à ce problème des plus ardus. Elle réglait les différends gréco-turcs. On a procédé là-bas au transfert des populations. Mais peut-on envisager sans frémir un pareil « déménagement » en Europe centrale ?...

◆

C'est l'Allemagne, la première, qui a mis fin aux stipulations des traités en étendant ses frontières à des pays dont elle réclamait le retour en vertu de principes ethniques et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Il est curieux de noter, en passant, que « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », qui fut, depuis Napoléon III, notamment, un des principaux éléments de la charte démocratique, devient aujourd'hui un argument décisif pour les États dits « totalitaires » dans la lutte acharnée qu'ils mènent en Europe centrale. Au nom de ces principes, l'Autriche n'est plus ; la Tchécoslovaquie vient d'être démembrée.

Quelles sont les minorités actives de l'Allemagne existant aujourd'hui en Europe centrale et capables d'en transformer l'aspect ? 1 700 000 Allemands vivent en Pologne : 800 000 sont établis dans le corridor de Dantzig, en Posnanie et en Haute-Silésie. La suppression du suffrage universel, en

juin 1935, a considérablement réduit les droits de représentation de cette importante minorité, qui pourtant conserve toujours la liberté de parler sa langue dans ses rapports avec les tribunaux et l'administration. Les Allemands de Pologne, comme ceux qui habitent dans les autres États voisins du Reich, subissent fortement l'influence morale de l'hitlérisme, et la nature de leurs relations avec le Gouvernement polonais est déterminée par la plus ou moins grande intensité avec laquelle les Allemands du Reich pratiquent leur politique d'expansion. La Haute-Silésie et la Poméranie, on le sait, font l'objet de vives campagnes en Allemagne. L'accord germano-polonais de 1934 a eu pour effet de reculer le problème, non de l'effacer. Trêve de dix ans, dit le traité. Mais jamais le chancelier Hitler n'a donné l'assurance que le statut territorial serait respecté à la frontière orientale. Il n'y a pas longtemps encore, le Dr Schacht proclama (malgré l'accord de 1934) les revendications de l'Allemagne sur la Haute-Silésie.

D'autre part, l'activité des Allemands de Pologne est des plus développées. Une nuée d'agents hitlériens s'y manifeste constamment et l'on a encore présents à la mémoire les incidents qui se déroulèrent à Katowice, en 1937, où plusieurs espions allemands furent arrêtés.

En Hongrie, le plus fort des groupes minoritaires est constitué par des Allemands qui vivent, d'une part, en une masse compacte entre le lac Balaton et le Danube ; d'autre part, en petits groupements, séparés par l'élément magyar, autour de Budapest et à l'ouest de la capitale, vers Vesprzim ; enfin, dans la pointe du territoire hongrois, au voisinage des frontières de la Tchécoslovaquie et de l'ancienne Autriche. D'après le plus récent recensement il y a en Hongrie environ 5,5 p. 100 d'Allemands. Ceux-ci sont groupés en une forte association culturelle, *Der ungarlandische deutsche Volksbildungsverein*, qui possède de nombreuses associations locales, dont l'administration magyare n'autorise l'action que dans la mesure où elle est conforme aux désirs du Gouvernement. Jusqu'ici, les apparences ont été sauvées, mais il ne fait de doute pour personne que les directives de cette puissante organisation viennent de Berlin. Un organe hebdoma-

daire très répandu, le *Neues Sonntagsblatt*, est le plus lu des journaux allemands de Hongrie et reflète nettement les opinions hitlériennes.

En Yougoslavie, c'est encore la minorité allemande qui est la plus nombreuse (3,59 p. 100 de la population) et la mieux organisée. Elle possédait — en 1933, date du dernier recensement — 154 écoles primaires avec 570 classes, 1 établissement d'enseignement supérieur, 26 journaux et revues et 45 institutions culturelles. Mais, de beaucoup, la plus importante des associations allemandes de Yougoslavie est la « Fédération des Associations intellectuelles », qui milite en faveur du nazisme. Depuis la révolution hitlérienne, l'influence de l'idéologie nationale-socialiste s'est exercée dans tous les groupements, surtout chez les jeunes, qui ont déjà à maintes reprises forcé l'administration à intervenir et à prononcer la fermeture de certaines associations qui réclamaient ouvertement le rattachement à l'Allemagne des minorités allemandes de Yougoslavie.

La Roumanie, elle aussi, compte une sérieuse minorité allemande (4,29 p. 100 de la population), qui possède, comme celles des autres pays, un grand nombre de sociétés scientifiques ou culturelles, notamment à Sibiu, où existe le « Centre intellectuel », clef de toute l'activité germanique. 119 journaux sont publiés en allemand. Certains sont ouvertement hitlériens et prêchent l'unification de la minorité allemande de Roumanie au moyen de conférences, de meetings et de cortèges, qui ont nécessité à plusieurs reprises l'intervention de la police, à Timisoara, à Sibiu, à Brasov en particulier.

En Italie, enfin, il existe également une minorité allemande. 300 000 Allemands environ forment, dans le sud du Tyrol, une importante communauté que le Gouvernement fasciste surveille avec attention. Les Allemands qui vivent là ne doivent employer que la langue italienne et toutes leurs propriétés foncières sont contrôlées par l'autorité militaire. L'axe Berlin-Rome a écarté pour le moment les revendications des Allemands du Tyrol, qui, de tous les Allemands qui forment des minorités en Europe, sont certainement les moins libres. D'autre part, aucune organisation officielle n'étant tolérée, on ne peut savoir exactement comment est groupée

cette minorité-là. Pour l'instant, d'ailleurs, elle ne demande pas son rattachement à la mère patrie. Elle est bien la seule !...

Restent, en ce qui concerne les minorités allemandes de l'Europe centrale, à examiner celles qui se trouvent réparties dans les États baltes. En Lithuanie, en Esthonie et en Lettonie, il y a, en effet, des Allemands, citadins pour la plupart et fortement organisés. Les idées nationales-socialistes ont pénétré très vite dans ces trois pays, où le mouvement irrédentiste est arrivé à une phase aiguë malgré l'éparpillement des populations de langue allemande. Les minorités n'y sont cependant pas officiellement représentées, sauf pour le territoire de Klaipeda (Memel) qui a son statut propre et qui envoie à la Diète de Kaunas (Kovno) des députés allemands à côté des députés lithuaniens.

◆

Après les minorités allemandes, et toujours parmi les minorités actives, les minorités polonaises jouent un rôle important en Europe centrale ; on vient de le constater à propos du démembrement tchécoslovaque. Elles constituent environ 12 p. 100 de la population dans la région de Silésie que la Conférence des ambassadeurs a attribuée à la Tchécoslovaquie en 1920 et l'on sait comment le problème vient d'être réglé, en partie seulement.

C'est en Allemagne que l'on trouve en suite la plus importante minorité polonaise : 1 500 000 hommes, dont les deux tiers vivent en Haute-Silésie, privés complètement de droits depuis l'avènement du régime hitlérien, mais néanmoins solidement groupés en une vaste association agissante, *Zwiazck polakow*, en butte à d'innombrables persécutions, et qui néanmoins possèdent un moyen d'action assez sérieux : celui qui consiste à faire retomber sur les Allemands de Pologne les vexations que peuvent subir les Polonais d'Allemagne.

Les minorités polonaises de Lithuanie et de Lettonie sont concentrées dans les districts voisins de la Pologne, laquelle exerce une forte influence, notamment sur les Polonais de

Lithuanie, paralysant ainsi partiellement la force des revendications lithuaniennes sur la Voïvodie de Vilno, peuplée en partie de Lithuaniens. D'importants groupements politiques caractérisent l'activité des minorités polonaises dans les États baltes, et leur action, inspirée par la politique intérieure polonaise, tend à réclamer, de plus en plus, un rattachement complet à la Pologne.

◆

Reste à examiner le cas des minorités hongroises dont les récents événements qui se sont déroulés en Tchécoslovaquie nous ont montré toute l'importance.

L'exemple de l'Allemagne, mettant la main sur les habitants de la région des Sudètes a fortement accéléré le mouvement de revendication magyar. En Tchécoslovaquie, les Hongrois répartis le long de la frontière slovaque commune, se tenaient en contact permanent avec leur Gouvernement. On sait que le récent accord de Vienne vient de les rattacher à la Hongrie.

Encouragés dans leurs revendications par Rome, les Hongrois s'organisent aussi activement en Roumanie, où ils forment un quart de la population de Transylvanie, ce qui n'est pas, on s'en doute, sans provoquer un certain émoi là-bas. C'est surtout sous une forme religieuse que les Magyars ont réussi à se grouper en Roumanie où leurs églises ont un caractère autonome et rassemblent tous les partisans du rattachement à la Hongrie. Mais d'autres sociétés, qui n'avaient jusqu'ici qu'un caractère littéraire, artistique ou scientifique, se sont organisées, elles aussi, sur le terrain politique : telles la « Société transylvaine pour la littérature », la « Société Sigismond Kemeny », celle de I. Arany, la « Société Helikon », etc...

En Yougoslavie, les Hongrois ont également alerté l'opinion. Ils y forment une minorité relativement nombreuse (3,36 p. 100) dont la plus grande partie vit dans le Banat (Voïvodine serbe) et le reste dans la Batchka. Fortement unis, ils possèdent plus de 190 associations culturelles à

tendance irrédentiste, avec 25 publications périodiques dont 5 quotidiens. Une très faible minorité hongroise existe en Allemagne, dans les anciens territoires autrichiens et, très éparpillée, elle ne mérite d'être signalée que pour mémoire.

◆

Nous avons passé en revue ce que nous avons appelé les problèmes soulevés par les minorités nationales « actives ». Avant de donner un aperçu sommaire de la situation des minorités passives, il faut se pencher avec une attention toute spéciale sur une minorité particulière, puisqu'elle ne vise pas à rentrer dans les frontières d'une puissance qui la réclame, mais dont néanmoins l'action est des plus vigoureuses : c'est la minorité ukrainienne de Pologne. Elle forme la majorité de la population en Galicie orientale et en Volhynie. L'importance politique de cette population minoritaire s'accroît du fait que le territoire habité par elle est immédiatement voisin des vastes espaces de l'Ukraine soviétique (16 millions d'âmes environ).

Les Ukrainiens sont divisés en plusieurs camps politiques, que relie pourtant entre eux une conscience nationale commune qui s'exprime sans cesse par la volonté de l'indépendance politique et de l'autonomie. Mais, comme en même temps la plupart des partis politiques ukrainiens sont orientés dans le sens antibolchevique, l'attraction de l'Ukraine soviétique voisine passe au second plan. C'est tout au moins ainsi que l'entend la politique polonaise qui voudrait arriver à un compromis avec l'Ukraine dont le mouvement séparatiste s'accroît de jour en jour.

Cette attitude des minorités ukrainiennes explique l'inquiétude de la Pologne au sujet de la Russie subcarpathique, province de Tchécoslovaquie qui vient, au début du mois d'octobre dernier, d'acquérir une autonomie presque complète. Les interventions conjuguées des Polonais et des Hongrois ont abouti, on le sait, à la sentence arbitrale de Vienne. Les démarches hungaro-polonaises n'avaient pas d'autre but que de mettre sous la domination des gouvernements de Varsovie et de Budapest les populations ukrainiennes de la Russie sub-

carpathiques, foyer très dangereux d'irrédentisme depuis leur proclamation d'indépendance. Leur annexion à la Pologne et à la Hongrie, en faisant naître une frontière commune à ces deux pays constituerait d'autre part une barrière contre l'expansion germanique en Europe orientale. C'est du moins l'opinion de Rome qui a soutenu vigoureusement les prétentions de la Pologne et de la Hongrie.

◆

Les minorités passives, nous l'avons dit, ne sont intéressantes, en ce qui concerne le problème qui nous préoccupe, qu'au second degré, c'est-à-dire en cas de partage ou de luttes ouvertes. Là, peut-être, auraient-elles un rôle à jouer. Pour l'instant, elles ne sont ni organisées (à l'exception des Croates de Yougoslavie qui constituent un danger intérieur mais ne sont revendiqués par personne), ni en mesure de le devenir brusquement, pour des raisons d'éparpillement, de quasi-assimilation ou d'indifférence. Ainsi en est-il, par exemple, des Serbes de Lusace, vivant en Allemagne en collectivité, mais sous la domination totale du Reich ; des Roumains de Yougoslavie, des Yougoslaves de Roumanie, des Ruthènes, des Bulgares, des Tartares, des Turcs, des Albanais, des Slovaques, des Serbes, plus ou moins disséminés dans les pays dont nous avons longuement parlé et qui constituent plus un élément de curiosité qu'un motif de bouleversement en Europe centrale.

Il n'en résulte cependant pas moins que le fait capital, le fait qui domine à l'heure actuelle toute la politique centro-européenne, c'est que, au bout de vingt ans, les minorités nationales constituent des blocs indépendants et qu'elles ne se sont pas — à quelques rares exceptions près — assimilées aux pays qui les ont reçues en partage. Elles signifient la faillite incontestable d'une expérience qui devait apporter la paix au monde. Les théories du second empire, les théories wilsoniennes, les théories briandistes sont soumises à une rude épreuve. Non seulement elles aboutissent à un échec, mais encore elles se retournent contre leurs auteurs au profit des puissances mêmes contre lesquelles elles étaient dirigées.

La vérité est que cette question est beaucoup plus complexe qu'on ne l'avait cru. Les problèmes raciaux ne sont pas les seuls à considérer quand on étudie la formation d'un pays, d'une nation. Les problèmes historiques ont aussi leur place. Qui oserait affirmer que l'empire d'Autriche, après des siècles d'existence, ne constituait pas une réalité aussi valable qu'une nation issue des principes wilsoniens? A tout le moins devrait-on concéder que le principe de la fédération, dans un cas aussi compliqué que celui de l'Europe centrale, pourrait fournir des bases plus commodes que celui des nationalités — drapeau des dangereuses revendications « minoritaires ».

L. GABRIEL-ROBINET

L'HISTOIRE

Qu'est-ce que la civilisation? — L'affaire Marie Stuart. Louis XIV et les provinces conquises. — Madame Roland.

L'ABUS des idées générales en histoire est un fléau. D'autre part, l'histoire sans idées tourne vite au machinisme. Le petit volume de M. Félix Sartiaux, *la Civilisation*, dans la collection Armand Colin, est plein d'idées en même temps que de faits.

D'abord, qu'est-ce que la civilisation? C'est un beau sujet, mais de quoi s'agit-il? Le mot ne figure au dictionnaire de l'Académie que depuis un siècle, avec le double sens que voici : « Action de civiliser ou état de ce qui est civilisé. » Littré, plus explicite, complète ainsi la définition du second sens, qui est devenu le plus usuel : « Ensemble des opinions et des mœurs qui résulte de l'action réciproque des arts industriels, de la religion, des beaux-arts et des sciences. » Il va sans dire que les mœurs ainsi envisagées ne sont pas les usages mondains, le savoir-vivre d'une époque, encore que l'apparition de la fourchette ou de la serviette de table, moins importante assurément que l'invention de la roue, ne soit pas sans intérêt pour le progrès des mœurs. L'affinement a sa place dans l'échelle des valeurs.

La civilisation a pour effet de rendre la vie plus large et plus haute. Elle n'y arrive pas au pas de course. Considérons, après Pascal, la suite des hommes comme un seul homme qui

subsiste toujours et apprend continuellement. A compter au minimum l'ancienneté probable de l'espèce humaine et les étapes de ses progrès, l'homme collectif d'aujourd'hui est, dit M. Sartiaux, comme un septuagénaire qui saurait depuis trois mois seulement que la terre n'est pas le centre du monde. Il ne paraîtrait pas en avance pour son âge.

Une distinction est à faire. Les civilisations de l'antiquité, où régnait l'esclavage, évoquent une vie agréable et même noble pour une minorité de privilégiés, une vie misérable et bestiale pour une masse de sacrifiés. Une civilisation dont les bienfaits sont ainsi restreints est réelle, elle n'est pas un simple décor ; il n'en est pas moins vrai qu'on se tromperait en y voyant l'image, le vrai visage d'une époque. Ajoutons que les civilisations de ce type finissent par sombrer, parce qu'elles ne sont défendues que par le petit nombre de ceux qui en jouissent et que l'égoïsme ne les prépare pas à l'héroïsme en face des ennemis étrangers ou intérieurs. N'en concluons pas, d'ailleurs, qu'une civilisation à base plus populaire est nécessairement mieux garantie contre les offensives de la barbarie. Même si les habitants d'un pays profitent tous des avantages matériels qui sont le côté apparent et spectaculaire de la civilisation, il n'est pas démontré qu'ils assureront la pérennité des conquêtes faites sur la nature hostile par l'intelligence et le travail de leurs ancêtres. La civilisation a toujours quelque chose de précaire, d'artificiel, comme ces variétés de fruits ou de fleurs qui retournent à l'état sauvage dès qu'on en néglige la culture perfectionnée. L'histoire des civilisations n'est pas l'histoire de la civilisation. Elle lui apporte une contribution, elle n'en est pas la trame. Il y a des civilisations qui ne font pas honneur à la civilisation, qui ne marquent pas une avance dans la marche tourmentée de l'espèce humaine vers le mieux. Ce sont des civilisations stériles.

Il y a deux côtés dans la civilisation, dans toute civilisation : le perfectionnement matériel et le perfectionnement spirituel. Une tendance naturelle chez les esprits théoriques est de les confondre ou tout au moins de les croire étroitement liés. Les sociologues, qu'on appelait « philosophes » au XVIIIe siècle, voyaient dans le progrès des lumières la condition à la fois nécessaire et suffisante du progrès de la civilisation. « Instruire une

nation, disait Diderot, c'est la civiliser. » Victor Hugo a dit, et tous les « Hégésippe Simon » ont répété après lui, qu'ouvrir une école, c'est fermer une prison. Toute découverte scientifique, dans cette conception simpliste, nous ferait monter d'un échelon vers le bonheur universel. On en est moins sûr aujourd'hui. Le cavalier, a-t-on dit, emporte en croupe son éternel chagrin. L'auto a beau aller plus vite, la misère humaine n'en est pas plus distancée. C'est que la civilisation ne repose pas seulement sur une base intellectuelle, mais aussi, mais surtout sur une base spirituelle. Sur ce point, la *Cité antique*, de Fustel de Coulanges, n'a pas vieilli. La civilisation a pour pilier central la religion, le contrefort intellectuel ne vient qu'en second lieu. Du jour où ce qu'on attend de la civilisation est le développement du bien-être immédiat et individuel, du jour où elle est envisagée comme utilitaire, du jour où on la matérialise uniquement, elle devient de plus en plus fragile, parce qu'on surcharge l'édifice sans en consolider les fondations ; on met la pyramide sur sa pointe.

Y tiendra-t-elle longtemps, plus longtemps aujourd'hui que dans le passé ? L'édifice social actuel, s'il n'en est pas à la chute, en est à ce que M. Sartiaux appelle une « lente dégradation ». L'activité de l'esprit se maintient, le torrent des découvertes coule à pleins bords, le talent abonde en tous genres. Et pourtant la confiance en l'avenir fait défaut, parce que la sécurité individuelle et collective, qui en est le point de départ, est en baisse. On a l'obscure conscience que l'homme est débordé par son œuvre. On a amélioré l'homme moyen, mais on a réduit le rôle des élites nécessaires à l'intelligence et à la conservation de l'œuvre acquise.

La conclusion de M. Sartiaux est mélancolique. Longtemps, des milieux restreints et choisis ont gardé le trésor de la civilisation. Leur mode de recrutement a pu varier. Le mérite l'a de plus en plus emporté sur la naissance, ce qui ne pouvait qu'en rehausser le niveau. L'essentiel est que l'autorité restait à la compétence et à l'expérience. En sommes-nous encore là ? Le malheur est qu'on a qualifié de « classe » cette élite, mouvante dans son origine et stable dans sa valeur, et qu'on a soulevé contre elle l'appétit de la masse. Ce qu'on appelle la lutte de classe, c'est la lutte du nombre contre la qualité,

quelle qu'elle soit. Seul, un fou se croit capable de conduire une machine qu'il ignore ; tout le monde se croit capable de manier les « leviers de commande » de la civilisation la plus compliquée qu'on ait jamais vue. Il n'y a pas de civilisation qui puisse indéfiniment résister à un pareil système. « Tel est, dit Félix Sartiaux, l'enseignement de l'histoire. » Il n'est pas un auteur gai.

●

Marie Stuart a été forcée d'abdiquer pour avoir connu, approuvé et favorisé le projet d'assassinat de son mari Darnley. De cette complicité, il n'y avait d'autre preuve matérielle que les « lettres de la cassette », huit lettres que les Grands, révoltés contre elle, déclaraient avoir saisies au château d'Édimbourg, dans une cassette d'argent qu'un chambellan de Bothwell cherchait à emporter. Ces lettres passionnées étaient adressées à Bothwell, le principal exécuteur du complot. Deux d'entre elles, en date des 22 et 24 janvier 1567, étaient particulièrement convaincantes. Darnley ayant été tué le 10 février, la préméditation était flagrante. Marie Stuart épousera Bothwell le 15 mai, tombera entre les mains de ses ennemis le 15 juin, et c'est le 21 qu'ils trouvent la cassette. En dehors de ces documents, aucune preuve, aucun indice antérieur au meurtre ne permet d'affirmer une intrigue entre Bothwell et Marie Stuart avant la mort de Darnley. Ce sont ces mêmes documents qui, produits devant les commissaires d'Élisabeth à Westminster (1569), fournirent à Élisabeth un prétexte pour retenir Marie Stuart dans sa captivité de dix-neuf ans, antichambre de sa mort. C'est donc bien sur eux que s'est joué le sort de Marie Stuart, c'est sur eux qu'elle fut déconsidérée et perdue. Le tout est de savoir s'ils sont authentiques.

M. Roger Chauviré, professeur à l'Université nationale d'Irlande, a repris la question et a fait des constatations troublantes : *Le Secret de Marie Stuart* (Colin). Ce n'est pas une affaire de sentiment, c'est une affaire de critique des textes. L'original de ces pièces n'existe pas. A-t-il existé? On sait que le dossier était d'abord entre les mains du régent Morton, exécuté en 1581. Il passe alors à son héritier, le comte de Gowrie, exécuté aussi en 1584. Depuis, on n'en a plus trace.

Ce que nous avons, c'est d'abord une traduction en latin publiée, dès 1571, par l'érudit écossais Buchanan, passé au service des adversaires de Marie Stuart. Il traduit ensuite en dialecte écossais sa traduction latine et, en 1573, un huguenot de La Rochelle, Cumez, donne une traduction de ce même latin en français. C'est ce texte, traduction d'une traduction, qu'on a pris longtemps pour l'original et dont Mignet n'a pas même songé à douter. En 1869, premier coup de théâtre. Un chercheur trouve au *Record office* un texte français des lettres III et V du dossier, remontant au XVIe siècle, et différent du texte établi par Cumez. Un autre érudit découvrira en 1872, aux archives des Cecil (château de Hatfield), un texte également en français des lettres IV et VI. Rappelons que Cecil, secrétaire d'État d'Elisabeth, a été mêlé au procès. C'est alors seulement qu'on s'avisa que le texte original n'était pas celui de Cumez, mais celui dont on avait maintenant quatre lettres sur huit. Il est, du reste, naturel que Marie Stuart écrive en français à Bothwell, qui sait le français, qui a fait ses études en France et qui rédigera lui-même en français sa propre justification. Marie Stuart, qui savait très mal l'écossais, ne lui aurait pas écrit en écossais.

Mais alors, les lettres seraient authentiques? Ceux qui innocentent Marie Stuart la supposaient victime de pièces fausses. Se seraient-ils mépris? C'est à savoir. Nous n'avons pas le texte français de la lettre II, la « longue lettre » comme on l'appelle, qui est seule vraiment accusatrice. A défaut du texte français, on vient d'en retrouver une version anglaise ancienne, qui ne dérive pas de l'écossaise, ni de la latine, et que bien des détails montrent issue directement du français. Voici, par exemple, un gallicisme évident, qui n'est pas dans l'écossais : « Je lui ai tiré les vers du nez. » *I have taken the worms out of his nose.* L'écossais dit simplement : « Je lui ai fait dire tout ce qu'il savait. » L'image est bien française et n'a pas d'équivalent en anglais. Le traducteur anglais a fait du mot à mot. Voici même un contresens qui a une valeur inestimable à ce titre : « J'ai refusé de le *signer* », dit le texte écossais. « J'ai refusé de le *saigner* », dit l'anglais *(lett blood)*. Le traducteur a mal lu, il a lu « saigner » pour « signer ». Il a traduit littéralement sur une pièce peut-être difficile à déchiffrer,

parce que manuscrite, sans chercher à comprendre, ni a être compris. Il avait sous les yeux un original français disparu et c'est celui qui a été présenté à la Cour de justice.

Soit, mais est-il bien authentique? N'a-t-il pas été plus ou moins truqué? Nous n'avons que des copies. Les commissaires de Westminster s'en sont contentés, mais l'accusée se plaignait de n'être pas mise en présence des originaux qui existaient alors. Plus tard, à l'époque de sa condamnation et de son exécution (1587), ils avaient disparu depuis trois ans. C'est pour le moins fâcheux, car la fameuse cassette contenait des faux criants, comme la promesse olographe de mariage faite à Bothwell, retrouvée au *Record Office*, et qui est un faux incontesté, où rien ne rappelle l'écriture de Marie Stuart. Les papiers de la cassette sont suspects, comme sont suspects ceux qui les ont trouvés, comme est suspecte la disparition inopportune ou trop opportune des originaux. Au point de vue juridique, le dossier, tel que nous le connaissons, ne permettrait pas la condamnation de Marie Stuart par un tribunal régulier. De là à proclamer son innocence, il y a un abîme, que chacun peut combler suivant ses préférences sentimentales, mais devant lequel la critique historique est forcée de s'arrêter.

Madame Paule Henry-Bordeaux ne s'arrête pas au bord de cet abîme. Les deux brillants volumes qu'elle consacre à *Marie Stuart* (Plon) ignorent l'étude de M. Chauviré qui les a précédés de trop peu et qu'elle ne cite pas dans sa bibliographie. Ils sont très fouillés et ils se piquent d'être éclairés par une sensibilité féminine et psychologique où il est difficile que n'entre jamais une part d'imagination. L'idée maîtresse est que Marie Stuart est victime de la lutte générale entre le catholicisme et le protestantisme en même temps que de la lutte particulière que mène contre elle son frère naturel, le comte de Moray, le seul qui ait avantage à l'assassinat de Darnley, à l'expulsion de Bothwell, à la déposition de Marie Stuart elle-même.

Marie Stuart mérite évidemment, par sa dignité sereine en face de la mort la sympathie dont elle est ici comblée. D'autre part, sa jeunesse, son inexpérience, l'isolement où elle est confinée, lui valent beaucoup d'excuses pour les fautes et les légèretés de ses débuts. Mais ceci s'écarte de la question

spéciale et technique que pose, sans prétendre la résoudre, M. Chauviré. Madame Paule Henry-Bordeaux est plus négative que lui au sujet des lettres de la cassette : peut-être ne les a-t-elle pas scrutées matériellement d'aussi près, mais elle les connaît bien.

●

On est tenté, au spectacle des incohérences de la politique étrangère sous les régimes démocratiques, d'exagérer l'esprit de suite, la continuité dans les desseins sous l'ancienne monarchie. Il n'est pas du tout certain que la formation territoriale de la France soit le fruit savamment cultivé et mûri d'une dynastie consciente de son œuvre. Il y a eu du hasard et des accrocs dans le développement du domaine royal. Bien des efforts ont abouti à des résultats nullement prévus. Des guerres d'Italie, il nous est resté les Trois Évêchés ; la guerre de succession de Pologne nous a donné la Lorraine. L'idée d'arrondir leur domaine hante les rois, comme tous les bons pères de famille. Les questions de mariage, d'héritage étaient leur constante préoccupation, mais d'une façon générale beaucoup plus que localisée. La théorie des frontières naturelles n'a joué qu'un rôle intermittent et tardif. Le Testament en latin, où Richelieu se donne pour but de « restituer à la Gaule les frontières que la nature lui a fixées », est considéré comme apocryphe.

Même les rois les plus représentatifs de la politique d'agrandissement ne la pratiquent pas sans défaillance. Louis XI, dont un volume récent célèbre l'esprit pratique et constructeur — *le Grand règne de Louis XI* (Hachette), par M. Joseph Calmette — n'a sûrement pas tiré de la mort du Téméraire tout ce qu'elle pouvait donner. Il s'est perdu dans ses combinaisons aux replis tortueux, comme déjà à l'entrevue de Péronne. Pour un homme que l'expérience avait instruit et qui se flattait d'en tenir compte, ce n'est pas un chef-d'œuvre de l'art que de jeter dans les bras de Maximilien d'Autriche une héritière qu'il était en droit, comme suzerain, de marier à son gré, à condition de ne pas lui proposer un mariage irréalisable, ou en tout cas problématique et lointain, avec un dauphin de sept ans, alors qu'elle en avait vingt.

Louis XIV, le grand roi, n'a pas tiré un parti plus merveilleux des magnifiques possibilités que lui léguaient Richelieu et Mazarin. Après les traités de Westphalie et des Pyrénées, la voie était libre. L'Alsace, le Roussillon, l'Artois étaient conquis. L'héritage espagnol était ouvert, puisque la dot, condition de la renonciation de Marie-Thérèse, n'était pas et ne sera jamais payée. La naissance d'un héritier mâle, le futur Charles II, ajournait les espérances, mais ne les détruisait pas, puisqu'il n'aura pas d'enfants, n'est pas appelé à vivre vieux et que tout le donnait à croire dès son enfance. Mignet prête à Louis XIV toute une politique dirigée par cette idée fixe. Il lui a fait, en ce cas, bien des infidélités. La guerre de Hollande, en éveillant la méfiance générale, nous empêchera d'acquérir les Pays-Bas.

Cette guerre a été le modèle des guerres victorieuses sans profit proportionné. M. le marquis de Roux, qui n'est pas prévenu contre Louis XIV, reconnaît, dans un séduisant volume sur *Louis XIV et les provinces conquises* (Éditions de France), que cette guerre aurait pu être courte et avantageuse si le roi avait eu la sagesse d'accepter tout de suite les offres du Grand Pensionnaire, Jean de Witt, qui nous abandonnait la zone arrachée aux Pays-Bas espagnols par les Provinces Unies en même temps que leur indépendance. Les Pays-Bas restants eussent été ainsi encadrés par la France, « mis en sandwich », dit M. de Roux, facilement absorbés à la première occasion. Le refus de Louis XIV entraîna l'assassinat du Grand Pensionnaire, le stathoudérat de Guillaume d'Orange, l'inondation du pays, une coalition générale qui se renouvellera désormais en chaque circonstance jusqu'à la fin du règne et obligera Louis XIV à se contenter de peu, en comparaison de ce qu'il avait ambitionné et aurait pu obtenir avec bien moins de sacrifices. Heureux encore que Denain nous ait empêchés de tout perdre à la dernière heure !

Du reste, ce qui importe, ce n'est pas tant de savoir ce que voulaient les Capétiens que de comprendre comment ils ont réussi, quand ils ont réussi. Ce qui compte, ce n'est pas de conquérir, c'est de garder et d'assimiler. A cet égard, la politique royale a des principes, ou plutôt des traditions qui ont fait leurs preuves, car l'ancienne France est la France d'au-

jourd'hui à bien peu de chose près. Elle a survécu à des tempêtes qui ont bouleversé l'Europe, et aucune des provinces françaises de 1789 n'a cessé de l'être, ni désiré ne plus l'être au cours des pires catastrophes.

Pourquoi ? M. de Roux étudie cette question sous le règne qui est l'apogée et comme l'incarnation de l'ancien régime.

Faire accepter la domination française n'était pas le plus difficile. Les frontières en ce temps étaient moins tranchées qu'aujourd'hui. L'enchevêtrement féodal avait de beaux restes. L'essentiel n'était pas le souverain lointain ; la vie quotidienne n'était pas touchée, tant que les autorités immédiates et les mœurs locales étaient respectées. Tout était là pour le menu peuple. Et quand on gagnait en sécurité à changer de patrie, si tant est que ce mot eût un sens précis, le changement était bientôt accepté comme un bienfait. C'était le cas au XVIIe siècle. Le prestige de la France, la supériorité de sa civilisation, la prépondérance de sa langue, sa force militaire qui écartait les menaces d'invasion, sautaient aux yeux de tous en Alsace, en Artois, en Franche-Comté, en Flandre à l'époque de leur annexion. Rien d'étonnant à ce que cette annexion n'ait pas été revêche. Ce qui est plus remarquable, c'est que ces nouvelles provinces, à la fin du règne, à l'époque des mauvais jours, soient demeurées fidèles. Il faut donc croire qu'en un demi-siècle elles avaient été non pas assimilées, mais ralliées ; non pas fondues dans la vieille France, elle-même encore très particulariste, mais unies à elle en un même loyalisme.

C'est ici que la politique royale a eu son mérite : ne pas insister dans le détail, ne pas brûler les étapes, ne pas brusquer les vieux usages. « Ne pas toucher aux choses d'Alsace », disait-on à l'intendant. Il en est de même ailleurs, plus ou moins. Le but final est bien l'assimilation : « Établir les mœurs françaises », écrit Louis XIV dans ses *Mémoires*, mais sans contrainte, puisqu'il n'y a pas urgence. Quand une ordonnance est mal accueillie, risque de froisser inutilement les habitants, on se borne à mettre en marge : « non exécuté ». L'autorité royale admet que les autorités locales usent d'ajournement, en matière de langue notamment, quand il est manifeste que l'emploi du français, hors de l'administration supérieure, serait une difficulté, sinon une impossibilité. Du reste,

l'absence d'écoles françaises ne permettait pas d'aller vite sur le terrain de l'enseignement populaire, et les collèges enseignaient le latin plus que la langue vulgaire. Les nouvelles provinces deviennent françaises par la racine avant de l'être par l'écorce.

●

« Qu'avez-vous fait pendant la Révolution ? » demandait-on à Siéyès. « J'ai vécu. » Madame Roland était trop vivante pour vivre longtemps à une époque où il était sage de ne pas trop donner signe de vie. Elle aspirait à l'immortalité, sa mort la lui a donnée. Sa gloire est même devenue un objet d'exportation. Sa dernière biographie nous vient d'Angleterre : *Madame Roland*, par miss Wilcocks, traduit et adapté par M. Joseph Therol (Hachette). La conclusion de cette étude, du reste sympathique, est mélancolique : « Les vertus, les intelligences, les bonnes intentions à base d'orgueil, comme celles de madame Roland, ont le plus souvent des résultats déplorables. » C'est la paraphrase du mot désenchanté de Brutus mourant : « Vertu, tu n'es qu'un mot ! » Celui de madame Roland est moins découragé : « Liberté, que de crimes on commet en ton nom ! » dit-elle en regardant la statue de la Liberté. Il est bien d'elle, même si le jeune témoin de seize ans, son gendre posthume, qui le relatera plus tard, le lui a prêté.

L'orgueil n'est pas seul responsable du malheur des Girondins et de leur « idole », comme l'appelle miss Wilcocks. Madame Roland a un caractère viril et un tempérament féminin, contraste périlleux en un temps où le moindre coup de tête peut être mortel. Elle ne peut souffrir Danton, qui est vulgaire et grêlé ; elle préférerait au début Robespierre, qui a toujours de la tenue et qui ne fait pas la cour aux femmes. Mais Robespierre aime encore moins que les autres les femmes qui sont des hommes et qui veulent être des chefs. C'est un classique, il est pour Chrysale contre Philaminte. Le nez de madame Roland n'est pas ce qu'elle avait de mieux. Mais eût-il été celui de Cléopâtre que la face du monde n'en eût pas été changée. C'est celui de Danton qu'il aurait fallu changer.

Ce petit volume, écrit par une femme, s'occupe beaucoup

du côté féminin de madame Roland. « Rien de plus amusant que l'histoire de ses mariages manqués, si ce n'est celle de l'union à laquelle, sur le point de devenir vieille fille, elle fut tout heureuse de consentir. Ses manœuvres, destinées à engluer le triste et hargneux Roland, sont des modèles du genre. » Madame Roland, « d'un tempérament ardent et précocement éveillé », dit miss Wilcocks, n'a pas fait le mariage de ses rêves, mais elle n'a jamais eu de rêves bas ou malsains. « C'est une Romaine », dit M. Madelin. Au verso du billet retrouvé sur son cadavre, Roland avait écrit : « J'ai quitté ma retraite au moment où j'ai appris qu'on avait égorgé ma femme et je ne veux plus rester sur une terre couverte de crimes. » Ce n'est pas d'un époux « hargneux ».

Quand on arrêta madame Roland, un des commissaires, voyant les larmes de son personnel domestique, ne put s'empêcher de lui dire :

« Vous avez là des personnes qui vous aiment.

— Je n'en ai jamais eu d'autres près de moi », répondit-elle.

C'était vrai.

A. ALBERT-PETIT,
Membre de l'Institut.

LE CINÉMA

J'ai eu l'occasion, il y a trois ou quatre ans, dans la *Revue de Paris* même, d'imaginer une rencontre avec le fantôme de Valentino, d'évoquer le petit Italien immigré aux États-Unis, devenu la plus grande vedette d'Hollywood et, après une brève et éblouissante carrière, mort jeune au milieu d'une immense adoration féminine. Ce qu'offre de curieux le cas de cet acteur, c'est que sa gloire a dépassé singulièrement le cadre cinématographique, qu'elle a exercé une sorte de fascination qui dure au delà même du tombeau ; les lettres que j'ai reçues lorsque j'ai publié le récit de mon colloque imaginaire avec ce revenant en témoignent. Sans doute possédait-il un fluide mystérieux, une invincible puissance d'attraction. Les enfants, dit-on, les animaux, pas plus que les femmes, ne résistaient à son regard. Toute son aventure, terrestre et posthume, tient du miracle.

Ce pauvre diable débarque à New-York ; il y gagne obscurément sa subsistance. Un jour, un impresario l'engage pour danser, partenaire anonyme, avec une célébrité de tournée. Il paraît en public, ce comparse, et, soudain, par sa seule présence, il agit si fortement sur les spectateurs qu'il éclipse l'étoile, qu'il devient, du jour au lendemain, presque illustre. Des admiratrices sans nombre se pressent à ses films, le chérissent passionnément, se disputent son cœur, qu'il semble avoir réservé ; elles accompagnent son cercueil, où plusieurs, dit-on, s'ensanglantèrent les ongles, se meurtrirent le visage.

Après sa mort, le culte ne cesse pas ; il se transforme en religion ; à Paris, ses fidèles zélatrices assistent chaque année à une messe pour le repos de son âme ; à Londres, plus fanatiques encore et plus actives, elles conservent pieusement ses reliques : un boléro, un poignard, une ceinture, projettent ses bandes, organisent en son nom des œuvres de charité, entretiennent des lits d'hôpital, fondent des colonies de vacances pour les enfants des faubourgs. Valentino, grâce à je ne sais quel prestige rarement dévolu à un être humain, brave cet oubli qui tombe comme la foudre sur les acteurs, de cinéma surtout, ce trépas définitif qui les environne dès que l'écran a cessé de recevoir leur ombre. J'avais essayé jadis d'analyser le mystère de la pérennité, si exceptionnelle, de cette gloire ; je ne pensais tout de même pas que les événements confirmeraient si nettement mon opinion, dont quelques-uns de mes amis avaient souri, qu'ils avaient traitée un peu dédaigneusement de fantaisie poétique. Or, nous assistons aujourd'hui véritablement à une résurrection de Valentino.

On vient de redonner en Amérique, en Angleterre, puis à Paris, avec un vif succès de curiosité, de sympathie, d'affluence, *le Fils du Cheik*. Le charme opère toujours ; les fluctuations du goût, le temps, les perfectionnements du métier, le manque de la parole, car la bande est muette, ne le rompent pas. Les films, d'ordinaire, périssent vite ; la mode, la technique changent si rapidement que les plus beaux d'entre eux, quand nous les revoyons, ont quelque chose de funéraire, de décourageant ; ils n'atteignent jamais une seconde fois le public ; du moins, je n'en connais pas d'exemple. Eh bien ! cette loi souffre, en faveur de Valentino, une étrange exception. Dix ans après sa défaite, grâce à Rudolph, thaumaturge trépassé qui fait des prodiges, le silence a son occasion de revanche, se dégage des ténèbres, que nous jugions définitives, où l'avaient plongé le son et le dialogue.

Qui aurait supposé que nous tolérerions encore, pour plus de quelques minutes, et en dehors de l'atmosphère de musée des réunions de clubs, un drame africain d'un romanesque qui date terriblement, des sous-titres qui brisent sans cesse l'enchaînement visuel, une mimique parfois assez trépidante, une sonorisation d'accompagnement qui rappelle les vieux

orchestres de jadis et leurs mosaïques de Grieg, de Rossini, de Gounod, de Wagner? Pourtant, non seulement nous le tolérons, mais nous y prenons le plus vif plaisir ; cela ravit, forme un ensemble d'un rococo archaïque et d'un pittoresque émouvant. Du reste, en ce qui concerne le mouvement, la liberté et la vivacité du découpage, la qualité de l'atmosphère, la beauté de la photographie, la bande ne craint la comparaison avec aucune de la dernière fournée. Au contraire, on dirait que les facilités de l'enregistrement sonore et la possibilité de tout expliquer verbalement ont conduit nos artisans actuels à une certaine paresse visuelle et cinématographique et qu'ils comptent un peu trop sur les mots pour compenser la négligence ou la déficience des images. A ce point de vue, *le Fils du Cheik*, en dépit de ce qu'il a de suranné, pourrait leur fournir d'utiles leçons. Quant à Valentino, les années, si redoutées de la pellicule, ne l'ont pas touché. On sait combien les plus purs visages s'y flétrissent vite, s'y conservent moins vivants que dans le souvenir ! Mais lui, simple, net, harmonieux, il n'a rien perdu de sa grâce. Personne n'a remplacé cet amant-né, ce comédien qui enchantait sans y prendre garde. Et dire qu'autrefois je me suis moqué de toutes ces adoratrices acharnées à s'enivrer de lui. Elles avaient raison ; faisons notre *mea-culpa*.

* *

Les films français, dont nous avons récemment constaté les progrès, qui, peu à peu, gagnent une place éminente sur le marché international, n'ont pas démérité dans ce début de saison. Sans doute ne nous ont-ils pas présenté de réalisations d'une classe et d'une originalité aussi indiscutables que *la Grande Illusion* ou *le Quai des brumes*. Mais la moyenne demeure d'une bonne technique et d'une fabrication consciencieuse. Au-dessus des ouvrages de série, et, hélas ! du tout-venant purement et parfois assez bassement industriel, s'élèvent quelques bandes particulièrement honorables. *Alerte en Méditerranée* est tout à fait sympathique, honnête et propre ; *le Révolté* a d'excellentes intentions ; *la Maison du Maltais* brille surtout par l'exécution pleine de force et de

couleur, péche par la puérilité conventionnelle d'un scénario qui ne fournissait au metteur en scène, Pierre Chenal, qu'un tremplin bien peu favorable à l'inspiration ; il semble que la vraisemblance du roman de Jean Vignaud se soit évaporée dans le travail d'aménagement pour l'écran, de trituration cinématographique. *Adrienne Lecouvreur*, de Marcel L'Herbier, qui nous peint les amours de la comédienne et du maréchal de Saxe, a plus de perfection formelle et d'agrément décoratif que de sensualité et de lyrisme, de préciosité que de vigueur et d'ardeur brutales. Travail soigné, chatoyant, où le style historique à reconstitution étouffe un peu une matière qui méritait d'être traitée sans tant d'apprêt, plus directement, que la gaucherie et l'élan naïf eussent mieux servie que tant d'art. Cependant, l'ensemble touche et plaît. Danielle Darrieux n'a rien perdu de sa gentillesse, de sa fraîcheur, de son velouté depuis *le Bal*, où elle se révéla à nous, à l'âge de quatorze ans ; elle interprète à merveille *Katia*, drame sentimental, romantique et princier qui épouse la tradition de *Mayerling*. Il n'eût pas fallu beaucoup pour hausser cet ouvrage au rang de chef-d'œuvre du genre populaire ; il n'y manque qu'un peu de mouvement, un peu de légèreté aux scènes comiques, un crayon un peu plus poussé des figures de comparses. *Prisons de femmes* nous offre un clou de première grandeur, les débuts de Francis Carco comme acteur de cinéma ; il y joue son propre rôle de romancier, qu'on ne supposait pas si mondain, et s'y montre fort bon. Du reportage primitif, si nu, si simple, si dépourvu d'intrigue, il ne reste pas grand'chose, que quelques tableaux de maison de détention ; on a farci les trous avec des histoires de pègre, de bouis-bouis, de chantage, assez adroitement, convenons-en, mais assez conventionnellement aussi. Aux antipodes de ces productions de consommation courante, se situe *Monsieur Coccinelle*, où Bernard Deschamps a tenté, parfois avec bonheur, parfois un peu lourdement, de retrouver le grand style cinématographique de la fin du muet, de Chaplin et de René Clair. Cet essai, d'une réussite inégale, mérite toute notre sympathie.

Trois films se détachent du peloton : *Carrefour*, *Entrée des Artistes*, *la Femme du boulanger*. Le premier, *Carrefour*,

a été tourné en France par Kurt Bernhardt, metteur en scène allemand à qui nous devons quelques films remarquables. Le scénario se base sur un de ces cas d'amnésie, si nombreux après la guerre et qui ont inspiré Giraudoux, Anouilh, d'autres encore. Beaucoup de pauvres diables, dans les terribles commotions du bombardement, ont réussi à sauver leur existence, au sens strict du mot, mais ont égaré son fil spirituel, la mémoire, n'ont pas échappé à la mort psychologique, ont subi l'amputation d'une partie d'eux-mêmes. De Vétheuil est-il l'industriel honorable, considéré, dont il possède l'état civil, ou un escroc qui lui ressemble étrangement? Lequel des deux a péri, lequel a survécu? Le héros de l'ouvrage, n'ayant plus de souvenirs, ne peut lui-même résoudre ce problème. Vous devinez l'intérêt de la matière, qui correspond peut-être symboliquement à une aspiration universelle, à la nécessité, que nous sentons confusément, de nous détacher du poids des routines et des traditions, de nous recréer, tout neufs, au sein d'un monde bouleversé. Film de qualité auquel il ne manque qu'un peu d'excès, de désordre, une scène ou deux qui crèveraient le plafond et domineraient la perfection sage de l'ensemble. Charles Vanel s'y montre excellent.

Entrée des artistes obtient un vif succès et le mérite, surtout par l'animation, l'humour, la sensibilité, le pittoresque des deux premiers tiers. La fin tourne au mélodrame et au roman policier. Mais qu'importe cet épilogue au regard de tant de jeunesse, d'alacrité, de fraîcheur? Henri Jeanson et Cayatte ont croqué leurs héros, les élèves du Conservatoire, avec un bien savoureux mélange d'ironie et de tendresse; le dialogue a du charme, de l'acuité et je ne sais quelle légèreté qui, brusquement, se contracte et fait balle. Allégret, le réalisateur, efface un peu sa personnalité derrière ses collaborateurs, mais son travail a beaucoup de conscience et de délicatesse. Jouvet, professeur au Conservatoire, merveilleusement grimé en lui-même, n'a pas à sortir de sa peau pour nous étonner par son art de la composition. La musique d'Auric fourmille d'inventions sonores.

Que dirai-je de *la Femme du boulanger*? Jamais sans doute Marcel Pagnol n'avait poussé ses défauts et ses qualités à un si haut degré de puissance. Absence de valeur proprement

cinématographique, négligence de la technique, médiocrité de la photographie, banalité de la prise de vue, abondance appuyée, diffuse, de certaines scènes, bavardage qui tourne parfois au ronron. Mais tout cela n'arrive pas à gâter notre plaisir ; la saveur des types, la bonhomie du langage, la naïveté populaire des traits, une familiarité bouffonne qui touche souvent à l'émotion, parfois au tragique, rachètent toutes les imperfections de détail. La *Femme du boulanger*, fabliau villageois inspiré de Giono, fort librement du reste, mêle le thème comique de l'infidélité conjugale et le motif lyrique du pain. Puisque le boulanger trompé refuse de pétrir, le village lui ramènera sa femme. Raimu a trouvé là son meilleur rôle ; il a campé son personnage avec une variété, une sûreté, une gradation, une ampleur admirables ; il a osé le monologue à l'écran sans nous choquer, ni même nous surprendre ; il a risqué témérairement sa chance et gagné la partie ; une telle victoire, si difficile et si indiscutable, compte dans la vie d'un comédien.

* *

Nous l'avons remarqué il y a quelques mois, et l'observation demeure valable, nos salles ne projettent plus, en gros, que des films français et américains. Aux États-Unis, notre production, dont nous avons constaté les progrès, jouit de la vogue ; il règne, là-bas, une sorte de snobisme de la bande française. J'ai sous les yeux un article où Maë West, la célèbre vamp devenue critique d'occasion, explique fort pertinemment les causes de cet engouement. « *Les films français*, écrit-elle, *ne sont pas encore une concurrence dangereuse pour nous ; ils pourront le devenir. La raison de leur succès, en admettant même de nombreuses imperfections techniques, est précisément ce relâchement, cette absence de souci de tout enfermer dans les règles de la fabrication américaine. En outre, les gags spirituels, les boniments d'un goût étranger leur assurent un certain piquant.* » Consultez les programmes : à peine y rencontrerez-vous un ouvrage tchèque, un autre allemand sur un scénario espagnol plagié de Mérimée, avec, du reste, une excellente danseuse, Imperio Argentina. Ailleurs, vous ne verrez que du cru français ou hollywoodien.

Importation fort inégale, vous le pensez. Du pire, de la série honnête, de l'excellent. Les Marx Brothers piétinent un peu dans *Panique à l'hôtel*; le couple Fred Astaire et Ginger Rogers anime *Amanda*, comédie vive et rythmée; le *Mystérieux docteur Clitterhouse*, drame policier bien construit, a pour interprète le parfait Robinson. *Madame et son clochard*, très divertissante bouffonnerie, renoue avec les pantalonnades de Mack Sennett et provoque le rire par des procédés d'une fantaisie à la fois débridée et mécanique. L'*Insoumise*, de W. Wyler, domine le lot et se place au tout premier rang.

Un beau sujet, dur et humain. L'action se passe à la Nouvelle-Orléans, au début de la guerre de Sécession. Julie, belle et insupportable, dompte les chevaux, mène à la cravache sa famille et son fiancé, jeune banquier qui résiste, se cabre devant les exigences de cette fille un peu folle, absolue, que semblent posséder les démons de l'offense, de la contradiction, du scandale. Il finit par se fâcher, part; alors elle l'aime vraiment, essaie de le reprendre, de le détacher de sa femme, car il s'est marié à New-York, se dévoue pour lui et meurt en le soignant de la fièvre jaune. Il arrive rarement au cinéma de tenter des peintures de caractère, plus rarement encore d'y réussir. William Wyler a joué franc jeu; la première partie de l'ouvrage a une admirable justesse de ton. L'insolence et l'orgueil de Julie, très bien interprétés par Bette Davis, aboutissent à cette scène déjà fameuse, et qui le mérite, du bal où chacun s'écarte de la jeune fille qui a voulu mettre, malgré les bienséances et pour braver l'opinion, une robe rouge, où son fiancé l'oblige à danser dans ce vide glacial, à boire toute sa honte. Morceau magnifique, morceau d'anthologie cinématographique, d'un style qu'on ne pouvait guère soutenir jusqu'au bout. Les tableaux de l'épidémie, si évocateurs soient-ils, paraissent un peu voulus et surajoutés.

Vous ne l'emporterez pas avec vous n'a pas d'autre prétention que de nous amuser; cette charmante comédie la remplit avec une facilité, un humour, une cocasserie inimitables. On me dit qu'elle n'est que l'adaptation d'une pièce de théâtre; on ne s'en aviserait pas aisément, tant l'habileté du découpage et de la mise en œuvre a refondu la matière pour l'écran, sauf peut-être à deux ou trois scènes un peu statiques, un peu

littérairement filées. On reconnaît à cette gentillesse la manière de Frank Capra, auteur de *l'Extravagant M. Deeds* et de *New-York-Miami*, et de Riskin, son scénariste et collaborateur habituel ; ces deux hommes forment une belle équipe, soudée, cohérente, assouplie par le travail en commun. *Vous ne l'emporterez pas avec vous* constitue peut-être leur chef-d'œuvre. Fable morale et riche de fantaisie, cette farce nuancée, qui frôle à la fois le burlesque et la poésie, nous démontre, par les moyens les plus divertissants, cette vieille vérité que l'argent ne fait pas le bonheur. Elle oppose la tribu des Kirby, hommes d'argent, de conformisme, de respectabilité, à la horde des Sycamore, où règnent la liberté, l'inconséquence, la bizarrerie, le laisser-aller, où le grand-père philosophe et joue de l'harmonica, la bru danse, le père fabrique des feux d'artifice et des pétards, le gendre s'exerce au xylophone, le domestique nègre s'entraîne pour la prochaine olympiade. Naturellement, comme dans *Roméo et Juliette*, le jeune Kisby et l'adolescente Alice, rejetons de ces races incompatibles, s'aiment. De là bien des traverses, des aventures, des gags ingénieux ; tout s'arrange aux sons de l'harmonica. Cela a beaucoup d'agrément, d'imprévu, de malice, quelquefois même de profondeur familière. On éprouve à l'égard de cette pochade très libre, très prime-sautière et très étudiée cette sympathie cordiale, déboutonnée, optimiste qu'inspire le Labiche du *Chapeau de paille d'Italie*, tous correctifs de lieu et de temps, bien entendu, de siècle et de continent apportés à la comparaison. Le type même du spectacle pour l'honnête homme qui a besoin de distraction ; l'intelligence, l'indulgente satire et la gaîté y rient de concert.

* *

Il n'est pas étonnant que, dans une époque si fiévreusement agitée de mouvements politiques et sociaux, de conflits d'intérêts et d'idéologies, les auteurs de l'écran se sentent attirés par ces questions brûlantes qui occupent si passionnément l'opinion publique. *Sommes-nous défendus?* bande documentaire et de montage, offre un tableau de la force militaire française. Dans *Paix sur le Rhin*, ouvrage de ton assez mélo-

dramatique mais fort bien tourné et très honnête d'accent, très loyal d'intentions, Jean Choux nous peint une famille alsacienne, en 1918, après l'armistice. Un fils a servi en France, l'autre en Allemagne ; l'adaptation au nouvel état de choses présente des difficultés, surtout quand l'amour s'en mêle ; pacifier les cœurs constitue une tâche presque insurmontable, et il ne semble pas, malgré la conclusion optimiste du film, que les gouvernements européens y soient arrivés. *Le Drame de Shanghaï*, de Pabst, évoque les préludes de la guerre de Chine ; fresque puissante, souvent magnifique, mais qui a des trous, où la partie romanesque ne correspond pas toujours à la grandeur de la matière principale ; ces sortes de sujets ne se traitent pas aisément avec toute l'ampleur et la simplicité directe qu'on souhaiterait ; la censure ou la peur de la censure obligent à louvoyer et à obscurcir certains éléments essentiels ; la patte du maître, toutes les fois qu'elle a pu librement travailler, a fait merveille. *Ultimatum*, par la vertu des événements de septembre, est devenu bande d'actualité. La tragédie se passe à la frontière du Danube, en juillet 1914, et a pour nœud le déchirement d'une Autrichienne mariée à un officier serbe. Pour des raisons personnelles, il ne m'est guère possible de m'étendre sur ce drame, mais on me permettra de dire un dernier adieu à Robert Wiene, mort en achevant le film.

Cet homme probe a joué un rôle important ; il a pu, à un certain moment de son existence, avoir l'impression de diriger l'orientation et les destinées du cinéma. Son nom, quoi qu'il ait pu faire par la suite, s'attache au *Cabinet du docteur Caligari*. Il n'aimait pas qu'on lui parlât de cette bande, qu'on lui infligeât des propos mille fois ressassés, dont on lui avait tant rebattu les oreilles, qu'on semblât borner sa carrière à ce succès universel, si âprement discuté. Cependant, moi-même, enfreignant son vœu, je me défends mal d'évoquer le célèbre docteur, l'hallucinant *César*. Ces héros font époque, au même titre sans doute que les incarnations de Charlie Chaplin ; ils témoignent du délire onirique, de la crise de lyrisme noir dont souffrait l'Allemagne, du temps où le grand ébranlement nerveux des calamités se résolvait en poésie ténébreuse, anguleuse, strapassée. Rien de ce qui a été

fait après *Caligari*, aboutissement d'une série d'expériences et d'essais, ne s'est entièrement dérobé à son attraction, soit qu'on l'imitât, soit qu'on réagît contre lui, qu'on s'efforcât au plein air, à la simplicité classique, au naturalisme classique. Nous lui devons beaucoup, du pire et du meilleur. Robert Wiene, par la suite, n'avait jamais retrouvé une chance aussi marquée. Pourtant, à côté de bandes commerciales de modèle courant, il comptait quelques belles réussites. Après un long silence, il était venu à Paris tourner un sujet qui lui tenait à cœur : *Ultimatum*.

Ouvrier consciencieux et patient, acharné malgré la maladie, il se livrait sans réticence à son art ; il se savait condamné, il voulait terminer le film ; il l'a terminé, sauf quelques détails, au prix de sa vie. Un soir, comme il réglait une scène d'agonie, nous l'avons vu se coucher sur le lit du décor de clinique, exsangue, à bout de souffle. A son visage pâle et serré, où perlaient les gouttes de sueur, il ne manquait rien, qu'une transition insignifiante, pour passer au masque mortuaire. Spectacle angoissant, digne de celui qui avait jadis conçu et réalisé de si étranges tableaux, de si précis cauchemars. Le lendemain, on l'emmenait à la clinique, épuisé, inopérable, tué peut-être par ces héros maléfiques et inoubliables qu'il avait engendrés en dépit de soi-même, qu'il n'aimait plus et qui se vengeaient. Ainsi se réalisait l'amère et héroïque parole qu'il avait prononcée devant son médecin : « Je suis un vieux clown ; je mourrai en piste. »

ALEXANDRE ARNOUX

LE THÉATRE

Retour sur* Tricolore. — *Armand Salacrou :* La Terre est ronde *(Atelier). — Jean Cocteau :* Les Parents terribles *(Ambassadeurs).

Si nous revenons sur *Tricolore*, c'est uniquement par scrupule, pour tenir l'engagement que nous avions pris, dans notre dernière chronique, de rechercher quel put bien être le dessein de M. Pierre Lestringuez en composant cet ouvrage.

Passé le milieu du spectacle, exactement au cinquième tableau, brusquement éclate, dans les discours incohérents de l'héroïne, Théroigne de Méricourt, laquelle à ce moment est déjà folle, ainsi que sa servante nous l'apprend, un accent de revendication féministe qui étonne. La surprise qu'on éprouve tient à ceci que l'on croit enfin apercevoir ce qu'on attendait depuis le début : un semblant d'objet à la pièce. On pense alors qu'il est bien tard pour aiguiller le public dans une direction précise. Cependant cet espoir même n'est qu'une illusion : il ne sera plus question d' « appel aux femmes » que dans quelques vociférations de la démente, au tableau suivant. L'ombre d' « objet » que l'on avait cru un instant que le drame allait enfin avoir s'est déjà dissipée, et tout retombe à l'imagerie.

Était-ce donc là le propos de l'auteur : nous offrir, de la Révolution française, un échantillonnage de petites estampes

en couleurs, agrémentées de « légendes » en forme de dialogues? M. Lestringuez aurait-il eu l'innocence de croire qu'il réussirait à évoquer, par une série d'illustrations enfantines, prises au hasard, et sans autre lien entre elles que le retour des mêmes personnages sous des costumes différents, l'atmosphère de l'époque révolutionnaire et les fatalités de son déroulement historique? Cela tourne au son d'une petite musique ainsi qu'un manège de foire. « — Tiens! voici la panthère et l'ours blanc et le zébu! — Tiens, voici, de nouveau, le zébu et l'ours blanc et la panthère! »

Que M. Lestringuez, en tant qu'auteur dramatique, soit un velléitaire qui ait tourné lui-même autour de son sujet, je n'en veux pour preuve que le fait que presque tous les tableaux se rapportent à une action qui se passe à la cantonade. Au premier tableau, Théroigne nous raconte la prise de la Bastille, à laquelle elle n'a d'ailleurs pas assisté. Rumeurs au lointain. Au troisième tableau, journées des 5 et 6 octobre, l'action, cette fois encore, se passe au dehors. Théroigne, de la fenêtre d'un galetas, harangue les femmes campées dans la cour du château. Clameurs derrière les portants. Au quatrième tableau, l'action s'est transportée au théâtre de la République. On joue, nous dit-on, ce soir-là, une pièce d'un certain Maréchal. Mais nous n'en percevons que les échos, car nous sommes au foyer des artistes. De même, nous ne voyons de la Convention que la loge du concierge. Des tumultes de l'Assemblée nous ne distinguons qu'un vague son isolé, qu'on nous dit être la « voix de Marat ». Rien jamais n'est montré, tout est raconté. Des récits criés sur des bruits de coulisse.

Certes, l'on eût pu concevoir un drame où les événements publics de la Révolution n'eussent été que le fond sonore d'une action particulière. Le malheur ici c'est que, durant que l'orage révolutionnaire gronde à la cantonade, le chapelet d'historiettes qu'on nous dévide, et même qu'on nous corne aux oreilles dans le cadre de huit décors successivement, n'a aucune espèce d'intérêt.

M. Lestringuez a commis la plus grave faute que puisse commettre l'auteur d'une « pièce historique » : il a opté pour la vue panoramique, pour la coupe en tableaux, c'est-à-dire pour la facilité. Ensuite, il a cru devoir user d'un

vocabulaire « d'époque ». Rien n'est plus artificiel, plus glacé, plus mort que ces phrases fabriquées par la juxtaposition de termes empruntés au langage d'un temps révolu (au langage écrit, bien entendu, le seul qui soit resté). Quel vain travail de mosaïque ! Non que la considération du style dans une pièce historique ne soit pas de première importance, car, si l'archaïsme est un écueil du genre, l'anachronisme en est un autre. Il y a donc un certain équilibre à trouver, lequel doit être recherché dans les tours plutôt que dans les mots, sans que cette accommodation discrète à une syntaxe ancienne tourne jamais au pastiche.

Mais à quoi bon insister davantage sur une erreur aussi complète ?

*
* *

La Terre est ronde nous invite à admirer ce qu'était déjà M. Armand Salacrou quand il n'était pas encore tout à fait lui. Je crois me souvenir que l'auteur a dit quelque part qu'il avait travaillé dix-huit ans à cet ouvrage, ce qui signifie, sans doute, que l'idée première lui en vint au sortir de l'école. Il a longtemps rêvé alentour, il s'est documenté sur le sujet durant des années, il s'y est attaché, il en a écrit plusieurs versions ; puis, prenant de l'âge, il s'est trouvé avoir dépassé le point où il en était de son propre développement lorsqu'il conçut la pièce, car il était devenu dans l'intervalle le Salacrou de *l'Inconnue d'Arras*. Cependant, ayant repris un jour l'œuvre de jeunesse qui lui était restée chère, il ne put se résoudre à l'abandonner, maintenant que la gloire lui était venue. On retrouve donc, tout d'abord, dans *la Terre est ronde*, le gai tumulte d'un jeune Salacrou récemment diplômé, bouillonnant d'érudition et de talent, s'essayant à faire du Shakespeare, montrant, à rattraper ce machin-là, une patte extraordinaire ; un Salacrou capable d'occuper la scène avec autorité par le truchement d'une esthétique empruntée ; de vous trousser un carnaval à Florence sous les Médicis comme le dieu de Strattford-sur-Avon lui-même. Mais, en même temps, dans le jeu scolaire, dans la jonglerie du jeune clerc effervescent, perce, au passage, en quelques répliques, la

note profonde d'un Salacrou qui s'ignore et qui point déjà, celui que nous saluons aujourd'hui comme l'un des nouveaux maîtres du théâtre contemporain.

Le sujet central de la pièce est une satire des régimes autoritaires, représentés ici par la dictature que Savonarole fit régner sur Florence de 1495 à 1498. Lorsque l'auteur conçut le premier dessein de son ouvrage, il est probable, à moins qu'il n'ait eu le don de prophétie, qu'il ne prévoyait pas l'intérêt d'actualité que les événements viendraient conférer par la suite à son propos. Cependant, il ne faut pas oublier que, vers 1920, l'éclipse de l'idée de liberté avait déjà commencé depuis trois ans à l'Orient de l'Europe et que les dictateurs actuels d'Occident sont, malgré les différences des idéologies, pratiquement les disciples de « tsar Lénine ». De plus, il est patent que l'auteur, lorsqu'il entrevit la possibilité de faire jouer sa pièce après l'avoir remaniée, dut y ajouter des allusions précises au nouvel état de choses qui s'était créé dans tel ou tel pays voisin (la présence d'enfants en uniformes indique clairement à quel pays M. Salacrou a songé plus particulièrement).

D'où, dans la partie satirique de l'ouvrage, un emmêlement de deux objets : une critique générale, bouffonne, de toutes les contraintes imposées aux citoyens par les régimes dictatoriaux et un tableau de la doctrine gouvernementale particulière à Savonarole, de la dictature exercée au nom du « Christ-Roi ». Il en résulte, pour le public, une certaine obscurité. A trois reprises différentes, Savonarole apparaît, agenouillé dans sa cellule, à l'écart des violences qu'il déchaîne, en conversation avec Dieu. Nous comprenons que ce qu'il veut instaurer, ici-bas, c'est une cité de pénitence, un purgatoire terrestre, le règne de l'ascétisme universel. A la fin, les pieds déjà sur le bûcher, il nous semblera qu'il incline vers l'hérésie d'un Dieu qui se désintéresse du sort des hommes. Tout cela, qui se perd dans les nuées, nous éloigne du dessein proprement satirique poursuivi durant deux actes. Malgré le visage torturé de Dullin et la présence du bourreau en maillot mi-parti, cette conclusion transcendante paraît froide. Nous partirons sur une impression indéterminée, interrogative, nous demandant entre amis : « Qu'a-t-il voulu dire ? »

De plus, si l'on admet que la satire des dictatures est le sujet du drame, il faut avouer qu'elle apparaît bien tard. Il y a déséquilibre de composition entre le premier acte, durant lequel la pente de l'action ne se dessine aucunement, et les deux actes suivants. Le premier acte, étant donné ce que l'auteur tenait en réserve, aurait dû être réduit aux dimensions d'un prologue. Mais je me hâte d'ajouter que c'eût été infiniment dommage, car cet acte, par son mouvement, et en dépit d'une facture « shakespearienne » qui, souvent, frise le pastiche, est peut-être le meilleur.

Là est le défaut de l'ouvrage que, d'une part, des courants centrifuges le traversent en tous sens, et que, d'autre part, les scènes épisodiques y sont les plus réussies. Parmi elles, il en est, au premier acte surtout, qui sont de pur jeu, où l'on sent que l'auteur musarde et perd son temps, mais dont le charme, qui est vif, naît de cette gratuité même (telle la scène où Minutello, le marchand de laine, tombant dans le piège tendu par quelques jeunes débauchés, fait une cour libidineuse à Faustina, sa propre fille, masquée). A ces passages qui n'ont qu'une valeur de divertissement, je préfère encore, et de beaucoup, ceux où sont retracées les aventures de Silvio et de Lucciana, la seconde fille de Minutello. Ici, résonne le timbre profond qui se remarque en M. Salacrou, chaque fois qu'il parle de la passion amoureuse. C'est une conception de l'amour qu'on peut appeler « don juanesque », au sens grave, désespéré du terme, une quête angoissée de l'éternel à travers le réseau des expériences de hasard et la désolation des « bonnes fortunes », l'aspiration à l'au-delà des infidélités. Je donnerai volontiers tous les discours de Savonarole pour telle ou telle réplique de Silvio ou de Lucciana, et toutes les disputes entre le parti des « pleurnichards » et le parti des « enragés » pour la confrontation de Lucciana, la fille d'un seul amour, avec sa sœur, Faustina, la courtisane, lorsque celle-ci arrive de Rome où, après avoir fui la maison de son père, elle est devenue la maîtresse d'un cardinal. Il faut encore mettre à part une scène de farce très bien venue, celle où un nommé Cognac, soldat de l'armée de Charles VIII, « rouspète » cocassement sur l'ennui et l'éternelle duperie des guerres. La scène fait un peu sketch de revue, mais, à

côté de quelques autres où la note populaire se raccorde par trop visiblement à la tradition élizabethaine, elle se distingue par une franchise gaillarde, une couleur crue et non livresque.

Le succès est grand, et l'on s'en réjouit. Mais, à présent que voilà M. Salacrou délivré de ses « exercices » anciens, l'on souhaite qu'il renoue son effort au point où il en était resté après *l'Inconnue d'Arras* et *Un homme comme les autres.*

L'ouvrage est présenté avec un goût exquis, dans des décors et costumes d'André Masson. La mise en scène de Dullin se signale, comme toujours, par une étonnante fertilité d'invention. Soutenu par l'excellente musique de Marcel Delannoy, dont la qualité est proprenemt dramatique, il suffit à Dullin de douze à quinze acteurs pour évoquer une bataille de rues, à Florence. Jean-Louis Barrault, en Silvio, apporte son concours à la troupe où il fit ses débuts autrefois. Il danse, il raille, il inquiète, il émeut. Michel Arnaud est fort drôle en soudard mécontent. Citons encore mesdemoiselles Paula Dehelly (Lucciana), Camille Fournier (Faustina), madame Berubet, si pittoresque dans une silhouette de chambrière impudique, et les fidèles de la maison : Orval, Vibert, Higonenc, et M. Maxudian, en Giaccomo.

***

La pièce nouvelle de M. Jean Cocteau, *les Parents terribles,* est une des plus fortes que nous ayons eues depuis longtemps. Je le dis tout de suite, pour qu'il soit bien établi que les réserves que je pourrai faire sur quelques points de détail ne diminuent en rien l'importance de l'événement. Par « événement », nous n'entendons pas seulement le succès matériel qui se manifeste chaque soir par des salles combles ; certes, cela n'est pas négligeable, du point de vue de l'art dramatique lui-même, puisque le théâtre ne peut vivre sans l'applaudissement du public, mais cela ne suffirait pas à entraîner notre adhésion personnelle : nous n'avons jamais été un « suiveur » ; nous entendons ici par « événement » la secousse reçue par le critique de bonne foi devant une œuvre de cette qualité. Nous ne cessons chaque saison d'enregistrer des succès et, cependant, il faut croire que des années passent sans que nous

rencontrions une œuvre qui nous laisse dans l'esprit l'impression du succès franc, indiscutable, puisque, chaque automne, quand rouvrent les théâtres, nous en sommes tellement assoiffé. On dit que les critiques sont des « chameaux » ; c'est exact, mais pas dans le sens que l'on croit : ils peuvent durant des mois traverser des déserts, cheminer longuement, patiemment, sans boire, mais ils tendent le cou vers le point d'eau et, quand ils atteignent enfin l'oasis, un frisson leur parcourt l'échine. C'est la « secousse » dont je parlais.

L'image de l'oasis ne s'applique ici qu'au rafraîchissement que nous puisons dans la valeur dramatique de l'ouvrage. Quant au milieu où la scène se passe, il est à l'opposé de la fraîcheur. C'est un milieu bizarre, un milieu de désordre, comme il y en a tant à Paris. Milieu bourgeois, donc du plus profond désordre. Car le principe bourgeois, c'est l'ordre ; le désordre de la bourgeoisie est un attentat constant au statut même de la classe, une apostasie, un sacrilège. Le désordre du grand monde (haute noce, jeu, corruption des mœurs) est plus brillant ; le désordre du peuple (alcoolisme, basse débauche) est plus sombre. Dans les deux cas, le désordre est moins grave.

Dans l'espèce, le désordre de cette famille n'a, en apparence, rien d'extraordinaire. Il est banal et plat, et semble véniel, sans immoralité bien caractérisée. Georges est un architecte sans travaux, un inventeur sans génie, un paresseux, un raté, une loque. Sa femme, Yvonne, une malade, une névropathe qui passe des journées à fumer au lit ou à traîner ses savates dans la pénombre d'une chambre aux rideaux tirés. C'est elle l'artisan ou plutôt le centre du désordre ; elle ne l'organise pas, elle le sécrète dans la maison, passivement, par son laisser-aller, son ignorance de l'heure, ses exigences (car elle est tyrannique), sa violence (car ses torpeurs sont entrecoupées de crises affreuses, de querelles épouvantables avec son faible mari, qui font que les voisins protestent en donnant des coups dans les planchers). Michel, le fils du couple, a vingt-deux ans; il est beau, gentil, oisif, intelligent peut-être mais un peu arriéré, par la faute de sa mère qui l'adore d'une passion animale, qui l'a toujours couvé, « chouchouté », que lui-même appelle « Sophie » par

jeu, qu'il traite en camarade, en grande amie, en maman aussi, mais avec des gamineries trop tendres, des élans, des jappements de jeune lévrier. Rien de suspect, notez bien, dans cette intimité, en ce sens que l'anormalité en est, de part et d'autre, inconsciente ; mais, chez le fils, la vivacité caressante des expansions n'est que manque de tenue ; chez la mère, la fougue des embrassements est charnelle, proprement amoureuse. A preuve ceci, par quoi la pièce commence, le déclic qui met en branle cette autre « machine infernale » : simplement parce que Michel a découché pour la première fois, parce qu'il est dix heures du matin et qu'il n'est pas encore rentré, qu'il n'a même pas téléphoné, Yvonne tente de s'empoisonner. On dira que c'est un peu excessif. Parbleu ! Puisque la femme elle-même est excessive, puisqu'elle est déséquilibrée, puisque son amour maternel est un amour-passion, incestueux en songe. C'est la donnée même. Un postulat tel que la vie en peut fournir. Elle en fournit de bien pires. Donc cette toquée vient d'avaler de l'insuline. Elle a l'habitude d'en prendre comme remède. Mais l'insuline est un poison. Même à dose médicamenteuse, on ne peut en user qu'à condition de croquer aussitôt après des morceaux de sucre qui agissent comme antidote. Yvonne a volontairement négligé cette précaution. Déjà elle gémit, se tord, en peignoir de bain, sur son lit défait ; on accourt, on comprend, on lui fourre son sucre dans la bouche, elle est sauvée.

Mais qui donc est accouru ? Qui donc a compris ? Son mari, le premier, sans doute, mal rasé, en vareuse, affolé, inutile. Mais qui l'a aussitôt écarté pour prendre la direction des soins ? Léonie, la sœur d'Yvonne, tante Léo, une vieille fille autoritaire, sarcastique, dévouée, méprisante. Léo habite l'appartement. Nantie d'une fortune personnelle qu'elle a héritée d'un vieil oncle, elle est le soutien du ménage ; elle fut autrefois sur le point d'épouser cette chiffe de Georges. Puis Georges lui a préféré Yvonne. Léo, quoiqu'elle aimât son fiancé, s'est sacrifiée. S'est-elle sacrifiée ? Il est plus juste de dire qu'elle n'a pas lutté. C'est une orgueilleuse. Elle aurait pu rattraper Georges, si flottant, si mou ! Elle n'a même pas essayé. Aujourd'hui, elle regrette de ne l'avoir pas fait. Elle l'aime toujours. Autant qu'elle déteste sa sœur,

c'est-à-dire ardemment. Elle s'est installée à leur foyer, pour les épier, les railler, leur venir en aide, tâcher de pallier à leur désordre, car Léo est l'antithèse d'Yvonne : elle est l'ordre même. Certes, n'étant pas la maîtresse de maison, elle ne peut qu'assister impuissante au gâchis effroyable que l'autre, la folle, répand autour d'elle. Du moins sa présence dans cet intérieur a la signification d'une protestation vivante, et le but de son persiflage, c'est de venger les principes que la conduite de la famille bafoue à chaque heure. Mais qu'on ne s'y trompe pas, et la suite, d'ailleurs, le prouvera : le goût de Léo pour l'ordre est purement matériel, physique, il ne doit pas être confondu avec la moralité. Cette vieille fille passionnée et chaste, butée sur son unique amour, est, au fond, une cynique. Elle est capable de machinations, de crimes. Ordonnée, rangée, elle vaut encore moins cher que les êtres de désordre, car il y a du moins absence de calcul, absence de ruse dans le dérèglement. Yvonne est insupportable. Tante Léonie est terrible.

Cependant Michel arrive, ébloui, bondissant, rayonnant de jeunesse, éclatant de bonheur, et le drame se précipite. Le garçon confie à sa mère pétrifiée qu'il adore la huitième merveille du monde, une petite relieuse, et qu'il veut l'épouser. Hurlements d'Yvonne. Reviennent Georges très embêté et Léo ricanante. Le fils passe dans le cabinet du père pour s'expliquer avec lui. Bientôt Georges reparaît, effondré. Qu'a-t-il appris? Simplement, ceci : que la maîtresse de Michel est aussi la sienne ; en outre, qu'elle le plaque. De cette étrange rencontre, le jeune homme ignore tout. Il sait seulement que son amie Madeleine a un protecteur et qu'elle lui a promis de le quitter. Mais les précisions données par le fils à son père ne laissent à celui-ci aucun doute sur l'identité de cette Madeleine. Le « vieux » qu'on se prépare à balancer, c'est bien lui, Georges.

D'aucuns crieront à l'invraisemblance. Erreur. Ce qu'il faut dire, c'est que, dans le jeu des probabilités, la sortie de ce numéro était peu probable. Pourtant la roue tourne et le numéro sort, parce qu'il faut toujours un gagnant à la loterie. De même, le destin d'Œdipe n'est pas invraisemblable, mais il faut avouer qu'il était encore moins probable que

celui de Georges. Il fut aussi plus effrayant. C'est précisément ce qu'on nomme la fatalité. Or, le mécanisme de la fatalité est le ressort de la tragédie — et du mélodrame. M. Cocteau, dans ses « avant-premières », a ajouté : du vaudeville. Ne soyons pas plus dupes de ces rapprochements qu'il ne l'est lui-même. Entre la tragédie, le mélodrame et le vaudeville, il y a l'analogie d'une certaine rigueur de construction, d'un certain mouvement d'horlogerie, mais ce qui distinguera toujours les trois genres, c'est la différence des tons. A plusieurs reprises, durant le deuxième acte, une confusion entre les genres se crée dans l'esprit ; c'est qu'alors le ton a fléchi de quelques degrés dans l'échelle comique (inclinant au vaudeville) ou s'est fourvoyé dans l'excès conventionnel du pathétique (vers le mélodrame) ; mais, à part ces moments de défaillance, la tenue générale de l'œuvre est bien de l'ordre tragique.

Georges, dans son désarroi, se confesse à Léo, qui, ravie d'apprendre qu'Yvonne est trompée, promet à son beau-frère de le tirer d'embarras. Il faut empêcher le mariage de Michel. Comme le pauvre garçon est désespéré de l'opposition qu'il rencontre de la part de ses parents (encore que, étant majeur, il pourrait passer outre, mais il est resté un enfant, il n'y songe mêmême pas), la famille feindra de consentir à voir Madeleine. Elle se transportera en corps chez celle-ci. Georges profitera du saisissement que sa vue ne pourra manquer de causer à la petite relieuse pour la contraindre à faire un mensonge. Elle dira qu'elle a un troisième amant, jeune, celui-ci, comme Michel, mais de bas étage, et qu'elle l'a « dans la peau » (cette expression élégante est de Georges). Michel, dégoûté, renoncera de lui-même à son idée de mariage. Georges, de son côté, ne reverra plus Madeleine. Ainsi, le fils ignorera toujours que son père et lui s'étaient, durant un temps, partagé la même femme. Quant à Yvonne, on lui dira que cette entrevue avec Madeleine est le seul moyen de ménager Michel et d'aboutir à la rupture qu'elle désire.

Tout cela est bel et bien. Le plan est de Léo et fait honneur à à son imaginative. Mais il ne laisse pas de soulever dans notre esprit une foule d'objections, dont il nous semble que le deuxième acte tout entier pâtira. La situation y sera presque

constamment fausse, parce qu'il ne s'agit plus ici de cette étrange rencontre du hasard, de cette fatalité qui est le ressort tragique, profond du drame, mais d'une machination de Léo, c'est-à-dire d'une intrigue d'auteur, laquelle est de la nature de l'imbroglio beaucoup plus que de la tragédie. Et si l'on entre dans le détail de la combinaison, c'est alors qu'on peut parler d'invraisemblance. Cette visite en corps, ce consentement d'Yvonne à l'entrevue, cet homme qui, dans le moment même où il redoute d'être démasqué, s'expose à l'être devant tous les siens assemblés, par suite de quelque cri de sa maîtresse qu'il ne peut être sûr qu'elle ne poussera pas ; la docilité de Madeleine à jouer cette comédie, à remplir le programme fixé (alors que c'estelle qui pourrait si bien faire chanter le vieux Georges) ; l'absurdité du mensonge lui-même, etc., autant d'obstacles auxquels achoppe la crédibilité, à ce tournant de la pièce. Le deuxième acte se déroule donc exactement comme il a été prévu, c'est-à-dire trop bien, c'est-à-dire mal. On y nage en plein arbitraire. Le tissu dramatique lui-même se relâche, surtout au début de l'acte, où les mignardises des amants dans l'intimité, puis les expériences d'acoustique de Léo venue en avant-garde font, dans une trame jusqu'ici très serrée, l'effet de quelque remplissage.

Mais l'élan donné au premier acte est tel que tout le peloton franchit ce large fossé sans accident, et la course reprend au troisième acte, ardente, frénétique, admirable. Par l'ordre qui règne dans son petit logement, Madeleine a fait la conquête de tante Léonie, qui a eu honte de son stratagème et s'est promise, maintenant, de réconcilier les jeunes gens, de favoriser leur union. Elle n'a aucune peine à retourner le malheureux père qui, lui non plus, n'est pas très fier de la conduite qu'il a tenue dans toute cette histoire, d'autant moins que son petit Michel est fou de chagrin et que ça lui crève le cœur de voir ça. Il y a moyen d'arranger les choses, puisque les deux enfants s'adorent ; l'une pardonnera l'horrible pression qu'on a exercée sur elle, l'autre est si naïf qu'il est prêt à croire n'importe quoi. Mais tout irait bien sans Yvonne. On a beau lui dire que Madeleine s'est accusée faussement, Georges, de plus en plus piteux, a beau lui avouer ses propres torts et sa trahison (à laquelle, d'ailleurs, elle reste indiffé-

rente), Yvonne se refuse à comprendre que l'on veuille, à présent, renouer des liens dont il y a lieu plutôt de se féliciter qu'ils aient été si facilement rompus. Certes, Michel souffre atrocement, mais la plaie se cicatrisera et — ceci, visiblement, elle le pense, mais n'ose le dire — son fils sera à elle sans partage. Pourtant, circonvenue, pressée par son mari et sa sœur, inquiète surtout de l'état de prostration où elle voit son fils plongé, elle finit par laisser faire le rapprochement. Mais elle ne pourra supporter la vue de Michel et de Madeleine enlacés. De nouveau, elle avalera de l'insuline, à haute dose pour le coup. Et cette fois, le sucre manquera dans la maison, Léo montrera une étrange inertie à secourir sa sœur. Yvonne expirera, l'écume à la bouche, en injuriant Georges et Léo. Bientôt, le veuf appartiendra enfin à sa première fiancée. Tout rentrera dans l'ordre et la « roulotte » deviendra un appartement bien tenu.

Ce personnage de Léo est très beau. Certains le trouveront peut-être un peu trop éloquent. Mais c'est qu'en même temps qu'il est acteur dans le drame, il joue le rôle du chœur antique. Léo déroule les fils de l'action, les noue, les croise, les enchevêtre, et, tout en maniant les fuseaux, explique le dessin de la dentelle. Georges et Yvonne semblent plus humains, parce qu'ils sont d'une vérité plus directe, plus simple. Madeleine n'est qu'une silhouette, une gentille poupée qui, soudain, s'ouvre la poitrine et montre, à la surprise de tous, dans sa cage thoracique en porcelaine, un petit cœur vivant et saignant. Mais le personnage le plus fortement tracé, le plus neuf, le plus rare dans le théâtre contemporain, où nous avons pourtant vu défiler des ribambelles de tout jeunes gens, c'est Michel. Qu'est-ce que Michel? C'est l'extase du premier amour, la confiance absolue, le don total, l'enthousiasme de l'âme et des sens, l'ivresse, comme on dit, oui, l'ivresse, et le mot correspond à un état d'exaltation, de découverte, de lyrisme (non verbal, mais organique, sentimental, sensuel) qui est vrai dans la prime jeunesse, chez les natures ardentes.

Faut-il regretter que la poésie soit absente de ce drame aride? N'est-ce pas plutôt la « forme poétique » habituelle à M. Cocteau que ses admirateurs s'étonneront de ne pas retrouver ici? Je ne vois pas comment elle aurait pu s'insérer

dans les rouages de cette tragédie bourgeoise sans enrayer tout le mécanisme. L'auteur du *Coq et l'Arlequin*, qui est fin comme l'ambre, sait très bien qu'il y a, en esthétique, des systèmes qui s'excluent. La poésie, au surplus, peut germer souterrainement et croître, en dehors de toute « forme poétique », dans l'atmosphère créée par l'action scénique, par tout ce que les personnages suscitent en nous de rêves et de réflexions. Mais la poésie née ainsi d'un sol calciné ne ressemblera évidemment pas aux roses de nos jardins : ce sera plutôt un chardon des sables, ou une excroissance minérale, une marguerite de pierre ponce, éclose sur un volcan.

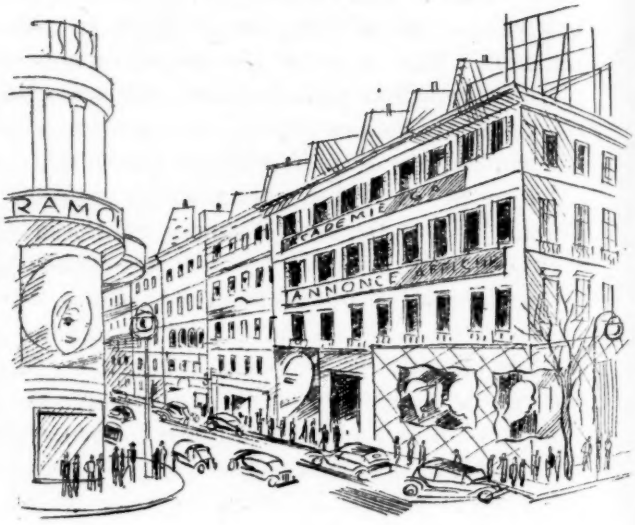
La pièce est remarquablement interprétée par mesdames Dorziat (Léo), Dermoz (Yvonne) et Cocéa (Madeleine). La première montre un peu trop sa ruse cachée (si je puis dire) ; la seconde est d'une véhémence, d'une furie parfaites en tous points ; la troisième, qui est ravissante, a toujours cette voix à laquelle je ne peux m'habituer. M. Marcel André (Georges) est un acteur excellent, mais que ce doit être pénible à la fin, pour lui, de jouer toujours les humiliés et les offensés, les bafoués et les cocus ! J'espère qu'il s'en moque, mais je l'ai souvent plaint. M. Marais est ici Michel même, ce qui est une étonnante réussite.

Du point de vue de l'évolution du théâtre, l'œuvre appelle encore une remarque. J'ai déjà rapproché, il y a quelques mois, les succès d'*Asmodée* et de *Frénésie* comme ayant une valeur d'indication dans le sens d'un retour de faveur à l'égard de la comédie dramatique. Le triomphe des *Parents terribles* ne peut que renforcer singulièrement cette tendance. D'autant plus que, par le dépouillement du style, l'auteur épure le mélange de ses huiles lourdes. Raffinerie Cocteau. Formule ancienne, mais rectifiée.

FRANÇOIS PORCHÉ

PARIS... d'hier et d'aujourdhui

UNE MAISON DU Bd DES ITALIENS



La belle maison qui porte le n° 2 du boulevard des Italiens et fait pendant à l'ancien Vaudeville (cinéma Paramount), de l'autre côté de la Chaussée-d'Antin, va être démolie, au grand attendrissement des Parisiens. Construite par un architecte qu'impressionna le goût « colossal » de Ledoux, elle était solide encore mais ce que pleure la presse est moins la bâtisse que les souvenirs qu'elle évoque.

Ils sont variés. Quand l'ancien chemin de la Grande-Pinte, qui menait aux Porcherons et au château du Coq (avenue du Coq), fut devenu, vers 1730, la chaussée d'Antin (de l'hôtel d'Antin, rue du même nom), l'angle de la nouvelle voie et du boulevard fut occupé par un jeu de boules. En 1763, Louis XV ayant autorisé le maréchal de Biron, colonel des gardes françaises, à établir dans des casernes ses trois mille hommes, jusque-là logés chez les habitants des faubourgs, on installa le dépôt du régiment sur le jeu de boules.

La caserne — quelques bâtiments médiocres séparés du boulevard par une grille — fut bâtie par un sieur Leduc auquel le régiment la prit à bail jusqu'en 1794 et on la meubla au compte de la « masse des enseignes », fonds formé par les versements des officiers du corps et qui paya aussi plusieurs des casernes élevées en même temps.

En 1764, on y établit une école pour cent enfants de troupe — de onze à seize ans — et la musique des gar-

des qui, l'été, donnait la sérénade sur le boulevard pour la plus grande joie du « patriote » Mercier : « On a trop négligé parmi nous la musique militaire ; nous n'avions pas, il y a vingt-cinq ans, un seul trompette qui sonnât juste... et l'on ne saurait calculer à combien de braves gens des instruments faux, des musiciens ignares ont coûté la vie. » Ceci parce que, pendant la guerre de sept ans, les paysans d'Allemagne, « tous musiciens-nés », ayant les musiques de nos vieux soldats jouer faux, les prirent pour des recrues...

Vient la révolution. Les gardes françaises, faiblement tenus par leur colonel, duc du Châtelet, sont chargés avec les gardes suisses de maintenir l'ordre à Paris. Aussi les patriotes s'efforcent de les débaucher : on paye à boire aux soldats, on les flatte, on les endoctrine ; bientôt l'indiscipline est à peu près parfaite. Le 25 juin, deux compagnies refusent le service ; le 28, quelques soldats ivres, enfermés à la prison de l'abbaye Saint-Germain, sont triomphalement délivrés. Le 12 juillet, les gardes françaises se battaient contre le régiment loyaliste de Lambesc et le 14, débandés, ayant chassé leurs officiers, ils participaient à l'émeute qui prit la Bastille.

Deux mois auparavant un jeune caporal était arrivé au dépôt et on l'avait chargé d'instruire les enfants de troupe. Il s'appelait Lazare Hoche. Aimé de ses camarades, il fut, en juillet, élu membre du comité de soldats qui remplaça les officiers.

Du 14 juillet à fin août 1789, ce comité travailla ferme. A réorganiser le régiment? Ma foi non : les hommes passaient presque tous à la garde nationale soldée et les musiciens allaient contribuer à former notre Conservatoire. Mais les bâtiments et les meubles payés par feu les officiers demeuraient ; pendant six semaines le caporal Hoche, le sergent Lefebvre et leurs collègues luttèrent pied à pied contre les représentants de la commune insurrectionnelle de Paris : il s'agissait de leur vendre le tout au meilleur compte. Bataille gagnée le 2 septembre ; ce jour-là, Hoche et Lefebvre signaient le premier reçu de l'argent versé par la Ville, 900 000 livres (dont 6 000 pour les meubles du dépôt). Chaque soldat toucha 324 livres 6 sous. L'insurrection payait.

Sur l'emplacement de la caserne, le propriétaire fit construire un immeuble de rapport, celui qui disparaît. On l'achevait fin 1792. Louis XVI, mené en fiacre, par le boulevard du Temple, aux Tuileries où la Convention le jugeait, faisait, toujours bonhomme, remarquer à ses gardiens que la construction avançait.

Depuis, la renommée de l'immeuble est gastronomique. Et d'abord Rossini l'habita (1855-1868) : l'illustre musicien est aussi l'inventeur d'un macaroni fameux, hélas perdu,

et sans doute du tournedos qui porte son nom. Au rez-de-chaussée, un restaurant célèbre a duré jusqu'à nous : le café de Foy (ce n'est pas celui du Palais-Royal) eut pour habitués Armand Carrel et ses amis ; du temps où Nibaud présidait à son destin Bouffé, acteur et directeur du Vaudeville, n'y payait guère ses additions que par quelque facétie. Sous Bignon, la table d'angle, la table *par excellence, fut une institution. Fondée par Eugène de Reims, elle groupa, entre* 1858 *et* 1881, *une élite boulevardière : Decazes, Delessert, Gramont-Caderousse, Bocher, Girardin, Seillière, Lehon, Aurélien Scholl enfin qui, en* 1884, *écrivit son oraison funèbre : « Que de morts depuis si peu d'années ! Dix ou douze sur une vingtaine de convives. Que serait-ce s'ils avaient mangé dans des restaurants à prix fixe ! » Du temps de Paillard, après qui nous avons vu fermer la maison, on y voyait encore Arthur Meyer ; ce nom seul me dispense...*

Sur l'immeuble qui remplacera tout cela, on remettra sans doute la plaque commémorative de Rossini, mais peut-être voudra-t-on ajouter à ce nom celui d'Aurélien Scholl, voire celui de Lazare Hoche. En ce cas, proposons dès maintenant notre texte : « Ici, de 1765 *à* 1789, *fut le dépôt du régiment des gardes françaises dont le mobilier, payé par les officiers du corps, fut vendu* 6 000 *livres, au profit des soldats mutinés, par les membres du comité révolutionnaire qu'ils avaient élu ».*

Il faut s'attendrir en connaissance de cause.

PIERRE D'ESPEZEL

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Rédacteur en Chef de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Elysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT

LE MARCHÉ FINANCIER

« Tu l'as voulu, Georges Dandin! » Cette phrase de Molière constitue aujourd'hui une moralité pratique. Les traites sur l'avenir, tirées sans l'aval du bon sens, étant parvenues à échéance, il faut les payer. Mais alors chacun ne reconnaît plus sa signature, ou prétend qu'elle lui fut extorquée. « Si vous avez absolument besoin d'argent, répond ce chacun devant l'insistance de l'huissier, qu'il trouve déplacée, je vais vous indiquer où il se trouve. » Et les « plans » succèdent aux « plans », alors qu'un seul s'impose et ne saurait se discuter : celui de la nécessité.

A la guerre, discutions-nous l'ordre d'un chef? Devant une maladie, tentons-nous de composer avec les prescriptions du médecin? Non : dans les circonstances majeures de notre vie, nous nous courbons devant cette discipline, commandée par notre conservation. Mais, entre temps, nous nous étions imaginés que, séduits par les pipeaux de MM. Léon Blum, Thorez et autres Jouhaux, des millions innombrables allaient pleuvoir sur nous, générateurs d'une félicité démocratique. Pourquoi, dès lors, demeurer fidèles aux traditions périmées du travail et de la loyauté dans les rapports sociaux? Pourquoi un chef, puisqu'il n'y aurait plus jamais de guerre? Pourquoi un médecin, devant l'absence future de toute maladie?

Existe-t-il toujours des chefs et des médecins? Sans doute... Certains hommes de gouvernement n'entendent plus se borner à ce rôle de gladiateurs, assigné par un parlementarisme sans responsabilité. Et ils apparaissent en mesure de revendiquer celle-ci, mais avec les moyens nécessaires pour l'utiliser. Pourquoi la république ne serait-elle plus un régime où l'autorité et l'ordre jouissent d'un prestige nécessaire? Pourquoi ceux qui la défendent effectivement n'auraient-ils pas le droit de rappeler à la pudeur — en attendant mieux — les véritables artisans du désastre?

Férue de raison et de logique, la Bourse suit l'évolution du drame. Avertie du despotisme exercé par les chiffres sur

la vie des individus comme sur celle des États, elle ne saurait mettre en doute la conclusion. Ce qui la préoccupe avant tout, c'est de savoir si celle-ci ne sera pas trop retardée ou contrariée.

Pas plus que les mouches, les capitaux ne s'amadouent avec du vinaigre. Que demandent-ils donc? Rien d'excessif, ni de sensationnel : la possibilité de travailler en paix, sans suspicion, ni brimade. On leur promet — expressément — le retour à ces conditions dont ils perdaient l'habitude. Ils ne récusent point cette promesse; ils attendent sa réalisation. Et ils ont déjà pris toutes leurs dispositions pour se mettre à l'œuvre d'arrache-pied, dès qu'il ne s'agira enfin plus de faire plébisciter notre redressement économique par la troisième internationale ou un quelconque Marceau Pivert. Soit bientôt, à mon humble avis.

Alors, ne perdons pas notre temps à douter de nous-mêmes pour commencer et de la France pour finir. Des mouvements importants se sont déjà produits. En dents de scie sans doute, mais on peut évoluer entre ces dents avec sûreté et profit quand on est suffisamment documenté. Vérité expérimentale dont tous ceux qui ont recouru à mon *Bulletin hebdomadaire* et à ses services annexes demeurent persuadés. Ce qui présente désormais une extrême urgence, c'est le fait de prendre position : car le démarrage sera brutal et laissera loin derrière lui ceux qui n'ont pas mis leur moteur en marche et fait leur plein de combustible. Dès le 28 septembre, certains de mes lecteurs qui se sont fait inscrire à mon service d' « informations rapides » ont pu bénéficier de différences appréciables. En effet, si je prends la rente 4 p. 100 1917, elle cotait le 30 septembre 70,75, elle a coté le 14 octobre 74,30 et le 14 novembre 82,20. La rente 4 1/2 p. 100 1932 A est passée de 77,95 à 80,55 et 85,65. Faites-vous donc inscrire aux « informations rapides », adressez-moi simplement votre carte de visite en vous recommandant de cette revue.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée à M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).